

ACADÉMIE DES SCIENCES SOCIALES ET POLITIQUES  
INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

# REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPEENNES

**TOME XIII—1975 • N° 3**

XXX années depuis la victoire sur le fascisme

Michel le Brave et son époque

Les Principautés Roumaines et l'Empire  
ottoman

EDITURA ACADEMIEI  
REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA

## Comité de rédaction

M. BERZA — membre correspondant de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie—*rédacteur en chef*; ALEXANDRU DUȚU—*rédacteur en chef adjoint*; EM. CONDURACHI, A. ROSETTI, membres de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; H. MIHĂESCU, COSTIN MURGESCU, D. M. PIPPIDI, membres correspondants de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie; AL. ELIAN, VALENTIN GEORGESCU, FR. PALL, MIHAI POP, EUGEN STĂNESCU

La REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES paraît 4 fois par an. Toute commande de l'étranger (fascicules ou abonnement) sera adressée à ILEXIM, Export-Import (Presă), Calea Griviței nr. 64—66, Oficiul poștal 12, Căsuța poștală 2001, București — România ou à ses représentants à l'étranger.

La correspondance, les manuscrits et les publications (livres, revues, etc.) envoyés pour comptes rendus seront adressés à l'INSTITUT D'ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES, Bucarest, sectorul 1, str. I. C. Frimu, 9, téléphone 50.75.25. pour la REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES.

Les articles seront remis dactylographiés en trois exemplaires.

Les collaborateurs sont priés de ne pas dépasser les limites de 25—30 pages dactylographiées pour les articles et de 5—8 pages pour les comptes rendus.

EDITURA ACADEMIEI REPUBLICII SOCIALISTE ROMÂNIA  
Calea Victoriei n° 125, téléphone 50 76 80, București — România

# REVUE DES ÉTUDES SUD-EST EUROPÉENNES

TOME XIII

1975

N° 3

## SOMMAIRE

### *XXX années depuis la victoire sur le fascisme*

- EUGEN BANTEA, L'insurrection roumaine d'Août 1944 dans le contexte de la situation politique Sud-Est européenne . . . . . 343
- ERNSTGERT KALBE (Leipzig), Zu den Etappen der Balkanpolitik des faschistischen deutschen Imperialismus . . . . . 347

### *Michel le Brave et son époque*

- NICOLAE STOICESCU, L'armée de la Valachie sous le règne de Michel le Brave (1593—1601) . . . . . 353
- ANDREI PIPPIDI, La Résurrection de Byzance ou l'unité politique roumaine: l'option de Michel le Brave . . . . . 367
- MARIA DOGARU, Sur le sceau de Michel le Brave et le sceau personnel de Téophane — la mère du voïvode . . . . . 379
- MUSTAFA A. MEHMED, La crise ottomane dans la vision de Hasan Kiafi Akhisari (1544—1616) . . . . . 385

### *Les Principautés Roumaines et l'Empire Ottoman*

- RADU MANOLESCU, Sur la participation des marchands de la péninsule Balkanique au commerce avec la Valachie et la Transylvanie, dans la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle . . . . . 403
- MIHAI MAXIM, Considérations sur la circulation monétaire dans les pays roumains et l'Empire ottoman dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle . . . . . 407
- CRISTINA ROTMAN, Zur Frage osmanischer Teilnahme am dreißigjährigen Krieg (Vorabend des um 1620 osmanischen Feldzuges gegen die Moldau) . . . . . 417
- TAHSIN GEMIL, Les Pays Roumains dans la politique européenne de la Porte ottomane au XVII<sup>e</sup> siècle . . . . . 425
- ARSLAN TERZIOĞLU (München), Evliya Çelebi's Beschreibung der südosteuropäischen Hospitäler und Heilbäder des 17. Jahrhunderts und ihre kulturgeschichtliche Bedeutung . . . . . 429
- VENIAMIN CIOBANU, Les relations politiques de l'Empire ottoman et de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle et les Principautés Roumaines. . . . . 443
- CENGIZ ORHONLU (Istanbul), The Geography of Walachia Written by a Turkish Politician . . . . . 447

*Textes et documents*

FRANCISC PALL, <i>Relazioni di Giovanni di Hunedoara con l'Italia negli anni 1452—1453, (I)</i> . . . . .	453
---	-----

**Chronique**

ȘTEFAN ANDREESCU, <i>Le Colloque roumano-italien « Les Génois dans la mer Noire aux XIII<sup>e</sup>—XIV<sup>e</sup> siècles »</i> . . . . .	479
--	-----

**Comptes rendus**

The Ottoman State and its Place in World History ( <i>Virgil Ciocltan</i> ); ELHAC AHMED ALI PACHA, <i>Traité de politique ottomane (Doina Elena Făget)</i> ; KARIOPHILIS MITZAKIS, <i>Βυζαντινὴ ἱστοριογραφία (H. Mihăescu)</i> ; MANIO STOIANOV, <i>Украса на словянските ръкописи в България (Paul Mihail)</i>	461
---	-----

<b>Notices bibliographiques</b> . . . . .	491
---	-----

<b>Livres reçus</b> . . . . .	503
-------------------------------	-----

## L'INSURRECTION ROUMAINE D'AOÛT 1944 DANS LE CONTEXTE DE LA SITUATION POLITIQUE SUD-EST EUROPÉENNE\*

EUGEN BANTEA

La simple énumération des objectifs de l'insurrection roumaine d'août — qui furent aussi ses acquis — suggère sa portée internationale : renversement de la dictature militaro-fasciste interne, élimination de la présence nazie de la plupart du pays par les forces roumaines, rattachement de la Roumanie *comme telle, comme État*, à la guerre antifasciste mondiale. On peut avancer que même la structuration des forces socio-politiques qui ont présidé à ce tournant de la vie du peuple roumain dépasse une signification purement intérieure et circonscrite dans le temps. Il s'agit de cette insolite coalition s'étendant depuis le prolétariat — l'aile marchante du mouvement antifasciste national roumain, dirigé par le parti communiste, qui s'était concerté avec le parti social-démocrate —, passant par la paysannerie, les couches moyennes et associant aussi les principaux partis bourgeois qui avaient gouverné dans l'entre-deux-guerres, en englobant aussi la monarchie du roi Michel<sup>1</sup>.

Le thème de ce bref exposé n'est pas autant la résonance générale et générique de l'insurrection roumaine, qu'une aire spécifique de son rayonnement. Jusqu'ici on a dévisagé l'événement surtout sous l'angle de sa relation, certes prioritaire, avec les développements de l'est du continent, à savoir les conditions hautement propices créées par la poussée irrésistible des forces armées soviétiques qui avaient engagé et étaient en train de dépecer le gros des troupes de la Wehrmacht de Roumanie<sup>2</sup>. En même temps, on a retenu l'accélération de l'avance des forces soviétiques sous l'effet du retournement des armes roumain<sup>3</sup>.

Mais l'insurrection eut à la fois une prégnante gravitation sud-est européenne.

\* Intervention présentée au III<sup>e</sup> Congrès International des Études du Sud-Est Européen, Bucarest, 4—10 Septembre 1974.

<sup>1</sup> *Tezele Comitetului Central al Partidului Comunist Român pentru Congresul al X-lea al partidului*, Editura politică, București, 1969, p. 5; Nicolae Ceaușescu, *Cuvtinare la sesiunea jubilară a Marii Adunări Naționale consacrată celei de-a XXX-a aniversări a eliberării României de sub dominația fascistă, 22 august 1974*, Editura politică, București, 1974.

<sup>2</sup> Generaloberst a. D. Hans Friessner, *Verratene Schlachten*, Holsten—Verlag, Hamburg, 1956, pp. 63—68; 79—83; *Istoritā Velikoi Otecestvennoi Voitni Sovetskovo Soluza 1941—1945*, T. 4, Izdatelstvo Ministerstva Oboroni SSR, Moskva, 1962, p. 261, 267—270.

<sup>3</sup> Denise Basdevant, *Terres roumaines. Contre vents et marées*, les Éditions de l'Épargne, Paris, 1961, p. 135.

*Primo* : Certes, les coups assenés sans répit à la machine de guerre nazie par les forces patriotiques de résistance de notre aire continentale — l'armée de libération de la Yougoslavie, où l'on combattait d'une manière distincte l'occupant dès 1941, les forces militaires populaires d'Albanie, de Grèce, les remous de Bulgarie, où les patriotes s'opposaient toujours plus vigoureusement au régime oppressif intérieur — tout ce complexe a sensiblement et crescendo érodé et malmené aussi des troupes allemandes à même d'être lancées, le cas échéant, contre notre pays. Il est à rappeler que début juin 1944, selon des cartes opérationnelles allemandes, la Wehrmacht était obligée de maintenir aux Balkans — indépendamment des troupes stationnées en Roumanie — une masse de 25 divisions <sup>4</sup>, donc un nombre des grandes unités allemandes égal au groupe d'armées « Südukraine » qui constituait l'aile sud du front allemand opposé aux Soviétiques. Quant au moment même de l'insurrection, il est à mentionner qu'une vaste offensive yougoslave démarra contre la Wehrmacht en Serbie, donc à proximité de l'espace roumain <sup>5</sup>.

D'ailleurs, il est significatif que les plans conspiratifs de la coalition insurrectionnelle roumaine avaient prévu, au cas d'un échec ou demi-échec, un repli vers le sud-ouest de la Roumanie, donc vers l'aire contrôlée ou disputée par les forces de la résistance sud-est européenne, notamment yougoslave <sup>6</sup>. Cela peut paraître paradoxal, mais le choix de cette direction partait, probablement, de la considération que la grande masse des troupes nazies du nord-est de la Roumanie, au cas où elles auraient maintenu une certaine cohésion, s'interposeraient entre le dispositif insurrectionnel et les forces soviétiques du front au nord de la mer Noire.

*Secundo* : En tant qu'acte d'autodétermination nationale, de présence propre dans le grand contentieux international de l'époque — la réduction du fascisme, notamment celui hitlérien — l'insurrection nationale armée anti-fasciste et antiimpérialiste de Roumanie fut loin d'être seulement bénéficiaire du « crédit » extérieur — d'où qu'il vienne — et, par contre, tâcha de et réussit à apporter elle-même une contribution à la modification du paysage politico-militaire environnant.

Par exemple, selon le Kriegstagebuch de l'OKW, le 23 août à Rastembourg était prête à être signée par Hitler une nouvelle directive stratégique pour les Balkans <sup>7</sup>. Elle ne le fut plus, *expressis verbis* en raison du revirement roumain, comme le consigne le même journal des opérations <sup>8</sup>. De plus, l'insurrection commencée à Bucarest le 23 août 1944 a affecté d'une manière perceptible les structures de commandement et le dispositif nazi de cette aire continentale. L'auteur américain Earl

<sup>4</sup> Gordon A. Harrison, *Gross-Channel Attack. United States Army in World War II*, Washington D.C., 1951, p. 471. Appendix G. : *Divisions Available to Germany on 6 June 1944* (Based on German Situation Maps).

<sup>5</sup> Institutul de studii istorice și social-politice de pe lângă CC al PCR. *Rezistența europeană în anul celui de-al doilea război mondial, 1938—1945*, Editura militară, București, 1973, pp. 424—430.

<sup>6</sup> Arhiva Institutului de studii istorice și social-politice de pe lângă CC al PCR, fond XIII, dossier n° 1961.

<sup>7</sup> *Kriegstagebuch des Obercommandos der Wehrmacht (Wehrmachtführungsstab)*, Band IV : 1. Januar 1944—22. Mai 1945, Erste Halbband (ci-dessous on citera la source par l'abréviation : KTBOKW), Bernard und Graefe Verlag für Wehrwesen, Frankfurt am Main, 1961, pp. 680—681.

<sup>8</sup> *Ibid.*

Ziemke note à cet égard, sur la foi de documents allemands exhaustifs, qu'auparavant le groupement stratégique hitlérien des Balkans, le soi-disant « Oberbefehlshaber Südost » qui avaient les regards vers le sud — la Méditerranée — et, nous l'ajoutons, un regard centripète, vers le mouvement de résistance de l'aire même<sup>9</sup> — se vit soudainement impliqué dans les développements survenus à l'est, en Roumanie, où on ne lui avait pas prévu de tâches antérieurement<sup>10</sup>. En huit jours, les forces armées roumaines, passées intégralement du côté de l'insurrection, ont fait éclater le dispositif nazi du sud, centre et l'ouest de la Roumanie. Donc, entre autres, les Roumains ont éliminé les Allemands du sud-ouest de notre pays<sup>11</sup>, et ont complètement délogé de la présence nazie le trajet roumain du Danube qui, de la sorte, fut trouvé dans cet état par les armées soviétiques lors de leur arrivée graduelle fin août — seconde moitié de septembre 1944.

*Tertio* : Le grand rendez-vous des forces nazies aux Portes de Fer roumaines n'eut plus lieu, en l'occurrence jonction à l'échelle continentale, ordonnée par Berlin tout de suite après le soulèvement antifasciste roumain, entre le « Oberbefehlshaber Südost » de l'OKW et le groupe d'armées « Südukraine » de l'OKH, groupe déployé à l'est de notre pays<sup>12</sup>, tout comme les troupes aéroportées de la fameuse « Brandebourg », expédiées à la hâte par le feldmaréchal von Weichs de Belgrade et Nish<sup>13</sup> n'ont fini que par grossir le nombre des prisonniers qui se rendirent aux Roumains. Mais, de la sorte, bien que d'une manière restreinte, le facteur roumain a drainé sur lui un quotient des forces nazies des Balkans, surtout de Yougoslavie et Bulgarie, redistribution qui allait augmenter dans les semaines suivantes.

*Quarto* : En ce qui concerne l'impact politico-psychologique du revirement roumain, un seul fait doit être mentionné ici : à l'occasion de la conversation entre Hitler et Pavelitch en septembre 1944, celui-ci remarquait textuellement : « Dernièrement, la Croatie a eu à supporter deux crises, dont la première est survenue par l'effet (*im Zusammenhang*) de la défection de la Roumanie [...] »<sup>14</sup>; il est superflu de signaler que le terme « défection » est inadéquat.

Bref, au-delà de son caractère implicite ou explicite, l'interconditionnement et l'entraide de fait des forces roumaines et des mouvements de libération du Sud-Est européen pendant l'été et l'automne de 1944 ont laissé des traces indélébiles. Et pas en dernier lieu parce que de part et d'autre, il s'agissait de peuples, de nations numériquement petits ou moyens, qui sûrent de cette manière jeter dans la balance leur propre poids, en refusant de faire figure de spectateurs passifs à la refonte de leurs propres destinées.

<sup>9</sup> *Ibid.*, pp. 815—817.

<sup>10</sup> Earl F. Ziemke, *Stalingrad to Berlin. The German Defeat in the East*, United States Army in World War II, Washington D.C., 1968, p. 355.

<sup>11</sup> *Pentru eliberarea patriei — Documente, extrase din presă, memoriile cu privire la lupta poporului român pentru eliberarea patriei de sub jugul fascist (23 august — 25 octombrie 1944)*, Editura militară, București, 1972, pp. 373—374.

<sup>12</sup> General-maior Eugen Bantea, *Insurecția antifascistă din România în desfășurarea generală a războiului purtat contra Reichului nazist în « Studii. Revistă de istorie », 26, 1/1973, pp. 123—125.*

<sup>13</sup> KTBOOKW, p. 807.

<sup>14</sup> Politisches Archiv Bonn — Auswärtiges Amt Reichsminister Handakten, Dolmetscher Schmidt, Akten betreffend Aufzeichnungen, 1944, vom 23. August 1944 bis Dezember 1944, p. 4.

## ZU DEN ETAPPEN DER BALKANPOLITIK DES FASCHISTISCHEN DEUTSCHEN IMPERIALISMUS\*

ERNSTGERT KALBE  
(Leipzig)

Die Einbeziehung der südosteuropäischen Länder in den Herrschaftsbereich des faschistischen deutschen Imperialismus bzw. der faschistischen Achsenmächte, wobei Italien mehr und mehr in die Rolle des Juniorpartners gedrängt wurde, und ihre Unterordnung unter die Kriegspläne Hitlerdeutschlands erfolgten durch ein ganzes System ökonomischer, politischer und militärischer Maßnahmen, die über verschiedene Etappen hinweg mit manchen taktischen Improvisationen durchgesetzt wurden.

In der Zeitspanne von 1933/34 bis 1936 konzentrierte sich die faschistische deutsche Südosteuropapolitik zunächst darauf, die Selbständigkeit der italienischen Außenpolitik im Donau- und Balkanraum durch die allmähliche Bindung Italiens an Deutschland einzuschränken und gleichzeitig die eigenen Positionen in Ungarn und Bulgarien zu festigen, um sich eine Ausgangsposition für die Aufrollung der beiden prowestlichen Paktsysteme im europäischen Südosten zu schaffen. Ausdruck dafür waren die Besuche Horthys und Boris' III. im August 1936 bei Hitler, wobei über eine gemeinsame Balkanpolitik beraten wurde, vor allem aber die Unterzeichnung des Achsenvertrages im Oktober 1936 zwischen Deutschland und Italien.

Während sich der faschistische deutsche Imperialismus auf politischem Gebiet im wesentlichen noch darauf beschränkte, eine außenpolitische Konfrontation der Kleinen Entente gegen seine südosteuropäischen Interessen zu verhindern, bediente er sich in dieser Phase vorwiegend wirtschaftlicher Mittel der Expansion nach Südosteuropa, um auf der Grundlage des Schachtschen „Neuen Planes“ von 1934 den Außenhandel dieser Länder unter seine Kontrolle zu bringen. Dazu diente eine Reihe von Wirtschafts- und Handelsverträgen, die die Donau- und Balkanstaaten ökonomisch bereits weitgehend an Hitlerdeutschland band, dringend benötigte industrielle und landwirtschaftliche Rohstoffe für künftige Kriegsabsichten erschloß und die stufenweise Umwandlung dieser Länder in Wirtschaftsanhängsel des deutschen Imperialismus vorbereitete.

---

\* Beitrag zu dem III. Kongreß für südosteuropäische Studien, Bukarest, 4.–10. September 1974.

In der Etappe von Ende 1936 bis zum Münchener Abkommen im Herbst 1938 war die Südostpolitik des deutschen Faschismus darauf gerichtet, die Kleine Entente innerlich zu zersetzen und schließlich aufzulösen, indem ihre Mitgliedsstaaten voneinander isoliert und einzeln entweder liquidiert oder an Hitlerdeutschland gebunden werden sollten. In diesen Jahren verlagerte sich das Schwergewicht der deutschen Balkanpolitik auf Jugoslawien, das sowohl die Rolle eines trojanischen Pferdes innerhalb der Kleinen Entente spielen als auch der Neutralisierung des italienischen Einflusses im Südosten dienen konnte.<sup>1</sup> Diese Entwicklung, die sich in den jugoslawisch-bulgarischen und jugoslawisch-italienischen Freundschaftsverträgen von 1937 niederschlug, kommentierte der italienische Außenminister Ciano gegenüber seinen jugoslawischen Verhandlungspartnern mit der besorgten Feststellung, daß Deutschland nicht nur ein gefährlicher Feind für seine Feinde, sondern auch ein schwieriger Freund für seine Freunde sei.<sup>2</sup> Parallel zur Aushöhlung der Kleinen Entente kanalisierte die deutsch-faschistische Diplomatie die ungarischen Revisionsansprüche gegen die Tschechoslowakei, während den territorialen Ambitionen Ungarns gegenüber Jugoslawien und Rumänien Zügel angelegt wurden.

Hinsichtlich der Balkanentente „begnügte“ sich der deutsche Faschismus zunächst vordergründig damit, ähnlich wie früher gegenüber der Kleinen Entente, einer antideutschen Orientierung dieses Bündnisses vorzubeugen, wobei Bulgarien als Hebel deutscher Politik eingesetzt werden konnte.

Beredtes Zeugnis für den in dieser Phase erfolgenden Übergang Deutschlands zur politischen Offensive in Südosteuropa, die durch die Appeasement-Politik der Westmächte wesentlich erleichtert wurde, waren die seit 1936 nicht mehr abreißenen Staats- und Regierungsbesuche führender Vertreter der Achsenmächte und der südosteuropäischen Länder. Staatsoberhäupter, Regierungschefs, Außen- und Wirtschaftsminister gaben einander in Berlin, Rom, Budapest, Bukarest, Belgrad und Sofia die Türklinke in die Hand, um die politische Bindung der Donau- und Balkanländer an die faschistischen Achsenmächte vorzubereiten.

Nach München, in der Etappe vom Herbst 1938 bis zum Frühsommer 1940, orientierte sich Hitlerdeutschland in Südosteuropa schließlich auf die Zerstörung auch der Balkanentente, wobei englische Versuche zu ihrer Wiederbelebung durchkreuzt und italienische Absichten zur Bildung eines eigenen Balkanblocks paralysiert werden mußten. Diese Marschrichtung der faschistischen deutschen Diplomatie kleidete einer ihrer markanten Vertreter, von Weizsäcker, in folgende Formulierung: „Unser Interesse geht jedoch dahin, mit den einzelnen Staaten der Balkanentente unsere Beziehungen unmittelbar zu regeln. Diese Politik ist in den letzten Besprechungen mit Rumänien und Jugoslawien erfolgreich fortgesetzt worden. Der jetzt von England ausgehende Versuch, die Balkan-Entente zu einem Instrument einer gegen Deutschland gerichteten Politik zu

<sup>1</sup> Vgl. S. Baar, *Die Jugoslawienpolitik des faschistischen deutschen Imperialismus in der Zeit von 1935 bis zum 6. April 1941*, Phil. Diss., Leipzig, 1968, S. 64 ff.

<sup>2</sup> Vgl. J. P. Hoptner, *Jugoslavia in crisis 1934–1941*, New York/London 1962, S. 67.

machen und Bulgarien dabei einzubeziehen, muß selbstverständlich auf unsere Gegnerschaft stoßen.“<sup>3</sup>

Die jugoslawische Mitwirkung bei der Lösung dieser Aufgaben wurde zwar in Anspruch genommen, war aber eigentlich bereits nicht mehr vordringlich. Statt dessen verschoben sich die Akzente der deutschen Balkanpolitik auf Rumänien, wobei Ungarns und Bulgariens Stellenwert als Druckmittel gegenüber Rumänien wuchs, ohne daß Hitlerdeutschland die chauvinistische Meute, die besonders in Ungarn ungeduldig zum Beutezug nach Siebenbürgen rüstete, etwa von der Kette gelassen hätte. Die deutsch-faschistische Politik gegenüber Ungarn und Rumänien richtete sich auch im Frühjahr 1940 noch nach der Maxime Ribbentrops, die er im November 1938 aufgestellt hatte: „Die Grundidee unserer Politik gegenüber Ungarn und Rumänien muß zur Zeit sein, diese beiden Eisen im Feuer zu halten und je nach Entwicklung der Lage die Dinge im deutschen Interesse zu gestalten.“<sup>4</sup>

Nach der Zerschlagung der Rest-Tschechoslowakei durch Hitlerdeutschland im März 1939, die Italien am 7. April 1939 zur Besetzung Albaniens als „territorialen Ausgleich“ anstachelte, schlossen Deutschland und Italien im Mai 1939 den sogenannten Stahlpakt, der sowohl die Verschärfung der Gegensätze zwischen den Achsenmächten und den Westmächten anzeigte als auch den nahenden Kriegsausbruch ankündigte.

In dieser Situation brauchte der deutsche Faschismus für den Überfall auf Polen, erst recht aber danach für den geplanten Westfeldzug Ruhe in Südosteuropa. Es mußten Bedingungen der „friedlichen“ Unterwerfung der Donau- und Balkanstaaten gewahrt bleiben, um die dringend erforderlichen Rohstoffe ungestört ausbeuten zu können, wobei das rumänische Erdöl von entscheidender Bedeutung war.

Aus solchen Gründen spielten Rumänien und danach das erzreiche Jugoslawien in dieser Zeit eine wesentlich größere Rolle in den politischen Kalkulationen Hitlerdeutschlands als Ungarn, das seit seinem Anschluß an den Antikominternpakt im Februar 1939 ohnehin fest an den deutschen Faschismus gekettet war.

Vom Sommer 1940 an stand die Südosteuropapolitik des faschistischen deutschen Imperialismus ausschließlich unter dem Blickwinkel der Vorbereitung des militärischen Überfalls auf die Sowjetunion, der vom faschistischen Führungsstab im Juli 1940 grundsätzlich beschlossen worden war. Jetzt galt es, den europäischen Südosten definitiv als militärische Aufmarschbasis, strategisches Hinterland und wirtschaftliche Versorgungsquelle abzusichern, was möglichst mit „friedlichen Mitteln“, nötigenfalls aber auch mit bewaffneter Gewalt, geschehen sollte. Deshalb drängte Hitlerdeutschland nunmehr auf die endgültige politische Bindung seiner südosteuropäischen Vasallen an die faschistische Achse durch ihren Beitritt zum Dreimächtepakt, der im November 1940 von Ungarn und Rumänien und im März 1941 von Bulgarien und Jugoslawien vollzogen wurde.

In diesem Zusammenhang forcierte die faschistische deutsche Diplomatie jetzt auch eine definitive Regelung der ungarisch-rumänischen

<sup>3</sup> *Akten zur deutschen auswärtigen Politik*, Bd VI, Baden-Baden 1956, Nr. 347, S. 378.

<sup>4</sup> *Ebenda*, Bd V, S. 285.

Grenzstreitigkeiten und fällte — nachdem sich die beteiligten Länder in direkten Verhandlungen erwartungsgemäß nicht einigen konnten — zusammen mit Italien im August 1940 den sogenannten zweiten Wiener Schiedsspruch, der weder auf ungarische noch auf rumänische Vorstellungen Rücksicht nahm, sondern eine Grenzziehung entlang des Karpatenkammes festlegte, die ausschließlich von strategischen Erwägungen für den künftigen Krieg gegen die Sowjetunion diktiert war.<sup>5</sup>

Mit Mißfallen beobachtete der Führungsstab des faschistischen Deutschlands das Ende Oktober 1940 von Italien zur Unzeit vom Zaune gebrochene militärische Abenteuer gegen Griechenland, da Hitler wegen des bevorstehenden Überfalls auf die UdSSR eine „Balkanfront“ möglichst vermeiden wollte und glaubte, mit Hilfe eines achsenfreundlichen Jugoslawiens, „Griechenland ohne Gewalt in Ordnung bringen zu können“.<sup>6</sup> Der erfolglose Verlauf des italienischen Parallelkrieges veranlaßte das faschistische Deutschland indessen früher oder später zur bewaffneten Intervention, weniger der vielzitierten „Bundeshilfe“ wegen als vielmehr aus Furcht, England könne sich militärisch in Griechenland festsetzen und die deutsche Balkanflanke bedrohen.

In dieser Lage fand am 27. März 1941 in Jugoslawien, zwei Tage nach dessen Unterschrift unter den Dreimächtepakt, ein Staatsstreich der von General Simović repräsentierten prowestlichen Kräfte der jugoslawischen Bourgeoisie statt, der angesichts der gewaltig anschwellenden antifaschistischen Volksbewegung im Lande — trotz gegenteiliger Erklärungen der kompromißlerischen neuen Regierung — die Möglichkeit in sich barg, die Fesseln des Dreimächtepaktes zu sprengen.

Nunmehr entschloß sich das faschistische deutsche Oberkommando, die seit Ende 1940 vorbereitete Weisung Nr. 20, den militärischen Plan „Marita“ gegen Griechenland, der die „Besitznahme der Ägäischen Küste und des Beckens von Saloniki“ sowie einen Vorstoß über Larissa auf die Enge von Korinth vorsah,<sup>7</sup> mit einem bewaffneten Angriff auf Jugoslawien zu verbinden, dessen Ziel gemäß der rasch ausgearbeiteten Weisung Nr. 25 darin bestand, Jugoslawien militärisch und als Staatsgebilde zu zerschlagen.<sup>8</sup>

Der Balkanfeldzug des faschistischen deutschen Imperialismus, der erstens der militärischen Sicherung des südosteuropäischen Hinterlandes für die Durchführung der im Plan Barbarossa festgelegten Aggression gegen die UdSSR diene und zweitens die militärische Zwangslage Italiens zur endgültigen Durchsetzung des deutschen Supremats in Südosteuropa ausnutzte, keinesfalls aber eine selbständige strategische oder gar kriegsverändernde Rolle spielte, begann am 6. April 1941.

Damit befand sich der europäische Südosten völlig unter der Kontrolle der Achsenmächte; seine Umwandlung in eine militärische

<sup>5</sup> Vgl. M. Hegemann, *Die ungarisch-rumänischen Verhandlungen von 1940 im Schatten der deutsch-faschistischen Balkanpolitik*, in: „Wissenschaftl. Zeitschrift der Karl-Marx-Universität Leipzig, Gesellschafts- und Sprachwiss. Reihe“, 1966, H. 3, S. 453 ff.

<sup>6</sup> F. Halder, *Kriegstagebuch*, Bd II, bearb. von H.-A. Jacobsen, Stuttgart, 1963, S. 303.

<sup>7</sup> *Der Nürnberger Prozeß*. Aus den Protokollen, Dokumenten und Materialien des Prozesses gegen die Hauptkriegsverbrecher vor dem Internationalen Militärgerichtshof, ausgewählt und eingeleitet von P.A. Steiniger, Bd II, 5. Aufl., Berlin, 1962, S. 226.

<sup>8</sup> Vgl. ebenda, S. 231.

Aufmarschbasis und halbkoloniale Versorgungsbasis der faschistischen Aggressoren war abgeschlossen. Der Weg für neue Kriegsabenteuer, für den wortbrüchigen Überfall auf die Sowjetunion war frei.

Im Zusammenhang mit der Unterwerfung Südosteuropas unter die faschistischen Achsenmächte wird in der imperialistischen Historiographie, besonder der BRD, den Interessengegensätzen zwischen Deutschland und Italien im Donau- und Balkangebiet viel Raum gewidmet und dabei der Schluß nahegelegt, daß Hitlerdeutschland durch ständige Rücksichtnahme auf die den deutschen Interessen konträren Ambitionen des italienischen Partners in diesen Ländern bewußt Nachteile in Kauf genommen hätten, ja daß die faschistische Neuordnung im europäischen Südosten ohne solche Widersprüche eine wesentlich andere, im ganzen friedlichere Entwicklung genommen hätte.<sup>9</sup>

Diese zweckgebundene Überschätzung der Konsequenzen deutsch-italienischer imperialistischer Divergenzen, die die faschistische Expansion nach Südosteuropa wohl im historischen Detail, nicht aber ihrem Wesen und ihren Ergebnissen nach verändern konnten, läuft auf die apologetische Entlastung des faschistischen deutschen Imperialismus hinaus, während dem italienischen Juniorpartner die Hauptverantwortung aufgebürdet werden soll.

Solche Erscheinungen, wie z.B. territoriale Konzessionen, die Hitlerdeutschland den chauvinistischen Begehrlichkeiten seines italienischen Juniorpartners, seiner ungarischen und bulgarischen Satelliten machte, für das Wesen der faschistischen „Neuordnungs“- und Okkupationspolitik in Südosteuropa auszugeben, geht jedoch bewußt am Kern der Problematik vorbei. Der Sache nach zielten sowohl das System der politischen „Neuordnung“ als auch das faschistische Okkupationsregime trotz bestehender Divergenzen zwischen den Achsenstaaten, trotz differenzierter Methoden und vielfach auch widersprüchlicher Maßnahmen darauf ab, den europäischen Südosten unter Einbeziehung des Potentials der freiwilligen oder gepreßten Verbündeten Hitlerdeutschlands in eine Rohstoff- und strategische Ausgangsbasis sowie in ein Menschenreservoir für die weitere Kriegführung des deutschen Imperialismus zu verwandeln, der dabei niemals — trotz aller Danaergeschenke — seine politische und ökonomische Vormachtstellung im Donau- und Balkanraum aufgegeben hat. Als Wesenszug des faschistischen „Neuordnungs“- und Okkupationssystems tritt somit die Sicherung der politischen, militärischen und wirtschaftlichen Hegemonie des faschistischen deutschen Imperialismus in Südosteuropa zutage.

---

<sup>9</sup> Vgl. J. Matl, *Jugoslawien im zweiten Weltkrieg*, in: *Osteuropa-Handbuch, Jugoslawien*, Bd 1, Köln/Graz 1954, S. 103; H. Neubacher, *Sonderauftrag Südost 1940–1945*, Göttingen/Berlin (W)/Frankfurt a.M. 1956, S. 132 f.; L. Hory/M. Broszat, *Der kroatische Ustascha-Staat 1941–1945*, in: *Schriftenreihe der Vierteljahreshefte für Zeitgeschichte*, Nr. 8, Stuttgart 1964, S. 41.

## L'ARMÉE DE LA VALACHIE SOUS LE RÈGNE DE MICHEL LE BRAVE (1593—1601)

NICOLAE STOICESCU

Les transformations socio-économiques et politiques intervenues en Valachie dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle sont généralement connues, ainsi que les conséquences de la domination ottomane installée au cours de la troisième et quatrième décennies du même siècle<sup>1</sup>.

Sur le plan militaire, la « grande armée du pays », celle qui par sa vaillance avait assuré l'indépendance de l'Etat, cesse d'être appelée sous les armes pendant la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>2</sup>. Au cours de la seconde moitié de ce siècle, un rôle croissant dans l'armée, comme dans l'administration revient aux corporations des « *curteni* » (gens de cour), dits aussi « *roșii* » (les rouges)<sup>3</sup>.

Après le règne de Radu d' Afumați (1522—1529), le combat contre les Turcs s'arrête. Ensuite, quand un corps d'armée ira en Transylvanie sur l'ordre de la Porte, en 1558, l'armée ne participera à aucune action militaire. On pourrait dire que *presque sept décennies d'inactivité* (depuis Radu d' Afumați jusqu'à Michel le Brave) *avait enlevé à l'armée son adresse guerrière*.

Parallèlement au déclin de l'armée valaque, des modifications structurales interviennent en Europe dans l'organisation et la dotation des troupes, qui accordent toujours plus d'importance aux mercenaires et aux armes à feu, de plus en plus perfectionnées. C'est l'époque où la carrière des armes devient une véritable science, et où les guerres, fort coûteuses, ne convenaient qu'aux pays riches<sup>4</sup>.

Après l'avènement au trône de la Valachie, Michel le Brave s'est rendu compte de la situation et s'est mis en quête des meilleures solutions en vue de remettre sur pied une armée à même de combattre pour reconquérir l'indépendance du pays. L'appel à la « grande armée » ne pouvait plus avoir le même succès que du temps du règne glorieux d'Etienne le Grand, car celle-ci avait perdu l'habitude de la guerre et se trouvait dans un état d'évidente infériorité par rapport aux soldats de carrière. Toutefois, Michel ne renonça pas à appeler les habitants du pays sous les

<sup>1</sup> Voir *Istoria României*, II, Editions de l'Académie roumaine, Bucarest, 1961, p. 776—798 et 826—880.

<sup>2</sup> Sur les causes du déclin, voir N. Stoicescu, « *Oastea cea mare* » in *Țara Românească și Moldova (sec. XIV—XVI)*, dans l'ouvrage *Oastea cea mare*, Bucarest, 1972 et idem, *Discuții. Despre « oaste » și « oastea cea mare »* (« Revista de istorie », 1974, n<sup>o</sup> 2, p. 269—274).

<sup>3</sup> N. Stoicescu, *Curteni și slujitori*, Bucarest, 1968.

<sup>4</sup> F. Braudel, *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 2<sup>e</sup>, vol. II, Paris, 1966, p. 8.

armes et on trouve, dans maintes sources historiques, signalés ces derniers aux côtés de leur prince, bien qu'ils ne composent plus, comme jadis, la « grande armée ».

Un premier appel sous les armes des habitants a eu lieu au commencement même de la rébellion contre les Turcs, en 1594, quand, après avoir brûlé les quittances et les registres turcs, le prince réunit le « peuple », lui déclarant qu'il l'a affranchi de toute charge et lui demandant des volontaires pour le suivre. « Et avec ça il a réussi à attirer à lui une très grande foule »<sup>5</sup>. De cette « foule » se composera la première armée de Michel le Brave, à l'appui duquel viendront par la suite un certain nombre de mercenaires hongrois et haïdouks sud-danubiens.

Les soldats « du pays » sont mentionnés ensuite dans bon nombre de sources, notamment pour la période 1595—1597, quand ils affrontèrent les coups durs des batailles contre les Turcs<sup>6</sup>.

Outre les hommes libres, les boyards étaient obligés de faire venir sous les armes les hommes de leurs domaines, dont ils prenaient le commandement. En septembre 1597, le prince ayant inspecté « les cavaliers que les boyards sont tenus (de fournir) de leurs domaines à l'armée et de les faire servir à leur compte pendant trois mois », n'avait trouvé qu'environ 500—600 soldats de cette catégorie<sup>7</sup>, ce qui prouve que les boyards ne pouvaient disposer que de contingents peu fournis.

À l'« armée du pays », composée de paysans et de citadins et présente dans de nombreuses campagnes de Michel le Brave, mais surtout lorsqu'il s'agissait de défendre le pays<sup>8</sup>, s'ajoutait celle, avec un rôle assez important dans l'organisation militaire de la Valachie, des *gens de cour ou rouges*, petite noblesse avec des obligations militaires<sup>9</sup>. Ces gens de cour de Michel le Brave suscitèrent l'admiration de leurs contemporains, qui parlent de « la très belle armée des rouges »<sup>10</sup>. Ces soldats se battaient à cheval, utilisant leurs propres armes.

Il est fort probable que, vu le grand besoin de troupes à l'époque du règne de Michel le Brave, le nombre des rouges ait été augmenté par l'inclusion dans leurs rangs de villages entiers<sup>11</sup>.

À l'« armée du pays » proprement dite et à ses gens de cour le prince ajouta un nouveau corps d'armée, celui des « *slujitori* » (valets d'armes) levés parmi les paysans et les citadins et composé de deux groupes : les « *dorobanți* » ou « *trabanți* », qui étaient des fantassins, et les « *călărași* » (cavaliers)<sup>12</sup>. Cette armée, à demi permanente — à la différence des mercenaires — ne coûtait pas beaucoup ; ils servaient le prince en échange de certaines exemptions fiscales et, dans certains cas, contre une solde. En plus des exemptions et de la solde, Michel le Brave employait aussi un autre

<sup>5</sup> Hurmuzaki, III/1, p. 465.

<sup>6</sup> *Călători străini despre țările române*, III, p. 505 ; Hurmuzaki, XII, p. 51, 483, 621 ; IV, p. 66, etc.

<sup>7</sup> *Călători străini*, IV, p. 68.

<sup>8</sup> Parfois, les paysans étaient eux-mêmes les promoteurs de quelques entreprises de défense, pour protéger leurs villages, comme ce fut le cas en 1595 (*Istoria României*, II, p. 966).

<sup>9</sup> N. Stoicescu, *Curten și slujitori*, chap. I, *Curten și evoluția lor*, p. 15—59.

<sup>10</sup> *Călători străini*, IV, p. 129—130. Voir aussi *Monumenta Hungariae Hist., Scriptores*, XXVIII, p. 290.

<sup>11</sup> *Doc. priv. Istoria României*, B, XVII, vol. I, p. 90.

<sup>12</sup> N. Stoicescu, *op. cit.*, chap. *Slujitorii*.

moyen pour entretenir et récompenser les services de ses « slujitori » : il leur donnait l'usufruit des terres faisant partie des domaines du prince, tout en les établissant dans certaines villes de Valachie — à Ploiești, Mănești, Gherghița et Rușii de Vede, où l'on signale des garnisons de cavaliers au début du XVII<sup>e</sup> siècle, garnisons qui ne pouvaient dater que du règne de ce prince.

Compte tenu du besoin pressant d'hommes de guerre à cette époque, où la Valachie fournissait le plus grand effort guerrier de son histoire, il est fort probable que parmi ces « slujitori » il y avait aussi des serfs, bien que l'entrée de ceux-ci dans les corporations militaires fût généralement interdite<sup>13</sup>.

Ainsi que l'ont déjà remarqué avant nous P. P. Panaitescu<sup>14</sup> et Ștefan Ștefănescu<sup>15</sup>, l'an 1597 semble avoir marqué un tournant dans l'organisation de l'armée de Michel le Brave. Celui-ci est le premier prince roumain à se servir des mercenaires à large échelle<sup>16</sup>.

Qu'est-ce qui a pu inciter ce prince à faire appel à de tels soldats ? Tout d'abord un certain tarissement de la réserve d'hommes dont disposait le pays en 1597. C'est ce que nous apprend la chronique : « Ensuite, Michel Voïvode, vu qu'il avait perdu tant de braves, il s'affligea. Et il commença à envoyer par tous les pays étrangers afin de réunir de vaillants bien braves et en ramena des Polaques et des Cosaques et toutes sortes d'hommes qui lui étaient utiles »<sup>17</sup>. Il ne faut point oublier que cette même année 1597, lors de l'inspection passée par Michel le Brave, celui-ci n'avait trouvé — comme nous l'avons déjà mentionné ci-dessus — que 500—600 soldats levés par les boyards sur leurs domaines.

Un autre mobile du prince était son désir de moderniser son armée, en appelant aux services des spécialistes dans le maniement des armes<sup>18</sup>, pour lesquels la guerre était une profession. Or, les mercenaires étaient fort en vogue à cette époque. Le prince avait saisi l'importance des mercenaires, leur supériorité technique sur une armée de paysans, avec un armement de fortune, et qui, pris par la culture de la terre, n'étaient guère au courant des progrès réalisés dans les domaines des armes et de la technique militaire. Parlant de la défaite infligée à André Bathory à Șălimbăr, Michel le Brave remarquait que le prince-cardinal s'était présenté sur le champ de bataille avec des troupes inférieures à l'armée valaque, disposant « surtout d'un ramassis de gens d'armes et de paysans, sans troupes payées »<sup>19</sup>.

Tant que le prince valaque avait eu à combattre un ennemi dont la dotation de l'armée ne dépassait point celle de ses propres troupes (comme c'était le cas pour l'armée turque), l'armée du pays avait pu faire front avec succès à une telle situation. Mais quand Michel se rend

<sup>13</sup> *Ibidem*, p. 90—94.

<sup>14</sup> P. P. Panaitescu, *Mihal Viteazul*, Bucarest, 1936, p. 65.

<sup>15</sup> Ștefan Ștefănescu, *Un document recent descoperit privind la recrutarea mercenarilor de către Mihal Viteazul* (« Romanoslavica », V, 1962, p. 157—163).

<sup>16</sup> Suivant l'opinion de N. Iorga, avec l'an 1599 une nouvelle étape s'ouvre dans l'histoire de l'armée roumaine ; l'éminent historien commence le deuxième volume de son *Istoria armatei române* avec un chapitre intitulé *Războaiele cu mercenari ale domnilor români (1599—1611)*.

<sup>17</sup> *Istoria Țării Românești*, éd. C. Grecescu-Dan Simonescu, p. 65.

<sup>18</sup> Voir sa demande de 1598—1599 qu'on lui envoie de l'Empire autrichien « dua valorosi colonelli, capetani pratchi della guerra » (Hurmuzaki, XII, p. 410).

<sup>19</sup> Hurmuzaki, III/1, p. 339.

compte qu'il aura à se mesurer avec des adversaires mieux préparés et mieux dotés, il fit l'effort de moderniser au moins une partie de son armée.

Enfin, une troisième raison s'imposait au prince en ce sens, à savoir *le besoin de pouvoir disposer d'une armée permanente bien dotée*, susceptible de faire face à n'importe quelle invasion imprévue. N'oublions pas que les Tatars avaient attaqué à l'improviste la Valachie en 1596. Ne rencontrant aucune résistance, ils y firent « grand mal et pillage chez tous les Valaques » ou « de grands méfaits et l'esclavage et le pillage et le feu chez tous les Valaques », comme l'affirment les documents <sup>20</sup>.

Comme les habitants du pays n'étaient pas tenus de servir en permanence dans l'armée, ni de participer aux longues campagnes de durée à l'étranger sur leur propre compte, Michel, dès qu'il « s'est engagé dans des combats offensifs sur de larges fronts et d'une certaine durée, auxquels l'armée du pays ne pouvait pas faire face » <sup>21</sup> ressentit le besoin d'organiser une armée permanente.

Cependant, la Valachie étant appauvrie et ravagée par les Turcs et les Tatars, le vaillant prince n'avait pas les moyens d'organiser une armée à ses souhaits <sup>22</sup>. Ses mercenaires — qui recevaient une solde inférieure à celle des mercenaires occidentaux <sup>23</sup> — étaient inférieurs à ces-derniers dans « *la professione di guerra* », ainsi qu'il sera constaté par un illustre mercenaire de carrière, le général de l'Empire, Georges Basta <sup>24</sup>.

En plus des mercenaires étrangers (cosaques, hongrois, serbes, bulgares), levés dans les pays du voisinage, *Michel le Brave employa à large échelle des mercenaires roumains*, recrutés chez les valets d'armes (« *slujitori* ») et notamment les « *dorobanți* ». Sur les 13 281 mercenaires dont il disposait en Transylvanie <sup>25</sup>, la moitié presque (6 010) étaient des « *dorobanți* ». Ces-derniers étaient enregistrés à part des autres mercenaires, étrangers ou moldaves, ce qui prouve leur origine valaque. Il est fort probable qu'obligé d'entraîner ces hommes dans une campagne de durée, le prince les ait transférés temporairement parmi ses troupes payées, en leur accordant l'entretien et une solde <sup>26</sup>.

Le mélange de mercenaires étrangers provenant des pays du voisinage s'est révélé bien instable, suscitant au prince maints problèmes. Par surcroît, on ne pouvait s'en servir contre leur pays d'origine : chaque fois que Michel tenta de le faire, ces soldats ont déserté (les Hongrois en Transylvanie, les Cosaques quand il fut question de prolonger la campagne de Moldavie en Pologne ou au moment des combats contre les troupes polonaises, pendant l'automne de 1600).

Pour le recrutement de ses mercenaires dans les pays voisins, le prince envoyait des émissaires spéciaux, munis de lettres en ce sens <sup>27</sup>.

<sup>20</sup> *Doc. priv. istoria României*, B, XVI, vol. VI, p. 222, 229.

<sup>21</sup> I. Ionașcu, préface à l'ouvrage de V. Atanasiu, *Mihai Viteazul. Campania*, Bucarest, 1974, p. 17.

<sup>22</sup> Nicolae Iorga exagère assurément en affirmant que Michel le Brave « n'a jamais réussi à mettre sur pied une véritable armée » (*Istoria românilor*, V, p. 350).

<sup>23</sup> *Călătoria străni*, III, p. 569.

<sup>24</sup> Ciro Spontoni, *Historia della Transilvania*, Venise, 1638, p. 113.

<sup>25</sup> Voir note 41.

<sup>26</sup> Voir N. Stoicescu, *op. cit.*, §. *Dorobanții*.

<sup>27</sup> Hurmuzaki, XII, p. 44 ; P. P. Panaitescu, *Documente privitoare la domnia lui Mihai Viteazul*, Bucarest, p. 19—21 ; Ștefan Ștefănescu, *op. cit.*

Celles-ci précisait les conditions de l'engagement : un salaire mensuel de 5 thalers pour le cavalier et de 3 thalers pour le fantassin ; la nourriture assurée (du pain et de la viande chaque jour), ainsi que le drap ou les vêtements pour toute une année ; le partage du butin de guerre, des dons et, parfois, l'offre d'armes blanches. Avec la demande d'enrôlement, le prince envoyait aussi des sommes assez importantes, destinées de servir d'à valoir sur leur solde future à ceux désireux d'entrer à son service. D'autre part, ses émissaires mettaient en valeur les grandes richesses à capturer chez les Turcs par les futurs combattants et faisaient appel à la solidarité des mercenaires avec la cause de la « chrétienté », menacée par les « Turcs païens »<sup>28</sup>.

Quels mobiles poussaient ces soldats à entrer au service de Michel le Brave ? Vraisemblablement pour bon nombre d'entre eux ce qui jouait le plus c'était l'idée du profit à en retirer, car *le vaillant prince était très généreux envers ses hommes*, et cette générosité était renommée. Un compte rendu vénitien, daté du mois d'avril 1595, disait, par exemple, qu'une foule de soldats se réunissaient sous la bannière de Michel le Brave « à cause de sa renommée de grande vaillance et sa grande générosité »<sup>29</sup>.

Un chef cosaque de la troupe de Michel, Walawski, témoigne de ce que le prince « est si généreux avec nous (ses mercenaires, n.a.), que si quelqu'un est Polonais (les Cosaques venaient de Pologne, n.a.) il lui fait quelques dons et à celui qui veut le servir il lui donne déjà de l'argent »<sup>30</sup>.

Après une victoire, les mercenaires étaient récompensés avec largesse. Le même Walawski dit qu'après la bataille de Șălimbăr, le prince paya à ses mercenaires cosaques et hongrois le montant de leur solde pour trois mois, en récompense de « leurs faits et leur courage », leur payant aussi le quatrième mois par avance<sup>31</sup>.

Michel le Brave était aussi très prévenant et généreux avec les commandants des ses troupes, qu'il considérait comme des camarades d'armes. C'est toujours ce Walawski, cité ci-dessus, qui nous apprend : « quand nous nous rendons chez lui il nous reçoit, nous les colonels et les capitaines, avec le plus grand honneur ; nous prenons place avec lui à table et il ne nous regarde pas comme un prince, mais se comporte avec nous tel un camarade de guerre. Il n'y a presque pas de jour qu'il ne nous donne quelque chose qui lui appartienne, par exemple des vêtements, des fourrures de prix, voir aussi des écus d'or, dont ses poches sont toujours pleines. Il n'est pas avare de son argent et à table il lève sa coupe à la santé des valets („slujitori”) pauvres et leur donne à manger de sa main même, les apaisant bien avec des écus »<sup>32</sup>. Aussi, le témoignage du voïvode — rapporté par le chroniqueur hongrois Szamosközy — suivant lequel il se serait privé pour donner à ses soldats des chevaux, des vêtements et des armes, ne semble-t-il pas exagéré. Le prince aurait affirmé à ce sujet : « je les ai tenus non comme mes serviteurs, mais comme mes

<sup>28</sup> Hurmuzaki, XII, p. 332—333.

<sup>29</sup> A. Veress, *Documente privitoare la istoria Ardealului, Moldovei și Țării Românești*, IV, p. 199.

<sup>30</sup> *Călători străini*, IV, p. 181.

<sup>31</sup> Voir aussi *Discours des affaires de Transylvanie...*, Lyon, 1613, trad. I. Catina, Bucarest, 1913, p. 32, et *Călători străini*, IV, p. 129.

<sup>32</sup> *Ibidem*, p. 181.

*enfants ; quand j'acquerrais quelque chose, je leur donnais tout le butin »*<sup>33</sup>. Accoutumés à un pareil traitement, les mercenaires manifestaient hautement leur mécontentement quand le prince manquait des moyens pour les satisfaire<sup>34</sup>.

D'autre part, ces mercenaires, parmi lesquels il y avait beaucoup de braves (puisque une source contemporaine affirme : « on dit des merveilles sur les vertus et l'intrépidité des soldats de Michel »)<sup>35</sup>, étaient captivés par la vaillance personnelle du voïvode valaque. Celui-ci leur donnait toujours l'exemple, en intervenant là où les choses tournaient au plus mal et demeurant continuellement « tel un lion, à la tête de la bataille », suivant l'expression si plastique de Miron Costin<sup>36</sup>. Les exemples de vaillance personnelle fournis par le grand prince abondent et sont généralement connus. *On peut affirmer qu'il n'y a eu point de combat où il n'encourage ses guerriers par des actes d'une intrépidité devenue légendaire*<sup>37</sup>.

*Michel passait pour l'un des grands généraux de son temps.* Rodolphe II le comparait à Alexandre le Grand et le commissaire impérial David Ungnad déclarait à son sujet que « pour la guerre en ces lieux contre les Turcs c'est un général plus grand que tout autre »<sup>38</sup>. Il va de soi donc que n'importe quel soldat s'enorgueillisse de combattre dans les rangs d'un tel commandant, qui devait sûrement le conduire à la victoire.

Enfin, il convient de ne pas oublier que pour certains de ces gens de guerre, surtout pour ceux originaires du Sud du Danube, qui avaient connu la domination ottomane, combattre la Porte était tout à fait naturel. A ces Sud-danubiens, Michel fournissait en effet les moyens et le cadre organisés nécessaires à cette entreprise. Il est difficile, par ailleurs, de préciser si l'idée du combat « pour la chrétienté », dont les lettres de Michel font un tel cas, avait ou non grande prise sur ces guerriers.

On ne saurait passer sous silence à cet égard les dires de N. Bălcescu, dans la belle monographie qu'il dédie à Michel le Brave : « Les Roumains... le suivaient poussés plutôt par le devoir et l'amour de la patrie, qu'il avait rendue si glorieuse et qu'il avait promis de rendre tout aussi grande. Les Serbes, les Bulgares, les Grecs, les Albanais accouraient à lui comme vers un ange de la liberté et de la rédemption de leur peuple »<sup>39</sup>. Les

<sup>33</sup> Ioachim Crăciun, *Cronicarul Szamosközy și însemnările lui privitoare la români (1566—1608)*, Cluj, 1928, p. 136.

<sup>34</sup> *Călători străini*, IV, p. 62 et Hurmuzaki, XII, p. 304—305, 677, 838.

<sup>35</sup> « Tezaur de monumente istorice », III, p. 68.

<sup>36</sup> Miron Costin, *Opere*, éd. P. P. Panaitescu, p. 53.

<sup>37</sup> *Cronica lui B. Walther*, éd. Dan Simonescu, p. 78 et *Călători străini*, IV, p. 161; Ciro Spontoni, *op. cit.*, p. 115; Biselius, dans « Tezaur de monumente istorice », I, p. 163; Szamosközy, trad. I. Crăciun, p. 117, etc.

<sup>38</sup> Hurmuzaki, XII, p. 843.

<sup>39</sup> Quantité de témoignages attestent les espoirs de libération mis par les peuples sud-danubiens dans le combat dirigé par Michel le Brave. En voici quelques-uns : « les Serbes, les Bulgares et les Dalmates attendent le voïvode de Valachie au-delà du Danube » (I. Corfus, *Mihai Viteazul și polonii*, Bucarest, 1938, p. 233); « les Serbes et les Bulgares étaient partisans de Michel et ils attendaient avec impatience de le voir passer chez eux pour lui faire hommage » (« Tezaur de monumente istorice », I, p. 300); « les chrétiens de Bulgarie et de partout ailleurs au-delà du Danube l'attendaient avec de grandes requêtes et l'incitaient quotidiennement » (N. Iorga, *Istoria lui Mihai Viteazul*, I, p. 249); Michel le Brave en personne déclarait que les Serbes et les Bulgares « l'attendent avec grande nostalgie », et le métropolitaine Denis Rally l'assurait que « toute la chrétienté de là-bas s'incline à Votre Seigneurie » (Hurmuzaki,

Cosaques, les Polonais, les Hongrois s'enrôlaient sous ses étendards, les uns conseillés par leur admiration pour le grand héros, les autres poussés par l'amour de la guerre et des profits qu'elle apportait aux soldats, tels autres, comme presque tous les braves, car leur cœur brûlait du plus noble amour de la gloire qui pousse l'homme vers la mort afin de conquérir l'immortalité »<sup>40</sup>.

Quant aux *effectifs mercenaires* de l'armée de Michel le Brave, on verra — d'après les listes de paie officielle, publiées par N. Iorga<sup>41</sup> — qu'alors que l'ensemble de l'armée valaque passée en Transylvanie comptait 30 000 hommes, les soldats payés se chiffraient à 13 281 hommes, donc un peu au-dessous de la moitié de la totalité de ses guerriers. Pendant les années antérieures à 1598, les effectifs mercenaires ne devaient pas dépasser quelques milliers (leur chiffre exact est difficile à préciser).

Les soldes de ces 13 281 mercenaires ajoutées aux sommes d'argent allouées pour leur nourriture montaient à environ 75 500 lei par mois. Sur ce total, l'empereur autrichien payait à Michel (irrégulièrement) environ 20 800 florins, ainsi qu'il résulte du rapport de Lassota de 1597<sup>42</sup>.

Estimant que dans l'intervalle de 1598 à l'été de 1600 Michel aura dépensé une moyenne d'environ 75 000 thalers par mois pour la solde et la nourriture de ses soldats, il s'ensuit que ses *frais annuels montaient à environ 1 000 000 thalers*, ce qui était énorme vu les ressources de la Valachie.

A partir du moment où il s'engage dans la voie de la levée des mercenaires, le principal souci de Michel le Brave est leur entretien et leur salaire. Comme l'empereur d'Autriche ne prenait pas la peine de lui fournir périodiquement les subsides promises, pour Michel « commence toute une tragédie de vaines attentes à la suite de promesses menteuses », situation qui devait le conduire à « la catastrophe finale », comme l'écrit N. Iorga<sup>43</sup>.

Les moyens du prince ne lui permettaient d'entretenir à ses frais qu'environ 2 000 mercenaires, ainsi qu'il le déclarait lui-même en 1596<sup>44</sup>. D'autre part, Rodolphe II ne lui faisait avoir des subsides que pour 4 000 mercenaires, et encore avec de grands retards et irrégulièrement. Or, en 1599—1600, le prince disposait d'environ 12—14 000 mercenaires et souvent il n'était pas en mesure de les payer.

Dès 1595, le prince valaque avait montré, et à maintes reprises, qu'il ne disposait pas de moyens suffisants pour tenir ses mercenaires. Il avait lancé de nombreux appels afin d'obtenir l'aide nécessaire à la conduite de la lutte engagée non seulement au profit de son pays, mais

XII, p. 291—292 et 570—571); enfin, en 1598, on disait « si le prince passait lui-même le Danube avec 15 000—20 000 hommes, tous ces peuples jusqu'à Constantinople, dégoûtés de l'oppression turque, se soulèveraient d'un seul élan, tels qu'ils sont : les Bulgares, les Serbes, les Albanais, les Rasciens, unis avec eux dans la même foi, et chasseraient de chez eux les Turcs; n'importe leur nombre » (*Călători străini*, IV, p. 101). Voir aussi Bistra Cvetkova, *La situation internationale et le peuple bulgare à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et le début du XVII<sup>e</sup> siècle* (« Bulletin AIESEE », IX, 1971, n<sup>o</sup> 1—2, p. 57—72).

<sup>40</sup> N. Bălcescu, *Românii sub Mihai Voievod Viteazul*, Bucarest, 1960.

<sup>41</sup> N. Iorga, *Documente nouă, în mare parte românești, relative la Petru Șchiopol și Mihai Viteazul*, Bucarest, 1899, p. 34—36.

<sup>42</sup> *Călători străini*, IV, p. 74—75.

<sup>43</sup> N. Iorga, *Istoria lui Mihai Viteazul*, I, p. 235.

<sup>44</sup> Hurmuzaki, III/1, p. 508—509.

pour la défense de la « chrétienté » toute entière. Quelques-uns de ces appels sont vraiment dramatiques ; ils révèlent les affres d'un homme réduit à mettre en gage jusqu'aux bijoux de sa femme pour se procurer l'argent nécessaire à ses soldats. « Dans notre guerre pour la chrétienté et à cause de notre combat contre les païens nous avons dépensé tout notre bien de sorte que nous n'avons plus de quoi tenir des troupes pour affronter les païens », disaient les envoyés de Michel à Prague, le 5 janvier 1597<sup>45</sup>. L'année suivante, le prince demandait tristement à Jean de Marini Poli : « qu'est-ce que je deviendrai, moi, sans argent pour payer les soldats ? »<sup>46</sup>

Pour entretenir une telle armée, Michel le Brave dut recourir en fin de compte à certains moyens qui suscitérent le mécontentement du pays. Tout d'abord, de grands impôts — les « *năpăști de biruri* » (contributions de surtaxe) souvent mentionnées par les documents valaques. Ces surtaxes obligèrent de nombreux paysans libres de vendre leurs terres et de perdre la liberté<sup>47</sup>. En outre, le prince était parfois obligé de « lancer ses troupes à travers le pays » afin de se procurer elles-mêmes la nourriture, comme il ressort de certaines réclamations des boyards valaques de 1599<sup>48</sup>.

La Transylvanie une fois conquise, l'obligation d'entretenir l'armée s'est étendue à cette province aussi, dont les habitants furent obligés de payer le « double impôt » de 6 florins pour chaque *poartă* (unité fiscale), en plus du sacrifice d'un spécimen de gros bétail toutes les 10 *porți*<sup>49</sup>. Toutes ces contributions, ajoutées aux excès des mercenaires — bien que punis par Michel — ont constitué autant de raisons de mécontentement pour une partie des habitants de la Transylvanie, notamment pour les aristocrates hongrois.

Une troisième catégorie de soldats, en dehors de l'« armée du pays » et des mercenaires, était celle des *haïdouks*. A part les Serbes et Bulgares mercenaires de Michel le Brave, son armée compta, à partir de 1596, un corps de haïdouks libres — Serbes, Bulgares et Albanais — qui guerroyaient pour le butin<sup>50</sup>. C'est ce qui explique l'absence de leur mention sur les listes de paie des mercenaires, ainsi que les mentions à part qui en sont faites. Les captures de guerre jouaient à cette époque un rôle important. Quantité de gens s'enrichissaient à la suite d'une expédition de pillage<sup>51</sup>, et Michel entreprit quelques expéditions de ce genre au-delà du Danube.

Les haïdouks avaient aussi un autre motif de combattre les Turcs, à savoir l'oppression que ces derniers exerçaient sur leurs peuples et

<sup>45</sup> A. Veress, *op. cit.*, V, p. 51–52.

<sup>46</sup> Hurmuzaki, XII, p. 333.

<sup>47</sup> *Doc. priv. istoria României*, B, XVII, vol. II, p. 228, 237, 265 passim ; vol. III, p. 73, 83, 108, 116 passim.

<sup>48</sup> « Studii și mat. de istorie medie », V, p. 187.

<sup>49</sup> Ioachim Crăciun, *Dietele Transilvaniei înainte sub Mihai Viteazul* (« Anuarul Institutului de Istorie », Cluj, VII, 1936–1938, p. 623, 624, 634).

<sup>50</sup> A. Veress, *op. cit.*, VI, p. 210 ; Szamosközy, éd. cit., p. 102 et Hurmuzaki, IV/2, p. 584, 588.

<sup>51</sup> La Chronique de B. Walther, édition citée, p. 72 ; Hurmuzaki, XII, p. 191 ; N. Iorga, *Studii și documente*, III, p. 5–6.

l'espoir qu'avec le concours des troupes de Michel le Brave ils parviendront à délivrer leurs pays subjugués<sup>52</sup>. *Leur participation massive aux opérations militaires dirigées par Michel le Brave représente donc une forme de la solidarité des peuples sud-danubiens avec la lutte antiottomane de la Valachie*<sup>53</sup>.

C'est aux années 1596—1597 que remontent les premières actions des haïdouks de Michel le Brave. Depuis ces premières actions et jusqu'en 1600, le prince a compté dans son armée sur un groupe massif de haïdouks, estimé à une moyenne de 4 000—5 000 hommes.

Suivant des relations polonaises, Baba Novac, le commandant des haïdouks<sup>54</sup>, aurait également pris part aux combats de l'automne de 1600 contre les troupes de Jean Zamoyski. Il aurait eu à cette occasion sous ses ordres 6 000—7 000 hommes (probablement des haïdouks)<sup>55</sup>. Après la mort de ce fidèle guerrier de Michel le Brave, tué sauvagement par des nobles hongrois<sup>56</sup>, la troupe des haïdouks s'est dispersée.



Il y a de riches données documentaires sur les *effectifs de l'armée de Michel le Brave*. Mais souvent ces données, fournies par les différentes chroniques et relations ou autres documents, sont contradictoires ce qui rend difficiles les précisions en chiffres exacts.

Vu la force toute particulière de cette armée et ses glorieuses victoires, *les contemporains étaient fermement convaincus que ce prince si vaillant disposait d'une « grande armée », qui aurait compté jusqu'à 80 000 ou 90 000 hommes*<sup>57</sup>. Michel le Brave entretenait lui-même parfois de telles impressions, afin d'en imposer à ses amis ou d'intimider ses adversaires. Par exemple, après la conquête de la Transylvanie, les envoyés du prince à Prague prétendaient que le vainqueur d'André Bathory disposait de 100 000 soldats, dont 60 000 payés et 40 000 gens du pays<sup>58</sup>.

*En réalité, ces effectifs étaient de beaucoup moins importants, ne dépassant pas une moyenne de 30 000—40 000 hommes, si l'on excepte les campagnes du commencement et de la fin de son règne, quand ces effectifs étaient plus réduits, ou la campagne de Moldavie, quand ils furent un peu plus nombreux, réunissant aussi les forces de Transylvanie.*

<sup>52</sup> Voir ci-dessus, note 39. Parfois, ces Sud-danubiens offraient leurs services guerriers au prince de la Valachie en renonçant à réclamer un salaire; tel a été le cas des Albanais de Dobroudja qui, en 1595, alors que Michel le Brave incendiait Rouchtchouk, ont traversé le Danube et lui ont demandé de combattre aux côtés des Roumains lors de leurs expéditions dans la Péninsule balkanique (Claudio Isopescu, *Documenti inediti della fine del Cinquecento*, Bucarest, 1929, p. 97). Voir aussi Hurmuzaki, III/1, p. 449 et XII, p. 37.

<sup>53</sup> Sur les entreprises communes de l'armée valaque et des habitants du Sud du Danube, voir A. Veress, *op. cit.*, V, p. 59—60; A. Decei, *Avvisi riguardanti i paesi romeni negli anni 1596—1598* (« Diplomatarium Italicum », IV, 1939, p. 33).

<sup>54</sup> Voir le tout dernier ouvrage de Marin George, *Baba Novac, căpitan în armata lui Mihai Viteazul*, Bucarest, 1975; ainsi que Sandu Cristea, *Baba Novac în eposul român și strb*, dans « Radovi-Simpozijuma » Actes du Symposium (22—23.V.1970), Pančevo, 1972, p. 353—362.

<sup>55</sup> I. Corfus, *op. cit.*, p. 345 et P. P. Panaitescu, *op. cit.*, p. 235—236.

<sup>56</sup> I. Filimon, *Arderea pe rug a lui Baba Novac* (« Patria », Cluj, 25 décembre 1932, p. 9) et Hurmuzaki, XII, p. 1153.

<sup>57</sup> P. P. Panaitescu, *Documente*, p. 100, 116 et Mihail Dan, *Mihai Viteazul în cîteva broşuri germane contemporane* (« Anuarul Inst. de istorie », Cluj, 1945, p. 281).

<sup>58</sup> Hurmuzaki, XII, p. 475.

Sans savoir avec précision à combien pouvaient monter les effectifs de Michel au début de son règne, il est à supposer qu'ils devaient être des plus modestes. Comme nous l'avons déjà montré ci-dessus, après s'être dressé contre les Turcs, Michel le Brave a mis sur pied une armée où le rôle principal était tenu par les Roumains, auxquels s'y rattachait un nombre réduit d'Hongrois, Szeklers, Cosaques et haïdouks. Les données concernant les effectifs militaires employés dans les combats pour la reconquête de la ligne du Danube indiquent des chiffres qui ne dépassent pas 10 000 hommes <sup>59</sup>.

Quant aux effectifs de la glorieuse bataille de Călugăreni, il convient de faire crédit au chroniqueur officiel de Michel le Brave, qui connaissait fort bien la situation et qui affirme que *le chiffre de ses soldats ne dépassait pas 16 000* <sup>60</sup>. Au cours des années suivantes, les effectifs de l'armée valaque augmentèrent, par l'adjonction aux forces locales d'un nombre croissant de mercenaires et de haïdouks.

En 1598, Szamosközy notait l'opinion suivant laquelle l'armée valaque aurait compté environ 32 000—38 000 hommes, dont 6 500 ou 8 000 lancés dans une expédition au-delà du Danube <sup>61</sup>. Le chroniqueur transylvain n'exagérait pas dans son estimation, car, le 25 septembre 1598, Michel le Brave communiquait avec satisfaction à l'archiduc Maximilien qu'il était parvenu à réunir *une troupe de 30 000 à 40 000 hommes, cavaliers et fantassins, la plus importante des troupes qu'il a jamais eues* <sup>62</sup>. *On peut considérer donc l'an 1598 comme une année de préparatifs militaires fébriles, préparatifs dont le but était l'union avec la Transylvanie, réalisée l'année suivante.*

*Les effectifs entrés en Transylvanie par le défilé de Buzău et par Turnu Roșu totalisaient* — suivant les informations les plus plausibles — *environ 30 000 hommes* <sup>63</sup>. Ces chiffres sont également confirmés par le chroniqueur Szamosközy, qui prétend que Michel le Brave était venu en Transylvanie avec 16 000 cavaliers et 14 000 fantassins, sans compter les Szeklers qui rallièrent ses troupes <sup>64</sup>.

Compte tenu de toutes les relations et documents connus, on peut estimer cette armée de 30 000 hommes comme comportant environ 14 000 mercenaires, de 8 000 à 10 000 gens du pays et approximativement 6 000 haïdouks. Les mercenaires comptaient environ 6 000 dorobanți (des Roumains dans leur majeure partie), environ 2 000 Moldaves, le même nombre d'Hongrois et environ 4 000 Cosaques. *Par conséquent, l'armée qui fit la conquête de la Transylvanie était constituée dans sa majeure partie par des Roumains (total approximatif de 18 000).*

*Mais les effectifs les plus importants des troupes de Michel le Brave sont ceux réunis pour sa campagne en Moldavie, quand à l'armée proprement dite du prince se sont ajoutés plusieurs contingents de Transylvanie, ainsi que la troupe venue sous les ordres de Nicolae Pătrașcu de Valachie.*

<sup>59</sup> *Ibidem*, p. 36.

<sup>60</sup> La Chronique de B. Walther, p. 78.

<sup>61</sup> Szamosközy, éd. cit., p. 112.

<sup>62</sup> Hurmuzaki, XII, p. 393.

<sup>63</sup> Hurmuzaki, III/1, p. 340, 345; XII, p. 481, etc.

<sup>64</sup> Szamosközy, p. 119.

*L'on peut donc affirmer que l'union de la Moldavie avec les deux autres pays roumains s'est faite grâce à l'effort commun de ces-derniers.*

Outre le gros de l'armée, dirigé par le prince et totalisant environ 28 000 soldats<sup>65</sup>, entré en Moldavie par les gorges d'Oituz, un deuxième corps de troupes, d'environ 7 000 hommes recrutés partiellement en Transylvanie et entrés en Moldavie par le nord du pays<sup>66</sup>. A cette armée d'environ 35 000 hommes s'est ajoutée par la suite la troupe de Nicolae Pătrașcu de Valachie, évaluée à 10 000 ou 16 000 soldats. *Michel le Brave entra donc en Moldavie avec une très grande armée — la plus grande de celles dont il a jamais disposé — totalisant environ 45 000—50 000 hommes*<sup>67</sup>.

Après l'expédition de Moldavie l'armée du prince a sensiblement affaibli à cause de sa dispersion : environ 10 000 soldats sont restés en Moldavie (parmi ceux-ci, les groupes dirigés par Deli Marco, Baba Novac, Udrea Băleanu et Mirzea), les Szeklers et les Hongrois rentrèrent en Transylvanie (où les derniers passèrent dans le camp des nobles rebelles), alors que la plupart des « Valaques » furent renvoyés à leurs foyers<sup>68</sup>. C'est pourquoi ce fut à juste titre que Michel le Brave déclara que les nobles et Basta l'ont attaqué « sapendo che l'esercito mio non m'era appresso »<sup>69</sup>.

Comme le temps manquait pour faire venir les troupes de Moldavie et celles de Valachie lors de la bataille de Mirăslău<sup>70</sup>, Michel le Brave dut réunir à la hâte son disponible, qui était sensiblement moins important que l'armée avec laquelle il avait fait l'union de la Transylvanie et de la Moldavie.

Les données concernant les effectifs du prince lors de cette funeste bataille sont assez contradictoires, les chiffres indiqués par les diverses sources allant de 12 000 à 32 000 hommes<sup>71</sup>. Compte tenu de ce que le gros de son armée se trouvait en route vers la Transylvanie, en venant de Moldavie ou de Valachie, alors qu'une autre partie de ses troupes l'avaient quitté en route (les Cosaques et les Hongrois), vu aussi les pertes infligées par la défaite, nous pensons ne pas nous tromper en estimant que *Michel le Brave avait sous ses ordres à Mirăslău une troupe d'environ 18 000—20 000 hommes.*

En sacrifiant une bonne partie de cette armée, Michel le Brave s'est retiré vers Făgăraș, où il reconstitua une armée à partir des groupes venus de Valachie et de Moldavie, ainsi que des restes d'effectifs trouvés en Transylvanie. Cette nouvelle armée se composait de Moldaves, Valaques et Serbes, au total 16 000 hommes qui étaient — comme le prince vaincu l'affirme — prêts à mourir pour lui<sup>72</sup>.

<sup>65</sup> Hurmuzaki, III/2, p. 353 ; XII, p. 780, 831, 864, 870, 881, 922.

<sup>66</sup> *Ibidem*, p. 864, 881.

<sup>67</sup> Voir aussi Al. Goța, *Campania lui Mihai Viteazul în Moldova* (« Studii », 1960, n° 4, p. 145—146).

<sup>68</sup> Hurmuzaki, III/2, p. 359.

<sup>69</sup> A. Pernice, *Un episodio di valore toscano nelle guerre di Valachia alla fine del secolo XVI*, p. 285.

<sup>70</sup> Hurmuzaki, S. II/1, p. 639 et I. Minea, *Românii din Brașov și Mihai Viteazul* (« Cercetări istorice », VIII—IX, 1932—1933, n° 1, p. 232—237).

<sup>71</sup> Hurmuzaki, III/2, p. 366 ; XII, p. 1030 ; IV/2, p. 135, 584 ; « *Diplomatarium Italicum* », II, 1930, p. 173, 176 ; A. Veress, *op. cit.*, VI, p. 205, 210, etc.

<sup>72</sup> A. Pernice, *op. cit.*, p. 295.

Tout aussi incertaines sont les données concernant les effectifs qui ont pris part à la confrontation avec les armées polonaises pendant l'automne de 1600. Sur les renseignements de source polonaise on ne saurait se fonder à ce propos, vu l'exagération manifeste des effectifs de Michel le Brave, qu'ils prétendent comme ayant été de 40 000 ou de 60 000 hommes <sup>73</sup>. Plus proches de la réalité nous semblent les estimations de Basta, suivant lequel le prince aurait disposé de 15 000 soldats, dont 4 000 Roumains (*forti Valachi*) <sup>74</sup>.

A Gorăslău également Michel le Brave se présenta avec une armée de fortune, composée de haïdouks et de mercenaires et sans l'apport de « la fleur des guerriers » valaques, occupés à l'époque de faire la chasse à Siméon Movilă. Les Szeklers aussi lui manquèrent, car il ne les avait pas appelés. Cette fois, ses effectifs ne dépassèrent guère 8 000—10 000 hommes <sup>75</sup>; ce sont les plus réduits de tous ceux dont le prince valaque a jamais disposé.

La récapitulation de toutes ces données fournirait le tableau suivant de l'évolution des effectifs qui formaient l'armée de Michel le Brave :

- Călugăreni (août 1595) — environ 16 000 ;
- Șălimbăr (octobre 1599) — environ 30 000 ;
- Moldavie (mai 1600) — environ 45 000—50 000 ;
- Mirăslău (septembre 1600) — environ 18 000—20 000 ;
- les combats contre les Polonais (octobre 1600) environ 15 000 ;
- Gorăslău (août 1601) — environ 8 000—10 000 hommes.



Quelques mots à propos de la *dotation* de l'armée valaque. Les troupes de Michel — composées de plusieurs corps de mercenaires, gens de cour (« curteni »), valets d'armes (« slujitori »), haïdouks et gens du pays — étaient dotées d'armes de toutes sortes, englobant depuis la gamme traditionnelle des armes blanches jusqu'aux armes à feu en vogue à l'époque.

Comme chacun de ces groupes de guerriers provenait d'un certain milieu et utilisait ses propres armes spécifiques, le prince les a enrôlés avec les armes auxquelles ils s'étaient accoutumés avec le temps. C'est ainsi que les Hongrois se battaient avec des lances et des piques, les Cosaques avec des arcs et des arquebuses, les « dorobanți » avec des sabres et des fusils alors qu'une autre partie des troupes roumaines employait les gourdins et les piques, etc.

Si pour ce qui est des armes blanches, la situation de l'armée de Michel le Brave ne semble pas en gros avoir été plus mauvaise que celle de la plupart des autres armées de l'époque (l'armée ottomane, par exemple), les choses se compliquaient quand des troupes armées légèrement comme celles-ci devaient affronter des soldats protégés par des armures ou la cavalerie lourde (dite des hussards), auxquels il était très difficile de résister dans ces conditions. Par exemple, les témoignages contemporains nous apprennent que la défaite infligée à Michel par les Polo-

<sup>73</sup> *Călători străini*, IV, p. 220, 224, 227, 228, 235.

<sup>74</sup> *Ciro Spontoni, op. cit.*, p. 126.

<sup>75</sup> *A. Veress, op. cit.*, VI, p. 381, 388; « *Diplomatarium Italicum* », II, 1930, p. 219, 231; Hurmuzaki, IV/1, p. 260 et Mihail Dan, *Cești, slovac și români*, p. 347—348.

nais pendant l'automne de 1600 était due au fait que le prince roumain ne disposait ni d'une cavalerie lourde, ni de fantassins armés de hallebardes <sup>76</sup>. La même supériorité technique, propre aux mercenaires de Basta, explique la perte de la bataille de Mirăslău.

La position d'infériorité où se trouvaient, à cet égard, les troupes de Michel le Brave a été parfaitement saisie par Miron Costin. En évoquant avec admiration les 4 000 hussards polonais « revêtus tous de fer, armée solide », le chroniqueur précise que de tels soldats ne pouvaient pas être vaincus par les armées valaques et moldaves : « l'armée de Michel Voivode inaccoutumé à de telles troupes » a dû se reconnaître battue <sup>77</sup>.

C'est pourquoi un chef tel Basta — habitué à l'armée bien équipée des Autrichiens — pouvaient affirmer que les Moldaves et les Valaques n'étaient pas de bons soldats, car ils n'avaient pas l'expérience du manie-ment des armes et de l'exercice militaire <sup>78</sup>. D'après lui, ses propres soldats étaient meilleurs à ceux de Michel le Brave « nella professione di guerra » <sup>79</sup>. Sa remarque portait sur la technique de la guerre à la mode à l'époque, domaine où il était un spécialiste reconnu. Par ailleurs, *l'armée valaque n'était guère inférieure à d'autres armées du temps*, ce qui faisait dire à un Carlo Magno que l'armée de Michel le Brave « est bonne, apte à sur-monter n'importe quelle difficulté et avec l'expérience du combat » <sup>80</sup>. Quant à sa vaillance, ce trait lui était reconnu même par ses ennemis ; malheureusement, la vaillance à elle seule ne saurait suppléer la dotation et une formation technique inférieures.

Sous le rapport des *armes à feu*, l'armée de Michel présente la même dotation insuffisante. Le prince déplorait souvent son manque de mous-quets, d'arquebuses et de fusils, en sollicitant aux impériaux cette sorte d'armes <sup>81</sup>, dont il n'a reçu qu'une assez petite quantité.

L'*artillerie* tenait un rôle important dans les campagnes militaires de l'époque ; rappelons, par exemple, qu'à Mirăslău, Michel le Brave ne put être vaincu qu'après qu'on lui ait retiré et retourné contre lui son artillerie <sup>82</sup>. Ayant saisi l'importance de cette arme, le prince avait beau-coup insisté pour obtenir pour ses troupes des canons en bon nombre. C'est dans ce but même qu'il a fondé un atelier pour la fonte des canons, à Alba Iulia <sup>83</sup> ; mais cet atelier ne produisait pas des pièces lourdes d'artillerie et ne pouvait résoudre le problème qu'en partie, d'où la néces-sité de s'adresser aux impériaux.

Un problème tout dernièrement posé est celui de la *flotte* dont dispo-sait Michel le Brave <sup>84</sup>. Au cours de ses guerres contre les Turcs, le prince

<sup>76</sup> Hurmuzaki, IV/1, p. 164.

<sup>77</sup> Miron Costin, *Opere*, p. 53.

<sup>78</sup> A. Veress, *op. cit.*, VI, p. 332.

<sup>79</sup> Ciro Spontoni, *op. cit.*, p. 113.

<sup>80</sup> *Călători străini*, IV, p. 18. Voir aussi ci-dessus note 35.

<sup>81</sup> A. Veress, *op. cit.*, VI, p. 152—153 et N. Iorga, *Istoria lui Mihai Viteazul*, p. 286.

<sup>82</sup> Ciro Spontoni, *op. cit.*, p. 118.

<sup>83</sup> Paul Gyulai, *Noi documente și interpretări noi de documente privind artileria și un atelier de turnat tunuri în timpul lui Mihai Viteazul* (« Apullum », VII, 1968, I<sup>ère</sup> Partie, p. 529—543).

<sup>84</sup> Sergiu Columbeanu, *Flotilele lui Mihai Viteazul* (« Magazin istoric », 1973, n<sup>o</sup> 11, p. 2—5) ; idem, *Acțiunile lui Mihai Viteazul pentru slăbirea Dunării* (« Revista de istorie », 1975, n<sup>o</sup> 4, p. 483—494).

a utilisé « beaucoup de chaloupes sur le Danube » (« molte saiche »). Cette flotille s'est enrichie par la capture de plusieurs galères turques, qu'il employa parallèlement aux « ottanta barche chiamate saiche ».



Notons, pour conclure, *les essais de Michel le Brave* (essais pas toujours réussis, pour des raisons indépendantes) *de moderniser son armée, de l'organiser comme une grande et puissante armée*, apte à affronter n'importe quel ennemi. Son règne représente pour l'histoire de l'armée l'un des moments les plus importants, tant par les essais susmentionnés, que par la série des grandes victoires obtenues contre des ennemis redoutables.

*Le prince valaque était conscient de sa capacité de s'attaquer à de grandes entreprises*, peut-être même de chasser les Turcs d'Europe ; à cet effet il n'avait besoin que de l'argent et de soldats — ainsi que lui-même le déclarait <sup>85</sup>. Son rêve était d'avoir sous ses ordres 100 000 hommes ; il aurait pu se réaliser par la réunion des armées des trois pays roumains, ce qui lui aurait permis de vaincre les Turcs <sup>86</sup>.

Il convient aussi de ne point oublier que *le règne de Michel le Brave représente l'un des moments les plus remarquables de la solidarité des peuples du Sud-Est européen, dans leur lutte contre la domination étrangère. Pour mener à bien cette lutte, les peuples de cette partie du monde avaient mis tous leurs espoirs dans le prince de Valachie, s'enrôlant dans les rangs de sa vaillante armée.*

---

<sup>85</sup> Hurmuzaki, XII, p. 292—293.

<sup>86</sup> « Tezaur de monumente istorice », 1, p. 262.

## LA RÉSURRECTION DE BYZANCE OU L'UNITÉ POLITIQUE ROUMAINE : L'OPTION DE MICHEL LE BRAVE

ANDREI PIPPIDI

A travers les 375 ans écoulés depuis le premier accomplissement de l'unité politique roumaine, la signification du geste de Michel le Brave risque de nous échapper à moins de saisir exactement ce qu'en pensaient les contemporains. Or, à ce propos, les sources sont plutôt décevantes : la plupart remarquent seulement le côté militaire et politique de l'entreprise. Il y a, certes, le témoignage du prince lui-même, si souvent cité, à propos de son souhait ardent de réunir entre les mêmes frontières la Valachie, la Moldavie et la Transylvanie. Mais, pas plus que les autres documents, il ne fait aucune mention de la base nationale sur laquelle devait reposer l'unité du nouvel Etat. Ceci entre autres, parce qu'en Transylvanie, pour la forme, Michel n'était que « lieutenant » de l'empereur Rodolphe II, quoique dans les actes slaves émis par sa chancellerie il ait pris le titre princier.

Quant à la Moldavie et à la Valachie, il est prouvé que leurs habitants estimaient avoir « la même langue ainsi que la même religion », ce qui suffirait pour conclure à l'existence d'une conscience nationale roumaine à cette époque<sup>1</sup>. Elle se manifeste aussi par un sentiment accru de leur propre originalité vis-à-vis des peuples voisins<sup>2</sup>.

Selon la mode de la Renaissance de remonter une généalogie plus mythique qu'historique — les Polonais se regardant comme des Sarmates, les Hongrois étant rattachés aux Huns comme les Szeklers aux Scythes, tandis que des Saxons adoptaient les Daces comme ancêtres, — les Roumains n'attendent pas plus pour proclamer fièrement leur origine romaine. Cependant, cette même idée pouvait devenir un danger pour leur indépendance religieuse et politique, depuis que les propagandes papale

---

<sup>1</sup> Voir le mémoire des boyards valaques présenté au chancelier de Pologne en 1599 à propos de l'élection du Moldave Siméon Movilă (N. Iorga, *Scrisori de boteri, scrisori de domni, Vălenii-de-Munte*, 1925, p. 42). L'ensemble du problème a suscité de nombreuses études, dont celles d'Eugen Stănescu, *Prețurile medievale ale conștiinței naționale românești*, « Studii », XVII, 1964, pp. 991—1000, *Numele poporului român și primele tendințe umaniste interne în problema originii și continuității*, ibid., XXI, 1969, pp. 189—206, et « Roumanie » : *histoire d'un moi. Développement de la conscience d'unité territoriale chez les Roumains*, « Balkan Studies », X, 1969, pp. 69—94.

<sup>2</sup> Le 5 septembre 1575, une dénonciation recueillie par le baile Correr accuse les boyards hostiles au prince de Valachie de n'être pas « veramente Vallacchi ma gente che habita da novo nel paese » (Hurmuzaki, IV, 2, p. 95). Les conditions d'élection au trône de Moldavie en 1601 portent que les candidats devront être « Grecs de religion, non d'origine » (Ilie Corfus, *Corespondență inedită asupra relațiilor între Mihai Viteazul și Polonia*, « Codrul Cosminului », IX, 1935, p. 61).

et impériale s'en étaient emparées afin de justifier soit leur conversion à la religion de Rome, soit leur annexion au conglomérat médiéval de peuples compris sous le nom de Saint Empire Romain<sup>3</sup>. C'est peut-être une des raisons pour lesquelles, tout en recherchant la protection de la dynastie des Habsbourg, Michel le Brave s'est défendu de céder au charme de sirène qu'exerçaient les émissaires de l'empereur ou les nonces pontificaux et n'a guère invoqué l'argument national. Les observateurs étrangers, à leur tour, semblent moins sensibles à la réalité démographique qu'à la fiction juridique : pour eux ce qui compte en Transylvanie ce sont les *tres nationes* privilégiées, malgré l'importance objective des Roumains en tant qu'élément majoritaire de la population de cette principauté.

Dès lors il est vraisemblable que Michel ait préféré s'en tenir à l'image traditionnelle de la *respublica christiana*, plus commode qu'expressive mais dont l'efficacité n'était pas encore épuisée à la fin du XVI-e siècle. C'est la chrétienté qu'il estime défendre, reprenant un rôle qui avait été celui de ses prédécesseurs, notamment du prince de Moldavie Etienne le Grand au XV-e siècle, et auquel, en vertu d'une expérience historique commune, prétendaient encore les Hongrois et les Polonais<sup>4</sup>. Voir en Rodolphe II le chef théorique et lointain du groupe d'Etats dressés contre l'Islam plutôt qu'un suzerain direct comprenait moins de risques. Malheureusement, le gouvernement de Prague ne l'entendait pas de cette manière. Le regroupement des forces chrétiennes face au péril ottoman, avec les sacrifices d'hommes et d'argent qu'il exigeait, avec les heurts entre les princes et les grands seigneurs hongrois ou roumains qui se disputaient des lambeaux de souveraineté à cette frontière orientale de l'Empire dont la garde leur était confiée, n'a jamais reçu d'aide puissante de la part des Habsbourg.

Il était pourtant une notion politique et mythique qui répondait mieux aux aspirations des peuples du Sud-Est européen, c'était l'*imperium*. L'Empire signifiait dans l'esprit des anciens sujets des *basileis* cet Empire d'Orient qui, s'il avait survécu à l'aube du 29 mai 1453 l'avait fait sous la forme paradoxale d'une idéologie nostalgique, réunissant les Grecs, Serbes, Albanais et Bulgares aux Roumains dans une même unité pontique et danubienne, raffermie par le maintien de la domination turque sur le territoire limité par les rivages de la mer Noire et ceux de l'Adriatique, et dont le morcellement tardif sera dû autant aux revers subis par l'Etat ottoman qu'aux différents nationalismes. Sans aller jusqu'à supposer une volonté consciente de rétablir l'empire byzantin qui aurait animé chacune des conspirations contre les Turcs qui, dans cette région, ne cessent presque pas dans la seconde moitié du XVI-e siècle, il est évident que cette résistance acharnée aux conquérants puisait une part de son énergie dans les souvenirs historiques. La caution de l'histoire sera donc maintes fois évoquée par une habitude mentale qui juxtapose l'avenir de liberté et de justice et la résurrection d'un passé prestigieux.

<sup>3</sup> A. Armbruster, *Romanitatea românilor, Istoria unei idei*, Bucarest, 1972, pp. 87 et suiv.

<sup>4</sup> « Porta della christianità » en 1475, « scutum et protectio ab omni parte paganea » en 1503 (I. Bogdan, *Documentele lui Ștefan cel Mare*, II, Bucarest, 1913, pp. 323, 476) ou, en 1477, « un muro del Hungaria et Pollana » (G. Mihăilă, *Contribuții la Istoria culturii și literaturii române vechi*, Bucarest, 1972, pp. 178—179).

L'autonomie politique de la Valachie et de la Moldavie, malgré leur asservissement économique à l'empire ottoman, en avait fait une terre de refuge pour les vagues successives de l'émigration byzantino-balkanique. Aux princes roumains, souvent tentés de se rallier à la croisade projetée par les Etats catholiques, a été offerte par le patriarcat œcuménique et par les descendants de l'aristocratie byzantine une position de protecteurs de l'Eglise orthodoxe qui, jointe à leur autorité autocratique sur leurs propres sujets, en faisait des « lieutenants » de la dignité impériale. D'une part, l'appui des peuples balkaniques était nécessaire à toute politique d'indépendance ébauchée par les principautés roumaines, d'autre part celles-ci devenaient la base stratégique de la future libération de la Péninsule rêvée par leurs alliés. Qu'on nous pardonne ce que les dernières lignes contiennent de généralisation peut-être hâtive et incertaine. On trouvera ailleurs les matériaux de cette construction <sup>5</sup>.

Pour bien des prédécesseurs de Michel le Brave, ce rôle qui leur était dévolu éclairer « le grand dessein » qu'on peut reconnaître dans leur politique tortueuse. Tel, Jacques Basilikos qui régna en Moldavie entre 1561 et 1563, que sa généalogie controuvée présentait comme successeur de l'empereur Héraclius et des despotes serbes et dont les titres de « Μολδαβίας βασιλεύς » et de « vindex et defensor libertatis patriae » faisaient clairement allusion à une reconquête <sup>6</sup>. Tout en faisant savoir aux Habsbourg qu'il serait pour eux, s'il était contraint par les Turcs à envahir la Transylvanie, un « ennemi favorable », il sollicitait leur appui pour une offensive antiottomane dirigée vers Silistra <sup>7</sup>. Il projetait aussi de se rendre maître de la Valachie et il préparait, par ses agents, une insurrection des Slaves du Sud. Un témoin français rapporte à son sujet : « il a grande intelligence avec le patriarche de Constantinople et plusieurs Grecz » <sup>8</sup>.

Le « despote » étant écarté par une conspiration des boyards, ses projets seront repris à l'époque de la guerre de Chypre par le prince de Valachie, Alexandre, lequel, en juillet 1571, lorsque la flotte de don Juan d'Autriche était prête à appareiller, envoyait à Venise l'offre de se mettre « au service de Dieu et de la chrétienté », en provoquant un soulèvement de la Bulgarie, de la Serbie et de la Bosnie contre les Turcs.

<sup>5</sup> Les brèves réflexions suivantes sont inspirées par les conclusions de notre ouvrage *La tradition politique byzantine dans les pays roumains aux XVI<sup>e</sup>-XVII<sup>e</sup> siècles*, devant paraître prochainement.

<sup>6</sup> Pour les sources documentaires, voir A. Veress, *Documents concernant l'histoire de la Transylvanie, de la Moldavie et de la Valachie*, I, Bucarest, 1929, pp. 200-202, 233 ; N. Iorga, *Scrisori*, pp. 215-217 ; idem, *Dovezi despre constituția originel românilor*, Academia Română. *Memoriile secțiunii istorice*, s. III, t. XVII, 1935-1936, pp. 257-258. Pour les témoignages numismatiques, voir Ilie Țabrea, *Monedele lui Despot-Vodă în lumina ultimelor cercetări*, « Studii și cercetări de numismatică », V, 1971, pp. 161-164. La formule « pater patriae » a été reprise par un prétendant au trône autour de 1565, cf. Tr. Ionescu-Nișcov, *Două documente de la preîntendentul Ștefan Mîzgă*, « Romanoslavica », XV, 1967, pp. 249-251. O. Luchian, *Moneda lui Ion Vodă cel Cumplit*, « Studii și cercetări de numismatică », I, 1957, pp. 441-446, montre qu'elle est passée sur des monnaies de 1574.

<sup>7</sup> Voir l'étude d'A. Armbruster, *Jacobus Heraclidus Despota und der Romantlätts- und Einheitsgedanke der Rumänen*, « Revue roumaine d'histoire », X, 1971, pp. 257-265. Pour les pourparlers avec les impériaux, voir A. Veress, *ouvr. cité* I, pp. 193, 217-218, 225, 239. La chronique arménienne de Kamienise assure qu'il a pris à son sacre le titre royal (H. Dj. Siruni, *Extrase din cronica armenilor din Cămenia*, I, Acad. Rom. mem. sect. ist., s. III, t. XVII, p. 275).

<sup>8</sup> Hurmuzaki, II, p. 437.

Cette fois encore, il est question des trois pays roumains<sup>9</sup>. En 1574, en même temps que l'archevêque Joachim d'Ochride attisait des révoltes locales en Albanie et Grèce du Nord au profit de l'Espagne<sup>10</sup>, éclatait en Moldavie une insurrection que les Turcs ne parvinrent à maîtriser qu'au bout de quatre mois. Le prince Jean, qui sera pris et exécuté, avait tenté d'assurer à son Etat l'alliance de la Valachie ainsi que le libre accès à la mer et aux embouchures du Danube, deux conditions indispensables de l'indépendance moldave<sup>11</sup>. Dans les années suivantes, la Moldavie et la Valachie atteignent sous le règne des deux branches de la même dynastie une unité politique qui deviendra un exemple suivi à l'époque de Michel le Brave. Toutefois, les sympathies catholiques des princes roumains, sous l'influence de la Pologne, ont interrompu pour quelque temps les relations avec le Patriarcat œcuménique qui recherchait plutôt une collaboration avec les forces protestantes, très actives dans le Sud-Est<sup>12</sup>. L'écho de ces nouveaux espoirs était parvenu jusque sur les cimes rocheuses de la Thessalie, où, en 1581, les moines des Météores imploraient le secours du prince Mihnea II de Valachie, en l'appelant « très-magnifique basileus victorieux », parmi d'autres épithètes fournies par la rhétorique ecclésiastique byzantine. Cependant, dès 1578, dans la correspondance de la mère du prince, Catherine Salvaresso, une Génoise de Chio, on trouve cet aveu de tant de profondes désillusions : « ce pays n'est pas notre héritage, aujourd'hui nous sommes ici et demain nous n'y serons plus, comme il plaît à Dieu, car nous sommes dans les mains des Turcs », paroles qui révèlent tout à coup les limites réelles de cette Byzance roumaine, qui ne réussit qu'imiter l'Empire de la décadence, celui des dernières années avant la conquête ottomane<sup>13</sup>.

C'est la situation que trouvera Michel à son avènement en 1593. Vers cette date, le reste du Sud-Est européen connaissait une grande effervescence semblable à celle de l'époque de Lépante. Les projets italo-espagnols de débarquement en Chypre ou sur la côte albanaise s'accompagnant, à l'intérieur, des révoltes de montagnards. Dans toute cette région sur laquelle s'exerce l'autorité du siège patriarcal d'Ochride, les habitants s'agitent sans cesse, adressant au pape, en 1593—1594, des demandes d'armes et de subsides<sup>14</sup>. En réponse, Clément VIII dépêcha l'abbé Komulović en Transylvanie, en Moldavie et en Pologne pour engager Sigismond Bathory, Aaron et Constantin Ostrogski à joindre leurs forces à la prochaine offensive antiottomane qui aurait franchi le

<sup>9</sup> Al. Ciorănescu, *Documente privitoare la istoria românilor culese din arhivele de la Simancas*, Bucarest, 1940, p. 53.

<sup>10</sup> J. Hassiotis, 'Ο Ἀρχιεπίσκοπος Ἀχρῖδος Ἰωακείμ καὶ οἱ συναμώτικες κινήσεις (1572—1576), *Μακεδονικά*, 1964, pp. 239—255, 290—291.

<sup>11</sup> Voir dernièrement le livre de Dinu C. Giurescu, *Ion Vodă cel Viteaz*, Bucarest, 1963. Voir aussi Mihnea Berindei, *Le problème des « cosaques » dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle*, *Cahiers du monde russe et soviétique*, XIII, 3, 1972, pp. 338—367.

<sup>12</sup> Qu'on nous permette de renvoyer à notre article, *Quelques drogmans de Constantinople au XVII<sup>e</sup> siècle*, *RESEE*, X, 2, 1972, pp. 227—241, ainsi qu'au livre de Domenico Caccamo, *Eretici italiani in Moravia, Polonia, Transilvania (1558—1611)*, Firenze-Chicago, 1970.

<sup>13</sup> N. Iorga, *Byzance après Byzance*, Bucarest, 1971, p. 147. Cf. Hurmuzaki, XIV, p. 54.

<sup>14</sup> Andrei Pippidi, *Les pays danubiens et Lépante*, dans le volume *Il Mediterraneo nella seconda metà del '500 alle luce di Lepanto*, Firenze, 1974, pp. 289—323. Cf. ma communication sur le rôle des patriarches d'Ochride dans la lutte antiottomane du Sud-Est européen, à paraître dans la revue « East European Quarterly », 4, 1975.

Danube pour soutenir la guerrilla sur le littoral adriatique et dans le massif du Pinde<sup>15</sup>.

Le prince moldave Aaron devait son trône, comme Michel le Brave, aux archontes constantinopolitains, notamment à Andronic Cantacuzène, dont il avait épousé une parente. Ses relations avec le patriarche Jérémie II et son vicaire, le didascale Nicéphore, ainsi que celles de Michel avec le même groupe de famille ont probablement influé sur leur refus commun d'obéissance opposé au sultan. Deux mois avant le traité conclu par Aaron, en août 1594, avec les impériaux, une révolte éclatait dans le Banat, province gouvernée par le pacha de Timișoara, tandis qu'un archevêque de Chypre, Laurent Paléologue, apportait au prince Sigismond de Transylvanie, qui s'apprêtait à ceindre la couronne des anciens despotes, l'assurance que Serbes, Bulgares et Grecs n'attendent pour prendre les armes que son entrée en campagne<sup>16</sup>.

Pendant la première année de la guerre, les Roumains se maintinrent sur le Danube, ayant chassé les Turcs de la plupart des forteresses qui gardaient la rive gauche. Nous connaissons les dispositions de Michel, au moment où il venait de prendre des garanties, en acceptant les dures conditions imposées par Sigismond, grâce à une lettre envoyée, le 15 juillet 1595, au staroste de Kamieniec, Jean Potocki : elles sont les mêmes que celles d'Etienne le Grand, dans l'attente toujours aussi vaine d'un secours venu de Pologne. « Ce que j'ai fait », écrit le prince, « je l'ai fait pour la foi chrétienne, ayant vu ce qui arrive chaque jour aux pauvres chrétiens. J'ai entrepris de soumettre à cette grande tâche notre pauvre pays, afin d'en faire un bouclier de toute la chrétienté »<sup>17</sup>. Ceci dit sans ajouter un mot au sujet de la libération de la Péninsule, des combats défensifs étant menés jusqu'au début de l'année suivante sur le propre territoire du pays.

Cependant, au sud du Danube, donc sur les arrières du front ottoman, les révoltes continuaient avec une violence croissante. La nouvelle de la bataille de Călugăreni, en août 1595, avait eu un grand retentissement parmi les Slaves, les Albanais et les Grecs, un *Te Deum* solennel étant célébré à Ochride en présence du patriarche, de son clergé et des habitants de la ville<sup>18</sup>. L'initiative du patriarche Athanase de s'adresser le printemps suivant au provéditeur vénitien de Corfou en sollicitant l'aide militaire de la République pour l'insurrection qu'il préparait a été manifestement inspirée par la victoire roumaine. L'appui refusé par Venise fut aussitôt demandé au pape et au vice-roi espagnol de Naples<sup>19</sup>. L'enrôlement de nombreux balkaniques dans l'armée de Michel le Brave témoigne de la décision de poursuivre à tout prix la résistance antiottomane. Une incursion

<sup>15</sup> *Căldători străini despre țările române*, III, Bucarest, 1971, pp. 355–371. En outre voir J. Tomić, *Prilozi za pokret hrišćana na balkanskomu poluostrvu protiv Turaka krajem XVI veka*, « Spomenik », XXXI, 1898, pp. 90–94, et K. Horvat, *Monumenta historica nova historiam Bosnae et provinciarum vicinarum illustrantia*, « Glasnik zemaljskog muzeja Bosni i Hercegovini », XXI, 1909, pp. 13–14, 23–27, 31–36, 41–42.

<sup>16</sup> P. P. Panaitescu, *Mihal Vițeazul*, Bucarest, 1936, pp. 46–48, 50.

<sup>17</sup> Idem, *Documente privitoare la istoria lui Mihal Vițeazul*, Bucarest, 1936, p. 15.

<sup>18</sup> M. Lacko, *Alcuni documenti riguardanti l'arcivescovo di Ochrida Atanasio*, « *Orientalia christiana periodica* », XXXIII, 2, 1967, p. 622.

<sup>19</sup> N. Milev, *Ohrtdsktjat patriarh Atanasij i skltantjata mu v cuzbina (1597–1615)*, « *Izvestija na istoriceskoto družestvo* », V, 1922, pp. 113–128.

de ces haïdouks au service du prince de Valachie en Dobroudja, en mai 1596, cause aux Turcs de graves pertes, de Babadag jusqu'à Plevna, sur les traces de l'expédition de l'année précédente <sup>20</sup>. Lorsque la citadelle de Klis tombe aux mains des Vlaques de Bosnie, le vieil archiduc Ferdinand de Tyrol leur envoie, en juillet, un message d'encouragement, leur proposant « l'exemple mémorable et infiniment louable des princes de Transylvanie et de l'autre Valachie, lesquels, récemment, ayant brisé le joug honteux des Turcs, ont juré foi et hommage au Saint Empire Romain » <sup>21</sup>. Au même moment où une nouvelle attaque partait de la Petite Valachie en direction de Vidin, suivie en août par le raid mené à travers la Dobroudja par le Crétois Francesco Kalogeras, dans la région de Chimara des rebelles, dont le nombre était estimé à 10 000, marchaient contre les Turcs sous les ordres du patriarche Athanase d'Ochride <sup>22</sup>. Celui-ci, réfugié en Italie, puis en Allemagne, après l'échec du mouvement insurrectionnel qu'il dirigeait, allait inviter Michel le Brave à intervenir <sup>23</sup>. Les assaillants de la ville de Gabrovo en septembre 1596 combattaient sous la bannière du prince roumain <sup>24</sup>. Allant à Prague en février 1597, Sigismond Bathory était accompagné d'un « ambasciator a parte della Vallachia et Bulgaria » (deux, en fait : Todor Balina, de Nicopolis, et le Ragusain Paolo Giorgi), tandis que 7 000 Albans armés seulement d'arcs et de flèches parvenaient à résister à la garnison ottomane de Shkoder <sup>25</sup>.

De la même époque datent les premières informations sur l'activité politique du métropolite de Tirnovo Denys Rhallis-Paléologue. On peut se demander si ce personnage ne doit pas les moyens autant que les buts de son action à sa parenté avec les Cantacuzène et avec les banquiers Gagliano de Raguse <sup>26</sup>. D'autres membres de sa famille au beau nom byzantin sont alors de passage dans les pays roumains : un capitaine de Michel le Brave qui repousse, en mars 1599, l'expédition commandée par le pacha de Silistra appartient à ce lignage ; à la cour de Moldavie on rencontre un Emmanuel Paléologue et son fils Démétrius, beau-frère du prince Jérémie Movilă <sup>27</sup>.

<sup>20</sup> D. M. Pippidi et A. Pippidi, *Un capitaine crétois au service de Michel le Brave prince de Valachie*, Περπάγμενα τοῦ Γ' Διεθνoῦς Κρητολογικοῦ Συνέδριου, II, Athènes, 1974, pp. 277—278.

<sup>21</sup> *Monumenta spectantia historiam Slavorum Meridionalium*, XV, pp. 217—218.

<sup>22</sup> Voir les articles cités de Milev et Lacko. Cf. V. Makusev, *Monumenta historica Slavorum Meridionalium*, Varsovie, 1874, pp. 268—269 ; J. Tomić, *Grada za istoriju pokreta na Balkanu protiv Turaka krajem XVI i pocetkoj XVII veka*, Belgrade, 1933, pp. 207—209, 270—271.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 298. Cf. Martin Crusius, *Diarium*, p.p. W. Göz et Ernst Conrad, II, Tübingen, 1931, pp. 251—254 ; Hurmuzaki, III, 1, p. 318 ; *ibid.*, III, 2, p. 307 ; *ibid.*, XII, pp. 420, n. 1, et 531, n. 1.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 277, n. 1.

<sup>25</sup> Informations inédites glanées à la bibliothèque de Lambeth Palace, ms. Tenison 661, ff. 15 et 22. Voir aussi Bistra Cvetkova, *La situation internationale et le peuple bulgare à la fin du XVI-e siècle et au début du XVII-e*, « AIESEE. Bulletin », IX, 1971, pp. 57—72.

<sup>26</sup> Hurmuzaki, XII, p. 290. Pour tout ce qui suit concernant ce personnage voir N. Iorga, *Sfătuitorul bizantin al lui Mihai Viteazul: mitropolitul Dionisie Rali Paleologul*, « Revista istorică », V, 1—2, 1919, pp. 26—35.

<sup>27</sup> Hurmuzaki, XII, p. 426 ; Al. Ciorănescu, *ouvr. cité*, p. 139 ; *Călători străni*, IV, p. 242 ; N. Stoicescu, *Dicționar al marilor dregători din Țara Românească și Moldova*, sec. XIV—XVII, Bucarest, 1971, p. 322.

La correspondance de Denys Rhallis-Paléologue avec Michel le Brave, amorcée en mars 1597, au cours des essais d'organisation d'une grande révolte en Bulgarie, reflète les efforts de certains représentants du clergé grec de se servir de l'épée du prince roumain pour la libération du Sud-Est européen. Il semble que Théophane I, patriarche de Constantinople, y ait été enclin, mais son successeur Mélétius Pigas, qui occupait déjà le siège d'Alexandrie, représentant une autre conception des rapports avec la Porte, ne se fiait pas au remuant métropolitain de Tirnovo qu'il destitua, l'obligeant ainsi à émigrer en Valachie. La réserve de Mélétius à l'égard des fauteurs de la revanche chrétienne avait, pourtant, des raisons qu'on découvre à travers les lignes de sa correspondance avec la Confrérie orthodoxe de Lwow, avec l'évêque de ce diocèse, Gennadius Balaban, avec le prince Ostrogski, protecteur des orthodoxes de Lituanie et de Podolie, etc.<sup>28</sup> En réplique aux lettres qui réclamaient son intervention contre les tentatives catholiques de convertir ces fidèles, il devait avouer : « nos vicissitudes ne me donnent guère de répit, mais bien de terribles souffrances et des chagrins accablants ». Ailleurs : « nous autres, ceux réduits en servitude, nous sommes dans un état désespéré » ou bien : « je ne peux même pas quitter ma chambre ». Les craintes du vicaire patriarcal étaient justifiées dans sa situation d'otage de la population turque de la capitale, fanatisée par la guerre. On conçoit donc aisément que le timide prélat, « précipité dans l'abîme des malheurs, dans un effroyable esclavage, plus pesant que celui de Babylone », n'envoyait à Michel le Brave que des lamentations, des conseils de paix et des éloges de « l'amour, paternel du sultan pour son peuple » — lui-même a pris soin d'avertir dans un post-scriptum que ces lettres étaient censurées<sup>29</sup>. Moins accessible à de tels arguments qu'aux pressantes exhortations de Denys Rhallis-Paléologue, Michel, le 14 septembre 1597, déclare à l'agent impérial Eric Lassota que « la population chrétienne de Bulgarie l'attend impatiemment outre-Danube et l'appelle chaque jour »<sup>30</sup>. Pourtant, deux semaines plus tard, selon le témoignage du même Lassota, le prince n'était pas encore prêt à s'engager dans une longue campagne au sud du fleuve, qui aurait pu finir par un désastre, si les promesses de lui fournir des provisions et 30 000 hommes armés (le double des contingents valaques !) n'étaient pas tenues.

Une décision pareille ne pouvait être prise avant une mûre réflexion et sans avoir reçu de fermes garanties de la part des délégués bulgares. La « fausse paix », cette « *finta pazze* » dont parle un rapport contemporain<sup>31</sup>, se prolongeait à cause de l'abdication de Sigismond Bathory et du retard mis par les impériaux à nouer l'alliance avec la Valachie. Aux envoyés de Rodolphe II qui reçurent enfin le serment d'allégeance des boyards au monastère de Dealul, le 9 juin 1598, le prince demande instamment (« cupit, urget et instat, et per omnia sacra obtestatur ») 5 000 soldats ou l'argent pour payer autant de mercenaires, afin de prendre

<sup>28</sup> Hurmuzaki, XIII, pp. 315, 316—320, 379—382, 398.

<sup>29</sup> N. Iorga, *Ntchifor Dascălul exarh patriarhal și legăturile lui cu țările noastre*, An. Acad. Rom., mem. sect. ist., s. II, t. XXVII, 1905, pp. 183—200 ; P. F. Panaitescu, *Despre Ntchifor Dascălul și legăturile lui cu noi*, « Revista istorică », XII, 1927, p. 83.

<sup>30</sup> *Călătort străint*, pp. 79, 81.

<sup>31</sup> Hurmuzaki, XII, p. 337.

possession de la rive droite du Danube <sup>32</sup>. En rentrant, les ambassadeurs de l'empereur ont rencontré à Alba Iulia Denys Rhallis-Paléologue, qui leur a confirmé que, à la vue des bannières impériales, la Grèce et la Macédoine s'insurgeraient contre la domination ottomane, ce qui rendrait possible la prise de Constantinople même <sup>33</sup>. Le chef militaire de cette nouvelle croisade qui aurait descendu vers les Détroits devait être Michel.

C'est ainsi que sur le prince roumain s'était fixé le choix unanime des forces qui poursuivaient une chimérique « *restitutio imperii* » un courant à l'intérieur de l'Eglise, un autre qui, à Constantinople comme au nord du Danube, représentait la politique des notables grecs, de souche byzantine ou épirote, enfin, les Grecs et les Albanais de l'Italie méridionale, les Grecs et les Ruthènes de Pologne réunis par une solidarité de race ou de foi.

Or, la campagne d'automne de Michel le Brave s'est arrêtée près de Sofia, loin du but proposé, s'étant heurtée à des difficultés logistiques et politiques qu'il était momentanément incapable de surmonter : le manque d'artillerie de siège et l'hostilité du prince de Transylvanie. Les intérêts de Denys Rhallis-Paléologue et ceux des ministres de Prague coïncidaient, en ce qu'ils essayaient d'écarter l'attention de Michel dans une autre direction que celle de la Transylvanie. Aussi, lorsque la bataille de Şelimbăr a rendu celui-ci maître d'Alba Iulia, le métropolitite s'empresse-t-il de prier l'empereur d'envoyer au plus vite le docteur Pezzen pour prendre possession de la principauté en son nom <sup>34</sup>. C'est toujours lui qui transmet, en décembre 1599, la déclaration attribuée à Michel, selon laquelle « son unique but est de marcher contre la Turquie et d'établir son quartier à Sofia » <sup>35</sup>. Le mois suivant, Carlo Magno, émissaire de Rodolphe II, prétend que le prince voudrait « aller à Andrinople, pour y faire paître ses chevaux », mais, cette fois encore, ce sont des propos recueillis par le même Rhallis-Paléologue <sup>36</sup>. Michel était déjà entouré d'une « mafia » balkanique aux membres de laquelle il distribuait plutôt des rôles décoratifs que des responsabilités réelles, mais qui, à mesure qu'elle se rend compte ne pouvoir le dominer et l'utiliser, lui deviendra hostile.

Il ne s'agit pas seulement du prétendant au trône de Bosnie Jérôme Zlatarić, dont la trahison sera punie par Michel dès 1599, ou des boyards conjurés Leca (Albanais) et Manta (Grec) : c'est le cas de Rhallis-Paléologue lui-même. Celui-ci, qui avait trouvé dans ses maigres bagages de fuyard une précieuse icône byzantine pour en faire don à Rodolphe II, ne perdait pas une occasion de rappeler à Carlo Magno la nécessité de regagner Constantinople <sup>37</sup>. L'agent des Habsbourg et le métropolitite, chacun pensant qu'il pourrait détourner au profit de sa cause l'action de Michel, s'ingéniaient à persuader celui-ci que l'heure était venue. Mais le Valaque, qu'ils traitaient de « nouvel Alexandre », ne se laissera pas bernier par leurs flatteries.

<sup>32</sup> *Ibid.*, p. 361.

<sup>33</sup> *Ibid.*, p. 370.

<sup>34</sup> *Ibid.*, p. 552.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 553.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 657.

<sup>37</sup> *Ibid.*, pp. 653, 656, 705—706, 731—732. En février 1600, le métropolitite calomniait Michel auprès du commissaire impérial H. von Ungnad.

Sa réponse est claire, la veille d'une nouvelle campagne qui rattachera la Moldavie au reste des terres roumaines : continuer la guerre au sud du Danube ne représente pas un de ses buts personnels et il n'y consentira que si les frontières de ses Etats recevaient la confirmation impériale. Dans ce mémoire adressé à Rodolphe en janvier 1600, Michel commence par souligner l'importance stratégique de la Valachie et de la Transylvanie, dans un style digne d'Etienne le Grand « Que Sa Majesté y prenne bien garde, car toute la fortune de la chrétienté dépend de ces deux pays »<sup>38</sup>. Ceci pour justifier les revendications émises par le prince sur des territoires, occupés tant par les Turcs que par les impériaux, qui avaient appartenu dans le passé à la Valachie (le long du Danube) et à la Transylvanie (les districts du Nord-Ouest et le Banat). Afin de certifier que Michel ne convoitait pas des acquisitions territoriales au Sud du Danube, le document finissait sur cette déclaration : « quant à ce qu'on pourra encore conquérir en combattant les infidèles, avec l'aide de Dieu, que l'empereur en fasse ce que Sa Majesté Impériale voudra ». En mars 1600, espérant obtenir comme fiefs du royaume de Pologne la Valachie, la Transylvanie et la Moldavie, il ne réclamait, pour arrondir cette dernière principauté, qui des possessions héréditaires de ses prédécesseurs, tombées au pouvoir des Turcs en 1484 et 1538<sup>39</sup>. Si, un peu plus tard, les troupes de Michel envahirent la Pocutie, ce sera toujours en faisant valoir des droits historiques<sup>40</sup>.

Néanmoins, en juin 1600, un rapport du missionnaire dominicain Andrea Bobbi contient cette phrase : « le seigneur Michel devra, en bref, devenir maître de Constantinople et, comme Grec applaudi et suivi particulièrement par les Grecs jadis maîtres de cet Empire, il aura à se faire proclamer, lui et pas un autre, empereur de Constantinople »<sup>41</sup>. Or, sans que le prince eût consenti à un changement de politique, l'achèvement de l'unité roumaine l'invitait à adopter des formes d'une solennité insolite. On y retrouve l'inspiration de Denys Rhallis-Paléologue. Le siège archiepiscopal de Moldavie demeurant vacant par la fuite de Georges Movilă, qui avait accompagné son frère, le prince Jérémie, en Pologne, la dignité de « πρόεδρος Μολδοβλαχίας » revint à l'ex-métropolitite de Timovo, exarque de Bulgarie. Par conséquent, il présidera les travaux du synode de Suceava, dont le protocole rédigé selon le formulaire byzantin et sans manquer de citer Constantin Porphyrogénète, porte les signatures de plusieurs prélats grecs, dont un ancien hôte de la Moldavie, Nectaire, patriarche d'Ochride, qui dans son exil allait connaître ensuite la France, les Pays-Bas et la Russie<sup>42</sup>.

<sup>38</sup> N. Iorga, *Scrisori*, pp. 238—239. Voir idem, *Documente noi, în mare parte românești, relative la Petru Șchiopul și Mihai Viteazul*, An. Acad. Rom. mem. secț. ist., s. II, t. XX, 1898, pp. 22—24.

<sup>39</sup> I. Corfus, *art. cit.*, pp. 40—41.

<sup>40</sup> I. I. Nistor, *Campania lui Mihai Viteazul în Pocuția*, Acad. Rom., mem. secț. ist., s. III, t. XXVI, 1943, pp. 29—55.

<sup>41</sup> A. Mesrobeanu, *Contribuție la istoria catolicismului în Moldova*, « Cercetări istorice », IV, 2, 1928, p. 86. Cf. *Călători străini*, IV, p. 188.

<sup>42</sup> Hurmuzaki, XIV, pp. 109—111. Cf. *ibid.*, suppl. II<sup>1</sup>, pp. 478—479, et XIII, p. 348. Sur Nectaire, M. Le Quien, *Ortens christianus*, II, Paris, 1740, p. 299, H. Gelzer, *Der Patriarchat von Achrída, Geschichte und Urkunden*, Leipzig, 1902, p. 26, et N. Iorga, *Exilés grecs en France au XV-e siècle*. « Revue historique du sud-est européen », V, 1928, p. 34.

Quoique un plan de Michel de restaurer l'Empire byzantin n'eût jamais existé, les espoirs des Grecs semblaient justifiés par la conjoncture spéciale de l'année 1600. Le métropolite de Larissa Denys Rhallis-Cantacuzène avait essayé de soulever la Thessalie, avec l'aide d'agents secrets de l'Espagne, parmi lesquels il est souvent fait mention d'un sieur Constantin qui avait rempli la fonction de « *postelnic* » (chambellan) du prince de Moldavie Pierre le Boiteux<sup>43</sup>. Cette même année, « Constantinos Postelnicos » va en ambassade en Espagne, chargé par les habitants de l'Épire, de la Macédoine et de la Thessalie d'offrir à Philippe III le trône byzantin. Le but immédiat de sa mission était d'obtenir l'intervention de la flotte de Naples pour appuyer une offensive terrestre des troupes de la Sainte Ligue commandées par Michel le Brave. Le texte de la lettre au roi dont il était porteur contient plusieurs détails de haute fantaisie, par exemple le chiffre des effectifs prêts à prendre les armes ou la proposition de créer en Grèce, pour récompenser les principaux chefs du mouvement, huit duchés, seize marquisats et vingt-cinq comtés. On y trouve, cependant, un bel éloge du prince de Valachie qui « a donné du fil à retordre au Turc, en avançant jusque sous les murs d'Andrinople et en lui faisant une telle peur qu'il a pensé s'enfuir en Asie »<sup>44</sup>. Dans les mêmes circonstances a été écrite telle lettre adressée à un « *μακαριώτατος* » qui, plutôt que le pape, doit être un patriarche d'Ochride, prié de prendre le commandement de l'insurrection, dont la victoire serait toute proche grâce aux exploits guerriers de Michel, en train de devenir, de son vivant, une figure légendaire<sup>45</sup>.

Que reste-t-il, dans ces conditions, des rêves impériaux qu'on a prêté au prince roumain? Nous avons déjà relevé ailleurs le fait que pour l'Empire ottoman, cet épisode de la guerre de 1593—1606 n'a pas eu plus d'importance que les révoltes contemporaines de Hassan-pacha en Asie ou de Simon de Tiflis en Géorgie, tandis qu'à l'échelle du Sud-Est européen les victoires de Michel le Brave étaient si redoutées par les Turcs que le salut de la Péninsule entière pouvait en dépendre<sup>46</sup>. Du côté chrétien, les grandes puissances de l'heure, l'Empire et la Pologne, ne craignaient pas moins la consolidation de l'unité politique roumaine. Dans l'entourage même de Michel, deux conceptions divergentes des objectifs qu'aurait dû poursuivre sa politique se sont affrontées l'une visant des agrandissements territoriaux au Sud du Danube qui eussent ouvert la route de Constantinople, l'autre désirant seulement l'unification des terres roumaines dans un État en voie de centralisation. L'option en faveur de la seconde n'a pas été exempte d'hésitations. Par l'exemple proposé, elle devait s'avérer lourde de conséquences. Si Pierre Rareș, moins d'un siècle après la prise de Constantinople, pouvait encore envisager une restauration de l'Empire byzantin, pour laquelle il se serait

<sup>43</sup> D. Sarrou, Μαξίμου Πελοποννησίου λόγος στηλιτευτικός, 'Ηπειρωτικά χρονικά, III, 1928, pp. 175—179. Voir J. Hassiotis, *Fuentes de la historia griega moderna en archivos y bibliotecas españolas*, « Hispania », XXIX, 1969, p. 144, et M. Manoussacas, *Lettere patriarcali inedite (1547—1806) agli arcivescovi di Filadelfia in Venezia ed alla confraternità dei Greci ortodossi*, Venezia, 1968, pp. 55—57.

<sup>44</sup> Al. Ciorănescu, *ouvr. cité*, pp. 172—178.

<sup>45</sup> Hurmuzaki, XII, pp. 907—908.

<sup>46</sup> Voir notre article *Nouvelles informations contemporaines sur le combat de Șelimbăr* (en roumain), « Revista de istorie », 28, 1975, 4, p. 553—574.

associé à Charles Quint, désormais, à la charnière de la Renaissance et de l'époque moderne, ce projet suranné était compromis<sup>47</sup>. Dans une autre version, il sera repris en 1688 et 1711, sous l'impulsion des forces conquérantes de l'Etat russe. La mythique de la croisade, demeurée vivante dans le Sud-Est, avait été abandonnée par la monarchie des Habsbourg, qui traitait Michel le Brave comme un des *condottieri* à son service — Mercœur, Gonzaga, Mansfeld, Basta. Après l'assassinat de Michel par les soudards wallons du général Basta, avec le temps, le souvenir du conflit entre les deux tendances qui avaient divisé ses conseillers avant que l'une ait emporté son adhésion s'est effacé jusqu'à disparaître complètement et, seule, a survécu l'image héroïque rendue populaire par les poèmes grecs de Stavrinou et de Palamède avant de se répandre dans le folklore balkanique<sup>48</sup>. La figure historique a perdu son contour réel, ses traits se sont brouillés dans le miroir du mental collectif. Aussi, toute la nostalgie inspirée par le plus glorieux des combats livrés par les peuples du Sud-Est contre les Turcs est-elle dans ces paroles du chroniqueur grec Matthieu des Myres : « Nous avons espéré en vain que Michel le Brave puisse gagner, l'épée à la main, la couronne de Byzance pour nous la rendre »<sup>49</sup>. Les légendes ont généralement plus longue vie que la génération qui les a forgées.

Rassembler les territoires roumains, les défendre contre les menaces de l'Empire ottoman et de la Pologne, chercher à les unir plus étroitement contre les forces centrifuges, Michel l'avait essayé avec trop de précipitation pour que l'œuvre accomplie par lui soit durable. Toutefois, ce sont les motifs qui ne lui ont pas permis d'autre politique balkanique que celle que nous avons à considérer ici. Il serait peut-être hasardeux d'y compter en premier lieu l'instinct de Michel le Brave ou son désintéressement chevaleresque. S'il y a eu option, elle tenait d'abord à l'ambiguïté constante des relations gréco-roumaines. D'une part, le conflit à l'intérieur de la classe seigneuriale entre la noblesse roumaine de sang et la noblesse de fonction, d'origine grecque, — de l'autre, le fait que le nombre des partisans du régime ottoman parmi les boyards grecs ne le cédait pas à celui des résistants au pouvoir turc, ont contribué à la faiblesse du parti « byzantin ».

Le patriarcat œcuménique, qui persistait à regarder les pays roumains comme une terre byzantine et leurs princes comme le principal soutien de l'orthodoxie, a appuyé ouvertement le rival de Michel le Brave, Jérémie Movilă. L'envoi des insignes patriarcaux, le manteau et la crosse, au métropolitain Georges (1597) suggère que l'élévation projetée de l'Eglise de Moldavie au rang auquel Moscou n'avait été promue que depuis peu aurait dû rehausser le prestige du prince Jérémie, supposé descendant des empereurs romains<sup>50</sup>. Celui-ci, tout en maintenant la

<sup>47</sup> Al. Ciorănescu, *ouvr. cité*, pp. 15—22; idem, *Petru Rareș și politica orientală a lui Carol Quintul*, An. Acad. Rom., mem. sect. Ist., s. III, t. XVII, 1936, pp. 241—256.

<sup>48</sup> N. Iorga, *Michel le Brave et la poésie populaire des Bulgares*, « Revue historique du sud-est européen », X, 1933, pp. 16—17; Al. Iordan, *Mihai Viteazul în folclorul balcanic*, « Revista istorică română », VI, 1936, pp. 361—381; Iulian Ștefănescu, *Epopoea lui Mihai Viteazul în lumea greco-rusească în sec. XVII—XVIII*, *ibid.*, IV, 1934, pp. 141—174.

<sup>49</sup> A. Papiu-Ilarian, *Tesaur de monumente istorice*, I, Bucarest, 1862, p. 373.

<sup>50</sup> *Ibid.*, II, pp. 141—142; Hurmuzaki, XIV, pp. 320—322.

paix avec l'Empire ottoman et la Pologne au prix d'un double hommage, avait le même besoin que Michel d'unir la Moldavie et la Valachie. L'union dynastique à laquelle il aspirait était plus apte que l'union personnelle à résoudre certains problèmes. Michel penchait vers la même solution, lorsqu'il voulait partager son autorité soit avec son fils, soit avec son neveu, sinon avec le frère héritier de Pierre le Boiteux. On serait injuste envers Jérémie, si l'on ne reconnaissait pas la dignité et la fermeté dont il a fait preuve dans une situation très difficile. Son point de vue sur les rapports de son Etat avec la Porte reste très caractéristique pour le parti de la neutralité : « la Moldavie », écrit-il en 1598, « étant depuis cent et quelques dizaines d'années sous la domination ottomane, a recueilli et gardé beaucoup de mœurs turques. Nous aurions voulu l'en débarrasser, mais il est difficile de s'opposer à la volonté de Dieu »<sup>51</sup>.

Dès lors, compte tenu de la domination ottomane, il devient clair que l'implantation de Byzance dans les pays roumains pouvait se révéler dangereuse pour leur indépendance autant que la lutte pour le rétablissement de l'Empire byzantin l'était pour l'unité politique recherchée par Michel le Brave.

---

<sup>51</sup> P. P. Panaitescu, *Documente*, pp. 54—56, 69—70, 72—74.

## SUR LE SCEAU DE MICHEL LE BRAVE ET LE SCEAU PERSONNEL DE TÉOPHANE — LA MÈRE DU VOÏVODE

MARIA DOGARU

Les actes émis dans la chancellerie de Michel le Brave constituent du point de vue sigillographique un intéressant sujet d'étude.

Les précieux vestiges sigillaires de l'époque où le voïvode a occupé le trône de la Valachie et a conduit le destin des Principautés Roumaines pour la première fois unis sous son sceptre, peuvent être divisés en ce qui concerne le type de l'emblème, en quatre catégories<sup>1</sup> :

1. Le type héraldique caractérisé par un écusson rond, avec un aigle crucifère, ayant au côté droit supérieur le soleil, et au côté gauche la lune. L'écusson avec les marges irrégulières, est timbré par une couronne fermée, terminée par une croix, qui passe dans l'exergue, constituant l'invocation symbolique.

2. Le type iconographique représentant un écusson aux marges irrégulières comprenant deux personnages couronnés, qui portent un long manteau et soutiennent un arbre dont on voit les racines.

3. Le type combiné réalisé par la fusion du type héraldique avec le type iconographique ; dans un écusson aux marges irrégulières deux personnages portant des manteaux longs et des couronnes qui encadrent l'arbre à racines ; autour de l'écusson il y a des ornements floraux. Dans la partie supérieure du champ sigillaire, séparé par une écharpe, l'aigle crucifère est accompagné du soleil et de la lune.

4. Le sceau comprenant les armoiries unies<sup>2</sup> conservées sur les documents datés du 3, 27, 29 juillet 1600, doit être interprété selon notre

<sup>1</sup> Voir A. Sacerdoțeanu, *Autografe și sigilii de la Mihai Viteazul* (Les autographes et les sceaux de Michel le Brave), dans « Revista Arhivelor » citée par la suite (RA), 1941, n° 2, p. 296—313.

<sup>2</sup> Voir V. A. Urechia, *Schițe de sigillografe românească* (Esquisses sur la sigillographie roumaine), Bucușești, 1891, p. 14. ; Stoica Nicolaescu, *Documente slavo-române cu privire la relațiile Țării Românești și Moldovei cu Ardealul în secolele XV și XVI* (Documents slavo-roumains concernant les relations de la Valachie et de la Moldavie avec la Transylvanie au XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècle), Bucușești, 1905, p. 335—337 ; Grigore Tocilescu, *O nouă pecete de la Mihai Viteazul* (Un nouveau sceau de Michel le Brave), dans « Buletinul societății numismatice române » (BSNR), 1905, p. 60—63 ; P. V. Năsturel, *Nova plantatio și regii României moștenitori ai împăraților Bizanțului* (Nova plantatio et les rois de Roumanie successeurs des empereurs byzantins), dans « Revista pentru istorie, arheologie și filologie », vol. XV, 1914, p. 57—50 ; C. Moisil, *Noi studii de sigillografe românească* (Nouvelles études de sigillographie roumaine), RA, 1940, IV, p. 100—104 ; A. Sacerdoțeanu, *Hrisovul și sigiliul lui Mihai Viteazul din 27 iulie 1600* (Le document et le sceau de Michel le Brave du 27 juillet 1600), RA, IV, 1940, n° 1, p. 161—162 ; *Ibidem*, *Iarși sigiliul lui Mihai Viteazul* (De nouveau le sceau de Michel le Brave), RA, IV, 1944/1945, n° 2, p. 330—333 ; *Ibidem*, *Stigiliul domnesc și stema țării. Conceptul de unitate a poporului român pe care îl reflectă și rolul avut în formarea ideii de*

opinion, de la manière suivante : le sceau rond, ayant au centre un écusson rectangulaire contient les armoiries de Moldavie, la tête de l'aurochs portant une étoile entre les cornes est flanquée par le soleil et la lune.



Fig. 1 Le sceau de Michel le Brave conservé sur le document du 10 janvier 1600. Archives de l'Etat de Privilèges, 621 (La collection des Privilèges)

L'aigle placé dans le demi-cercle de la partie supérieure du champ sigillaire — symbole du courage et de la dignité, preuve de l'origine latine du peuple roumain, comme l'ont bien remarqué les révolutionnaires de 1848 — représente les armoiries héraldiques traditionnelles de la Valachie, utilisées à partir du XIV<sup>e</sup> siècle.

Dans la partie inférieure du champ sigillaire on trouve les armoiries secondaires de cette principauté : deux personnages représentant le voïvode avec son fils associé au pouvoir, phénomène illustré dans la sphragistique roumaine dès le XV<sup>e</sup> siècle<sup>3</sup>. Naturellement la première place, à droite, est réservée au prince régnant, la seconde, à gauche, est conférée au fils associé. Nous considérons que les deux personnages ne doivent pas être pris pour les saints Constantin et Hélène<sup>4</sup> étant donné que leur transformation dans ce sens ne s'est manifestée que vers le XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>5</sup>.

---

*untre* (Le sceau princier et l'emblème du pays. Le concept de l'unité du peuple roumain reflété par ce sceau et son rôle dans la formation de l'idée de l'union), dans RA, XI, n<sup>o</sup> 2, p. 15; Marcel Sturdza-Săucești, Al. Gonța, *Tricolorul românesc — simbol al unității naționale sub Mihai Viteazul* (Le tricolore roumain — symbole de l'unité nationale sous Michel le Brave), dans RA, XI, 1968, n<sup>o</sup> 2, p. 73.

<sup>3</sup> Concernant l'évolution de ce type sigillaire voir Ioan Bogdan *Relațiile Țării Românești cu Brașovul și cu Țara Ungurească* (Les relations de la Valachie avec Brașov et le Pays Hongrois), București, 1905, p. LXVII—LXVIII.

<sup>4</sup> De cette manière ils ont été interprétés par Grigorie Tocilescu, *op. cit.*

<sup>5</sup> Le premier document où l'on constate cette transformation, inconnue jusqu'à présent, a été émis dans la chancellerie de Michel Racoviță, le 4 septembre 1731 (Archives de l'Etat de Bucarest, le fond monastier Clocoțiova, XI/22).

Nous ne trouvons pas justifiée, pour cette période, l'interprétation de Stoica Nicolaescu, Marcel Sturza-Săucești et Alex. Gonța qui considèrent que les deux personnages sont le Voïvode et la princesse.

Fig. 2 Le sceau de Michel le Brave appliqué sur l'acte du 3 juillet 1600. Archives de l'Etat de Bucarest, le fond monastère Neamț, XXXVIII/56



À notre avis entre les deux personnages, se trouve un arbre aux racines dispersées, image correspondant à la manière de présenter les armoiries *nova plantatio*, symbole de la colonisation du territoire; dans les armoiries et les sceaux de la Valachie, cet arbre exprime le « descălecat » (la descente). La tige de l'arbre est flanquée par deux lions qui s'affrontent.

Nous considérons que l'introduction des lions dans les chancelleries de Michel le Brave représente, au moyen âge, le symbole de la Dacie<sup>6</sup>, exprimant la conception politique du grand Voïvode, son aspiration à la reconstruction de la Dacie<sup>7</sup>.

En ce qui concerne la manière de confection, dans la chancellerie de Michel le Brave on a utilisé des sceaux imprimés, des sceaux timbrés et des sceaux suspendus.

La plupart des sceaux sont timbrés, peu des sceaux sont suspendus. Dans la dernière catégorie, spécifique des documents solennels s'intègre aussi l'acte de 26 septembre 1597<sup>8</sup> par lequel Michel le Brave offrait « à la très honorée et de tout cœur à notre bien aimée, la princesse Theodore », les villages Studena Mesteacănului, Studena Barbului, Crusovul, Frâșinetul de Cîmpie et Studenita Hameiului, pour qu'elle les possède durant

<sup>6</sup> Maria Dogaru, *Simbolul Daciei și sigiliile lui Mihail Viteazul* (Le symbole de la Dacie et les sceaux de Michel le Brave) dans RA, 2/1975, sous presse.

<sup>7</sup> A une pareille conclusion est arrivé le chercheur Dan Cernovodeanu dans un travail indépendant.

<sup>8</sup> Archives de l'Etat de Bucarest, Section historique, 1618.

sa vie. Après sa mort les villages devaient appartenir à sa fille, Florica. Malheureusement le sceau accroché qui validait cet acte s'est perdu.

Nous le considérons comme un sceau moyen, probablement appartenant au type combiné, fréquemment utilisé dans cette période. Les recherches concernant, les propriétés données à Theodore nous offrent l'occasion de connaître le sceau personnel utilisé au temps de sa retraite religieuse au monastère Cozia. Le précieux témoignage s'est conservé



Fig. 3 Le document du 2 novembre 1602 par lequel Théophane donne à la monastère Cozia, les villages Studenița et Frăsinetul.

sur le document daté du 2 novembre 1602 — par lequel Théophane offrait au monastère Cozia deux villages ci-dessus mentionnés dans, le district de Romanai — Studenița et Frăsinetul<sup>9</sup>.

<sup>9</sup> Archives de l'Etat de Bucarest, le fond monastère Cozia, XXIV/5, Ce document a été étudié et publié par Al. Papiu Ilarian, *Tezaur de monumente istorice pentru România* (Le Trésor des monuments historiques pour la Roumanie), I, 1862, p. 338—389; C. D. Aricescu, dans «*Revista Istorică a Arhivelor României* » II, Bucarest, 1876, p. 101—103; Grigorie Tocilescu, *Doamna Stanca, soția lui Mihai Viteazul*. Studiu istoric 1560—1602 (La princesse Stanca, épouse de Michel le Brave. Etude historique 1560—1602), București, 1877, p. 51—53; D. Onciul, *Un act românesc de la mama lui Mihai Viteazul* (Un acte roumain provenant de la mère de Michel le Brave), XXXV. București, 1901, p. 715—716; C. Gane, *Trecute vieți de doamne și domnițe* (Les vies des princesses et des jeunes princesses d'antan) vol. I, București, p. 145—146; Ioan C. Filitti, *Mama și soția lui Mihai Viteazul* (La mère et l'épouse de Michel le Brave) dans «*Convorbiri Literare* », LIII/1921, p. 609—622, et paru en volume, édition revue, Craiova, 1934, p. 14.

Voulant expliquer les circonstances dans lesquelles elle avait fait le don de ces deux villages, Téophane montrait que s'étant retirée au monastère de Cozia pour vivre dans la solitude « la vieillesse et ses faiblesses » elle a reçu la triste nouvelle de la mort tragique de son fils bien aimé, Michel le Brave et des malheurs de la princesse et de ses fils obligés à errer à l'étranger, nouvelles qui ont « rempli sa vie de pleurs et de sanglots, jour et nuit ».

Téophane fait savoir qu'après le retour de ceux qui lui étaient chers, « dans leur pays », auprès « de la vieille et très estimée mère », venus au monastère Cozia, la princesse Stanca, son fils Nicolae, et sa fille Florica, ont déploré la mort tragique de Michel Voïvode et ont pleuré sur leurs propres malheurs.

Dans ces circonstances, Téophane les avertit qu'elle avait promis aux moines du monastère, les villages ci-dessus mentionnés. Pour ce don, elle demande leur consentement, qui lui est donné sans réserve, car Téophane est libre à disposer des biens et dons, que Michel voïvode avait offert à sa mère. Ce document original roumain écrit sur un parchemin porte dans sa partie inférieure deux empreintes sigillaires, fixées sous une seule feuille. C'est un sceau petit, timbré, appliqué sur la cire rouge. Ayant une forme ovale, des dimensions 20/18 mm, les deux empreintes sigillaires ont été réalisées en utilisant une matrice sigillaire à deux facettes.

Le timbre sur lequel on a appliqué la matrice est confectionné en papier épais, poreux, de couleur jaune et de forme rectangulaire aux dimensions de 5,1/4,6 cm. L'application de la cire pour les deux sceaux, a été faite à une distance de 50 mm avec une petite différence concernant le niveau par rapport au texte et à la marge inférieure du document. Le timbre fixé au document, cousu avec un fil de lin irrégulier s'est déchiré en certains endroits ; il manque aussi le coin qui dépassait la marge inférieure du parchemin. Sur une des empreintes sigillaires, celle de droite, est gravée une croix, dont le socle est entouré d'un ornement floral, ayant inséré sur le bord, en exergue, la légende en caractères slaves.



Fig. 4 Le sceau de Téophane (première facette).

L'autre empreinte sigillaire, à gauche, a dans le champ sigillaire, un ange debout, les ailes déployées. La légende gravée sur la première empreinte sigillaire est difficile à déchiffrer à cause de la manière défectueuse dont la matrice a été imprimée.

Seulement quelques lettres sont lisibles, je considère que dans l'exergue de la respective matrice étaient gravés les mots : ΜΟΝΑΧΗΑ ΘΕΟΦΑΝΗΑ (la religieuse Théophane), dont les lettres sont bien distinctes. Étant donné que le texte énoncé occupait seulement 2/3 de la surface de l'exergue, le reste de 1/3 étant totalement effacé, il n'est pas exclu que le texte ait continué la légende en accentuant l'appellatif sigillaire ΠΕЧАТ (sceau). On a comparé le sceau appartenant au document de Théophane à celui qui authentifie un acte par lequel une autre religieuse, Marie de Drăgășani, à la même année, a donné des propriétés à l'évêché de Rîmnic<sup>10</sup>. Le sceau de Marie est rond ayant dans l'emblème de même une croix qui est entourée de branches et porte en marge la légende ΜΟΝΑΧΗΑ ΜΑΡΙΑ ΣΗΣ ΠΕЧАТ (le sceau de la religieuse Marie).

C'est toujours un sceau timbré, cousu avec de la soie rouge et appliqué sur de la cire noire. Par rapport à la manière de confection, les deux empreintes sigillaires sont différentes par la couleur de la cire et par le fait que sous un seul timbre en ce qui concerne le sceau de Théophane — deux empreintes sigillaires, ont été couvertes.

Se servant de cire rouge à la confection du sceau au lieu de la couleur noire ou verte en usage dans les institutions religieuses, ce n'est pas accidentellement mais pour mettre en évidence sa position de « mère du feu prince régnant ».

Par rapport aux deux empreintes, je considère qu'on ne peut point douter sur leur paternité, puisque par l'emblème, forme et dimensions, elles font la preuve d'avoir appartenu à Théophane.

La première impression sigillaire porte son nom, et l'emblème de la seconde, anépigraphie, témoigne être la propriété d'un personnage religieux, fait souligné par l'identité de leurs formes et leurs dimensions.

D'ailleurs, l'acte émis au nom de Théophane justifie ces conclusions. Quiqu'on ne connaît pas les sceaux de ceux qui ont confirmé la donation de Théodore, surtout celui de la princesse Florica et du voïvode Nicolae, nous apprécions qu'on ne peut pas leur attribuer une empreinte sigillaire anépigraphie, avec une emblème visiblement religieuse.

Nous nous trouvons assurément en face d'un sceau à deux facettes qui a appartenu à Teodore, la mère du vaillant voïvode, qui dans la retraite religieuse a pris le nom de Théophane.

<sup>10</sup> Archives de l'Etat de Bucarest, le fond évêché de Rîmnic, LXVII/2.

# LA CRISE OTTOMANE DANS LA VISION DE HASAN KIAFI AKHISARI (1544—1616)

MUSTAFA A. MEHMED

Pour qui étudie l'histoire de l'Empire ottoman, il devient chaque jour plus clair que les dernières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle ont constitué un tournant dans l'existence de cet Empire. Toutes les contradictions qui existaient à l'état plus ou moins latent ont éclaté à ce moment-là avec violence. En effet, pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle la société ottomane a connu toute une série de transformations, marquées par la *consolidation de la propriété féodale privée* sur la terre — ce moyen principal de production dans la société médiévale — au détriment de la *propriété d'Etat*<sup>1</sup>. Les transformations subies par les relations de propriété dans le cadre de la société ottomane ont conduit progressivement à des changements dans la structure économique et sociale, comme aussi dans l'organisation politique et militaire, et hâté la crise du féodalisme ottoman dans son ensemble<sup>2</sup>. Bien que pendant la période qui a immédiatement suivi le règne du sultan Soliman le Magnifique (1520—1566), les guerres permanentes eussent estompé dans une certaine mesure les contradictions qui existaient au sein de la société ottomane, elles furent impuissantes vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle à arrêter le déclenchement de la crise, dont les effets se manifestèrent surtout par les défaites que les Turcs-osmanlis essuyèrent dans les Balkans. Comme on le sait, à cela venait s'ajouter une profonde crise financière, visible surtout dans l'instabilité de la monnaie ottomane.

Nous n'entrerons pas dans les détails de la situation économique, sociale, politique et militaire de l'Empire ottoman à cette époque. Nous l'avons fait dans un autre essai<sup>3</sup>. Ce que nous nous proposons ici, c'est d'exposer dans ses grandes lignes le contenu d'un *traité (Risale)* politique qui, selon notre opinion, présente une particulière importance pour l'étude des circonstances dans lesquelles s'est produite l'une des premières grandes crises de l'histoire de l'Empire ottoman. Il s'agit de l'ouvrage *Usûl-el-hikem fî nizâm-ül âlem* (« Principes philosophiques concernant l'ordre du monde ») que Hasan Kiafi (*Kâfi*) el-Bosnevi, connu aussi sous le nom d'Akhisari, écrivit pendant l'été de 1596 (1004 H.) en se référant à des faits qui se passaient sous ses yeux dans la société ottomane de son temps.



<sup>1</sup> Pour certains détails à ce sujet, cf. Mustafa A. Mehmed, *Un manuscrit de la Bibliothèque de l'Académie de la R.P.R. relatif à la situation politique, sociale et économique de l'Empire ottoman (XV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles)* dans «Studia et Acta Orientalia», Bucarest, tome IV, 1962, pp. 209—233.

<sup>2</sup> *Ibidem*

<sup>3</sup> *Ibidem*

On connaît relativement peu de choses de la vie de Hasan Kiafi. Quelques-uns de ceux qui se sont arrêtés sur la biographie de cet auteur n'indiquent pas la date de sa naissance <sup>4</sup>. D'autres pensent qu'il est né en 1544 (951 H.) <sup>5</sup> ou en 1578 <sup>6</sup>. La première de ces suppositions est beaucoup plus vraisemblable si l'on tient compte de la maturité de pensée de l'auteur à la date où il écrit cet ouvrage. Ce qui est sûr, c'est qu'il est originaire des Balkans, étant né dans la cité d'Akhisar, en Bosnie, localité connue autrefois sous le nom de Dolny-Vakuf <sup>7</sup> ou Prusać <sup>8</sup>. De là aussi son surnom de El-Bosnevi ou celui plus fréquent de El-Akhisari. De plus, comme il était considéré « maître » dans le soi-disant art de la chiromancie qui en arabe s'appelle « Kiaff », il reçut aussi le surnom de *Kiafi* <sup>9</sup>. C'est possible qu'il eut reçu le surnom de *Kiafi* aussi pour son fameux commentaire (*serh*) sur l'œuvre intitulée *Kiafiye* (*Kâfiye*), concernant la langue arabe. Le voyageur Evliya Çelebi nous dit que « celui qui lit ce commentaire, il lui coule la graisse goutte à goutte; tellement ses ouvrages sont difficiles » ajoute notre voyageur <sup>10</sup>. Ayant étudié la théologie et le droit, Hasan Kiafi Akhisari fut pendant quelque temps au service du cadi de Bosnie, Bali Efendi <sup>11</sup>, qui l'aida à développer ses connaissances, et en 1578 (986 H.) <sup>12</sup> il devint *mülâzım* <sup>13</sup>, titre qui dans la hiérarchie des intellectuels de l'époque correspondait à peu près à celui de candidat ès sciences. Puis, durant près de 20 ans, Akhisari fut fonctionnaire à Constantinople <sup>14</sup>. Pendant la campagne ottomane de 1596 contre la Transylvanie et l'Autriche, qui se termina par l'occupation de la citadelle d'Erlau (Atria — Egri — Eger) par les Turcs, il fit partie de la suite du sultan Mahomet III (1595—1603) <sup>15</sup>.

Il s'établit ensuite dans sa province natale, s'occupant de l'administration de la cité d'Akhisar, où il mourut le 28 août 1616 (15 Şa'ban 1025) <sup>16</sup>, et non en 1606 comme l'affirment certains ouvrages <sup>17</sup>.

Hasan Kiafi Akhisari fut un savant renommé pour l'étendue comme aussi pour la profondeur de ses connaissances dans divers domaines, notamment dans celui des questions religieuses et juridiques islamiques.

<sup>4</sup> Cf. Bursalı Mehmed Tahir, *Osmanlı Müellifleri* (Auteurs ottomans — abrégé O.M.), Istanbul, tome I, 1333 H. (1915) pp. 277—278; F. Babinger, *Die Geschichtsschreiber der Osmanen und ihre Werke* (abrégé G.O.W.), Leipzig, 1927, p. 144.

<sup>5</sup> Cf. Omer Mušić, *Minhâju-n-nizâm fi din-il-islâm, od Muhammeda Prozorca*, dans « *Prilozi za orijentalnu filologiju i istoriju Jugoslavenskih naroda pod turskom vladavinom* », Sarajevo, t. V, 1954—1955, pp. 181—198.

<sup>6</sup> Cf. *Le Civiltà dell'Oriente* (sous la direction de Giuseppe Tucci), Rome, 1957, t. II, p. 446.

<sup>7</sup> Cf. *Osmanlı Müellifleri*, t. I, p. 277

<sup>8</sup> F. Babinger, G.O.W., p. 144

<sup>9</sup> Cf. *Osmanlı Müellifleri*, t. I, pp. 277

<sup>10</sup> Evliya Çelebi, *Seyahatname*, Istanbul, vol. V, 1315H. (1897—1898), p. 446

<sup>11</sup> Il ne s'agit pas de Bali Efendi de Sofia, qui au temps du sultan Soliman le magnifique adressait des rapports à la Porte pour se plaindre des troubles de Roumélie provoqués par les successeurs du Cheikh Bedreddin Mahmud, fils du Cadi de Simavna, car ce Bali est mort en 1553 et a été inhumé à Sofia.

<sup>12</sup> Cf. O.M., t. I, p. 277

<sup>13</sup> Le titre de *mülâzım* (*mülâzım*) permettait à son possesseur d'entrer dans la hiérarchie judiciaire ottomane.

<sup>14</sup> G.O.W., p. 144

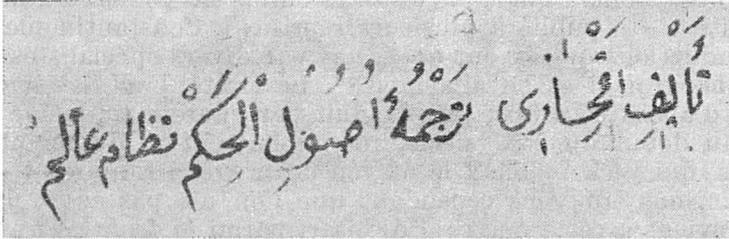
<sup>15</sup> Cf. O.M., I, p. 277; G.O.W., p. 144

<sup>16</sup> Cf. G.O.W., pp. 144—145; Omer Mušić, *op. cit.*

<sup>17</sup> Par ex. *Le Civiltà dell'Oriente...*, t. II, p. 446.

Le voyageur turc Evlija Čelebi (1611—1684) qui visita la Bosnie vers le milieu du XVII<sup>e</sup> siècle affirme que le tombeau de Kiafi Akhisari était devenu un lieu de pèlerinage<sup>18</sup>, par respect pour la mémoire du disparu.

Hasan Kiafi el-Akhisari a écrit de nombreux ouvrages théologiques et juridiques, ainsi que des travaux de linguistique arabe. Certains de ces ouvrages sont des commentaires (*şerh*) de travaux dus à divers écrivains de l'Orient musulman<sup>19</sup>. Dans le domaine de l'histoire ottomane, deux seulement de ses écrits présentent de l'importance : 1) *Egri melhamesi tarihçesi*<sup>20</sup>, dans lequel l'auteur décrit la bataille d'Agria de juin-octobre 1596 entre Turcs et Autrichiens<sup>21</sup> et 2) *Usûl-el-hikem fi nizam-ül-âlem*



1. Note figurant sur la couverture de l'œuvre de Hasan Kiafi : *Te'lif Akhisari. Tercüme-i Usûl-il-hikem, nizam-ül-âlem.*

C'est ce dernier que nous étudierons dans les pages qui suivent, ayant pu consulter un manuscrit<sup>22</sup> découvert parmi les écrits orientaux de la Bibliothèque de la Filiale<sup>23</sup> de l'Académie de la R.S.R. à Cluj-Napoca, fonds de Blaj (MS. or. 258) (v. les fac-similés 1, 2, 3, 4, 5).

Mais avant de nous occuper du contenu assez varié de ce traité politique et social, nous voudrions souligner le fait qu'à des époques diverses de l'existence de l'Empire ottoman, et surtout au fur et à mesure que s'accroissait la décadence de cet Etat, d'autres représentants de la vie culturelle turque composèrent des œuvres ayant pour titre *Usûl-el-hikem fi nizam-ül âlem* (Principes philosophiques concernant l'ordre du monde)<sup>24</sup> ou des titres analogues. Certains de ces auteurs avaient même pris pour modèle Hasan Kiafi Akhisari<sup>25</sup>. Il est plus que probable que ces ouvrages s'occupent de problèmes analogues, à savoir des causes et

<sup>18</sup> Cf. Evliya Çelebi, *Seyahatname*, t. V, p. 446

<sup>19</sup> Pour la liste de ses œuvres, cf. aussi *O.M.*, I, pp. 277

<sup>20</sup> *Ibidem*

<sup>21</sup> Pour détails relatifs à cette campagne, cf. Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman* (éd. Heller), t. VII, pp. 520—536

<sup>22</sup> Des manuscrits de cet ouvrage se trouvent aussi dans d'autres bibliothèques d'Europe (cf. F. Babinger, *G.O.W.*, p. 145). Celui de Paris a été décrit sommairement entre autres par Blochet dans le « Catalogue des manuscrits turcs », Paris, t. II, 1933, p. 35, n<sup>o</sup> 697

<sup>23</sup> Concernant les collections orientales de Cluj, voir M. Guboglu, *Manuscrisele și tipări-turile orientale din Fondul « T. Cipariu » al Bibliotecii filialei din Cluj a Academiei R.P.R.* dans « Limbă și literatură », Bucarest, 1957, pp. 147—166.

<sup>24</sup> Par ex. Ibrahim Müteferrika (1674—1745) originaire de Cluj, qui introduisit l'imprimerie dans l'Empire ottoman (cf. Bursalı M.T., *op. cit.*, t. I, p. 277, note 2 et t. III, pp. 18—22). Dans *İslâm Ansiklopedisi* cet ouvrage est énuméré parmi ceux imprimés par Müteferrika. Le titre aussi diffère : *Usûl-el-hikem fi nizam ul-ümem*. (Cf. t. 5/2, 1950, p. 899, art. Ibrahim Müteferrika); Hasan beyzade Ahmed bey, chroniqueur, mort en 1636 (cf. Bursalı M.T., *op. cit.*, t. III, p. 46 et *İsl. Ansikl.*, t. 5/1, p. 337).

<sup>25</sup> Tel par exemple Muhammed de Prozorca pour son ouvrage *Minhâğu-n-nizâm fi dîni-l-islâm*, qu'il dédia au sultan Sélim III (conf. Omer Mušić, *op. cit.*, dans « Prilozi », V, 1954—1955, pp. 181—198)

des circonstances qui ont déterminé la décadence de l'Empire ottoman *dans les divers moments de son histoire*. Ils contiennent sans doute aussi des « recommandations » concernant les moyens les plus efficaces de « redresser » rapidement la situation. Le mérite historique de Hasan Kiafi Akhisari est d'avoir été un précurseur dans ce domaine où tant d'écrits ont été élaborés par la suite<sup>26</sup>. *Usûl-el-hikem...* est, parmi les œuvres actuellement connues, l'une des premières où se trouvent exposées d'une manière plus systématique les circonstances et les causes qui ont déterminé le début de la décadence de l'Empire ottoman.

L'importance qui a été accordée aux *Principes...* d'Akhisari tant dans l'Empire ottoman que dans les pays européens ressort du fait même que ce traité a été publié à plusieurs reprises à Constantinople<sup>27</sup>, ainsi que des traductions qui en ont été faites par divers spécialistes en français<sup>28</sup>, en hongrois<sup>29</sup> et en allemand<sup>30</sup>. Le traité *Usûl-el-hikem...* qui a été écrit d'abord en arabe, puis traduit par l'auteur lui-même en turc, a, même au début du XX<sup>e</sup> siècle, retenu l'attention de maints dignitaires turcs, qui y cherchaient le moyen de sauver l'Empire ottoman de sa perte<sup>31</sup>. Nous trouvons cependant que l'on n'a pas assez précisé la place qui revient à cette œuvre d'Akhisari parmi la foule de traités politiques et économiques analogues, et que l'on n'a pas suffisamment insisté sur sa signification pour l'histoire de l'Empire ottoman à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. C'est ce qui nous a déterminé à présenter les quelques considérations que l'on va lire.



Au commencement, comme à la fin de son ouvrage, l'auteur précise que *Usûl-el-hikem...* a été écrit en arabe dès avant l'expédition contre la cité d'Agria (f. 2), c'est-à-dire au mois de Zi'l-hidjge de l'an 1004 de l'Hégire, ce qui correspond au 21 juillet — 24 août 1596 (f. 38), et qu'il a été traduit par l'auteur lui-même en turco-osmanli dans la cité d'Akhisar, en Reğeb 1005 (18 février — 19 mars 1597) après son retour de l'expédition (f. 2 et 38); cette traduction a été faite sur la recommandation des digni-

<sup>26</sup> Par ex.: Les traités (*Risale*) de Koçi Bey (XVII<sup>e</sup> siècle), *Düstur-el-amel li Islah el-halel* (Guide des actions visant à mettre fin au désordre) par Kiatip Çelebi dit Hadji Halifa (XVII<sup>e</sup> siècle), *Telhis el-beyan fi Kavanin-i al-i Osman* (Brève présentation des lois de la dynastie ottomane) par Husein Hezarfen (XVII<sup>e</sup> siècle). Voir aussi: Elhac Ahmed Ali Pacha, *Traité de politique ottomane*. Paru sous les soins de B. Cvetkova, Sofia, 1972.

<sup>27</sup> 1278 H. (1862); 1285 H. (1868); 1287 H. (1870). Cf. G.O.W. p. 145

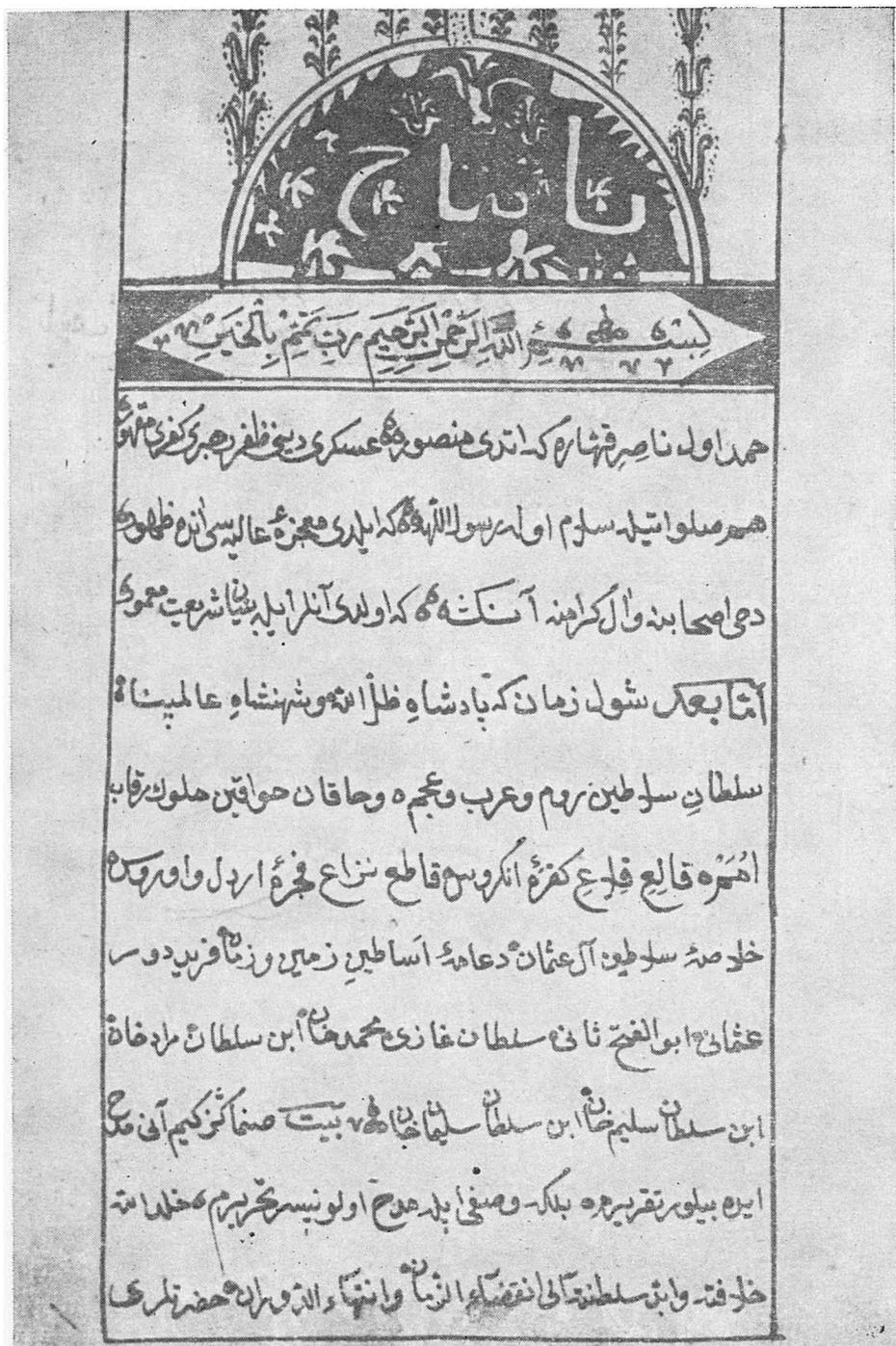
<sup>28</sup> Par Garcin de Tassy sous le titre de: *Principes de sagesse touchant l'art de gouverner par Ritwan-ben-abd-oul-mennan Ac-hissari*, dans „Journal Asiatique”, IV, 1824, pp. 213—226 et 283—290 (d'après un manuscrit arabe-turc).

<sup>29</sup> Par E. J. Karácson *Az Egri török emlékrat a Kormányas módjáról — Eger varo elfoglatása alkalmával az 1596, évben irta Molla Haszan Elkjáfi*, Budapest, 1909 (d'après un manuscrit arabe-turc)

<sup>30</sup> L. Thallóczy — E. J. Karácson, *Eine Staatsschrift des bosnischen Mohammedaners Molla Hassan Elkiäfi «Uber die Art und Weise des Regierens»*, dans «Archiv für Slavische Philologie», Berlin, 1910—1911, nr. 32, pp. 139—158. Cette traduction a été faite d'après la version hongroise.

<sup>31</sup> C'est ce qui explique le fait que l'un des gouverneurs ottomans d'Arabie, nommé Şerif Hadji Ahmed Reşid Paşa (m. 1912) a traduit cet ouvrage de l'arabe en langue turque et qu'il l'a fait éditer à La Mecque pendant les dernières années de sa vie (Cf. O.M., III, pp. 64—65 et G.O.W., p. 393)

<sup>32</sup> Certaines considérations dans ce sens ont été faites dernièrement par A. S. Tveritina; *Social Ideas in Turkish Didactic-Political-Economic Treatises of the XVI—XVII Centuries*, Moscou, 1960 (communication présentée au XXV<sup>e</sup> Congrès des orientalistes).



2. Première page de l'œuvre de Hasan Kiafi.

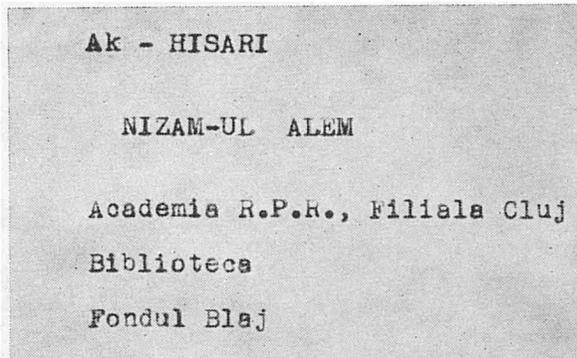
عزت و سعادت له و شوکت و شجاعت قلعه آکری سفریند عزت بیوردی  
 بود عای خیر لریز مجتد و ساعی و آقا داعیدی دی محضاً عبادت گزاره بلکه  
 محله در دعا بولوی نیتله صفر من بومر بیله واروب اول فتح مبین و نصرت دین  
 و اول و فقه کبری و معرکه عظیم اول مبارک عزاده و اول جنک و و غا خاک  
 آلود اولوب د عاده بیله بولندم الحمد لله حمداً کثیراً کثیراً بونون اقدم الحقا  
 را و یعن لیره من زوی و کوشه و هر تره منطوی ایکن نظام عالمه متعلق  
 بمر ساله لطیفه و شجاءه شریفه تألیف و تصنیف اتمشده بو کسفر مبارک  
 همیونده و حقا و همیرکاب همایون اولان اعلم علماء عظام ارکان دولت  
 و عنان و وزراء کرام دیوان حضرت عرض و اشعار اولند قدم جمله قبول و پسته  
 ایروب تحسین و بلیغ و احسنانی درایخ بیور مغل کسنا ترکیبه شرح و شرح  
 اولنوب عرض اولنده سی اولی ایدر کنه علی و اشارت بیور مبین بقوله الله  
 الملک الشان کسنا ترکیبه شرح و بیث ایروب غایتده واضح و آشا اول تعبیر  
 تقریر و تفسیر ایدرم که عیناً اصحار دیوان و آراب ایوان سلطانه سهولتله استفا  
 مکن و میسر اولد قدره مضمون بیله عمل اولنوب باذن الله تعالی عالمه اناس  
 و شرافت و خیر و برکاتی ظهور الیه ان شاء الله تعالی حمدک اللهم یا اذکر

3. La seconde page de l'œuvre de Hasan Kiafi. Il s'agit de la recommandation de traduire en turc et de commenter l'ouvrage écrit en arabe.

سكا حرد و شكرا به رز مالك الملك اي حقيقتره ملكك مالكي اولان الله  
 توخت الملك بن شقاء ملكي استكمنه و بهر رسين و تنزع الملك من شقاء دمي  
 استكمنه ملكي اير رسين يعني الكور سين و صلوة على رسولك دمي صلوة و سلام  
 سنك رسولك اوز نزه اير رز حكيم سيد الانبياء اولك انبيائك سيدى  
 اولان محمدر و على اله واصحابه دمي كي واصحابي اوز نزه صلوة و سلام اير  
 اولان الابصار والامراء انلكه بصر دمي ايلر صاهيلر ايلر هادامت الازهر ماللكه  
 ير يوزى ثابت اوله و دارت السماء دمي كوكب يوزى يعني فلك الكور ايليه و  
 وبعد وان الفقير الى الله العار بخصيما خالوج اولان الله حضرتك محتاج  
 قوتى كافى الاختصارى اوكى اختصارى كاغيد اعانه الله تعالى الله حضرتك  
 انخيرم ايلسون فيما استعانه شول اموره كاندن ير دمر طلب ايلر و صفا  
 عتاشه نه دمي اخا عيب و بهر نسلردن آنى متلسون بقول اولكافى  
 ديرك شاهدك شول وقتره كه مشاهد انتم سنة اربع والفر هجرت  
 نبوتيه تاريخت بيك دره نجي ميلندن فى نظام العالم حلاله عانك نظامند  
 فشا و بوز غنلى مشاهد انتم خصوصى دالار سلوم خصوصى ماكه دالار سلوم  
 يعني ممالك اسلاميه ده اصلح الله تعالى ما وقع او اخلل و ذى الصلح ايلسون  
 و منها

4. La troisième page de l'œuvre de Hasan Kiafi. On fait mention des troubles intervenus dans l'organisation de la société ottomane à la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

taires ottomans à qui le manuscrit arabe avait été présenté en cours de route vers Agria. La langue employée par Akhisari dans sa traduction est simple et à la portée de tous. « Je l'ai écrit et rédigé — dit-il — avec des expressions très modestes et faciles à comprendre, afin que ceux du Divan et ceux de la cour du sultan puissent s'en servir aisément et procéder conformément à son contenu... » (f. 2).



5. Note figurant sur la dernière page de l'œuvre de Hasan Kiâfi : *Usul et-hikem fi nizam ul-alem*.

En ce qui concerne la traduction du titre de l'ouvrage d'Akhisari, elle diffère d'un spécialiste à l'autre<sup>33</sup>. Cela s'explique par le fait que le second terme, qui est composé de trois lettres (*h.k.m.*) peut être lu — lorsqu'il ne comporte pas de signes — ou bien *hüküm* qui signifie « gouvernement » ou « règne », ou bien *hikem* (pluriel de *hikmet*), qui a été pris dans le sens de « sage » ou de « sagesse ». En transcrivant ce terme sous la forme de « *hikem* », le copiste nous aide en fait à éclaircir le sens du titre. On sait qu'entre autres significations, *hikmet* a aussi celle de « philosophie ». Nous sommes donc d'avis que la version *Principes philosophiques concernant l'ordre du monde* correspond aussi bien au titre de l'ouvrage qu'à son contenu.

Ainsi qu'il résulte des notes marginales qu'il contient, le manuscrit que nous présentons est une copie exécutée après la mort d'Akhisari, ce dernier étant mentionné sur la couverture comme « défunt » (*Rahmetullahi aleyh*). L'exemplaire s'est conservé dans de bonnes conditions.

L'une des caractéristiques du manuscrit consiste en ceci que le texte arabe alterne avec la traduction turque, ce qui lui confère le caractère d'une œuvre bilingue. Mais une soudure parfaite existant entre les deux versions, qui se succèdent harmonieusement, si bien qu'il serait difficile de faire une distinction entre elles. On constate également que dans la traduction l'auteur s'est permis des additions au texte arabe initial, aussi bien pour apporter certaines précisions, que pour faire comprendre le

<sup>33</sup> Voici quelques exemples : G. de Tassy, *Principes de sagesse touchant l'art de gouverner* ; Thallóczy-Karácson, *Über die Art und Weise des Regierens* ; A. S. Tveritinova, *Principles of Wisdom in Governing the World* (cf. *op. cit.*) ; Omer Mušić, *Temeljne mudrosti o uredenju svjeta* (cf. *op., cit.* p. 181).

sens des événements qui survinrent lors de la guerre austro-turque de 1596, ce qui lui confère aussi le caractère d'un *commentaire* (*şerh*), comme le souligne l'auteur lui-même (f.2).

Un autre trait caractéristique de l'ouvrage, c'est d'être un *mémoire* politique contenant de nombreux « conseils pour les rois » (*nasihat el-mülük*), comme le précise d'ailleurs une note marginale à la fin du livre (f. 38).

Parsemé de maximes et de citations du Coran, ainsi que d'exemples choisis dans les œuvres des écrivains islamiques ou dans l'histoire des peuples orientaux, ce *mémoire* avait, dans la conception de son auteur, la mission « de conduire à un renouvellement des règles concernant l'ordre du monde » (f. 4), donc la prétention de représenter la « quintessence » de la philosophie musulmane dans l'art de gouverner l'Etat. Joignant sans cesse des conseils et des recommandations — puisés à différentes sources ou bien dans la vie des autres peuples — à des commentaires relatifs à son époque, Hasan Kiafi réussit à créer une œuvre vraiment vivante, où abondent les observations et les réflexions personnelles sur la société ottomane à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle aux points de vue social, économique, politique et militaire.

D'après les indications données par l'auteur lui-même, *Usûl-el-hikem*... se compose d'une introduction (*mukaddime*), de quatre principes (*asl* ou *usul*) au lieu de chapitres et d'un épilogue (*hatime*). Toutefois, dans le manuscrit turc, l'*introduction proprement dite* qui traite des causes « déterminantes » de l'ordre du monde est précédée d'un *avant-propos* indiquant les sources consultées par l'auteur<sup>34</sup>, les circonstances qui l'ont déterminé à composer son ouvrage, la raison aussi pour laquelle il l'a écrit à ce moment-là. Dans cette partie de son manuscrit, Hasan Kiafi émet une série de considérations sur le moment historique où se trouvait l'Empire ottoman et essaie de préciser les causes de son affaiblissement et la date où celui-ci a commencé. « Lorsque, en l'an 1004 de l'Hégire (1596) — écrit-il — j'ai constaté des troubles dans le *nizam* du monde (f.2)... je me suis mis à réfléchir, afin de découvrir les causes secrètes des troubles et du désordre » (f. 3). Kiafi médita plus particulièrement sur les phénomènes qui avaient commencé à se manifester depuis plus de dix ans et arriva à la conviction que « tous les maux avaient leur origine en l'an 980 de l'Hégire » (f. 3) (14 mai 1572 — 2 mai 1573), sans toutefois préciser quels événements particuliers s'étaient produits à cette époque dans la société ottomane. On peut déduire qu'il s'agit de dissensions sur des plans multiples entre les dignitaires, surtout après l'avènement de Mourad III (déc. 1574), ce qui affecta l'évolution de l'histoire ottomane. Remarquons que l'auteur ne se contente pas de constater le désordre, il cherche aussi à découvrir les causes qui le déterminent, et à justifier ainsi sa *critique* à l'adresse des gouvernants ottomans de l'époque.

Selon Hasan Kiafi, les causes de la décadence d'un Etat, quel qu'il soit, sont le fait de *négliger la justice* en confiant les postes de direction

<sup>34</sup> Akhisari mentionne les titres de quelques ouvrages sans indiquer leurs auteurs : *Anvar-at-Tanzil* (le Coran) ; *Rawdat-ul-ulema* (cf. K. Brockelmann, *Geschichte der Arabischen Litteratur*, Leyden, 1937—1942, t. III, Supplementband, p. 1049 ; *Tafsir-t-Kadi* ou *Anvar-at-Tanzil* (cf. *ibidem*, p. 805) ; *Rawdat-ul-ahbar*, qui est un commentaire de l'ouvrage de *Zamahşari* (m. 1144) intitulé *Rabî-al-abrar*... (cf. *ibidem*, t. I, Supplementband, p. 512).

à des gens *incompétents*, le manque de respect pour les intellectuels, le fait de négliger l'instruction de l'armée et celui de permettre aux femmes de s'immiscer dans les affaires de l'empire. La corruption est selon lui à l'origine de tous les désordres (f. 3—4).

On sait que toutes ces tares que Hasan Kiafi Akhisari signale, dans la vision de son temps, avec beaucoup de pénétration étaient en effet profondément enracinées dans la société ottomane de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. L'accaparement des postes de direction à prix d'argent<sup>35</sup> avait pour effet d'étendre la subordination et la corruption parmi les féodaux-fonctionnaires, toujours à la recherche de nouvelles sources de revenus. D'autre part, l'immixtion chaque jour plus marquée des mères des sultans (*Valide-Sultan*<sup>36</sup>) dans les affaires de l'Etat menait à la création d'une seconde autorité, ce qui aggravait encore les conflits entre les dignitaires à l'intérieur du Sérail ainsi qu'au dehors de celui-ci.

Un tableau très édifiant de l'état de l'Empire ottoman à cette époque nous est d'ailleurs présenté par Antonio Tiepolo, ambassadeur de la république de Venise près la Porte. Dans ses rapports datant de 1576, Tiepolo signale une série de faits analogues à ceux mentionnés par Akhisari et qui présageaient la crise de l'Empire ottoman au cours des dernières décennies du XVI<sup>e</sup> siècle. Il remarque entre autres que l'usage fortement enraciné des *présents* avait des conséquences sérieuses sur le système de perception de la *dîme* due par les raïas, la préoccupation de chaque fonctionnaire étant « que ces dîmes soient aussi élevées que possible »<sup>37</sup>. Critiquant ensuite la cupidité des différentes catégories de fonctionnaires (cadis, subachis, etc.), Tiepolo soutient que la corruption de la société ottomane de l'époque était « la cause de l'aggravation du désordre dans l'Etat »<sup>38</sup>.

Sous une forme ou une autre ces phénomènes sont signalés aussi dans le *traité* d'Akhisari. En analysant comme il l'a fait les causes du désordre, mais surtout en précisant que « la prospérité de l'Empire » est déterminée entre autres par « la perception des droits et impôts *sans pressurer le raïa* » (f. 10), il reconnaît la situation déplorable dans laquelle se trouvait à cette époque la paysannerie de l'Empire ottoman, ainsi que la corruption qui régnait surtout au sein de la classe dominante — phénomènes qui précipitaient le déclin de l'empire.

Il est vrai qu'Akhisari ne sait pas s'élever jusqu'à la compréhension des causes réelles, économiques et sociales, de la décadence de l'Empire ottoman, mais son courage à discuter des signes de la crise de la société ottomane et à les exposer ouvertement devant tous les dignitaires, mérite d'être souligné.

Dans l'*introduction proprement dite* de son ouvrage, l'auteur expose les « règles » qui, selon lui, assurent « la prospérité de l'Empire » et les conséquences qui découlent de leur violation. La conception sociale et

<sup>35</sup> Cf. Mustafa A. Mehmed, *op. cit.* (*Un manuscrit...*).

<sup>36</sup> On connaît par exemple les immixtions dans les affaires politiques de l'Etat à cette époque de la Sultane-Validé nommée Safiye-Sultan (la vénitienne Baffa). Cf. *Islâm Ansiklopedisi*, t. I, 1950, pp. 161 et suiv. (Ahmed I<sup>er</sup>) et t. VII, 1957, pp. 535 et suiv. (Mehmed III).

<sup>37</sup> Alberi, *Relazioni degli Ambasciatori Veneti...*, Serie III, Volume II, Firenze, 1844, pp. 134.

<sup>38</sup> *Ibidem*

politique d'Akhisari divise les hommes en quatre grandes catégories sociales qu'il appelle « classes » (*snmf*), chaque catégorie ayant des préoccupations différentes. Les empires, selon cette conception, sont nés de la nécessité de dominer et de conduire ces différentes catégories. Les quatre classes sociales, d'après lui, sont : 1) *la classe des militaires et des dignitaires* ; 2) *la classe des intellectuels et des scribes* ; 3) *la classe des agriculteurs* ; 4) *la classe des commerçants et des artisans*. Ces quatre classes embrassent toutes les activités humaines, elles ont chacune des attributions différentes dans la vie de tous les jours et elles se conduisent suivant certaines règles.

Ce n'est pas au hasard qu'Akhisari met au premier plan la *classe des militaires*. Selon lui, la mission de cette classe était de surveiller tous les autres groupements sociaux, non certes de façon arbitraire, mais suivant des règles établies par les intellectuels (f. 6).

Si le devoir de la *classe militaire* est de faire la guerre et de maintenir l'ordre, celui des *intellectuels et des scribes* est de garder les lois et de les faire connaître à tous (f. 6).

La classe des *agriculteurs* a l'obligation de pourvoir aux besoins de toutes les classes sociales en bétail et en produits agricoles. Elle se compose, précise Hasan Kiafi Akhisari, de « ceux qui sont connus aujourd'hui sous les noms de *raïa* <sup>39</sup> et de *beraïa* » <sup>39</sup> (f. 7). La quatrième et dernière catégorie comprend les *marchands et les artisans*, c'est-à-dire « ceux qui exercent certains métiers » et « ceux qui connaissent divers négoce » (f. 7).

Il est vrai qu'Akhisari est loin d'user d'un critérium scientifique dans la détermination et la définition des classes sociales. Ce qu'il voulait surtout, c'était expliquer certains états de fait qui s'étaient créés au sein de la société ottomane pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

Tout d'abord, ayant constaté une recrudescence du vagabondage, il demande qu'il ne soit permis à personne d'errer à son gré. Tous ceux qui restent en dehors des catégories sociales mentionnées « doivent être introduits de force dans l'une des quatre classes » (f. 7). Il propose que l'obligation d'avoir une occupation soit légiférée, et à l'appui de cette proposition il cite l'opinion de certains philosophes qui, d'après ce qu'il affirme, auraient soutenu que « ceux qui n'ont pas d'occupation devraient être tués, car ils sont cause de difficultés » (f.7).

Dans ce même ordre d'idées il cite l'exemple des sultans d'autrefois sous le règne desquels « les gens de cette sorte étaient empêchés d'agir à leur guise par les contrôles qui étaient faits une fois par an » (f. 7). Cette allusion au passé ne manque pas de signification, Akhisari voulant ainsi blâmer l'administration ottomane et l'état d'anarchie de son temps. « Qu'advient-il — se demande l'auteur — si en organisant aujourd'hui un contrôle de ce genre, on interdisait tous les désœuvrés ? » Ce qui adviendrait, ce serait d'après lui, « l'instauration de l'ordre dans le monde » (f. 7), « de même que l'absence de ce contrôle mène à des perturbations » (f. 8).

En second lieu, « il n'est pas convenable — soutient Akhisari — que les membres d'une classe soient forcés à renoncer à leurs préoccupations pour se substituer à une autre classe » (f. 8). C'est dans ce fait justement que l'auteur d'*Usûl-el-hikem*... voit la cause de l'apparition dans la

<sup>39</sup> *Berata* était une catégorie sociale ottomane exemptée de certains impôts et taxes, une classe par conséquent qui jouissait de certains privilèges (surtout les sujets non-musulmans).

société ottomane de son temps de certains symptômes d'anarchie économique et de décadence militaire. Et il donne à ce sujet un exemple significatif : « Les raïas et les habitants des villages, les artisans et les habitants des villes ayant été obligés d'aller aux frontières (*serhat*) et de faire la guerre... , les spahis et les fantassins, qui sont des militaires, ont cessé de montrer de l'intérêt pour leur métier, et les officiers ont manifesté de l'insouciance et tous ceux qui ont des soldes (*erbab-i-maaş*) se sont affligés, et la famine et la cherté ont atteint un tel degré que certains objets que l'on achetait autrefois au prix d'un aspre (*akçe*) ont commencé à ne plus pouvoir être trouvés même au prix de dix aspres » (f. 8).

L'auteur soutient ensuite que « l'envoi forcé des raïas et des habitants des villes aux *serhats* n'est pas une vieille coutume, mais date de 1592—1593 (1001 H.) » (f. 8). Il veut ainsi préciser la date à partir de laquelle, selon lui, se sont fait jour les phénomènes de crise dans la société ottomane.

Il est vrai que Hasan Kiafi n'analyse pas les profondes transformations que subissait à cette époque le système féodal ottoman, surtout en ce qui concerne les relations agraires. Ces transformations étaient l'effet de la consolidation de la propriété féodale privée de la terre au détriment de la propriété d'Etat, y compris celle des fiefs militaires conventionnels connus sous le nom de *timar*, de *zeamet* ou de *hass* — tous phénomènes qui ont déclenché la *crise du système timariote*. Mais en synthétisant ces transformations. Akhisari insiste surtout sur leurs conséquences en ce qui concerne la partie européenne de l'Empire ottoman, où le chaos de l'économie et la désorganisation de l'armée s'accroissaient toujours davantage.

Habitant lui-même de la péninsule Balkanique, Hasan Kiafi Akhisari s'arrête plus particulièrement sur la situation dans cette partie de l'Empire, ce qui ne l'empêche pas d'essayer d'expliquer les défaites ottomanes en Europe, ainsi que la crise économique dans son ensemble.

« C'est dans les *serhats* de Croatie et de Bosnie en particulier — écrit-il — qu'à partir de l'année susmentionnée (1001 H.), les sérasquiers envoient tous les ans, dès qu'arrive le moment de l'expédition, des hommes dans les vilayets pour enrôler par la force les raïas et les béraïas qui cultivent des céréales, ainsi que les musulmans et les artisans se trouvant dans les villes, ce qui fait que le malheureux raïa reste sans céréales, ... que la famine, la cherté et diverses autres calamités sévissent dans le vilayet, et que les militaires à leur tour, n'ayant pas réussi dans leurs missions, ont commencé à s'enfuir » (f. 8).

Selon lui, on ne saurait maintenir l'ordre qu'en respectant « la vieille coutume », celle qui veut que chaque classe reste dans le cadre de ses préoccupations. Toute attitude différente mène au désordre et à l'affaiblissement de l'empire (f. 8).

Dans les quatre chapitres qui suivent, dénommés *asl* (*usûl*), l'auteur expose les principes qui, selon qu'ils sont respectés ou non, mènent, à l'en croire, à la prospérité ou au contraire à la désorganisation de l'empire. Dans cette partie de son *Risale*, Akhisari s'occupe relativement peu de la situation dans l'Empire ottoman, mais ses *observations* se réfèrent toujours à la société de son temps, de même que ses *recommandations* visent toujours le milieu dans lequel il vivait lui-même.

Comme Akhisari était contemporain du chroniqueur Mustafa Ali (m. 1599), on constate non seulement un rapprochement chronologique entre *Usul-el-hikem...* et l'œuvre de ce chroniqueur intitulée *Adab-el-Mülük* ou *Mehasin-ul-Adab*<sup>40</sup>, mais aussi une certaine similitude de contenu, bien qu'Akhisari ait écrit dans les Balkans et Ali en Anatolie.

Il est cependant indubitable que la priorité du point de vue chronologique revient à Hasan Kiafi Akhisari. En effet, alors que Mustafa Ali travaillait encore à son ouvrage au moment de la campagne de 1596 contre la forteresse d'Agria, à ce moment Akhisari avait déjà présenté le texte arabe de son *Risale* au Divan impérial. Le fait que cet ouvrage ne fut traduit ou commenté que plus tard (1597), dans la langue turco-osmanlie n'annule pas le mérite de l'auteur d'avoir inauguré la série des traités politico-moraux relatifs à la crise de l'Empire ottoman vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle ou dans les périodes qui ont suivi.

Quant à la similitude de contenu des deux ouvrages, l'un et l'autre parlent d'une série de « conditions »<sup>41</sup> dont un souverain « doit tenir compte » pour assurer la prospérité de son empire.

Dans l'exposé du *premier principe*, qui traite des « causes du maintien de l'ordre », Akhisari apporte un grand nombre d'exemples anecdotiques, qu'il a cueillis soit dans divers ouvrages, soit dans la vie des souverains d'autrefois (Artaxerxes-*Erdesir*, Alexandre le Grand-*Iskender*, etc.). Il cherche ainsi à démontrer la nécessité de respecter *la justice* dans toutes les circonstances et à l'égard de toutes les catégories sociales (dans l'acceptation de la classe dont il était l'exponent). Méditant sur les conséquences néfastes de la nomination de personnes incapables dans les postes de vizirs et de hauts dignitaires, Hasan Kiafi exprime son inquiétude à ce sujet. Il parle du « grand danger » que cet état de choses constitue pour l'empire, et demande avec insistance « le retour à l'ancien usage, où les hautes charges ainsi que les firmans dépendaient directement du sultan » (f. 12). Il recommande au souverain de choisir des vizirs capables, de respecter la dignité des ulémas, de ne pas cacher sa trésorerie à l'armée, etc., toute autre attitude menant au *désordre* et à la *décomposition*.

Le but d'Akhisari était sans doute de relever le prestige du sultan Mahomet III, dont l'autorité ne se faisait plus sentir, tout comme celle de ses prédécesseurs Sélim II (1566—1574) et Mourad III (1574—1595) de l'époque post-suléimanique. En somme, l'auteur cherche à justifier la monarchie centralisée, contre les tendances séparatistes des différents groupements sociaux de l'Empire ottoman.

Les autres « recommandations » d'Akhisari trouvent également leur explication dans la situation de fait qui s'était créée au sein de la société féodale ottomane vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Les changements de vizirs étaient alors très fréquents, en raison justement de l'incapacité de ces hauts dignitaires d'organiser les affaires de l'Etat. Les contradictions au sein de la classe dirigeante éclataient avec force, se manifestant tant à l'intérieur de la caste militaire, qu'entre les militaires et les *ulémas*<sup>42</sup>.

<sup>40</sup> Pour ce manuscrit, cf. Mustafa A. Mehmed, *op. cit.*, pp. 209—224

<sup>41</sup> *Ibidem*, p. 220

<sup>42</sup> C'est l'époque où dans la vie politique ottomane s'était imposé Hodja-Sa'adeddin, professeur du sultan et chroniqueur.

C'était la lutte pour la suprématie dans la direction de la politique de l'Empire ottoman. D'autre part, la cupidité des diverses catégories de dignitaires, désireux de s'enrichir en profitant du désordre et de l'insécurité, faisait négliger l'entretien de l'armée. Significatif à ce sujet est aussi le fait qu'aussitôt après l'expédition de 1596, Satirdji Mehmed pacha a obtenu un firman aux termes duquel les *ulémas* devaient être exclus de la vie politique<sup>43</sup>, ce qui signifiait au fond l'instauration de la suprématie des militaires sur la classe des intellectuels.

C'est encore à la situation intérieure de l'Empire ottoman que se réfère Hasan Kiafi Akhisari lorsque, parmi les plaies qui minaient l'empire, il énumère : la destitution et la nomination de dignitaires par ambition personnelle, l'extension de la débauche, les divergences d'opinion entre les vizirs, les crimes commis par les militaires, l'absence de tout souci de mettre fin au désordre, etc., tous maux qui florissaient en ce temps-là dans la société ottomane.

Dans l'exposé du *second principe (asl)*, l'auteur souligne l'importance des *consultations (muşavere)* pour l'administration de l'empire, et il indique en même temps les causes qui mènent à l'annulation de cette méthode. En ce sens, il analyse les effets négatifs de la *jalousie* entre dignitaires (f. 23—24), fait évident dans l'Empire ottoman. Un exemple concluant en est la lutte à vie et à mort qui avait lieu, au moment même où l'auteur rédigeait son ouvrage, entre Kodja-Sinan pacha (mort en 1596)<sup>44</sup>, Ferhad pacha (tué en 1595) et autres, qui ne reculaient devant aucun moyen pour atteindre leur but<sup>45</sup>.

Dans le *troisième principe* de son ouvrage, Hasan Kiafi Akhisari s'occupe de problèmes politiques et militaires qui intéressaient directement l'Empire ottoman. Il expose les causes immédiates de la défaite des Turcs en Europe, en particulier dans leurs combats contre les Roumains et les Autrichiens, et demande l'application de mesures qui, à son avis, devaient mener à la réfection du potentiel militaire de l'Etat ottoman aux prises avec les puissances européennes.

En mettant au premier plan la nécessité de doter l'armée de quantités suffisantes *d'armement et d'équipement*, il a en vue l'état de désorganisation dans lequel se trouvait l'armée ottomane à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. « En ce moment — écrit-il — l'un et l'autre (l'armement et l'équipement) sont négligés » (f. 25).

C'est, d'après lui, la raison pour laquelle les troupes ottomanes essayaient des défaites, notamment dans la partie européenne de l'Empire.

« Ce sont surtout — note Akhisari — ceux des régions de Roumélie (*Rum*)<sup>46</sup> et de Bosnie qui depuis la révolte, ne pouvant résister dans les combats, ont commencé à fuir » (f. 25).

Reconnaissant le retard dans lequel se trouvait à cette époque la technique militaire ottomane, Hasan Kiafi Akhisari considère que l'une des principales conditions de la victoire sur le champ de bataille est

<sup>43</sup> Cf. *İslâm Ansiklopedisi*, t. VII, 1957, pp. 535 et suiv. (art. Mehmed III).

<sup>44</sup> Sinan pacha a été cinq fois grand vizir.

<sup>45</sup> Cf. aussi M. Naima, *Tarih* (Histoire), Istanbul, t. I (1281 H./1864), pp. 114 et suiv. ; Şerafettin Turan, *Lala Mustafa Paşa hakkında nollar ve vesikalar* (Notes et documents sur Lala Mustafa pacha), dans « Belleten », Ankara, 88/1958, pp. 551—593.

<sup>46</sup> Le mot *Rum* désigne en général l'Anatolie, mais ici il a le sens de Roumélie.

l'équipement de l'armée d'armes efficaces. Cherchant quelles sont les causes de l'alternance des victoires et des défaites, il arrive à la conclusion que la victoire appartient à la nation qui la première invente et emploie de nouveaux types d'armes. « Depuis cinquante ans — précise Akhisari — nous avons fait cette expérience dans le *serhat* de Croatie. Chaque fois que nos ennemis inventent un type d'arme et l'emploient, ils commencent par gagner des victoires sur nous... Si ensuite, à notre tour, obtenant ces armes, nous commençons à les utiliser, c'est nous qui sommes vainqueurs » (f. 27). Appréciant l'emploi par les pays européens de nouveaux types de fusils et de canons, il critique à ce propos l'administration militaire ottomane. « Nos militaires — écrit-il — ont commencé à négliger la création et l'emploi de pareilles armes » (f. 25).

Par l'importance qu'il accorde à la technique militaire, aussi bien qu'à l'obtention, de quelque manière que ce soit, des nouveaux types d'armes de combat, Akhisari prend le contre-pied de beaucoup de ses contemporains, des *ulémas* en particulier qui traitaient avec dédain tout ce qui n'était pas de provenance islamique et contribuaient ainsi aux défaites militaires et en général à la décadence de l'Empire ottoman.

Un des aspects de la pensée politique d'Akhisari vise les rapports existant entre les peuples balkaniques et l'Etat ottoman. L'auteur insiste sur la nécessité de supprimer l'autonomie locale des pays chrétiens, plus ou moins indépendants, de transformer ces pays en provinces turques et d'y instituer l'administration ottomane. Particulièrement intéressant est le fait que pour « justifier » sa thèse, Hasan Kiafi Akhisari se réfère en premier lieu aux luttes que menait le peuple roumain contre la domination ottomane, et qui avaient atteint leur point culminant dans la grande guerre déclenchée par Michel le Brave au cours des dernières années du XVI<sup>e</sup> siècle. Son aversion est vive contre les trois Pays roumains : la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie. « Leurs voïvodes — écrit-il — ont depuis cinquante ans et plus caché en eux leur hostilité et leur fanatisme (terme conçu comme détermination de lutter à tout prix, *n. a.*), et lorsqu'ils ont vu l'insouciance des émirs musulmans... ils se sont révoltés, ont dévasté 27 villes et bourgs islamiques voisins de leurs vilayets et les ont ruinés » (f. 30).

Craignant de nouvelles révoltes qui affaibliraient encore davantage l'Empire ottoman, Akhisari soutient qu'il n'est point prudent de laisser plus longtemps les beys *giaours* dans les vilayets chrétiens proches de villes comme Istanbul et Andrinople (*Edirne*) qui sont les résidences des *padischahs* dans les régions islamiques de Roumélie (*Rum*) » (f. 30).

En recommandant l'institution de *beyliks* dans les pays gouvernés par des princes chrétiens, vassaux ottomans, Akhisari défend de fait la position des forces politiques qui voulaient en finir avec le règne des princes autochtones, vestige de l'indépendance de ces pays à l'égard de la Porte.

Du reste — et sans parler des tentatives remontant plus loin dans le passé — les Turcs avaient tenté de transformer les principautés roumaines en *pachaliks* même avant qu'Akhisari eût présenté la version de ses *Principes philosophiques*. En effet, lors de la campagne de Sinan pacha contre Michel le Brave et aussitôt après la bataille de Călugăreni (1595), les armées ottomanes entrèrent à Bucarest (26 août 1595). Le

vizir Satırdji Mehmed pacha était nommé « gouverneur (*beylerbey*) de la Moldavie et de la Valachie »<sup>47</sup>, mais la défaite foudroyante que Michel le Brave infligea aux forces ottomanes fit échouer le plan des Turcs. Même dans les siècles suivants lorsque, par suite de l'affaiblissement de la résistance intérieure dans les Pays roumains, la domination ottomane s'accroît, les Turcs ne réussirent pas à transformer ces principautés en *beyliks* et devront se borner à une variante du *pachalik*, à savoir à l'institution du régime *phanariote* (1711 et 1714)<sup>48</sup>, lequel dura plus d'un siècle (jusqu'en 1821).

Dans le *quatrième chapitre* de son ouvrage, Akhisari reprend les questions militaires pour insister sur les causes des victoires (l'union, l'entraide, le ravitaillement de l'armée, la discipline) et des défaites (la discorde, la rébellion, les crimes commis par l'armée, etc.). Et les indications qu'il nous donne dans ce chapitre sur la situation de l'armée ottomane de son temps sont dignes d'intérêt. Elles se rapportent à l'état de désorganisation de l'armée, en premier lieu de celle de la péninsule Balkanique. Il parle entre autres de cette habitude toujours plus répandue parmi les militaires de passer leur temps dans les cafés, des désertions devant l'ennemi, des crimes que commettait notamment cette catégorie de militaires connue sous le nom de « sujets du sultan » (*hunkıarkulu = hünkârku lu*), c'est-à-dire l'armée permanente. Il demande la punition de ces militaires et propose des mesures pour faire cesser cet état de choses. Il parle de la *désobéissance* au sein de l'armée en ce temps-là, de la tendance des chefs à s'enrichir outre mesure en négligeant l'entretien des troupes, et expose les contradictions qui se font jour au sein de l'armée.

Hasan Kiafi constate tous ces maux, faisant appel à la « conscience » et à « l'honnêteté » de ceux qui auraient eu le devoir de redresser la situation. Il ne s'élève pas jusqu'à la compréhension des causes objectives de ces phénomènes qui accablaient la société ottomane vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle et marquaient le début du déclin de l'empire.

Très suggestive est la partie finale (*hatime*) de l'ouvrage d'Akhisari, où se pose indirectement le problème de la politique à suivre à l'avenir par l'État ottoman à l'égard des autres peuples. Célébrant les *avantages de la paix* et considérant comme une *obligation* le respect des *traités conclus*, Akhisari fait de l'*épilogue* de ses *Principes philosophiques* un appel à la paix, à l'établissement de rapports d'amitié avec les autres États, en particulier avec ceux d'Europe, la paix étant le seul moyen par lequel l'Empire ottoman pouvait se maintenir encore pendant quelque temps dans l'arène de l'histoire.

« Dans les différends — affirme Hasan Kiafi Akhisari — rien n'est préférable à la paix » (f. 36). Il exprime ainsi sa conviction que dans les conditions données, l'Empire ottoman n'avait d'autre choix que celui de suivre une politique de paix avec les États chrétiens de l'Europe. En ce sens, il essaie même de faire craindre aux souverains « la sanction divine » en cas de violation de leurs engagements.

<sup>47</sup> Cf. M. Naima, *op. cit.*, t. I, pp. 127—128

<sup>48</sup> P. P. Panaitescu, *De ce n-au cucerit turcii țările românești*, dans : « *Interpretări românești* », Buc., 1947, pp. 149—159.

Cependant, la crise de l'Empire ottoman, déclenchée vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, au moment où commençait la lutte de libération du peuple roumain sous la conduite de Michel le Brave, ne trouvera sa solution — une solution d'ailleurs partielle — qu'au début du siècle suivant, par la conclusion du traité de Zsitvatorok (1606) entre la Turquie et l'Autriche.<sup>49</sup>



De cette sommaire analyse de l'ouvrage *Usūl-el-hikem fi nizam ūl-ālem* de Hasan Kiafi Akhisari on peut tirer quelques conclusions :

La première, c'est que dans l'exposé de sa conception politique l'auteur fait souvent appel aux sentiments moraux et il prodigue de « conseils » aux dignitaires. Il veut que l'Etat soit conduit par des « sages », qui respectent les hauts principes éthiques.

Ceci confère à l'ouvrage de Hasan Kiafi le caractère d'un *Risale* politico-moral, et l'auteur se présente comme un *précurseur de l'humanisme ottoman*, dans les limites d'une conception politique qui visait la consolidation de l'Empire par une sorte de « despotisme éclairé », ayant le but d'écarter les « injustices sociales ».

En même temps, convaincu de la faiblesse des sultans, Hasan Kiafi se manifeste comme adepte d'un *absolutisme monarchique*, selon lequel le souverain ottoman devait exercer toute la puissance dans un empire centralisé. Dans ce but, l'auteur propose aussi la suppression des gouvernements autochtones dans les pays chrétiens soumis à l'Empire ottoman et la transformation de ces pays en *pachaliks* ayant les mêmes lois que les provinces turques proprement dites.

Si nous ajoutons aussi le fait que ses principes devaient servir au rétablissement d'une légalité dans la société ottomane, prise en son ensemble, nous pouvons distinguer chez Hasan Kiafi les germes d'une politique « éclairée » qui se dégage des conditions spécifiques de l'Empire ottoman de ce temps-là.

D'après son opinion, les gens de plume (la seconde classe) « doivent non-seulement observer fidèlement les préceptes divins », mais faire aussi connaître au peuple « la loi écrite, avoir soin de composer des ouvrages dans l'intérêt public, donner de bons conseils à ceux qui s'adressent à eux, tenir des réunions instructives... ».

Malgré toute une série de formules religieuses qui y reviennent fréquemment, et malgré certaines anecdotes peu significatives qu'il contient, le *Traité* de Hasan Kiafi Akhisari présente de l'intérêt par tout ce qui se reflète en lui de la vie politique et sociale de l'Empire ottoman, aussi bien que par sa position critique à l'égard des gouvernants de l'époque. Car l'auteur n'hésite pas à relever les fautes du système de gouvernement ottoman de son temps et à exposer les causes qui menaient à l'anarchie économique, sociale, politique et militaire. Bien que s'exprimant souvent en termes généraux, il réussit à nous présenter le tableau de la société médiévale ottomane avec les symptômes qui déjà annonçaient son déclin.

Dans les appels d'Akhisari en faveur d'une politique plus équitable et plus humaine à l'égard de la grande majorité de la population, connue sous le nom de *raïa*, dans ses protestations contre les abus des gouvernants, dans sa haine de l'*incompétence* en ce qui concerne la conduite des

<sup>49</sup> Cf. *Islām Ansiklopedisi*, Istanbul, t. VII, 1957, pp. 537 et suiv. (art. Mehmed III)

affaires de l'Etat, se reflètent les tares qui vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle minaient les fondements de l'Empire ottoman. L'exploitation de la paysannerie avait pris à cette époque des formes toujours plus accablantes et la corruption avait gagné les diverses couches sociales, affectant en premier lieu l'armée — principal soutien du système ottoman.

De ce point de vue, *Usûl-el-hikem* est le premier document historique et juridique ottoman à contenu protestataire contre l'état de choses que connaissait l'Empire ottoman, quelle que soit d'ailleurs la valeur des « recettes » et des « recommandations » qu'il contient, y compris celles pour la réfection du potentiel militaire.

Le *Risale* d'Akhisari marque le début d'une série d'ouvrages à caractère protestataire, dont nous avons déjà mentionné quelques-uns.

Pour toutes ces raisons, ce vieil opuscule d'analyse sur la crise de l'Empire ottoman mérite une attention particulière et son apport à l'histoire de la pensée juridique, sociale et politique ottomane soit mis en relief.

Nous nous proposons de publier dans un prochain numéro de RESEE la traduction du manuscrit de *Usûl el-hikem fi nizâm ül-âlem* avec les fac-similés.

SUR LA PARTICIPATION DES MARCHANDS DE LA PÉNINSULE  
BALKANIQUE AU COMMERCE AVEC LA VALACHIE ET LA  
TRANSYLVANIE, DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE \*

RADU MANOLESCU

Le progrès économique réalisé dans la Valachie et la Transylvanie aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles et leur position géographique, le long des grandes routes commerciales qui reliaient l'Ouest et le centre de l'Europe avec le Sud-Est du continent et la mer Noire, ont créé pour ces deux pays roumains des conditions favorables pour l'élargissement de leurs relations commerciales et pour l'accroissement de leur rôle dans le déroulement du trafic international, surtout central et Sud-Est européen.

Aux XIV<sup>e</sup>, XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, la Transylvanie et surtout la Valachie avaient d'intenses relations commerciales avec les pays balkaniques et, après la conquête turque, avec l'Empire ottoman. La circulation des marchands et des marchandises se déroulait le long des routes commerciales qui reliaient la Transylvanie et la Valachie avec les régions se trouvant au Sud du Danube, les principaux points de passage étant les ports et les échelles danubiennes de Severin, Calafat, Vidin, Țibăr, Nicopol, Șiștov, Giurgiu, Dîrstor ou Silistre, Orașul de Floci, Brăila, où fonctionnaient aussi des douanes, reflétant ainsi l'ancienneté, la permanence et l'importance des échanges commerciales entre le Nord et le Sud du Danube<sup>1</sup>.

\* Communication présentée au III<sup>e</sup> Congrès International des Etudes du Sud-Est Européen, Bucarest, 4-10 Septembre 1974.

<sup>1</sup> I. Beldiceanu-Steinherr, N. Beldiceanu, *Acte du règne du Selim I concernant quelques échelles danubiennes de Valachie, de Bulgarie et de Dobroudja*, en « Südost-Forschungen », XXIII (1964), pp. 91-115; D. Giurescu, *Relațiile economice ale Țării Românești cu Țările Peninsulei Balcanice din secolul al XIV-lea pînă la mijlocul secolului al XVI-lea (Les relations économiques de la Valachie avec les pays de la Péninsule Balkanique du XIV<sup>e</sup> siècle jusqu'au milieu du XVI<sup>e</sup> siècle)*, en « Romanoslavica », XI (1965), pp. 167-202; B. Cvetkova, *Vie économique de villes et ports balkaniques aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles*, en « Revue des études islamiques », XXXVIII (1970), fasc. 2, pp. 267-355; B. Cvetkova, *Regimul schimbului economic dintr-un teritoriu de la nord și sud de Dunăre în secolul al XVI-lea (Le régime de l'échange écono-*

Les participants au commerce étaient des marchands tant de la Transylvanie et de la Valachie, par exemple, les habitants des villes de Pitești, Argeș et Rîmniciul Vilcii, qui payaient à Calafat, en 1533, la douane pour leurs marchandises — du sel, des chevaux, des bœufs, des vaches, des moutons, du grain, du vin — exportés au Sud du Danube<sup>2</sup>, que de la péninsule Balkanique<sup>3</sup>, comme des Grecs, des Bulgares, des Arméniens, des Turcs, des Juifs.

La ville de Brașov, grâce à son développement économique, à ses privilèges commerciaux, comme le droit d'étape et de dépôt et à sa position géographique favorable, le long de la grande voie du commerce qui liait l'Ouest et le centre de l'Europe avec le Sud-Est du continent, a détenu un rôle considérable dans le déroulement du commerce balkanique de la Transylvanie et de la Valachie<sup>4</sup>. Vers 1550, le voyageur et le diplomate transylvain Georges Reicherstorffer écrivait dans son œuvre « *Chorographia Transylvaniae* » que la ville de Brașov « est le comptoir commercial (*emporium*) des peuples voisins et comme une sorte d'entrepôt commun pour toutes les choses (*communis officina rerum omnium*). Ici affluaient les Szecklers, les Roumains, les Arméniens et les Grecs et on amène des marchandises turques de la Moldavie et de la Valachie »<sup>5</sup>. A son tour, Giovan Andrea Gromo, le commandant de la garde du prince de Transylvanie, Jean-Sigismond, écrivait dans son œuvre « *Compendio di tutto il regno posseduto dal re Giovanni Transilvano...* », qui date des années 1566—1567, que dans la ville de Brașov « se rassemblent tous les peuples voisins, comme dans un entrepôt commun de marchandises et on trouve toujours des Turcs, des Grecs, des Moldaves, des Valaques, des Szecklers et d'autres peuples »<sup>6</sup>.

Les registres douaniers vigésimaux inédits de la ville de Brașov de la première moitié du XVI<sup>e</sup> siècle contiennent quelques éléments concernant l'activité commerciale déployée à Brașov par les marchands balkaniques. Traversant la Valachie, ils apportaient à Brașov « des marchandises turques » (*res turcae, res turcales*) — des épices, des tissus, des objets d'habillement, des bijoux, des armes — de provenance orientale ou balkanique et importaient des produits d'artisanat — des draps, des couteaux, des articles d'usage courant, connus sous le nom de « menus

*mique entre les territoires du Nord et du Sud du Danube au XVI<sup>e</sup> siècle*, in *Relații româno-bulgare de-a lungul veacurilor. Sec. XII—XIX. Studii. Bulgarsch-Rumänische Verbindungen und Beziehungen im Laufe der Jahrhunderte (12.—19. Jh.). Untersuchungen*. Vol. I, București, 1971, pp. 107—150.

<sup>2</sup> *Documente privind istoria României. B. Țara Românească (Documents concernant l'histoire de la Roumanie. B. Valachie). Veacul XVI*, vol. II, București, 1951, p. 147.

<sup>3</sup> M. Dan, S. Goldenberg, *Le commerce balkano-levantin de la Transylvanie au cours de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle et au début du XVII<sup>e</sup> siècle*, en « *Revue des études Sud-Est européennes* », V (1967), n<sup>os</sup> 1—2, pp. 87—117; S. Goldenberg, *Der Südhandel in den Zollrechnungen von Sibtu (Hermannstadt) im 16. Jahrhundert*, *ibidem*, II (1964), n<sup>os</sup> 3—4, pp. 385—421; Idem, *Caransebeșul în comerțul sud-est european din secolul al XVI-lea (La ville de Caransebeș dans le commerce Sud-Est européen au XVI<sup>e</sup> siècle)*, en « *Banatica* », 1971, pp. 163—177.

<sup>4</sup> R. Manolescu, *Le rôle commercial de la ville de Brașov dans le Sud-Est de l'Europe au XVI<sup>e</sup> siècle*, en *Nouvelles études d'histoire*, II, București, 1960, pp. 207—220.

<sup>5</sup> *Călătoria străini despre țările române (Relations des voyageurs étrangers sur les pays roumains)*, vol. I, București, 1968, p. 218.

<sup>6</sup> Idem, vol. II, București, 1970, p. 357.

objets » (*parvalia*), de provenance occidentale ou transylvaine et surtout de Braşov<sup>7</sup>.

Pour tous ces marchands, les douaniers ont inscrit dans les registres la date, la quantité ou la valeur des marchandises et les taxes vigésimales payées, souvent l'origine et rarement la localité de provenance. Et bien que l'inscription de leurs localités de provenance soit sporadique, nous pensons que leur mention<sup>8</sup> est utile pour connaître la participation des marchands balkaniques au commerce avec la Valachie et la ville de Braşov et comme matériel documentaire pour l'histoire de certaines localités de la péninsule Balkanique.

Pendant la semaine du 1<sup>er</sup> au 7 août 1529, Mavrodin de Nicopolis (*Nycopoly*) a importé de Braşov des marchandises non spécifiées, en valeur de 10 florins<sup>9</sup>.

Du 1<sup>er</sup> au 7 mars 1551, André de Varna (*Warna*) a importé de Braşov des marchandises en valeur de 25 florins<sup>10</sup>.

Pendant la semaine du 28 juin au 4 juillet 1551, Sava et Ianake de Nicopolis (*Nykopol*) ont importé de Braşov, chacun d'eux, des marchandises en valeur de 9 et 8 florins<sup>11</sup>.

Du 11 au 17 février 1554, Panco de Dîrstor ou Silistre (*Trüstor*) a importé de Braşov des marchandises en valeur de 9 florins<sup>12</sup>.

Enfin, du 26 août au 1<sup>er</sup> septembre 1554, Tudoran de Constantinople (*Czary Grad*) a importé de Braşov des marchandises en valeur de 70 florins et du 16 au 22 septembre 1554, Michel de Constantinople (*Czari-grad*) a importé aussi des marchandises en valeur de 25 florins<sup>13</sup>.

Tenant compte que les marchands mentionnés sont inscrits dans les registres vigésimaux seulement en tant qu'importateurs, il est difficile d'admettre qu'ils ne parcouraient un chemin si long que pour acheter des marchandises à Braşov. Probablement, ils apportaient au Nord du Danube des produits orientaux qu'ils vendaient en Valachie et puis ils passaient les montagnes vers Braşov, pour y acheter des marchandises qui étaient ensuite transportées vers la péninsule Balkanique.

<sup>7</sup> R. Manolescu, *Comerţul Țării Româneşti şi Moldovei cu Braşovul. Secolele XIV—XVI (Le commerce de la Valachie et de la Moldavie avec la ville de Braşov. XIV<sup>e</sup>—XVI<sup>e</sup> siècles)*, Bucureşti, 1965, pp. 93—103.

<sup>8</sup> R. Manolescu, *Comerţul Țării Româneşti şi Moldovei cu Braşovul*, pp. 251—253; M. Dan, S. Goldenberg, *Le commerce balkano-levantin de la Transylvanie...*, pp. 89, 91.

<sup>9</sup> Le registre vigésimal de 1529, Archives de l'Etat, Braşov, Registres vigésimaux,

III  $\frac{A}{6_3}$ , p. 7.

<sup>10</sup> Le registre vigésimal de 1551, *ibidem*, III  $\frac{A}{10}$ , p. 90.

<sup>11</sup> *Ibidem*, pp. 182, 183.

<sup>12</sup> Le registre vigésimal de 1554, *ibidem*, III  $\frac{A}{10}$ , p. 44.

<sup>13</sup> *Ibidem*, pp. 168, 182.

## CONSIDÉRATIONS SUR LA CIRCULATION MONÉTAIRE DANS LES PAYS ROUMAINS ET L'EMPIRE OTTOMAN DANS LA SECONDE MOITIÉ DU XVI<sup>e</sup> SIÈCLE\*

MIHAI MAXIM

Le but de la présente communication est de mettre en lumière quelques aspects communs, certains d'entre eux peu connus, concernant la circulation monétaire en Moldavie et en Valachie, d'une part, et dans l'Empire ottoman, d'autre part, durant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, sur la base d'un matériel documentaire inédit, fruit de nos investigations des années 1970—1971 aux Archives de la Présidence du Conseil (*Başbakanlık Arşivi*) d'Istanbul, avec le généreux concours de l'AIÉSÉE et des spécialistes turcs.

Il s'agit de 25 documents turco-osmans du XVI<sup>e</sup> siècle (pour la plupart, des duplicata des actes originaux remis aux princes roumains ou des copies contemporaines), parmi lesquels 6 pièces, tirées de *Maliye Ahkâm Defterleri* (Registres d'ordres financiers) et de *Divan-ı Humâyun Ahkâm Defterleri* (Registres d'ordres du Divan impérial), sont des quittances (*tezkere*, *temessük*) ou ordres (*hüküm*), confirmant aux voïvodes roumains l'encaissement par la Trésorerie centrale de l'Etat ottoman des sommes versées au compte de leur tribut<sup>1</sup>, et 19 pièces, tirées de *Ruznâme Defterleri* (Journaux de la Trésorerie ottomane) et de *Tesrifâtçılık Defterleri* (Registres de protocole), sont des enregistrements, au chapitre « recettes » (*el'irâd*), à côté d'autres revenus de la Trésorerie impériale, des sommes payées au compte du kharâdj roumain<sup>2</sup>.

\* Communication présentée au III<sup>e</sup> Congrès International des Études du Sud-Est Européen, Bucarest, 4—10 Septembre 1974.

<sup>1</sup> Başbakanlık Arşivi (Istanbul), *Maliye Ahkâm Defteri*, n° 2775, p. 672, l'ordre impérial (*hüküm-ü şerîf*) du 18 cemaziülevvel 973/11 décembre 1565 adressé au voïvode de Moldavie; le même registre, p. 1390, « le signe impérial » (*nişan-ı humâyun*) de 29 ramazan 973/19 avril 1566 pour le voïvode valaque; le même registre, p. 1524, l'ordre impérial du 25 şevval 973/14 mai 1566 adressé au voïvode de Moldavie; *Maliye Ahkâm Defteri*, n° 7534, p. 536, quittance (*temessük*) émise par la Trésorerie impériale le 8 rebiülâhîr 984/5 juillet 1576 confirmant les paiements du tribut moldave; le même registre et la même page, l'ordre impérial du 8 rebiülâhîr 986/5 juillet 1576; *Divan-ı Humâyun Ahkâm Defteri*, KPT, 67/7, p. 118b, l'ordre impérial du 3 rebiülevvel 980/14 juillet 1572 adressé au voïvode moldave.

<sup>2</sup> Başbakanlık Arşivi (Istanbul), *Ruznâme Defterleri*, Kepeci tasnifi (abrég. KPT). *Pour le tribut moldave*, cf. n° 1765/2, p. 4b), document du 19 safer 950/30 avril 1543; KPT, 1768/5, p. 18b), doc. du 22 zilhicce 977/28 mai 1570; le même registre, p. 20, doc. du 24 zilhicce 977/30 mai 1570; KPT, 1772/9, p. 55 doc. du şaban 10, 997/24 juin 1589; le même registre, p. 69, doc. du 2 ramazan 997/15 juillet 1589; le même registre, p. 70, doc. du 3 ramazan 997/16 juillet 1589; le même registre, p. 104, doc. du 28 şevval 997/9 septembre 1589; le même registre, p. 125, doc. du 28 zilhicce 997/7 novembre 1589; le même registre, p. 74, doc. du 8 ramazan 997/21 juillet 1589; KPT, 1774/11, p. 57, doc. du 18 şevval

Dans ces documents officiels qu'on peut nommer dans l'ensemble quittances du paiement du kharâdj, on consigne l'année financière et le nom du prince moldo-valaque au compte duquel a été payée la somme du kharâdj, ainsi que le jour du paiement et les noms des agents du prince qui ont effectué l'opération. On fait aussi mention de la somme totale, toujours calculée en aspres, des monnaies utilisées pour le paiement de cette somme, parfois aussi de leurs cours à la Trésorerie ottomane (et quand ces cours ne sont pas mentionnés expressément, on peut facilement les calculer sur la base du nombre des monnaies versées et de leur équivalent en aspres). C'est ainsi que nous avons, pour la première fois dans un admirable groupage, des données certaines sur le tribut de la Moldavie et de la Valachie pendant la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle et sur les cours des monnaies versées par les princes roumains à la Trésorerie ottomane.

Le tribut était collecté dans ces pays principalement par la perception du « grand impôt », de la « contribution impériale » ou « bir », payé par les paysans et seulement exceptionnellement par la contribution du prince, des boyards et des monastères<sup>3</sup>. En ce qui concerne les paysans, la somme nécessaire était réalisée par les ventes effectuées sur les lieux, surtout aux marchands ottomans, à l'occasion des foires de frontière ou venaient de nombreux marchands étrangers, ainsi que par les sommes résultant du charriage des marchandises à Istanbul, Liouv, etc<sup>30a</sup>. Quant aux princes et aux boyards, les sommes étaient obtenues par les exportations, taxes de douane et de passage. Il ressort de là que la composition monétaire du kharâdj reflète assez fidèlement la circulation monétaire interne et les échanges commerciaux des pays roumains. Nous mentionnerons ainsi, comme preuve significative, la différence nette — jusqu'à la grande dévaluation officielle de l'aspre ottoman du 1584—1586 qui a bouleversé la tradition — entre la composition monétaire du kharâdj de la Moldavie, pays plus ouvert sur « le marché libre », et celle du kharâdj de la Valachie, territoire presque intégré dans le marché ottoman. D'ailleurs, des dignitaires ottomans assistaient parfois au prélèvement de la « contri-

---

1000/18 juillet 1592. *Pour le tribut valaque* cf. KPT, 1765/2, p. 7b), doc. du 4 rebiülevvel 950/7 juin 1543; KPT, 1866/4, p. 239, doc. du 16 şevval 971/28 mai 1564; KPT, 1768/5, p. 15, doc. du 15 zilhicce 977/21 mai 1570; KPT, 1772/9, p. 30, doc. du dernier jour de cemaziülâhir 997/15 mai 1589; le même registre, p. 58, doc. du 12 şaban 997/26 juin 1589; le même registre, p. 125, doc. du 28 zilhicce 997/7 novembre 1589; le même registre, p. 135, doc. du 19 muharrem 998/28 novembre 1589.

<sup>3</sup> D. Cantemir, *Descrierea Moldovei* (La description de la Moldavie), ed. Meridiane, Bucureşti, 1972, p. 197; *Cronicile slavo-române* (Chroniques slavo-roumaines), publiées par Ion Bogdan, ed. revue et complétée par P. P. Panaitescu, Bucureşti, 1959, p. 120; *Documente privind istoria României* (abr. DIR), vol. III, p. 28, doc. 35 et vol. V, p. 223, doc. 236; *Documenta Romaniae Historica*, A. Moldova (Moldavie) vol. XIX, Bucureşti, 1969, doc. nos. 67, 157, 158 et 248. Voir aussi Şt. Ştefănescu, *L'évolution de l'immunité féodale en Valachie aux XIV<sup>e</sup>—XVI<sup>e</sup> siècles*, dans « Revue roumaine d'histoire », 1968, tome VII, N<sup>o</sup> 1, p. 22; D. Mioc, *Despre modul de impunere şi percepere a birului în Ţara Românească până la 1632* (Sur le mode d'imposition et de perception du bir en Valachie jusqu'en 1632), dans « Studii şi materiale de istorie medie », Bucureşti, 1957, vol. II, p. 99, 102, etc. et Mihai Maxim, *Recherches sur les circonstances de la majoration du kharâdj de la Moldavie entre les années 1538—1574*, dans « AIÉSÉE. Bulletin », X, 2/1972, pp. 248—249.

<sup>30a</sup> N. Iorga, *Istoria comerşului românesc* (L'histoire du commerce roumain), I, Bucureşti, 1925, p. 206.

bution impériale »<sup>4</sup> et pouvaient empêcher les princes d'intervenir dans l'encaissement du kharâdj et de retenir des monnaies fortes. Enfin, des données documentaires et numismatiques déjà connues confirment, elles aussi, la valabilité de notre opinion. Par conséquent, les quittances du paiement du tribut peuvent constituer, à notre avis, un matériel documentaire utile tant pour les numismates que pour les historiens économistes.

D'après les chiffres contenus ou extraits des documents cités, nous avons dressé deux tableaux (n° 1 et n° 2) qui illustrent la composition monétaire du kharâdj de la Moldavie et de la Valachie dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, au cours d'une dizaine d'années financières, ainsi qu'un 3<sup>e</sup> tableau auxiliaire concernant les cours monétaires à l'encaissement du kharâdj moldo-valaque par la Trésorerie ottomane.

L'examen de ces tableaux, avec toute leur note de relativité, surtout après la grande dévaluation officielle de l'aspre, peut conduire à quelques conclusions.

D'abord, les quittances offrent une nouvelle preuve documentaire sur le rôle dominant, de monnaie courante, joué par l'aspre ottoman dans la circulation monétaire de la Moldavie et de la Valachie au cours de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle. Il faut cependant remarquer que ce rôle a été plus marqué dans le cas de la Valachie que pour la Moldavie, qui payait en aspres seulement 8 % de la somme versée au compte de son tribut pour l'année financière 1564/1565 et presque la moitié de la somme versée les années suivantes. Puis, on constate qu'après la dévaluation cette

Tableau n° 1

## Composition monétaire du kharâdj de la Moldavie (1543-1592)

Année financière	Somme totale en numéraire (calculée en aspres)*	Composition monétaire de la somme						
		Aspres	Sultaines	Ducats	Pièces en or de Chios	Florins hongr.	Thalers (guruş)	Padîşahî
1542/1543	825.000	100 %	—	—	—	—	—	—
1564/1565	1.681.000	8,27 %	8,45 %	3,03 %	1,02 %	11,91 %	67,29 %	—
1565/1566	1.710.000	56,78 %	12,76 %	6,01 %	0,73 %	0,05 %	23,60 %	—
1568/1569	1.771.750	58,58 %	9,22 %	2,30 %	0,26 %	29,57 %	—	—
1569/1570	2.360.000	61,15 %	25,12 %	5,00 %	1,47 %	7,24 %	—	—
1571/1572	2.360.000	75,29 %	12,77 %	3,83 %	1,18 %	—	7,34 %	—
1574/1575	2.948.791	80,06 %	7,20 %	1,62 %	0,12 %	11,00 %	—	—
1575/1576	2.586.000	65,80 %	22,81 %	3,19 %	0,44 %	—	7,73 %	—
1588/1589	3.150.002**	—	—	—	—	—	63,47 %	36,3 %
1591/1592	1.151.682	—	—	—	—	—	100 %	—

\* A côté de ces paiements en numéraire, il y en avait en nature, qui ne sont pas compris dans les sommes ci-dessus.

\*\* Encore une somme de 900.000 aspres, versée entièrement en padîşahî a été payée dans la même année financière à la Trésorerie ottomane, comme impôt pour le redressement de la monnaie impériale.

<sup>4</sup> Başbakanlık Arşivi (Istanbul), *Mühimme Defteri*, vol. 70, p: 113, ordre du sultan du 24 zilhicce 1000/1 octobre 1592.

Tableau n° 2

## Composition monétaire du kharâdj de la Valachie (1543–1589)

Année financière	Somme totale en numéraire (calculée en aspres)	Composition monétaire de la somme						
		Aspres	Sultani- nines	Ducats	Pièces en or de Chios	Florins hongr.	Thalers (guruş)	Padi- şahi
1541/1542	1.100.000	100 %	—	—	—	—	—	—
1563/1564	3.000.000	100 %	—	—	—	—	—	—
1565/1566	3.073.400	100 %	—	—	—	—	—	—
1568/1569	5.700.000	98,53 %	1,08 %	0,19 %	0,18 %	—	—	—
1569/1570	6.000.000	98,32 %	—	—	—	—	1,68 %	—
1588/1589	7.908.880*	0,05 %	0,05 %	0,004 %	—	—	6,08 %	93,76 %

\* L'impôt pour le redressement de la monnaie impériale a été payé en proportion de 69,80% en aspres (de la somme totale de 1.000.000 aspres).

Tableau n° 3

## Cours monétaires à l'encaissement du kharâdj moldo-valaque à la Trésorerie ottomane

Année financière	Sultanines	Ducats	P. or Chios	Fl. hongr.	Thalers	Padişahi
1564/1565	59 aspres	59 aspr.	58 aspr.	57 aspr.	39 aspres	—
1565/1566	„	„	„	„	40 „	—
1568/1569	„	„	„	„	—	—
1569/1570	„	„	„	„	40 „	—
1571/1572	„	„	„	„	38 „	—
1574/1575	„	„	59 aspr.	59 aspr.	—	—
1575/1576	„	„	„	—	40 „	—
1588/1589	118 aspr.	—	—	—	78 „	8 aspr.
1591/1592	—	—	—	—	68 „	—

Note: Le cours de paiement était d'un aspre de plus jusqu'en 1584 et de 2 aspres de plus après cette date (la différence c'est *tefavûl-ü hasene*).

monnaie a disparu presque entièrement du tribut des deux pays, ce qui ne signifie pas que le kharâdj devait être payé obligatoirement en monnaie forte<sup>5</sup>, ainsi qu'il ressort des sources officielles ottomanes. On peut ainsi

<sup>5</sup> Başbakanlık Arşivi, *Maliye Ahkâm Defteri*, n° 17.932, p. 12, ordre du sultan du 22 ramazan 994/6 septembre 1586 adressé au voïvode valaque, avec une traduction roumaine, des notes et des photocopies apud Mihai Maxim, *Culegere de texte otomane, Fasc. I. Izvoare documentare și juridice*. (Recueil de texte ottomans. Fasc. I. Sources documentaires et juridiques), Centrul de Multiplicare al Universității din București, 1974, pp. 62–68., et Feridun Ruxanzade, *Münşe'at üs-selâtin* (Correspondance des sultans), en caractères arabes, II, 398–399, berat adressé au voïvode moldave Alexandru Iliaş (1620–1621). Dans tous les deux documents on attire l'attention du prince seulement sur la qualité de la monnaie de paiement.

noter deux aspects communs dans la circulation monétaire des pays roumains et de l'Empire Ottoman, dans la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle : d'une part la prépondérance incontestable de l'aspre jusqu'à l'époque de la grande dévaluation et d'autre part son remplacement progressif par d'autres monnaies, dans notre cas par des *thalers* (*guruş*) et même par des *padişahî's*.

La prépondérance de l'aspre ottoman, à partir du milieu du XV<sup>e</sup> siècle, sur d'autres monnaies y compris autochtones des pays roumains, au point d'être devenu un « véritable étalon des échanges monétaires » (j'ai cité l'expression d'Octavian Iliescu)<sup>6</sup> s'explique par la bonne qualité de cette monnaie, mais aussi par la stabilité et l'équilibre économique de l'Empire Ottoman au cours des XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles<sup>7</sup>. A l'époque en question cette prépondérance est le résultat de la tentative des autorités ottomanes de lier plus étroitement, jusqu'à l'intégration, l'économie des pays roumains à celle de l'Empire (par l'instauration d'obligations économico-financières plus lourdes, par l'introduction du monopole commercial, du système du *narh* et même des taxes douanières<sup>8</sup>), pour compenser ainsi les pertes causées par la diminution du commerce de transit à travers les territoires ottomanes à la suite de la découverte de la route maritime des Indes et du déplacement du centre commercial du monde de la Méditerranée à l'Océan Atlantique, mais pour compenser aussi les pertes dues à l'incapacité de la société ottomane sclérosée de s'adapter aux nouvelles méthodes commerciales et de production pratiquées par l'Occident<sup>9</sup>. Les résultats concrets de cette liaison ont été la décadence du

<sup>6</sup> Octavian Iliescu, *Un tezaur de aspri turceşti de la începutul secolului al XVI-lea găsit în Bucureşti* (Un trésor d'aspres turcs du début du XVI<sup>e</sup> siècle trouvé à Bucarest), dans « Studii şi Cercetări Numismatice », vol. III, 1960, p. 307. Voir aussi C. Moisil, *Monetele României* (Les monnaies de la Roumanie) dans *Enciclopedia României*, I, p. 120, H. Dj. Siruni, *Monetele turceşti în Țările Române* (Les monnaies turques dans les pays roumains), Bucureşti, 1944 (tirage à part), p. 48 et suiv., Oct. Iliescu, *Moneda în România* (La monnaie en Roumanie), Ed. Meridiane, Bucureşti, 1970, p. 49; Elena Isăcescu, *Les monnaies ottomanes en Valachie au XVI<sup>e</sup> siècle*, dans « Studia et Acta Orientalia », VII, Bucureşti, 1968, p. 263—273.

<sup>7</sup> H. Inalcik, *L'Empire ottoman* (Rapport pour le I<sup>er</sup> Congrès International d'études du Sud-Est européen), Sofia, 1969, p. 31. Sur l'évolution de l'aspre voir dr Halil Sahillioglu, *Bir Asırlık Osmanlı Para Tarihi. 1640—1740*. (Un siècle d'histoire monétaire ottomane : 1640—1740), Thèse pour docence, encore non-publiée (on peut la consulter dans la Bibliothèque de la Faculté des Sciences Economiques de l'Université d'Istanbul), Istanbul, 1965, dactylo, p. 12. Sur la pénétration de l'aspre dans les pays roumains, cf. Em. Condurachi, *Începuturile penetraţiei economice otomane în Balcani* (Les débuts de la pénétration économique ottomane dans les Balkans), dans « Buletinul Societăţii Numismatice Române », année XXXVII, 1943, n<sup>o</sup> 91, p. 63—69 et Matei Cazacu, *L'impact ottoman sur les Pays Roumains et ses incidences monétaires (1452—1504)*, dans « Revue roumaine d'histoire », tome XII, n<sup>o</sup> 1, 1973, pp. 159—193.

<sup>8</sup> Voir à ce sujet notre longue intervention, basée sur des sources turco-osmanes, au II<sup>e</sup> Congrès International des Etudes du Sud-Est européen (cf. les *Actes du Congrès*) et Mihai Maxim, XVI. *Asrın İktisatı Yaratında Eflâk-Buğdan'ın Osmanlı İmparatorluğu'na Karşı İktisadî ve Millî Mükellefiyetleri Hakkında Bazı Düşünceler* (Quelques réflexions sur les obligations économico-financières de la Moldavie et de la Valachie envers l'Empire ottoman pendant la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle), dans le I. « VII. Türk Tarih Kongresi. Ankara, Eylül 1970. Kongre'ye sunulan bildiriler » (VII<sup>e</sup> Congrès d'histoire turque. Ankara, septembre 1970. Les communications présentées au Congrès), II, Ankara, 1973, pp. 553—566.

<sup>9</sup> Cf. Nicoară Beldiceanu, *La crise monétaire ottomane au XVI<sup>e</sup> siècle et son influence sur les principautés roumaines*, dans « Südost-Forschungen », Band XVI, 1957, München, p. 71—72.

commerce saxon en Valachie et l'affaiblissement du commerce polonais en Moldavie<sup>10</sup> et, en revanche, la priorité des routes venant d'Istanbul : ainsi « la route de Giurgiu », en Valachie, dépasse en importance celle de Sibiu, et Bucarest, situé sur cette route, devient la nouvelle capitale du pays ; de même « la route moldave » venant de Pologne et traversant le territoire moldave pour s'unir à la Dobroudja remplace « la route tatare » et la ville de Jassy, placée sur cette route devient la nouvelle capitale de la Moldavie.

Pour cette raison et à cause de la pénurie de métaux précieux en Moldavie et Valachie (et non pas parce que le sultan aurait refusé de donner son approbation formelle)<sup>11</sup>, les émissions monétaires moldo-valaques sont devenues non rentables et inefficaces vis-à-vis d'une monnaie qui pouvait circuler des cataractes du Nil jusqu'aux portes de Vienne, et ont cessé définitivement au XVII<sup>e</sup> siècle. Cependant, aux périodes de renforcement du pouvoir central et de resserrement des liaisons (surtout commerciales) avec les pays chrétiens voisins, certains princes moldaves de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle ont tenté de frapper des monnaies propres alignées sur le système transylvain (Despot, Al. Lăpușneanu), polonais (Șt. Răzvan, Ieremia Movilă) ou même ottoman (Jean le Brave), mais avec l'intention de s'affranchir de la domination de l'aspre<sup>12</sup>.

La dépréciation de l'aspre et la grande dévaluation de 50 % de cette monnaie en 1584—1586 ont influencé aussi le mouvement des prix des pays roumains, étant la principale cause de la « révolution des prix » telle qu'elle ressort de l'évolution des prix des moutons<sup>13</sup> et des chevaux<sup>14</sup>.

Cette révolution (manifestée surtout au XVII<sup>e</sup> siècle), qui reste encore à étudier, n'a pas eu chez nous les proportions connues dans les économies occidentales, car la société roumaine était à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle une société surtout agraire, avec un marché interne peu développé, où l'échange ne jouait pas encore le rôle qu'il occupait dans les pays de l'Occident. (Il est significatif à ce point de vue de rappeler que pour les Roumains, à cette époque, le principal moyen de conserver une fortune n'étaient pas les réserves de numéraire, mais les objets en or et en argent, les bijoux et les pierres précieuses.)

<sup>10</sup> N. Iorga, *Istoria Românilor prin călători* (L'histoire des Roumains d'après les voyageurs), București, I, p. 152 ; Idem, *Istoria comerțului românesc*, I, București, 1925, pp. 74, 115, 133, 134, 184, 188.

<sup>11</sup> Cette approbation était absolument nécessaire pour un vassal. Dans le Codex (*Pravila*) de Vasile Lupu, prince de Moldavie, édité en 1646 à Jassy en roumain, on fait expressément mention que la première condition des monnaies « bonnes et droites » est que « celui qui fait des monnaies ait la compétence et la permission de l'Empereur ». (Cf. *Carte românească de învățătură, 1646*, édition critique, București, Ed. Academiei, 1971, chapitre *Despre calpuzant*, pp. 84—86). Mais ce n'était pas difficile d'obtenir une telle approbation formelle. Voir, par exemple, les nombreuses émissions des princes moldaves de la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle.

<sup>12</sup> O. Iliescu, *Moneda în România*, pp. 34—36 ; N. Beldiceanu, *op. cit.*, pp. 78, 86.

<sup>13</sup> Sur les prix des moutons « goștina » (achetés par les marchands ottomans), voir Başbakanlık Arşivi, Istanbul, *Mühimme Defterleri*, (Registres des affaires importantes), vol. 43, ord. 60, p. 29, vol. 42, ord. 972, p. 315 et *Documente privind istoria României* (Documents concernant l'histoire de la Roumanie), Veacul XVI, A. Moldova, IV, p. 24—26.

<sup>14</sup> Ruxandra Cămărășescu et Coralia Fotino, *Din istoria preșurilor. Evoluția preșurii cailor în Țara Românească (secolele XV—XVII)* (Aspects de l'histoire des prix. L'évolution du prix des chevaux en Valachie (XV<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles), dans « Studii și materiale de istorie medie », tome VI, București, 1973, pp. 225—243.

Les pays roumains aussi ont payé l'impôt pour « le redressement de la monnaie impériale » (*akçe-i tashih-i sikke-i humâyun*) dans les années 1586, 1587 et 1588, en valeur de 1.000.000 d'aspres (pour la Valachie)<sup>15</sup> et de 900.000 aspres (pour la Moldavie)<sup>16</sup>. Mais il ne faut pas exagérer le rôle de cet impôt ainsi que celui des sommes du tribut des pays roumains dans les fluctuations de la monnaie ottomane (comme l'a fait M. N. Beldiceanu)<sup>17</sup>, car la place que tenait le kharâdj de la Moldavie et de la Valachie et cet impôt temporaire dans le budget de l'immense Empire ottoman dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle était, d'après nos calculs, insignifiante (autour de 1 à 2 %) ; la somme n'était pas payée obligatoirement en monnaie forte et d'ailleurs l'argent du tribut était utilisé parfois pour les menues dépenses (*cep harçlıđı*) du sultan<sup>18</sup>.

Quant à la circulation d'autres monnaies en Moldavie et Valachie dans la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, nous constatons la présence permanente dans le kharâdj moldave, jusqu'à la grande dévaluation de 1584—1586, des monnaies d'or : sultanines (*sikke-i sultaniye*), ducats vénitiens (*sikke-i efrençkiye*), pièces en or de Chios (*sikke-i Sakız*) et florins hongrois (*sikke-i engürüsüye*). Si la présence des ducats vénitiens et des florins hongrois, obtenus par des échanges commerciaux (exportations massives de bétail) avec la Transylvanie, la Pologne et l'Autriche et par le commerce de transit, n'est pas surprenante (d'ailleurs elle nous est connue aussi par les documents roumains consignants des transactions internes), la mention des sultanines et des pièces en or de Chios, monnaies émises et venant de l'Empire ottoman, est inédite et témoigne des relations commerciales plus étroites entre les Moldaves (prince, boyards, paysans) et l'Empire ottoman. On connaît l'activité des marchands ottomans d'Istanbul en Moldavie, mais on peut citer encore des documents turcosmans de Başbakanlık Arşivi sur la présence des marchands de Chios en Moldavie, par exemple en 1571<sup>19</sup>, ou sur la vente des peaux de bœufs dans cette île par le prince Petru le Boiteux en 1583<sup>20</sup>, etc.

Les thalers ou grosses (*guruş*) représentaient 67 % du kharâdj moldave en l'année financière 1564/1565 et 23 % du même kharâdj en l'année financière suivante, tandis qu'ils sont absents du kharâdj valaque. Nous supposons qu'il s'agit des thalers transylvains, émis entre 1551 et 1571 par Jean II Sigismond dans les monnaies de Baia Mare, Sibiu et Cluj<sup>21</sup> et apportés en Moldavie grâce à l'encouragement des relations commerciales moldo-transylvaines par l'entreprenant prince Al. Lăpuşneanu, lui même un grand exportateur de porcs en Transylvanie.

Parallèlement à la dépréciation de l'aspre ottoman ou des thalers, on recherchait de plus en plus sur le marché moldave des thalers de trois grosses polonais (*grossus triplex argenteus*), émis en Pologne et en Transylvanie par Etienne Bathory (1581—1597), ou encore des thalers

<sup>15</sup> Başbakanlık Arşivi, Istanbul, KPT, 1772/9, pp. 30 et 125.

<sup>16</sup> Başbakanlık Arşivi, Istanbul, KPT, 1772/9, p. 74.

<sup>17</sup> N. Beldiceanu, *op. cit.*, p. 85.

<sup>18</sup> Başbakanlık Arşivi, Istanbul, *Mühimme Defteri*, vol. 71, ord. 644, p. 345 et *Mühimme Zeyl Defteri*, vol. 6, p. 64 ; Hurmuzaki-Iorga, *Documente*, XI, p. 189, doc. n<sup>o</sup> CCCXV.

<sup>19</sup> Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, vol. 15, ord. 1127, p. 130.

<sup>20</sup> Başbakanlık Arşivi, *Mühimme Defteri*, vol. 52, ord. 382, p. 152 et ord. 411, p. 163.

<sup>21</sup> O. Iliescu, *Moneda in România* (La monnaie en Roumanie), p. 43.

autrichiens. En 1584, l'année du début de la grande dévaluation officielle de l'aspre, les marchands ottomans de moutons (*geleps*) changeaient leur aspres en grosses (*guruş*), qu'ils demandaient aux paysans moldaves au lieu des moutons. Un firman du sultan a été émis à cette occasion, pour interdire cette pratique<sup>22</sup>. D'après l'historien polonais Marian Malowist, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, « les marchands de Pologne, qui allaient (par la Moldavie — M.M.) en Turquie, transportaient également avec eux de l'argent en espèces »<sup>23</sup>. D'un flux d'or et d'argent de Pologne vers la Moldavie parle aussi le chroniqueur moldave du XVII<sup>e</sup> siècle, Miron Costin<sup>24</sup>.

Après la dévaluation de l'aspre, on constate, par les rares quittances du kharâdj, que nous possédons après cette date, que autant dans le kharâdj moldave que dans celui de Valachie la monnaie de paiement la plus utilisée est le thaler. Sans donner une importance exagérée à ces données, car les princes roumains avaient maintenant intérêt à verser en monnaie forte à cours d'encaissement double le tribut calculé en aspres, on peut pourtant affirmer que les thalers (ou grosses) ont pénétré dans l'Empire ottoman non seulement par la voie de Raguse, mais aussi par l'intermédiaire des pays roumains, notamment de la Moldavie et, bien sûr, de la Transylvanie, dans le cadre de ce flux général des métaux de l'Occident vers l'Orient.

Pour protéger l'aspre de l'invasion d'argent étranger, surtout d'argent américain, la Trésorerie impériale a encaissé, entre 1590 et 1600, tous les thalers (grands, autrichiens ou *tam guruş* et simples, hollandais ou *esedî guruş*) au même cours : 68 aspres, et nous avons des preuves, toujours des sources turques<sup>25</sup>, que les voïvodes roumains, eux aussi, se sont conformés à cet ordre. (Néanmoins, seulement 6% des transactions internes de la Moldavie ont été opérées en aspres dans la période 1590—1591, contre 28% de la période 1571—1590)<sup>26</sup>.

Les quittances de paiement du kharâdj relèvent également encore un aspect commun dans la circulation monétaire des pays roumains et de l'Empire ottoman au cours de la seconde moitié du XVI<sup>e</sup> siècle, à savoir la circulation d'une monnaie d'argent ottoman, mais d'origine iranienne, peu connue par les numismates roumains — le *padîşahî*<sup>27</sup>. Émise pour la première fois en 1513 sous le nom de *şahî* (ayant alors une valeur de 6,5 aspres), cette monnaie a vaincu dans la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle l'aspre ottoman et s'est imposé comme monnaie d'État otto-

<sup>22</sup> Başbakanlık Arşivi, İstanbul, *Mühimme Defteri*, vol. 53, ord. 294, p. 106, apud M. Maxim, *Culegere de texte otomane* (Recueil des textes ottomans), Bucureşti, 1974, pp. 58—62, doc. n<sup>o</sup> 13.

<sup>23</sup> Marian Malowist, *Les routes du commerce et les marchandises du Levant dans la vie de la Pologne au Bas-Moyen Age et au début de l'époque moderne*, dans le vol. *Mediterranées e Oceano Indiano* (Atti del Sesto Colloquio Internazionale di Storia Marittima, tenuto a Venezia dal 20 al 29 settembre 1962), Firenze, MCMLXX, pp. 173—174.

<sup>24</sup> M. Costin, *Letopiseşul Țării Moldovei* (Chronique de la Moldavie) dans *Opere* (Œuvres), éd. P. P. Pañaitescu, I, Bucureşti, 1965, p. 106.

<sup>25</sup> Başbakanlık Arşivi, İstanbul, *Mühimme Defteri*, vol. 66, ord. 465, p. 220 ; *Ruznâme Defteri*, KPT, 1774/11, p. 57.

<sup>26</sup> *Documente privind istoria României*, A. Moldova, Veacul XVI, vol. IV, Introducere, p. V.

<sup>27</sup> O. Hiescu, *Une monnaie orientale peu connue signalée en Valachie vers 1600*, dans « *Studia et Acta Orientalia* », III, Bucureşti, 1960, pp. 197—201. D'après l'opinion du numismate, il s'agit d'une monnaie d'or ottomane frappée par Selim I<sup>er</sup> (1512—1520) et portant le nom de *şahî*.

mane sous la nouvelle dénomination officielle de *padîşahî*<sup>28</sup> (*şahini*, *şaini* dans les documents roumains)<sup>29</sup>.

Après le déclenchement de la longue guerre osmano-iranienne de 1579—1590<sup>30</sup> elle a pénétré aussi, par des djeleps<sup>31</sup> et probablement par des janissaires, dans les pays roumains et, dès 1585, elle est mentionnée comme la principale monnaie du tribut valaque avec lequel le prince Petru Boucle d'oreille s'est enfui en Transylvanie<sup>32</sup>. En 1589 le voyageur anglais Fox cite des prix autochtones en « *şahye* »<sup>33</sup> ce qui montre qu'à l'époque c'était une monnaie très répandue — au détriment de l'aspre — sur le marché roumain. Et voici la confirmation de cette supposition : en l'année financière 1588/1589, le kharâdj valaque a été presque entièrement versé à la Trésorerie ottomane en *padîşahî*, au cours officiel de 8 akçe (pour une pièce). Dans la même année 36% du kharâdj moldave et la somme entière de l'impôt de redressement de la monnaie impériale ont été également versés en *padîşahî*, au même cours<sup>34</sup>. On peut donc constater que cette monnaie, frappée à Bassra, Bagdad, Haleb, Diyarbekir, Gümüşhane, Van et Damasc<sup>35</sup>, en sa qualité de monnaie ottomane avait pénétré davantage en Valachie et moins en Moldavie. Mais, en 1590, la Porte ordonne aux voivodes moldave et valaque<sup>36</sup>, ainsi qu'à tous les dignitaires ottomans<sup>37</sup>, d'interdire les opérations en *padîşahî* dans leurs pays (c'est donc qu'elles existaient !), car cette monnaie — disait-on — « venant de la Partie Supérieure » (*Yukaru Canibden*), — c'est-à-dire de l'Iran —, « est pour la plupart fausse et de cuivre (*şahinin ekseri kalb ve bakır olup*) ». Toujours des mêmes sources ottomanes, il ressort que les princes roumains se sont conformés à cet ordre<sup>38</sup>.

Pour conclure, on peut affirmer — sur la base des quittances de paiement du kharâdj, mais aussi d'après les ordres (*hüküm*) conservés dans *Mühimme Defterleri* (Registres des affaires importantes) — que pendant la deuxième moitié du XVI<sup>e</sup> siècle la Moldavie et la Valachie, quoique chaque pays d'une façon différente, ont connu les mêmes fluctuations de la circulation monétaire de l'Empire ottoman, les mêmes monnaies et les mêmes cours officiels. Bien qu'intégrés dans la zone de l'*akçe* et généralement dans la « politique » monétaire de la Porte, les pays roumains, en l'espèce la Transylvanie et la Moldavie, avaient pourtant d'assez larges ouvertures vers « le marché libre », étant ainsi pour l'Empire ottoman de véritables canaux d'approvisionnement en monnaie forte.

<sup>28</sup> H. Sahillioğlu, *Bir Astrlık Osmanlı Para Tarihi...*, p. 3.

<sup>29</sup> O. Iliescu, *Une monnaie orientale...*, p. 197; Maria Soveja, *Acte inedite din cancelaria domneasca a Ţării Româneşti-secolele XVI—XVII* (Acts inédits de la chancellerie princière de Valachie des XVI<sup>e</sup>—XVII<sup>e</sup> siècles), dans « Revista Arhivelor », vol. XXXV, n<sup>o</sup> 1, 1973, p. 145, doc. 2.

<sup>30</sup> Başbakanlık Arşivi, İstanbul, *Mühimme Defteri*, vol. 66, p. 220, ord. 465.

<sup>31</sup> A. Veress, *Documente privitoare la istoria Ardealului, Moldovei şi Ţării Româneşti* (Documents concernant l'histoire de la Transylvanie, de la Moldavie et de la Valachie), III, Bucureşti, 1931, pp. 29—30, doc. n<sup>o</sup> 14, et p. 74, doc. 35.

<sup>32</sup> Idem.

<sup>33</sup> *Călători străini privind Ţările Române* (Voyageurs étrangers sur les Pays Roumains), réd. resp. Maria Holban, vol. III, Bucureşti, 1971, p. 295.

<sup>34</sup> Başbakanlık Arşivi, İstanbul, KPT, *Ruznâme Defteri*, 1772/9, pp. 55, 69, 70, 74, 104, 125 (pour la Moldavie) et pp. 30, 58, 125, 135 (pour la Valachie).

<sup>35</sup> H. Sahillioğlu, op. cit., p. 3.

<sup>36</sup> Başbakanlık Arşivi, İstanbul, *Mühimme Defteri*, vol. 66, ord. 465, p. 220.

<sup>37</sup> Après 1590, on ne la trouve pas dans les Journaux de la Trésorerie ottomane (Başbakanlık Arşivi, KPT, n<sup>os</sup> 1871/9, 1873/11, 1877/15).

<sup>38</sup> Başbakanlık Arşivi, İstanbul, *Mühimme Defteri*, vol. 66, ord. 465, p. 220; *Ruznâme Defteri*, KPT, 1774/11, p. 57.

## ZUR FRAGE OSMANISCHER TEILNAHME AM DREISSIGJÄHRIGEN KRIEG

(Vorabend des um 1620 osmanischen Feldzuges gegen die Moldau)\*

CRISTINA ROTMAN

Die vorliegende Untersuchung soll nicht die mehr oder weniger erörterte Frage osmanischer Teilnahme zu Beginn des Dreißigjährigen Krieges umfassen. Wir haben uns vorgenommen, den osmanischen Feldzug in die Moldau gegen den Aufstand Gaspar Gratiannis darzustellen, da es ein wenig bekannter Aspekt dieses Problems ist.

Im allgemeinen wurde von einer kleineren Intervention mit indirektem Charakter gesprochen, da das Osmanische Reich Schwierigkeiten im Osten, gegen Iran, hatte.

In letzter Zeit wurde nur der osmanisch-polnische Krieg von 1621 im allgemeinen Rahmen des Dreißigjährigen Krieges besprochen<sup>1</sup>, da er von einigen Historikern als ein Bestandteil davon und als osmanischer Eingriff in diesen Konflikt<sup>2</sup> angesehen wurde. Tatsächlich ist aber der Feldzug Osmans II. nichts anders als die natürliche Fortsetzung des 1620 bewaffneten Konflikts, in dem die Moldau die Hauptrolle gespielt hatte.

Der 1617 zwischen Polen und dem Osmanischen Reich geschlossene Frieden, der die Ausschaltung der polnischen Einmischung in die rumänischen Länder<sup>3</sup> festlegte, konnte die Verschlechterung der Beziehungen zwischen den beiden Staaten nicht aufhalten. Und das weniger wegen der ständigen Raubüberfällen der Kosaken und Tataren, einer ständigen Streitfrage der türkisch-polnischen Beziehungen, als vielmehr wegen der Politik Siegmunds III. und seines Hofes zugunsten der katholischen Kräfte, die sich um die Habsburger zusammenschlossen. Das Aufgeben der von Jan Zamoyski geführten Politik durch den polnischen König, den seine Zeitgenossen Philipp des Nordens nach spanischem Vorbild nannten, erfolgte nicht nur wegen der Ostexpansion und dynastischer Interessen,

\* Beitrag zu dem III. Kongreß für südosteuropäische Studien, Bukarest, 4.—10. September 1974

<sup>1</sup> *Historia Polski*, ed. T. Manteuffel, Warszawa 1957, Bd. I 1—2, S. 535, A. Gieysztor, *History of Poland*, Warszawa 1968, S. 219—220, derselbe, *Histoire de Pologne*, Warszawa 1972, S. 238—9.

<sup>2</sup> F. B. Porşnev, *Relațiile politice dintre Europa de Apus și de Răsărit în perioada războiului de trezeci de ani (Politische Beziehungen zwischen West- und Osteuropa zur Zeit des Dreißigjährigen Krieges)*, „Analele româno-sovietice“, 1/1961 S. 78; B. Szczesniak, *The Turkish Chapter of the Thirty Years War*, „Slavic East European Studies“, XII/1967—8.

<sup>3</sup> Polnische Fassung des Friedenvertrags apud E. Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, Bucureşti 1895, Bd. II, supl. II, Nr. CCXII, S. 429—433; osmanische Fassung befindet sich im Başbakanlık Aşivi aus Istanbul, Ecnebi defterleri 55/1 5—6 apud G. Tahsin, *La Moldavie dans les traités de paix turco-polonais*, „Revue roumaine d'histoire“, 4/1973 S. 691.

sondern auch wegen des wachsenden Einflusses der Gegenreformation<sup>4</sup>. Dieses Bündnis, das eine tatsächliche Stütze für die Habsburger bedeutete, beschleunigte den Konflikt mit dem Osmanischen Reich.

Die Gegner des Hauses Österreich nahmen Beziehungen zu dem Osmanischen Reich auf und strebten ein Bündnis mit seinen Vasallenstaaten in Südost-Europa, besonders mit Transsilvanien an. Deswegen bildeten das Eingreifen Polens in den Krieg, so wie der Anschluß der Moldau an die Habsburger und an Polen durch die Politik ihres Fürsten Gaspar Gratiani, der enge Beziehungen zu dem Orden der Militia Christiana<sup>5</sup> hatte, die Hauptursachen dieses Konflikts.

Schon zur Zeit als Gratiani an der osmanischen Gesandtschaft<sup>6</sup> teilgenommen hatte, die nach Österreich geschickt worden war, um den Frieden von Sztivatorok zu verlängern, war er in Beziehungen zu den Habsburgern getreten und verfolgte mit Interesse die Zielsetzung der Militia Christiana. 1618 traf er als Vertreter der Pforte im Haus des Grafen von Althan, Marçonnet, den Vertrauensmann des Herzogs von Nevers, dem er seine Dienste im Kampf gegen die Osmanen<sup>7</sup> anbot. Der Dreißigjährige Krieg änderte die ursprünglichen Ziele der Militia, so daß sie in diesem Konflikt in erster Linie gegen den Fürsten Transsilvaniens, Gabriel Bethlen einschritt, der von seinen Feinden auch „Antichrist“<sup>8</sup> genannt wurde, weil er angeblich osmanische Hilfe gegen den Kaiser verlangt hätte. Daher versuchten einige Mitglieder des Ordens des Erlösers, wie zum Beispiel von Althan, G. Homonnai, ein alter Gegner Bethlens, und Nicolae Pătraşcu, der Sohn Mihai Viteazuls, ihr Vorhaben mit der Hilfe Gaspar Gratianis, des Herrschers der Moldau, zu verwirklichen.

Als ein erster Angriff Homonnais und Nicolae Pătraşcus, unterstützt von den Brüdern Petrignani Sforza und der Militia Christiana mis-

<sup>4</sup> A. Gieysztor, *Htstory of Poland*, S. 229—234 für die Tätigkeit und Methoden der Gegenreformation.

<sup>5</sup> G. Gömöry, *La Santa Militia*, Hadtörténelmi Közlemények, 1892, S. 121—2; E. Georgescu, *Trois princes roumains et le projet de croisade du duc de Nevers*, „Revue historique du sud-est européen“, 1934, XI, S. 337—341; T. Holban, *Un plan de cruciadă din inițiativă românească*, „Revista istorică“, XXI, S. 105—8; C. Göllner, *La Milice chrétienne, un instrument de croisade au XVII<sup>e</sup> siècle*, „Mélanges de l'École roumaine en France“, 1935—1936, S. 59—111, *Planul de cruciadă al lui Ch. Gonzague Duce de Nevers și răsunețul lui în poezia vremii*, in Al. Lapedatu *Festband*, Bukarest, 1936, S. 351—360, *Prezența domnilor români în Militia Christiana*, „Revista istorică“, XXIX, S. 215—228, S. Papadopoulos, Ἡ κίνηση τοῦ Δούκα τοῦ νερεσ καρολου Γουζάγα γιὰ τὴν ἀπελευθερωσικῶν βαλκανικῶν ἀκῶν (1603—25) Salonie, 1966; C. Göllner, *Beziehungen rumänischer Wojwodcn Radu Serban, Nicolae Pătraşcu und Gaspar Gratiant zur Milice Chrétienne*, „Revue des Études Sud-Est européennes“, 1/1968, S. 71—83.

<sup>6</sup> E. Hurmuzaki, *op. cit.*, Bd. III, Supl. II, I. Teil, Bucureşti 1900, S. 63, Bd. VIII nr. DXXXIV S. 364—5; A. Wenner, *Ein ganz new Reysbuch von Prag auss bis Constanitnopol*, Nürnberg 1621; F. Toldy, *Sárospatak magyar kronika*, Magyar történelmi Társ IV/1857, S. 86—7, I. Peçevi, *Tarih*, Istanbul 1283/1866—7, Bd. II, S. 372; Hadjdji Khalifa, *Fezleke-t Tarih*, Istanbul 1286/1869—70 Bd. I, S. 399; Karaçelebizade, *Ravdat ül Ebrar*, Bulak 1248/1832—3, s. 539; M. Guboglu, M. Mehmet, *Cronici turceşti privind Țările române*, Bucureşti, 1966, Bd. I, S. 555; M. Na'ima, *Tarih*, Istanbul 1284/1867—8, Bd. II, S. 137, 175, A. Müneg-gimbaş, *Sahaif ul ahbar*, A. Nedim Übersetzung, Istanbul 1285/1868—9, Bd. III, S. 647.

<sup>7</sup> C. Göllner, *Beziehungen rumänischer Wojwodcn*, S. 76.

<sup>8</sup> S. Szilágyi, *Erdélyi országgyűlést emlékek*, Budapest, 1881, Bd. VII, S. 106, 107, A. Gindely, *Acta et documenta historiam Gabrielis Bethlen Transsilvaniae prtinctps illustrantia*, Budapest, 1890, S. 151.

lang<sup>9</sup>, verwendete sich Gratiani sofort bei König Siegmund für ihre Unterstützung. Um sich gegen jeden Verdacht bei seinen osmanischen Schutzherrn und seinen Gegnern zu decken, ergriff der Herrscher der Moldau alle Sicherheitsmaßnahmen und vermied soweit als möglich eine Korrespondenz mit Homonnai. Daher verlangte Gratiani in einem Brief an Stanislas Koniecpolski, daß alle wichtigen Angelegenheiten ihm durch einen Boten Homonnais<sup>10</sup> mündlich zur Kenntnis gebracht würden. Gleichzeitig schickte der Herrscher der Moldau 300.000 Gulden, damit die angeworbenen Kosaken ein Heer aufstellen, ein Ziel das auch der Graf von Althan verfolgte<sup>11</sup>.

Alle diese von Gratiani und von Althan gegen Böhmen und Transsilvanien unternommenen Schritte waren Thomas Borsos, dem diplomatischen Vertreter des Fürsten Bethlen in Istanbul nicht unbekannt. In der Hoffnung mit osmanischer Hilfe die Tätigkeit mancher Mitglieder der Militia Christiana zu vereiteln, brachte Borsos dem Großwesier nicht nur die Intervention der beiden am polnischen Hof<sup>12</sup> zur Kenntnis, sondern auch den Plan die habsburgische Herrschaft in den rumänischen Ländern einzusetzen. Dieser Plan sah zuerst die Einsetzung Radu Şerbans in der Walachei vor nach der Vertreibung Gabriel Moviläs, eines Verbündeten des Fürsten Transsilvaniens, dann die Beseitigung Gabriel Bethlens<sup>13</sup>. Der Kapukehaya Transsilvaniens sendete sofort Briefe an die Obrigkeiten an der Ostgrenze seines Landes<sup>14</sup>, damit sie sowohl gegen Polen als auch gegen die Moldau ihre Aufmerksamkeit richten. Desgleichen schickte er einen Brief auch an Iskender-Pascha<sup>14bis</sup>, der mit der Überwachung der rumänischen Länder beauftragt war, um ihn auf die Tätigkeit Homonnais und Althans aufmerksam zu machen. Gleichzeitig zeigte er die Gefahr, die sie bedrohte auch Catargi, dem walachischen Kapukehaya und Gabriel Movilă, dem Herrscher der Walachei, an.

Obzwar die Schritte, die Borsos bei den osmanischen Würdenträgern unternahm um einen polnischen und moldauischen Angriff auf Transsilvanien zu verhindern, anfangs wenig Erfolg hatten, gelang es seiner diplomatischen Geschicklichkeit wahrscheinlich auch von reichen Geschenken unterstützt, die gewünschte Wirkung zu erzielen. Der in den Gesprächen mit dem Kehaya des Großwezirs ausgesprochene Wunsch des Kapukehaya Transsilvaniens, einen Befehl an Gaspar Gratiani zu schicken, daß er sich jedes Unternehmens gegen Bethlen enthalte, wie auch einige Briefe an den König von Polen und Stanislas Żolkiewski, um die Klauseln des Friedensvertrages einzuhalten und die Unterstützung Radu Şerbans, Homonnais und N. Pătraşcus<sup>15</sup> nicht zuzulassen, wurde genauestens

<sup>9</sup> C. Göllner, *op. cit.*, S. 80.

<sup>10</sup> E. Hurmuzaki, *op. cit.*, Bd. II, Supl. II, Nr. CCXXIV, S. 471 : „perche li negotij meglio si trattano à boca con più sicurtà che in charta“.

<sup>11</sup> C. Göllner, *op. cit.*, *loc. cit.*

<sup>12</sup> T. Borsos, *Vasárhelytől a Fényes Portáig*, hrsg. L. Kocziány, Kriterion 1972, S. 323, Brief an Bethlen vom 28. September 1619.

<sup>13</sup> *ibidem*, S. 333, Brief vom 10. Oktober 1619.

<sup>14</sup> *ibidem*, S. 335; siehe auch den Brief des Richters aus Sibiu an die Stadt Bistritz, E. Hurmuzaki, *Documente privitoare la istoria românilor*, Bucureşti, 1913, Bd. XV/2 Nr. MDCCLVIII, s. 886.

<sup>14 bis</sup> T. Borsos, *op. cit.*, s. 323, 335.

<sup>15</sup> *ibidem*, s. 332.

durchgeführt. Schon am 8. Oktober 1619 war der Ceauș Derviș mit Befehlen an den Herrscher der Moldau, Gaspar Gratiani, und mit Briefen an den König von Polen and an Stanislas Żolkiewski<sup>16</sup> ausgeschickt worden. Dieses Vorgehen beruhigte den Fürsten Transsilvaniens im Hinblick auf einen Angriff<sup>17</sup>. Dennoch mißachtete Siegmund III. von Gratiani unterstützt die ernsthaften Warnungen der Osmanen. Er beachtete auch die Unzufriedenheit des Adels mit seiner Politik gegenüber den Habsburgern und die Versprechung die der Kanzler den Osmanen gemacht hatte<sup>18</sup> nicht, und gestattete Homonnai ein Heer aus den Reihen der Kosaken zu rekrutieren, mit denen er im November 1619 einen Teil der Militärmacht Gabriel Bethlens, der sich bei der Belagerung Wiens befand, angriff.

Auch Gaspar Gratiani setzte sein doppeltes Spiel fort : er unterstützte die Militia Christiana und diente scheinbar den osmanischen Interessen. So verständigte er die Osmanen mit Verspätung (November 1619), daß Homonnai versuchte vom polnischen König die Erlaubnis zu erhalten Truppen zu rekrutieren, die ihm versagt worden wäre<sup>19</sup>. Gleichzeitig versuchte Gratiani bei den Sachsen in Transsilvanien, wie auch in Istanbul, wenn schon nicht die Absetzung Bethlens, so doch zumindest die Erlaubnis zu erhalten, den Fürsten Ende 1619 anzugreifen.

In seinem Unternehmen die unzufriedenen Sachsen heranzuziehen, einen Aufstand auszulösen und auf diese Weise seinen Angriff auf Transsilvanien<sup>20</sup> zu erleichtern, wurde Gratiani von Iskender Pascha, einem alten Gegner G. Bethlens unterstützt. Schon im Herbst 1613 hatte Iskender Pascha zusammen mit Ali Pascha Madjaroglu, den Sachsen nach einem Konflikt mit dem gewesenen Fürsten Gabriel Báthory den Vorschlag gemacht, den Haraç gesondert zu bezahlen „ut Turcarum imperatori certa contributione reddita vajvoda Transylvaniae nullum jus in ipsos habeat“<sup>21</sup>. Dieses Vorhaben Iskender Paschas, direkte Beziehungen zwischen den Sachsen und den Osmanen herzustellen, das den Habsburgern noch 1615 Sorgen machte<sup>22</sup>, gewann wieder an Aktualität, da die Möglichkeit bestand daß Gabriel Bethlen König von Ungarn werde. Die Osmanen konnten solch einen Machtzuwachs eines Fürsten, der Transsilvanien und Ungarn beherrscht hätte, nicht zulassen. Daher nahm Iskender Pascha, gleich als G. Bethlen Transsilvanien verlassen hatte, um sich gegen die Habsburger zu wenden, die alten Beziehungen brieflich wieder auf, um den Fürsten zu beseitigen. Dieses veranlaßte Bethlen zu einem heftigen

<sup>16</sup> *ibidem*, s. 362.

<sup>17</sup> S. Szilágy, *Bethlen Gábor kiadtalan politikai levelei*, Budapest 1879, Nr. 141, s. 150.

<sup>18</sup> T. Borsos, *op. cit.*, s. 374.

<sup>19</sup> *ibidem*, s. 362.

<sup>20</sup> In seinem Bericht, erwähnt Paolo Minio sogar Gratianis Absicht sich mancher Unzufriedenen zu benützen um Fürst Transsilvaniens zu werden, E. Hurmuzaki, *op. cit.*, Bd. VIII, Nr. DLXXIV S. 390, Bd. IV/2 Nr. DXVI, S. 598.

<sup>21</sup> S. Szilágy, *Erdély országgülési emlékek*, Budapest 1880, Bd. VI, Nr. XXVIII d), S. 505.

<sup>22</sup> *ibidem*, Bd. VII, Nr. I e, S. 144, geheimer Bericht vom 12. Februar 1615 : „dass sie ihre Klag und Beschwerden wider die Ungern bey der porten abringen solten so wolt er ihnen selbst verhölllich sein, dass sie gegen erlegung eines jährlichen Tributs, als ein absonderer sandt gar befreyt sein“ . . .

Protest<sup>23</sup>. Genaues über den Versuch Iskender Paschas, Verhandlungen mit den Sachsen durch die Vermittlung von Johannes Benkner aufzunehmen, finden wir in dem Brief des transsilvanischen Fürsten an seinen Kapukehaya<sup>24</sup>, damit dieser bei der Pforte vorstellig werde.

Das Unternehmen Iskender Paschas, Bethlen zu beseitigen, wie auch die Absicht G. Gratianis 1619 Transsilvanien anzugreifen, nicht nur um zu Gunsten des Kaisers Diversionen hervorzurufen, sondern auch um von den Sachsen zum Fürsten dieses Landes<sup>25</sup> ausgerufen zu werden, wurden die Habsburgen durch den Neffen Gratianis zur Kenntnis gebracht. Die gleiche Absicht Gratianis, in Transsilvanien mit Truppen einzumarschieren, finden wir auch in seinem Brief an die Sachsen, in dem er darlegt, daß er wie auch Bethlen Untertan der Pforte sei und während der Abwesenheit des Fürsten, der sich im Norden befindet, sei er bereit, einem Nachbarland zu helfen, so wie es ihm von den Osmanen befohlen wurde<sup>26</sup>. Desgleiches verständigt er auch die Bistritzer von der Ernennung eines Großwesiers, der ein Freund Iskender Paschas sei und empfiehlt ihnen gute Beziehungen zu ihm aufrecht zu halten<sup>27</sup>. Dennoch bewahrte die Universitas der Sachsen die nötige Zurückhaltung gegenüber den Unternehmungen des Herrschers der Moldau, in dem sie nur mit einem Brief antwortete und ihn der „mutuae benevolentiae et vicinitatis“<sup>28</sup> versicherte. Es gab aber auch einige Sachsen wie z.B. Franz Koch und sein Sohn, die, als alte Gegner des Fürsten und Anhänger einer Annäherungspolitik an die Habsburger in die Dienste G. Gratianis traten<sup>29</sup>.

Die von ihm geplante Spaltung, in dem Augenblick, wo Bethlen nach Ungarn vordrang, war kein Geheimnis. Einige avvisi meldeten sogar den Einmarsch Gratianis in Transsilvanien zusammen mit einem Pascha, um diese Provinz zu besetzen<sup>30</sup>.

Gleichzeitig gab Gratiani vor ein guter Nachbar des Fürsten Transsilvaniens zu sein. Er versuchte nicht nur den Schein guter Beziehungen zu Gabriel Bethlen zu wahren, in dem er Ende Oktober 1619 Bernardo Borisi<sup>31</sup> als Boten zu ihm schickte, sondern schrieb ihm sogar einen

<sup>23</sup> G. Pray, *Epistolae procerum regni Hungariae*, Pars III, Posenii 1806, Nr. 101, S. 333—4, Bethlens Brief an Skender Pascha: „... desistat Magnificentia vestra practicis Transsilvanicis cum tamen nihil juris habeat in Transsilvaniam, nec existimet deposuisse nos ac negligere cura Transilvaniae... Ego negotia Magnificentiae Vestrae non attingo, cum id mei non sit officii, ita nec Magnificentia Vestra res meas dirigat, cum nemo ipsi hac in parte quidquam commiserit“ auch bei J. Kemény, *Bethlen Gábor jelleme*, Uj magyar muzeum 1/1856.

<sup>24</sup> S. Szilágyi, *Oklevelek Bethlen Gábor 1619—20—ki hadjáratai történetéhez*, Magyar történelmi Tár IV/1857, S. 211 Nr. III, Košice, 20. Februar 1620.

<sup>25</sup> N. Iorga, *Studii și documente cu privire la istoria românilor*, București, 1902, Bd. IV, Nr. XXX S. 175—6, E. Hurmuzaki, *op. cit.*, Bd. IV/1 Nr. DXVI S. 598.

<sup>26</sup> *ibidem*, Bd. XV/2 Nr. MDCCLI S. 884, N. Iorga, *Documentele Bistriței*, Bd. I S. XLVII.

<sup>27</sup> E. Hurmuzaki, *op. cit.*, *loc. cit.*

<sup>28</sup> *ibidem*, Nr. MDCCLIV, S. 886.

<sup>29</sup> *ibidem*, Nr. MDCCLXVII, S. 896, beschlagnahmte das Vermögen weil: „Franz Koch und sein Sohn, die in ihre Stadt wohnen haben sowohl gegen unseren Herrn als auch gegen unseres armes Lande gewirkt. Auch jetzt noch als Mann des Wojewoden aus der Moldau, Gaspar Gratiani, war er Verräter unseres Landes...“

<sup>30</sup> A. Mesrobianu, *Nuovi contributi sul valvoda Gaspare Gratiani e la guerra turco-polacca del 1621*, *Diplomatarium Italicum* III/1934, Nr. CVII, CVIII, S. 195.

<sup>31</sup> A. Veress, *Documente privitoare la istoria Ardealului, Moldovei și Țării Românești*, București 1937, Bd. IX, Nr. 167, S. 209.

Brief, in dem er die Gerüchte, die über ihm verbreitet wurden, ableugnete. An den Richter aus Braşov habe er nur zum Wohl Bethlens geschrieben und auf keinen Fall, um mit seinen Untertanen etwas gegen ihn zu unternehmen<sup>32</sup>. Desgleichen rät er ihm auch einen Boten an Iskender Pascha zu schicken, nicht nur um dessen Rache zu entgehen, sondern auch um bessere Beziehungen zu ihm herzustellen<sup>33</sup>.

In der Zeit als er dem Fürsten Transsilvaniens „so freundschaftliche“ Ratschläge gab, traf in Polen sein Brief an die Magnaten ein. In diesem zeigte er, daß der Angriff Bethlens gegen die Habsburger ohne Kenntnis und Zustimmung des Sultans stattgefunden habe und Gratiani besteht auf der sofortigen Absetzung eines solchen Fürsten<sup>34</sup>.

Da aber der Kapukehaya Transsilvaniens, Thomas Borsos, bei dem Kaymakam Gürcei Mehmet Pascha heftigen Protest gegen die Umtriebe Iskender Paschas und Gratianis<sup>35</sup> einlegte, sowie auch gegen ihre Beziehungen zu den Sachsen, wurde das Ansuchen des Herrschers der Moldau glatt abgelehnt<sup>36</sup>. Dieses entmutigte ihn aber nicht, von neuem bei den Osmanen zu dringen und zu Beginn des Jahres 1620 wartete er auf ihre Zustimmung, so wie er an den Kanzler der polnischen Krone schrieb<sup>37</sup>.

Solange der Einfluß einiger osmanischen Würdenträger mit dem Hoca des Sultans an der Spitze bei der Pforte bestand, die einem Eingriff Gabriel Bethlens in den Dreißigjährigen Krieg feindlich gegenüberstanden, konnte Gaspar Gratiani zusammen mit Homonnai auf die Unterstützung Iskender Paschas, zur Verwirklichung ihrer Pläne, rechnen. So habe der Sekretär Homonnais, der sich der Empfehlung Iskenders erfreute, in Istanbul sogar das Versprechen einer Bestätigung seines Herrn als Herrscher erhalten, falls ihn die Stände des Landes wählten<sup>38</sup>.

Die diplomatische Tätigkeit der Vertreter der Moldau in Istanbul, die gegen den Fürsten Transsilvaniens<sup>39</sup> und die protestantischen Länder gerichtet waren, veranlaßten den Kaiser Österreichs im Juli 1620 Gratiani zu ersuchen, abermals bei den Osmanen zu intervenieren, um die Forderungen der Habsburggegner zu vereiteln<sup>39bis</sup>.

Das Eingreifen Polens in den Dreißigjährigen Krieg gegen den Fürsten Gabriel Bethlens, war in Istanbul im Januar 1620 der Hauptgrund für die Vorbereitung eines Feldzuges gegen diesen Staat<sup>40</sup>. Die großen osmanischen Würdenträger, die sich diesem Krieg widersetzt hatten, waren

<sup>32</sup> A. Szabó, *Bethlen Gábor fejedelem politikai levelezése*, Történelmi Társulat 1881, S. 319.

<sup>33</sup> *ibidem*: „quod ad evitanda odia et rancores Oratorem suum ad Schenderium Passa expediret, cui quidem in has partes potentissimi Imperatoris nostris locum retinenti nobis est obediendum“.

<sup>34</sup> *ibidem*, S. 317–8.

<sup>35</sup> T. Borsos, *op. cit.*, S. 371, 373.

<sup>36</sup> V. Vasiliu, *Il principato moldavo e la curia papale fra il 1601–1620*, *Diplomatariu Italicum*, III/1930, Nr. XX, S. 44.

<sup>37</sup> A. Szilády, *Szilágy, Török allámkört magyar okmánytár*, Budapest 1870, Bd. III Nr. 132, S. 214, 223.

<sup>38</sup> N. Iorga, *Studii şti documente*, Bd. XXX, Nr. XLVII, S. 46.

<sup>39</sup> T. Borsos wurde sogar mit dem Tode vom Gaspar Gratianis Vertreter in Istanbul bedroht.

<sup>39bis</sup> E. Hurmuzaki, *op. cit.*, Bd. IV/1, Nr. DXV, S. 595–6.

<sup>40</sup> Am 24. Januar meldete es Gabriel Movilá, Herrscher der Walachei Balthasar Kemény an, A. Veress, *op. cit.*, Nr. 168, S. 211–2.

vom Sultan Osman II. abgesetzt worden<sup>41</sup>. Der osmanische Feldzug gegen Polen, ein Wunsch des Fürsten Bethlen um seinen Kampf gegen Österreich fortsetzen zu können, sollte 1620 stattfinden, da mit dem Iran Frieden<sup>42</sup> geschlossen worden war. So wird in dem Brief an den transsilvanischen Gesandten, Michael Tholdalagy, vom 30. Mai 1620 gefordert, daß Iskender Pascha mit 20.000 Türken und 50 — 60.000 Tataren gegen Polen geschickt werde<sup>43</sup>. Desgleichen war unter den Hauptpunkten der Instruktionen die der neue diplomatische Vertreter Transsilvaniens bei der Pforte im August erhielt<sup>44</sup>, die Zurückhaltung Polens durch einen tatarischen Angriff vorgesehen.

War der Feldzug der Osmanen von 1620 ursprünglich gegen Polen gerichtet, so habe das Einschreiten Gabriel Bethlens bei der Pforte gegen den moldauischen Herrscher, Gaspar Gratiani, eine Änderung seiner Richtung zur Folge. Zu den feindlichen Handlungen Gratianis gegen Transsilvanien kommt noch das Auffangen der an Iskender Pascha gesandten Briefe und deren Lieferung an Polen, so wie auch die Enthüllung Bethlens Versuche den Khan der Tataren zu einem Angriff auf die Republik zu veranlassen<sup>45</sup>.

Als es Gabriel Bethlen durch das Überspielen der moldauischen Diplomatie gelungen war, die Osmanen zu überzeugen daß Gaspar Gratiani „Mitglied“ des Ordens der Militia Christiana<sup>46</sup> gewesen sei und daß er sich mit Polen<sup>47</sup> verbündet hätte, beschloß Osman II. die Absetzung des Herrschers der Moldau; zu diesem Entschluß hatten auch die Beziehungen Gaspar Gratianis mit Venedig beigetragen, wie auch seine Heirat mit der Tochter Marcantonios Borisi, des Dragomans der Republik Venedig in Istanbul. Die Hinrichtung seines wegen Verrats angeklagten Schwiegervaters kurz vor seiner Absetzung zeigten die Absichten der Osmanen im Hinblick auf den Herrscher der Moldau deutlich<sup>48</sup>. Leider geben aber die osmanischen Chroniken w.z.B. die des I. Peçevi, Hadjdji Khalifa, Karaçelebizade, Münedjdjmbaşı und M. Na'ima die Ursachen Gaspar Gratianis Beseitigung nicht an. Den einzigen Bezug darauf traf ich bisher nur im Ernennungsberat des neuen Herrschers Alexandru Iliaş an: „da sich der Wojewode Gaspar einiger Umtriebe schuldig gemacht hatte, wurde er abgesetzt“<sup>49</sup>.

<sup>41</sup> T. Borsos, *op. cit.*, S. 389; B. P. Hasdeu, *Arhiva istorică a României*, 1867, 48—9, Brief Königs Siegmund III. an Leo Sapieha.

<sup>42</sup> Der Frieden wurde am 26. September in Ardebil geschlossen, I. H. Danişmend, *Izahli Osmanlı Tarihi Kronolojisi*, Bd. III, Ankara 1961, S. 275, I. H. Uzunçarşılı, *Osmanlı Tarihi*, Bd. III/1, Ankara 1954, S. 69; T. Borsos, *op. cit.*, S. 171, S. 316.

<sup>43</sup> S. Szilágy, *Bethlen Gábor és a porta*, Történelmi Tár 1881 Nr. XXI, S. 632.

<sup>44</sup> A. Szilágy, S. Szilágy, *op. cit.*, Nr. 133, S. 240—1; A. Mesrobeanu, *op. cit.*, S. 199.

<sup>45</sup> M. Costin, *Letopiseful Țării Moldovei de la Aron Vodă încoace*, hrsg. P. P. Panaitescu, M. Costin, *Opere*, Bucureşti 1965, I. Bd., S. 37.

<sup>46</sup> N. Iorga, *Studii și documente*, Bd. XXIII, S. 119, *ibidem*, Bd. IV, S. 143, *Geschichte des Osmanischen Reiches*, Gotha 1910, Bd. III, S. 371, C. Göllner, *La milice chrétienne*, S. 92.

<sup>47</sup> M. Costin, *op. cit.*, S. 39, S. Szilágy, A. Szilágy, *op. cit.*, Nr. 132, S. 244.

<sup>48</sup> A. Feridun, *Münşe'at es-selatin*, Istanbul 1274, Bd. II, S. 488—9, J. Rypka, *Diplomatische Mitteilungen Turco Valachica*, Archiv Orientalni 5/1933, S. 82.

<sup>49</sup> A. Mesrobeanu, *op. cit.*, Nr. CXX, S. 198.

Dafür führen alle genannten Chroniken den antiosmanischen Aufstand Gratianis an, der bei der Nachricht von seiner Absetzung<sup>50</sup> nach dem Vorbild Mihai Viteazuls von 1594 ausbrach.

Unter den Umständen in denen Gratiani den Kampf gegen die Osmanen in der Moldau ausgelöst hatte, so wie es der Plan der Militia Christiana vorsah, und auf die Hilfe des vom Hatman Stanislas Żolkiewski geleiteten polnischen Heeres rechnen konnte, wurde der Krieg gegen Polen zu einem Kampf um die Moldau aus der polnischen Einflußsphäre herauszuholen.

---

<sup>50</sup> I. Peçevi, *Tarih*, Istanbul 1283/1866—7, Bd. II, S. 372—3, Karaçelebizade, *Ravdat ül Ebrar*, Bulak 1248/1832—3, S. 539, M. Guboglu, M. Mehmet, *Cronici turcești privind Țările române*, București 1966, S. 555, A. Müneğgimbaş, *Sahif ul ahbar*, A. Nedim Übersetzung, Istanbul 1285, Bd. III, S. 648, Hadj Khalifa, *Fezleke-i Tarih*, 1286/1869—70, Bd. I, S. 399—400, M. Na'ima, *Tarih*, Istanbul 1284, Bd. II, S. 174—5.

## LES PAYS ROUMAINS DANS LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE LA PORTE OTTOMANE AU XVII<sup>e</sup> SIÈCLE \*

TAHSIN GEMIL

La Porte ottomane a poursuivi, surtout à partir du règne de Süleyman le Magnifique, le projet de fonder un empire mondial qu'il voulait réaliser en Europe par la conquête de Rome, centre du monde chrétien occidental. Mais, comme l'Empire des Habsbourg manifestait, à cette époque, des tendances d'hégémonie continentale, le conflit s'avéra inévitable ; pour les Ottomans les armées des Habsbourg représentaient aussi bien le premier obstacle à surmonter qu'un danger imminent pour les positions acquises. Le principe fondamental de la politique européenne de la Porte est devenu, aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, l'offensive vers Vienne<sup>1</sup>.

Mais, l'aggravation de la crise interne ottomane et les guerres de la Porte avec l'Iran et Venise, d'une part, et la priorité accordée par la Cour viennoise aux problèmes occidentaux et spécialement à la Guerre de Trente ans, d'autre part, ont déterminé les deux empires, après la paix de Szitvatorok de 1606, d'éviter un conflit armé direct, durant plus d'un demi siècle, sans que la Porte ait renoncé définitivement à son objectif majeur — Vienne, et que les Habsbourg aient cessé de manifester des tendances expansionnistes vers l'Orient.

Il nous semble qu'à cette époque la rivalité ottomano-polonaise, en état latent depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, ait acquis un poids principal dans la politique européenne de la Porte. A partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la Pologne a repris son ancienne politique orientale, en manifestant ouvertement ses intentions d'expansion vers le Danube. Pour la Porte, l'abandon de la Moldavie et de la Valachie aurait entraîné, à part la perte d'importantes sources économiques de ravitaillement, le renoncement au monopole ottoman sur la mer Noire et le Bas-Danube, qui auraient eu des conséquences importantes dans l'ensemble de la politique ottomane en Europe. C'est pourquoi, la Porte a riposté énergiquement aux tendances manifestes par la République aristocratique.

Situés géographiquement au milieu de ce conflit d'intérêts majeurs, les principautés roumaines ont été obligés de veiller avant tout à la défense de leur droit élémentaire à l'existence en tant qu'Etats et ont essayé de

---

\* Communication présentée au III<sup>e</sup> Congrès International des Études du Sud-Est Européen, Bucarest, 4—10 Septembre 1974.

<sup>1</sup> Voir *Evllya Celebi Seydhatnamesi*, éd. Zuhurî Danişman, vol. XI, Istanbul, 1970, p. 62—64 ; Osman Turan, *Türk cihan hâkimiyeti mefküresi tarihi*, II, Istanbul, 1969, p. 37—40 ; Halil İnalcık, *L'Empire Ottoman*, dans « Actes de Premier Congrès International des Études Balkanique et Sud-Est Européennes », III, Sofia, 1969, p. 88.

profiter des circonstances qui auraient favorisé la reconquête de leur indépendance. Pour atteindre cet objectif fondamental, la politique extérieure roumaine a poursuivi le maintien de l'équilibre des forces entre les trois puissances expansionnistes voisines, tout en visant, en premier lieu, la diminution de la capacité offensive ottomane. Sans négliger la contribution de la force armée, ce principe fondamental de la politique extérieure roumaine s'est appuyé, au XVII<sup>e</sup> siècle surtout, sur les interventions diplomatiques.

Pour la Moldavie, aussi bien que pour la Valachie, le conflit armé ottomano-polonais a provoqué non seulement de grands préjudices matériels et moraux, mais aussi l'aggravation de leur situation politique au cours de la collision des forces des deux puissances rivales. C'est pourquoi, à peu d'exceptions près, les princes roumains du XVII<sup>e</sup> siècle ont eu comme préoccupation constante l'atténuation du conflit turco-polonais.

Dans les plans de la Porte, la grande expédition ottomane de 1621 devait liquider pour toujours la rivalité avec la Pologne, en subordonnant ce pays au système politique ottoman. La Porte aurait pu reprendre le plan d'offensive contre l'Autriche en engageant les forces ottomanes dans la Guerre de Trente ans <sup>2</sup>, ce qui aurait eu des conséquences extrêmement graves aussi bien pour les pays roumains, que pour toute l'Europe. Conscients d'un tel danger, le prince régnant de la Moldavie, Alexandru Iliș, et celui de la Valachie, Radu Mihnea, ont fait de grands efforts, au début, pour empêcher la guerre ottomano-polonaise, ensuite, pour atténuer l'impact ottoman et, enfin, pour que la paix soit conclue avant que l'équilibre des forces eût subi un changement décisif <sup>3</sup>. La bataille de Hotin, qui a marqué l'apogée de la rivalité ottomano-polonaise, a eu un résultat indécis, et la réconciliation des adversaires a été facilitée par les démarches de Radu Mihnea <sup>4</sup>.

Les violents troubles à l'intérieur de l'Empire ottoman et l'aggravation du conflit turco-iranien, d'une part, l'accentuation de la crise interne de la Pologne et ses guerres avec la Suède et la Russie, d'autre part, ont obligé la Porte et la République de renoncer aux confrontations d'ampleur, sans renoncer toutefois à leurs positions antérieures.

Dans de pareilles circonstances, la Moldavie et la Valachie ont acquis de la Porte le rôle de véritables gérants du maintien de la paix avec Pologne, qui les considérait, à son tour, des « Etats tampon ». Or, comme cette fonction correspondait aux nécessités immédiates de la politique roumaine, les voïvodes des deux principautés se sont engagés

<sup>2</sup> *Naïma Tarihi*, ed. Zuhurt Danişman, Istanbul, 1968, p. 738—739; Ismail Hami Danişmend, *Izahl Osmanlı Tarihi Kronolojisi*, II<sup>e</sup> éd., Istanbul, 1972, p. 280; *History of Poland*, Polish Scientific Publishers, Varsovie, 1968, p. 220.

<sup>3</sup> Voir Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, vol. II, p. 509—522; Suppl. I, vol. I, p. 190; *Naïma Tarihi*, éd. cit., p. 745, 755—756; Miron Costin, *Opere*, éd. critique de P. P. Panaitescu, Bucarest, 1958, p. 80—84; Zegota Pauli, *Pamiętniki o wyprawie Chocimskiej r. 1621...*, Krakowie, 1853, p. 85—86.

<sup>4</sup> Voir Tahsin Gemil, *La Moldavie dans les traités de paix ottomano-polonais du XVII<sup>e</sup> siècle (1621—1672)*, « Revue Roumaine d'Histoire », Tome XII (1973), nr. 4, p. 693—699.

directement dans les pourparles qui contribuaient au maintien des relations pacifiques entre la Porte ottomane et la République polonaise<sup>5</sup>.

En poursuivant le même objectif politique, les princes roumains Vasile Lupu et Matei Basarab ont assumé un rôle important lorsque la grande campagne contre la Pologne, déclenchée en 1634 sous le commandement personnel du sultan Murad IV<sup>6</sup> fut stoppée. La paix ottomano-polonaise conclue à cette occasion apportait, dans la conception politique de la Porte, une solution définitive à la rivalité avec la Pologne, par l'affermissement de son contrôle exclusif sur les pays roumains. C'est pourquoi, la politique ottomane en Europe, après cette date-là et jusqu'à la VI<sup>e</sup> décennie de ce siècle, s'est limitée au maintien des positions antérieures, en évitant les initiatives qui auraient pu provoquer de nouvelles complications. Les motifs essentiels d'une telle attitude politique résident dans la concentration des efforts ottomans dans les guerres avec l'Iran et Venise, et surtout dans la nouvelle crise commencée à la mort du sultan Murad IV. En même temps, l'Autriche et la Pologne ont été intéressées à éviter les conflits avec l'Empire ottoman en adoptant une attitude réservée face aux pays roumains.

Les pays roumains — ainsi que le Khanat de la Crimée et les Cosaques Zaporogues — ont su tirer parti avec habileté de pareilles circonstances pour affirmer leurs propres intérêts sur le plan extérieur. C'est dans ces conditions favorables que Vasile Lupu a formulé ses projets ambitieux, qui d'ailleurs ont eu comme suite le long conflit entre la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie. En même temps, la coalition des trois principautés au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle a mis en évidence la reprise des tendances vers la reconquête de l'indépendance. Mais, tandis que les intérêts fondamentaux de la Moldavie et de la Valachie ont imposé à leurs dirigeants d'adopter une ligne politique générale qui visait d'empêcher les actions offensives de la Porte en Europe, les princes de Transylvanie, qui désiraient consolider leurs positions par des conquêtes territoriales au détriment des Habsbourg et s'emparer de la couronne hongroise ou polonaise, ont été intéressés à engager les forces ottomanes dans les conflits européens. C'est cette divergence qui a constitué l'une des causes essentielles de l'échec de la coalition des trois principautés au milieu du XVII<sup>e</sup> siècle. En outre, il faut remarquer que le prince de Transylvanie, Georges Rákóczy II, n'a pas tenu compte des changements survenus dans la politique européenne de la Porte.

L'accession au pouvoir des grands vizirs de la famille Köprülü a permis à l'Empire ottoman de surmonter passagèrement la crise du pouvoir. L'affirmation de la Russie en tant que puissance européenne, spécialement au temps des luttes des Cosaques Zaporogues, a imposé à la Porte

<sup>5</sup> Le prince Miron Barnovschi a aplani la tension survenue entre la Porte et la Pologne, en 1627 (voir Gh. Duzinchevici, *Miron Barnovschi Moghildă și Polonia*, «Anuarul Institutului de istorie națională» Cluj, VII, p. 166—222); Moise Movilă a favorisé la réconciliation des deux puissances en 1630 (voir Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. I, Vol. I, p. 231), et en 1633 les princes roumains ont apporté une contribution considérable à la fin sans résultat de la campagne anti-polonaise de Abaza Mehmed pacha (voir Archives de l'État de Bucarest, Microfilm Polonia, Rouleau 64/1, c. 65; Hurmuzaki, *Documente*, Suppl. II, vol. II, p. 603—605; Miron Costin, *éd. cit.*, p. 106).

<sup>6</sup> Hurmuzaki, *Documente*, vol. XV, II<sup>e</sup> partie, p. 1005—1006; Miron Costin, *éd. cit.*, p. 110; *Polska służba dyplomatyczna XVI—XVIII wieku*, Warszawa, 1966.

de reconsidérer son attitude face à la Pologne, dans laquelle elle voyait maintenant le facteur qui aurait pu contrebalancer l'accroissement du pouvoir de la Russie. C'est ainsi qu'on peut expliquer l'attitude intransigeante adoptée par la Porte contre l'action anti-polonaise de la coalition roumaine. La grande campagne contre Kamienek, en 1672, dévoile les intentions de la Porte de prévenir une éventuelle expansion de la Russie vers la mer Noire et le Danube, et d'intégrer la Pologne dans le système politique ottoman, en créant une zone turque en Ukraine.

La Porte a repris les hostilités contre les Habsbourg. Dans la première étape, quand la guerre avec Venise continuait encore, l'action anti-autrichienne de la Porte a eu comme dessein surtout la défense de la Transylvanie devant l'avance des Habsbourg. Cependant, le fait qu'en 1683 la Porte a dirigé de nouveau ses forces vers Vienne, prouve qu'elle n'avait pas renoncé à la ligne politique fondamentale d'offensive vers l'Europe centrale. Mais, l'Europe de cette époque-là n'était plus l'Europe du temps de Süleyman le Magnifique. Arrivés aux portes de Vienne, les Ottomans se sont rendu compte de cette nouvelle réalité, mais trop tard. Ainsi, visant l'hégémonie mondiale, l'Empire Ottoman est devenu lui-même l'objet de la dispute des Etats européens et dans ce processus d'affaiblissement graduel de l'impact ottoman sur l'Europe centrale, le rôle de la diplomatie et de la résistance armée roumaine ne peut être laissée de côté. Au moment où la paix de Karlowitz a été ratifiée, un nouveau rapport des forces voyait le jour en Europe.

# EVLIYA ÇELEBI'S BESCHREIBUNG DER SÜDOSTEUROPÄISCHEN HOSPITÄLER UND HEILBÄDER DES 17. JAHRHUNDERTS UND IHRE KULTURGESCHICHTLICHE BEDEUTUNG\*

ARSLAN TERZIOĞLU  
(München)

Zu den profilierten Persönlichkeiten der osmanischen Kulturgeschichte gehört der türkische Reisende Evliya Çelebi (1611—1682). Als Sohn des Hofgoldschmieds Mehmed Ağa (Muhammed Zilli) wurde Evliya Çelebi am 25. März 1611 (10. Muharrem 1020 H.) in Istanbul geboren<sup>1</sup>. Sein Vater war nicht nur oberster Hofgoldschmied, sondern hat auch bei der inneren Dekoration der berühmten Sultan Ahmed Moschee in Istanbul mitgearbeitet. Evliya Çelebi bekam in den Istanbuler Medresen und in der Hofuniversität Enderûn seine wissenschaftliche Ausbildung. Nach seinen Angaben lernte er bei einem griechischen Gehilfen seines Vaters Griechisch. Sultan Murad IV. und führende Staatsmänner des osmanischen Reiches haben ihn als geistig hervorragenden Mann, guten Redner und wegen seiner Gewandtheit im Umgang mit Menschen geschätzt. Als Verwandter des Melek Ahmed Pascha kam er mit diesen und anderen osmanischen Feldherrn nicht nur durch das ganze osmanische Reich von der Krim bis Ägypten und Äthiopien, sondern auch als Begleiter des osmanischen Gesandten Kara Mehmed Pascha nach Wien. Mit Genehmigung des österreichischen Kaisers durfte er auch andere Städte Österreichs besichtigen. Seine Reisechronik existiert heute in vollständigen Handschriften in den Bibliotheken des Topkapi-Schlusses, in der Beşir Ağa-Bibliothek sowie in der Pertev Pascha-Bibliothek in Istanbul. Handschriftexemplare seines Werkes befinden sich jedoch auch in der Londoner Bibliothek der Royal Asiatic Society, in der John Rylands Library in Manchester sowie in der Wiener Staatsbibliothek<sup>2</sup>.

Kreutel<sup>3</sup> hat vor kurzem mit Hilfe der Gedenkinschriften des Evliya Çelebi, die in Adana, Kustendil und Foça auf den Wänden der Bauten entdeckt wurden, versucht zu beweisen, daß das Handschriftexemplar in der Bagdad-Köschkü-Bibliothek vom Topkapi-Schloß das Evliyas Autograph sei.

\* Beitrag zu dem III. Kongreß für südosteuropäische Studien, Bukarest, 4.—10. September 1974

<sup>1</sup> Vgl. Baysun, M. Cavid; *Evliya Çelebi*. In: *Islam Anstikopedist*, Bd 4 Istanbul 1945, S. 400—406; Mordtmann, J. H. und H. W. DUDA: *Evliya Çelebi*. In: *The Encyclopaedia of Islam*, Bd 2 d. neuen Ausgabe, Leiden-London 1965, S. 717 ff.

<sup>2</sup> Eingehende Untersuchung über diese Handschriften vgl. Taeschner, F. *Die neue Istanbuler Ausgabe von Evliya Çelebis Reisewerk*, „Der Islam“, 18 (1929), S. 299—311; Kreutel, R. F.: *Neues zur Evliya-Çelebi-Forschung*, „Der Islam“, Bd 48 (1972) S. 269—279.

<sup>3</sup> Kreutel, R. F.: a. a. O., S. 273—279.

Diese Reisechronik gilt als wichtige kulturhistorische Quelle nicht nur der osmanischen, sondern auch der Balkanstaaten und des vorderen Orients <sup>4</sup>. Der österreichische Orientalist J. von Hammer hat Teile dieser Reisechronik ins Englische übersetzt. Diese englische Übersetzung ist in den Jahren 1834—1846 in London veröffentlicht worden <sup>5</sup>. Inzwischen sind einige Teile dieser Reisechronik von Babinger <sup>6</sup>, H. J. Kissling <sup>7</sup> und R. F. Kreutel <sup>8</sup> wissenschaftlich bewertet oder ins Deutsche übersetzt worden. Diese Reisechronik von Evliya Çelebi hat aber auch für die Hospitalgeschichte große Bedeutung, da sie Berichte über zahlreiche Krankenanstalten des vorderen Orients und Europas enthält. Evliya Çelebi hat darüber hinaus auch über die Verhältnisse der Ärzte und Behandlungsverfahren Mitteilung gemacht. Als er im Jahre 1665 mit dem türkischen Gesandten die Stadt Wien besuchte, besichtigte er auch die dortigen Hospitäler. Da die Türken damals noch hofften, diese Stadt einmal für das osmanische Reich erobern zu können, hat Evliya Çelebi die Verhältnisse mit besonderer Aufmerksamkeit gesehen und geschildert. Die technischen Leistungen und die hygienischen Vorschriften in der österreichischen Hauptstadt wurden lobend anerkannt. So sei es in Wien selbst behördlich verboten, Wäsche zu waschen und Kleider zu reinigen, dies müsse in der Leopold-Vorstadt erfolgen. Da in Wien wiederholt Pestepidemien aufgetreten waren, hatten die Behörden strenge hygienische Maßnahmen getroffen <sup>9</sup>. Es wurde größter Wert auf Sauberkeit gelegt. Es überrascht daher nicht, daß Evliya Çelebi der reinliche Zustand der Straßen in der österreichischen Hauptstadt ins Auge fiel. Er berichtet, daß es in Wien 360 Kirchen und Klöster sowie 470 Türme mit Uhren gebe. Den Stephansdom hat er eingehend beschrieben und erwähnt, daß dort um einen Innenhof herum 2000 Studentenzellen vorhanden waren.

Evliya Çelebi reiste nach seinen Angaben zweieinhalb Jahre durch die sieben Königreiche innerhalb des österreichischen Imperiums. Aber in der vorhandenen Handschriftsammlung fehlt zum größten Teil diese Reisebeschreibung. In den Handschriftexemplaren hat der Schreiber eine Notiz gemacht, daß dieser Teil der Reisechronik wahrscheinlich verloren gegangen sei. Die Handschriftexemplare enthalten nur die ausführliche Beschreibung der Stadt Wien und Kaschevar.

Er beschreibt ein Klosterhospital in der Stadt Kaschevar (Friesach in Kärnten). Da er von der Sektion menschlicher Leichen in diesem Klosterhospital berichtet, ist sein Bericht besonders interessant. Seine Beschreibung geben wir in deutscher Übersetzung wie folgt wieder :

„... Wir kamen in die Stadt Kaschevar. Die Einkommen dieser Stadt sind für das Hospital in der Festung...<sup>10</sup>, die von dem Vater des

<sup>4</sup> v. Hammer, J.: *Merkwürdiger Fund einer türkischen Reisebeschreibung*, „Intelligenzblatt zur Wiener Allgemeinen Literaturzeitung“, Nr. 2, Jänner 1814, Sp. 9—15.

<sup>5</sup> Evliya Çelebi: *Narrative of travels in Europa, Asia and Africa in the 17th century*. From the Turkish by J.v. Hammer (Purgstall). 2 (3) in 1 vol. London, 1834—1846.

<sup>6</sup> Babinger, F.: *Evliya Tschelebi's Reisewege in Albanien*, Berlin, 1930.

<sup>7</sup> Kissling, H. J.: *Beiträge zur Kenntnis Thrakiens im 17. Jahrhundert*. Wiesbaden, 1956.

<sup>8</sup> Kreutel, R. F.: *Im Reiche des Goldenen Apfels*. Graz-Wien-Köln (1963).

<sup>9</sup> Sticker, G.: *Abhandlungen aus der Seuchengeschichte und Seuchenlehre*, Giessen, 1908, Bd. I, S. 104.

<sup>10</sup> In den Handschriftexemplaren in Istanbuler Bibliotheken ist diese Stelle freigelassen.

österreichischen Kaisers errichtet wurde. Das Kloster verwaltet diese Stadt. Dieses Kloster hat nirgendwo dergleichen in der Welt. Die Ärzte, die Chirurgen und die Sektionen von menschlichen Leichen in diesem Kloster gibt es nirgendwo anders. Wenn ein Mensch starb, wird seine Leiche mit der Kaiserlichen Erlaubnis oder mit der testamentarischen Erlaubnis des Toten zergliedert, um die Todesursache festzustellen. Man nennt diese Leichenzergliederung die Sektion (=Tesrih). Nach der Sektion wird die Leiche eingesalzen und in einem Schrank aufbewahrt. Nach der Sektion schreiben die Ärzte die Todesursache auf. In verschiedenen Schränken werden die zergliederten Menschenleichen in diesem Kloster (Kirche) aufbewahrt. Die in diesem Hospital geheilten Patienten haben viele Gold- und Silberwaren an diese Heilanstalt gestiftet. Dieses Kloster ist von einer paradiesähnlichen Landschaft umgeben...<sup>11</sup>.

Die Beschreibung der Wiener Hospitäler und Arztpraxen ist noch ausführlicher.

Nach Evliya Çelebi gab es damals in Wien 7 Hospitäler. Das größte war danach das von ihm näher beschriebene Hospital am Stephansdom. Dabei könnte es sich um das in der Gegend der Kärntnerstraße und dem Schwarzenbergplatz gelegene Spital der Barmherzigen Brüder gehandelt haben. Dieses Ordenskrankenhaus an der Taborstraße ist 1614 gegründet worden<sup>12</sup>. Im Jahre 1624 hat Kaiser Ferdinand den Barmherzigen Brüdern die Stiftung bestätigt<sup>13</sup>. Nach dem Brand 1655 wurde das Spital erneuert und erweitert<sup>14</sup>. Als Evliya Çelebi Wien im Jahre 1665 besuchte, war es das neueste Krankenhaus.

Außerdem gab es in Wien zu dieser Zeit noch das Bürgerspital zum Heiligen Geist in der Kärntnerstraße, das St. Marx-Spital, das kleine Krankenhaus St. Johann vor dem Werderthore, das Spital zu St. Theobald für alte adelige Frauen, das Lazarett in der Währingerstraße und das Spital in der Klagbaumgasse<sup>15</sup>. Auf diese Einrichtungen dürfte die Zahlenangabe von Evliya Çelebi zu beziehen sein.

Evliya Çelebi macht über das größte Wiener Krankenhaus am Stephansdom folgende wichtige Mitteilung:

„... In diesem Wiener Krankenhaus gibt es viele Arzneien und gute Verpflegung. Die hier geheilten Patienten schenken diesem Hospital viele goldene und silberne Teller, Töpfe und Armleuchter. Auch die Bratspieße sind vergoldet. Wenn der Kaiser für einen königlichen Gast oder Gesandten ein Festessen geben will, holt er den Koch dieses Krankenhauses für die Vorbereitung des Festessens. So gut sind die Köche dieses Hospitals. Aber die deutsche Küche ist nicht so berühmt wie die osmanische.

In diesem Hospital gibt es Winter- und Sommerzimmer für die Patienten. In den Winterkrankenzimmern sind Öfen vorhanden. In den

<sup>11</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*. Neudruck, Bd 11, Istanbul (1970), S. 74–78; Handschriftexemplar in der Beşir Ağa Bibliothek, Istanbul, Buch VII, Nr. 450; Handschriftexemplar im Topkapı-Schloß, Bagdad-Köschk, Istanbul, Buch VII, Nr. 308.

<sup>12</sup> Leistikow, D.: *Hospitalbauten in Europa aus zehn Jahrhunderten*. Ingelheim am Rhein, 1967, S. 114.

<sup>13</sup> Schönbauer, L.: *Das medizinische Wien*. Wien, 1947, S. 63.

<sup>14</sup> Leistikow, D.: a. a. O., S. 114.

<sup>15</sup> Vgl. Schönbauer, L.: a. a. O., S. 62–65.

Sommerkrankenzimmern befinden sich die Wasserbrunnen (Şadirvan). Für die Kranken in diesem Hospital geben Musiker Konzerte.

Erstaunlicherweise gibt es in Deutschland nicht so viele Geistesranke wie in Kleinasien und Arabien. Auch in den österreichischen Hospitalern gibt es Geistesranke...<sup>16</sup>.

Anschließend beschreibt er eine Wiener Chirurgenpraxis wie folgt: „... Ich besuchte eines Tages eine Chirurgenpraxis in Wien<sup>17</sup>. Ein Patient mit Zahnschmerzen kam zu diesem Chirurgen. Er setzte sich auf einen Stuhl. Der Chirurg stellte einen Topf mit einem Holzkohlenfeuer auf. Er nahm einen gelben Messingdraht sowie eine blaue und rote Flüssigkeit aus einer Flasche. Mit einer Holzzange trug er die blaue Flüssigkeit auf das Zahnfleisch. Dann hat er mit dieser Holzzange drei Zähne gezogen. Dabei kam es zu keiner Blutung. Den glühenden Messingdraht steckte er in die Zahnwurzel. Der Messingdraht kam am Oberteil des Zahnes wieder heraus. Dabei kam aus den herausgezogenen Zähnen ein wurmartiges schwarzes Gebilde. Nachdem er die herausgezogenen Zähne mit dieser blauen Flüssigkeit sauber gemacht hatte, steckte er diese Zähne wieder in die Löcher mit der Holzzange. Auf die Zähne trug er die rote Flüssigkeit und Pulver auf. Auf die Zähne legte er ein dünnes Holzbrett. Der Patient sollte darauf beißen. Dabei durfte er aber nicht mit der Hand zufassen. Als ich dies sah, habe ich mich erinnert, daß meine drei Zähne beim Pferdesport bei Kibleli Mustafa Pascha wacklig geworden waren. Nachdem ich an meine Zähne auch diese rote Flüssigkeit aufgetragen hatte, wurden meine Zähne so fest, daß ich damit Wald- und Haselnüsse knacken konnte. Ich habe dem Chirurgen ein Kaya Sultan-Taschentuch geschenkt. Er war von meinem Geschenk begeistert und gab mir ein halbes Dirhem von dieser roten Flüssigkeit. Er sagte mir, für 100 Goldstücke würde er mir die Herstellung dieser blauen und roten Flüssigkeit mitteilen. Er meinte, ich könnte mit dieser Art von Zahnbehandlung reich werden. Ich wollte aber dafür nur 50 Goldstücke geben. Damit war er aber nicht einverstanden. Wenn ich nicht geizig gewesen wäre, hätte ich dieses Herstellungsgeheimnis für 100 Goldstücke gekauft. Er bekam für diese Zahnbehandlung pro Zahn 1 Goldstück als Honorar.

In der Stadt Wien gibt es viele Ärzte, Chirurgen und Aderlasser. In den Chirurgenpraxen üben auch die Barbieri ihren Beruf aus. Diese Barbieri haben Drehsessel. Diese Chirurgenpraxen sind gut eingerichtet. Sie haben auch Wasserbrunnen (=Şadirvan)...<sup>18</sup>.

Im Bericht von Evliya Çelebi findet man für die österreichische Hospital- und Medizingeschichte wichtige Angaben. Nach Evliya Çelebi trugen die Wiener Hospitalärzte weiße Kittel und Gummihandschuhe. Auch bei der Schädeltrepanation beachtete der Wiener Chirurg einige medizinische Vorschriften, die heute in modernen Operationssälen bekannt sind. Die Verklammerung der Operationswunde mit Riesennameisen, die er in diesem Hospital beobachtete, wurde schon von den islamischen

<sup>16</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*. Neudruck Bd 11, Istanbul (1970), S. 74–78; Handschriftexemplar in der Beşir Ağa Bibliothek (Süleymaniye), Istanbul, Buch VII, Nr. 450.

<sup>17</sup> Evliya Çelebi bezeichnete eine Arztpraxis als Laden, auch türkische Arztpraxen in Istanbul hat er so genannt.

<sup>18</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*. Neue Herausgabe von Z. Danişman, Bd 11 Istanbul (1970), S. 77–78.

Chirurgen benutzt. Abul Qasim Zahravi hatte auch in seiner berühmten chirurgischen Abhandlung *at-Tasrif*, die ins Lateinische übersetzt wurde, die Verklammerung mit den Riesenamen beschrieben. Diese islamische Methode wurde nach Evliya Çelebi's Bericht noch Anfang des 17. Jahrhunderts in den Wiener Hospitälern verwendet. Die Verwendung der Musiktherapie war nach Evliya Çelebi in diesem Wiener Hospital vorhanden. Er berichtet, daß in türkischen Krankenhäusern in Edirne und Istanbul die Musiktherapie verwendet wurde. Evliya Çelebi's Beschreibung des türkischen Krankenhauses in Edirne und die dort angewendete Musiktherapie ist in vieler Hinsicht sehr wichtig. Deswegen wäre es nötig, die Beschreibung Evliya Çelebi's aus dem Jahre 1653<sup>19</sup> hier zum Vergleich heranzuziehen. Seine Beschreibung des Sultan Bayezid II. Krankenhauses wurde schon durch Prof. Dr. Georg Jacob's Übersetzung 1912 in Deutschland bekannt. G. Jacob hat bei seiner Übersetzung den Istanbuler Druck von Evliya Çelebi's Werk *Seyahatname* (Reise-Chronik) benutzt, aber auch ein „Codex Tschudi“ genanntes Handschriftexemplar dieses Werkes dabei berücksichtigt<sup>20</sup>.

Unter mehreren Handschriften von Evliya Çelebi's Werk *Seyahatname* ist das in der Süleymaniye Beşir Ağa Bibliothek sich befindende Exemplar wohl eines der zuverlässigsten<sup>21</sup>. Dieses sowie auch die in dem Topkapi-Schloß-Museum Bagdad Köşkk befindlichen Handschriften wurden aber von uns zum Vergleich berücksichtigt<sup>22</sup>.

Als Sultan Bayezid II. zur Eroberung der Festungen Kili und Akkerman mit seiner Armee aus Istanbul kommend in Edirne eintraf, hatte er den Bedürfnissen der Stadtbevölkerung entsprechend dort neben dem Tundscha Fluß die Errichtung eines Krankenhauses (Dar el-Schifa) mit Medrese, Moschee (mit 2 Tabhane-Flügeln), Bad, Imaret (=Armenküche) beschlossen. Er war persönlich am 4. Rebiülahir 889 H. (23. Mai 1484) bei der Grundsteinlegung anwesend<sup>23</sup>.

Der sechseckige Krankenhausteil wird in den Handschriften<sup>24</sup> von Evliya Çelebi's Reisechronik als 8-eckiger Bau beschrieben. Beim Istanbuler Druck wird der Bau als „Sekizyüz köşedir“ bezeichnet. Diese „Sekiz-yüz köşe“ kann man wie G. Jacob als  $8 \times 100 (= \text{yüz}) = 800$  eckig auf deutsch übersetzen. Da aber im türkischen das Wort „yüz“ nicht nur „hundert“, sondern auch „Gesicht, Antlitz, Oberfläche, Fläche“ bedeutet, kann man es auch richtigerweise mit 8-flächig, besser 8-eckig

<sup>19</sup> Aslanapa, O.: *Edirne Türk Mimarisinin gelişmesi*: In: *Edirne Armağanı*, Ankara, 1965, S. 223 gibt als Datum des Berichtes 1058 H. (1648 n. Chr.) an. Şehsuvaroğlu, B.N.: *Edirne II. Bayezid Darüşşifası*. In: *Edirne Armağanı*, Ankara, 1965, S. 259 aber gibt als Datum 1063 H. (1653 n. Chr.) an.

<sup>20</sup> Jacob, G.: *Quellenbeiträge zur Geschichte islamischer Bauwerke*, „Der Islam“, Bd 3, Heft 1/2 (1912) S. 358—68

<sup>21</sup> Taeschner, F.: a. a. O., S. 299—311.

<sup>22</sup> In der Bagdad Köşkk-Bibliothek (Topkapi-Schloß Istanbul) unter der Nr. 304a bis 306 befindlichen Handschriften sind die ältesten. Die in der Süleymaniye Beşir Ağa-Bibliothek (Istanbul) unter Nr. 448 a bis 452 b befindlichen Handschriften gehören auch zu den zuverlässigsten. Die Bände 2, 3, 4 sind mit 1155 H. (8. 3. 1742 n. Chr.) datiert.

<sup>23</sup> Hoca Sadeddin, *Tacütlevarih* (geschrieben im 16. Jh.) II, S. 42/43; Hammer, *Devlett Osmanije Tarihi* (übersetzt von Mehmet Ata, 1330 H.) IV, S. 10; Gökbilgin, M.T.: *Edirne ve Paşa Livastı*, Istanbul, 1952, S. 357—358

<sup>24</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Handschrift in der Beşir-Ağa-Bibliothek unter Nr. 449, Buch III (mit Buch IV in einem Band), Seite 163 a bis 164 a.

übersetzen. Deswegen ist diese Angabe im Istanbuler Druck kein Paradoxon zu den Handschriften. Nur wurde es von G. Jacob falsch verstanden.

Wie G. Jacob bemerkt hat, gibt es auch in Evliya Çelebis Angaben über den Moscheeteil einen kleinen Fehler. Die anderen Angaben sind zum größten Teil zutreffend, nur kleine Ungenauigkeiten sind dabei:

Merkwürdigerweise ist dieser 6-eckige Krankenhausteil nicht nur von Evliya Çelebi, sondern auch von Cornelius Gurlitt als 8-eckig beschrieben worden, während er in seiner Bauaufnahme als 6-eckig gezeichnet worden ist <sup>25</sup>.

Die ähnliche Bauform findet man schon bei einigen türkischen Bädern [besonders bei dem Bad nahe dem Valens-Aquädukt, / siehe <sup>26</sup>] sowie bei den Karawanseraile Khan-i Khurra nahe Dehbid <sup>27</sup>. Aber alle diese Bauten haben anstatt einer 6-eckigen eine 8-eckige Bauform. (Bei Karawanseraile Khan-i Khurra ist auch der Innenhof nicht mit einer Kuppel überwölbt.) Von Evliya Çelebi wird darauf hingewiesen, daß die große Kuppel wie bei den Bädern oben offen ist, worauf sich eine kupplige Laterne befindet. Solche halbkugelförmige Kuppeln, oben mit einer Lüftungslaterne, sind schon bei früheren osmanischen Bauten wie beim Imaret (Hospiz) vom Nilufer Hatun und bei späteren osmanischen Imaret-Bauten (Eski Valde-Imarat in Üsküdar) sowie anderen Bauten häufig zu treffen.

Die im Jahre 1251/52 entstandene seldschukische Karatay Medrese in Konya hat schon einen Kuppelbau mit einer Laterne <sup>28</sup>.

Weil Evliya Çelebi den Kuppelbau fälschlicherweise 8-eckig annimmt, sind auch die Angaben der in den unteren acht Gurtbogen liegenden 8 Winter- und 8 Sommerzimmer nicht zutreffend <sup>29</sup>. Da der Bau anstelle 8- nur 6-eckig ist, sind nur 6 Winter- und 6 Sommerzimmer (anstatt 8) vorhanden. Auch seine Angaben über die Fenster dieser Winterzimmer stimmen nicht ganz.

Innen im Kuppelsaal sieht man, daß der Übergang vom 6-eckigen Unterbau zum mehreckigen Tambur, worauf die große Kuppel mit der Lüftungslaterne sitzt, durch die Zellenwerkfüllung sehr elegant gelöst wurde. Unter der großen Kuppel befindet sich heute noch ein großes Wasserbassin, welches im islamischen Bimaristan üblich war. In diesem Krankenhaus wurde in einer Woche dreimal von 10 Musikern, darunter drei Sängern (Hanende), ein Flötenspieler (Neyzen), 1 Geiger (Kemanî), 1 Flageolettspieler (Musikari), 1 Cymbelspieler (Santuri), 1 Harfenspieler (Çengi), 1 Harfencymbelspieler (Çengi santuri) und 1 Lautenspieler (Uđı) für die Kranken und Irren (als Heilmittel) Musik gespielt, wie Evliya Çelebi weiter berichtet <sup>30</sup>.

<sup>25</sup> Gurlitt, C.: *Die Bauten Adrianopels II*, „Orientalisches Archiv“, Leipzig, Jahrg. 1 Heft 2 (1910), S. 51–60.

<sup>26</sup> Gurlitt, C.: *Die Baukunst Konstantinopels*, (1912) Textband, S. 103, Abb. 224.

<sup>27</sup> Herzfeld, E.: *Ars Islamica*, 10 (1943), S. 24 Abb. 3.

<sup>28</sup> Sarre, F.: *Konla*. Berlin, 1921 S. 14, Abb. 19; S. 17, Abb. 25

<sup>29</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Handschrift Beşir Ağâ Bibliothek Nr. 449, S. 163 b, 164 a.

<sup>30</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Handschrift Beşir Ağâ Bibliothek Nr. 449, S. 163 a – 164; Istanbuler Druck III S. 469–470.

Die Akustik in diesem Raum ist ausgezeichnet <sup>31</sup> (Abb. 1 b).

In dem gegenüber der Eingangsseite dieses zentralen Marmorsaaes liegenden Iwan mit 50 cm hohem Podium könnten diese Musiker ihr Konzert gegeben haben.

Bevorzugte Tonarten waren Neva, Rast, Buselik, Dugyah, Segjah, Tschargjah, Suznak. Wie Evliya Çelebi bemerkt, ist die Musik Nahrung für das Gemüt. Besonders soll nach seinem Bericht die Tonart Rast, Buselik für die Kranken heilende Wirkung gehabt haben.

Wissenschaftliche Untersuchungen darüber zeigen, daß Evliya Çelebi eine gute Schulbildung und auch bei dem Musiker Muhasib Dervisch Ömer Gülscheni Musikunterricht gehabt hatte <sup>32</sup>. Man kann deswegen seinen Angaben über die Musiktherapie im Edirne Krankenhaus Vertrauen schenken. Bei islamischer und besonders türkischer Medizin und Psychiatrie wurde seit Rhazes großer Wert auf die Musiktherapie gelegt.

Im 17. Jahrhundert hatte der osmanische Hofarzt Gevrekzade Hafiz Hasan Efendi eine Untersuchung über Musiktherapie geschrieben <sup>33</sup>. Die Wirkung der verschiedenen Tonarten auf die Krankheiten wurden von den türkischen Ärzten immer beachtet. Zum Vergleich zu Evliya Çelebis Angaben führen wir die heilenden Wirkungen der von ihm genannten Tonarten nach Ismail Saib Sencers Untersuchungen <sup>34</sup> auf:

*Tonart*

Rast : Für Heilung von Lähmungen, beruhigende Wirkung, vertreibt schlechte Gedanken, schenkt Beruhigung, gibt Freude.

Buselik : Gegen Kopfschmerzen, Kolik sowie Augenkrankheiten.

Zengjule (Jenkule) : Gibt seelische Beruhigung, gegen Idiotie, Herzkrankheiten, sowie Leber-Krankheiten usw.

Die Verwendung der Musiktherapie in islamisch-türkischen Krankenhäusern ist vor dem 17. Jahrhundert bekannt. Früher wurde z.B. im Kalaun-Krankenhaus in Kairo (gegr. 1284) und im Nureddin-Krankenhaus (1154) in Damascus <sup>35</sup>, sowie im Argun-Kamili-Krankenhaus (gegr. 1349) in Aleppo die Musiktherapie angewendet. Über die Wirkung verschiedener Musiktöne auf verschiedene Krankheiten wurden schon früher mehrere islamische Abhandlungen geschrieben. Die Frage, ob die Anwendung der Musiktherapie in diesem Wiener Krankenhaus durch den türkischen Einfluß zustande kam, muß noch offen bleiben. Man weiß, daß in Mitteleuropa und Österreich viele türkische Einflüsse auch heute noch vorhanden sind. Die türkische Janitscharen-Musik beeinflusste auch die berühmten österreichischen Musiker. In der Oper „Die Entführung aus dem Serail“ von Mozart kann man die europäisierten Klänge der türkischen Musik erkennen. Der geniale Mozart hatte übrigens einen „Türkischen Marsch“, genanntes Stück als letzte Partie der Klavier-Sonate „La Major K. V. 311“, sowie ein „Le geloise del Seraglio“ genanntes Ballettwerk hinterlassen,

<sup>31</sup> Unsal, B. : *Türkish-Islamic Architecture*. London, 1959, S. 42.

<sup>32</sup> Baysun, M. C. : *Evllyya Çelebi*, in *Islam Anstlkopedist*, Bd. 4, Istanbul (1945), S. 401.

<sup>33</sup> Ünver, S. : *Tip Tarthtmiz Yillığı I*, Istanbul, 1966, S. 50.

<sup>34</sup> Ünver, S. : a. a. O., S. 49 f.

<sup>35</sup> Darüber berichtet Evliya Çelebi selbst. Vgl. Elviya Çelebi: *Seyahatname*. Neuherausgabe, Bd. 13, Istanbul (1971), S. 268.

in das er türkische Musikklänge genialisch in europäische Musik übertrug<sup>36</sup>. Der große österreichische Baumeister Fischer von Erlach war auch beim Bau der Karlskirche in Wien von türkischer Architektur beeinflusst. Dieser prächtige Bau hat die Silhouette einer Moschee mit zwei Minaretten<sup>37</sup>.

Eine andere interessante Angabe von Evliya Çelebi ist, daß Irre durch Blumen, also durch Riechtherapie in diesem Krankenhaus in Edirne behandelt wurden<sup>38</sup>.

Neben diesem sechseckigen Krankenhausteil ist ein kleiner Innenhof, welcher von überwölbten Räumen umgeben ist.

Von dem großen Innenhof kommend, betritt man diesen zweiten kleineren Innenhof durch einen kuppelbedeckten Eingangs-Iwan mit einem Stalaktitenportal (Abb. 1a, 2). Die Portalumrahmung hat keinen reichen dekorativen Schmuck, wie bei Portalen der anatolisch-seldschukischen Krankenhäuser. Rechts und links von diesem kleinen Innenhof befinden sich neben den Seiten-Iwanen weitere vier kleine und zwei große Räume (Abb. 1a). Die vier kleinen Räume könnten für medizinisches- und Verwaltungspersonal<sup>39</sup> sowie für die Apotheke bestimmt gewesen sein.

Nach Evliya Çelebis Beschreibung war die Apotheke des Krankenhauses (ma'acin Karhanesi) in der Woche zwei Tage geöffnet, um die Verteilung der Latwergen (Ma'acin) und Medikamente (Derman) für die Kranken der Stadt, welche dorthin kamen, zu ermöglichen<sup>40</sup>.

Die zwei großen Säle, die zwischen dem kleinen und dem großen Innenhof liegen, waren möglicherweise für kranke Frauen bestimmt gewesen<sup>41</sup>. Diese Säle haben je einen schönen Kamin wie in den anderen Krankenzimmern. Beide sind gleich groß. Jeder hat ca. 10 m Länge. Sie haben je eine Tür zu dem Eingangsiwan. Diese beiden Säle haben aber keine Öffnungen zu dem kleinen Innenhof, wie es im Grundriß von Gurlitt fälschlicherweise angegeben wurde.

An einer Seite des großen Innenhofs befinden sich weitere sechs gleichgroße Zimmer mit je einem Kamin. Es scheint so, daß diese Räume absichtlich für die gefährlichen Irren als gesonderter Teil geplant wurden. Zur Zeit des Evliya Çelebi (17. Jahrhundert) waren hier Irre untergebracht. Er beschreibt die wie Löwen tobenden Irren, die an vergoldeten und versilberten Ketten gefesselt waren<sup>42</sup>. Einige Irre hefteten ihren Blick auf die Zisterne, wie er weiter berichtet. Heute noch existiert im großen

<sup>36</sup> Wünsch, Walther: *Das orientalische Element am Balkan als Thema der Musikgeschichte, Musikethnologie und Instrumentenkunde*. In: *Grazer und Münchener Balkanologische Studien*. Bd. 2, München, 1967, S. 112–113.

<sup>37</sup> Fischer von Erlach hatte in Salzburg das Johannisspital gebaut. (Vgl. Leistikow, Dankwart: *Hospitalbauten in Europa aus zehn Jahrhunderten*. Ingelheim am Rhein, 1967, S. 79).

<sup>38</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Handschrift Beşir Ağa Bibliothek Nr. 449 Buch III, S. 164 a.

<sup>39</sup> Şehsuvaroğlu, B. N.: (1965), S. 260; Vogt-Göknil, U.: *Osmanische Bauten*, München, 1965, S. 52.

<sup>40</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Handschrift, Beşir Ağa Bibliothek, Nr. 449, Buch III, S. 163 a – 164 a; *Istanbul Druck* (1314 H.), III, S. 470.

<sup>41</sup> Şehsuvaroğlu, B. N.: (1965) S. 260, vermutet auch, daß man in diesen Sälen kranke Frauen unterbrachte.

<sup>42</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Handschrift, Beşir Ağa Bibliothek Nr. 449, S. 163 a.

Hof gegenüber den Irrenzellen ein tiefer Brunnen neben dem Küchen- und Wäschereigebäude. Nach einigen abendländischen Reisechroniken wurden in der Mitte des 19. Jahrhunderts hier Irre behandelt<sup>43</sup>. Sogar Anfang des 20. Jahrhunderts waren sie dort noch eingeschlossen<sup>44</sup>.

Vor diesen Räumen liegt ein Arkadenumgang. Die Säulen, auf denen Rundbogen ruhen, haben typisch osmanische Kapitelle mit der „breccienförmigen“ Ordnung<sup>45</sup>.

Diese sechs Räume sind wie die Winter- und Sommerzimmer mit etwa gleichgroßen halbkugelförmigen Kuppeln bedeckt. Obwohl im Mauerwerk Natursteine als Baumaterial benutzt wurden, ist das Baumaterial der Kuppeln Ziegelstein. Sie sind mit Blei gedeckt. Wie im Winterzimmer hat jeder der in diesen sechs Räumen befindlichen Kamine einen vier-eckigen schlanken Schornstein mit pyramidenartiger Kappe. In der türkischen Baukunst haben die Schornsteine auch für den Abzug des schlechten Geruchs eine Lüftungstechnische Aufgabe.

Die gegenüber den Irrenzellen an der anderen Seite des großen Innenhofes liegende Krankenhausküche und die Wäscherei-Räume sind mit großen Kuppeln bedeckt, welche je eine Lüftungslaterne haben, wie bei der großen Hauptkuppel des Krankenhauses. Die später in Istanbul errichteten Küchen und Imarets (= Hospiz, Armenküche) von Hasseki Sultan haben auch diese Lüftungslaternen.

Nach Evliya Çelebi wurden in der Krankenhausküche (die von ihm als Keykavus Küche bezeichnet wird) täglich dreimal für Irre und Kranke Speisen vorbereitet. Dort wurde sogar Geflügelfleisch unter ärztlicher Aufsicht für die Irren und Kranken gekocht<sup>46</sup>.

Nach Stiftungsurkunden waren für die Verpflegung der Kranken täglich 200 Akçe zur Verfügung gestellt worden. In diesem beachtenswerten türkischen Krankenhaus hat zur Zeit des Sultans Selim II. ein bekannter Arzt „Sinanoglu Atai“ gearbeitet<sup>47</sup>. Nach einigen historischen Dokumenten (im türkischen Archiv *umum müdür lügü*) waren hier folgende fähige Ärzte tätig: Muslihüddin, Mehmed, Bayezid, Ramazan, Vefa, Hüseyin.

Unter den Chirurgen sind die Namen wie Cerrah Haydar und Cerrah Saban bekannt.

Bis zum türkisch-russischen Krieg war dieses Krankenhaus (besonders ab dem 17. Jahrhundert) vorwiegend als Psychiatrische Anstalt in Betrieb, wie schon vorher erwähnt wurde. Nach einem in der Istanbuler Universitäts-Bibliothek in einem Werk enthaltenen Brief von Saffet

<sup>43</sup> Şesuvaroğlu, B. N. (1965) S. 260 gibt als Quelle eine französische Reisechronik „Relation d'un Voyage en Roummelié“ Paris (1834) an.

<sup>44</sup> Aslanapa, O. : (1965) S. 227. Im Grundriß von Gurlitt ist dieser Teil auch als Irrenhaus (= Timarhane) bezeichnet. Es scheint so, daß er damals (1910) noch die Irren dort gesehen hat. Dazu siehe C. Gurlitt (1912) Textband S. 58.

<sup>45</sup> Nach Montani Efendi kann man die türkischen Kapitelle in drei Gruppen teilen: 1) schrägkantige Ordnung, 2) Kapitell der „breccienförmigen“ Ordnung, 3) Kapitell der krySTALLförmigen Ordnung = Vgl. Montani Efendi: *Die ottomantische Baukunst*. Constantinopel 1873, S. 12, 15, 16.

<sup>46</sup> Evliya Çelebi : *Seyahatname* — Handschrift — Beşir Ağa Bibliothek Nr. 449, S. 164 a ; Istanbuler Druck (1314 H.) III, S. 470.

<sup>47</sup> Gürkân, Kâzım İsmail : *Edirne*, Architekt Nr. 307 (1962) S. 65 (ohne Quellenangabe).

Pascha aus dem Jahre 1875 versteht man, daß diese Anstalt sowie die dort untergebrachten 21 Irren sehr vernachlässigt worden waren <sup>48</sup>.

Nach dem türkisch-russischen Krieg (1876) wurde das Bayezid-Krankenhaus wieder im Jahre 1894 in Betrieb genommen. Noch bis Anfang des 20. Jahrhunderts wurde das Krankenhaus benutzt. Kurz vor dem Ersten Weltkrieg schloß diese Anstalt. Neulich wurde der Krankenhausteil sowie die daneben stehende medizinische Hochschule (Medrese) renoviert. Den Krankenhausteil verbindet mit der Medizinischen Hochschule ein Durchgang, wo sich auch die Aborte befinden.

Die medizinische Hochschule hat einen Arkaden-Innenhof. Hinter den Umgängen sind 18 Studenten-Zellen. Der gegenüber dem Eingang liegende große Kuppelsaal wurde wie bei anderen osmanischen Medrese- und Krankenhausbauten als Unterrichtssaal benutzt. In der Mitte des Innenhofes befindet sich — wie üblich — ein Wasserbecken zum Waschen (Schadrawan). Dort an dieser Hochschule lernten die Studenten das Lehrsystem des Platon, Sokrates, Hippokrates, Philippus, Aristoteles, Galenus, Pythagoras, wie Evliya Çelebi berichtet <sup>47</sup>.

Die Armenküche und der mit Steintischen versehene Speisesaal, die Bäckerei, die Speicher, sowie die Werkstätte befinden sich nordöstlich von der Moschee. Das an der Eingangsseite zu diesem Baukomplex stehende Torhaus, der Wasserbehälter und die Aborte haben den gleichen künstlerischen Stand wie die gesamte Anlage. Dieses Bauwerk kann als Monument nicht nur der osmanischen Medizin und Psychiatrie, sondern der türkischen Zivilisation überhaupt betrachtet werden.

In der Glanzzeit des Reiches der türkischen Osmanen, nämlich im 16. und 17. Jahrhundert, waren von Budapest bis Jerusalem und Mekka, in jeder größeren Stadt Krankenhäuser und Leprosorien in Betrieb. In Ungarn hatten osmanische Türken nicht nur Militärkrankenhäuser, sondern auch für die Zivilbevölkerung in Budapest sowie anderen Städten Ungarns mehrere Krankenhäuser und Heilbäder errichtet <sup>50</sup>. Nach Evliya Çelebi wurde in Budapest von Türken zuerst der Orta Cami genannte Bau als Krankenhaus gegründet. Später wurde neben den Kasernen der Janitschari's (Yeniçeri Odalari) ein neues Krankenhaus errichtet, welches zu Anfang des 17. Jahrhunderts noch in Betrieb war <sup>51</sup>.

Nach seiner Beschreibung gab es in der rumänischen Stadt Arad ein türkisches Krankenhaus <sup>52</sup>. Als die Türken die ungarische Festung Uyvar (= Ersekujvár oder Neuhäusel) im Jahre (1074 H.) eroberten, fanden sie dort ein Spital mit einer Apotheke und mehrere tausend Bände umfassende medizinische Bibliothek. Unter diesen Büchern befand sich auch ein Exemplar des Kanons von Avicenna (Ibn Sina), wie Evliya Çelebi weiter berichtet <sup>53</sup>. Die Stadt Kaşe (Kaschau) besaß auch ein Krankenhaus <sup>54</sup>.

<sup>48</sup> Ibnül Emin Kitaplığı, Universitäts-Bibliothek Istanbul, Nr. 2973, S. 131.

<sup>49</sup> Evliya Çelebi, Handschrift, Beşir Ağa Bibliothek, Nr. 449, Buch III, S. 163 a.

<sup>50</sup> Bugyi, B.: *Zur Medizingeschichte Ungarns in der Zeit der türkischen Besetzung (1526—1686)*. In: *Verhandlungen des XX. Internationalen Kongresses f. Geschichte der Medizin*. Berlin, 1966, S. 127.

<sup>51</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*. Neue Herausgabe Bd 10, Istanbul (1970).

<sup>52</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*, Neuherausgabe von Z. Danişman, Bd 8 Istanbul 1970, S. 256.

<sup>53</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 10, S. 147.

<sup>54</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 9, S. 179.

Zu dieser Zeit waren unter anderem auch auf der Krim und in Saloniki osmanische Krankenhäuser in Betrieb. Nach Evliya Çelebi gab es früher in der alten Stadt Krim 70 Krankenhäuser<sup>55</sup>. Später sind sie anscheinend verschwunden. Als er die Krim besuchte, existierte in der Stadt Bahçesaray ein Krankenhaus neben der Moschee des Sahip Giray Khans. Dieses Krankenhaus hat zwei Krankensäle gehabt. Da die Krim-Türken (Tataren) sich vor der Pest sehr fürchteten, haben sie dieses Krankenhaus errichtet, wie Evliya Çelebi weiter berichtet<sup>56</sup>. Anscheinend war diese Anstalt ein Pesthaus.

Nach Evliya Çelebi lag das türkische Krankenhaus in Saloniki neben der Şeyh Hortaç-Moschee, nicht weit entfernt von der Kasimpascha-Moschee<sup>57</sup>. Es gab dort außer den 16 jüdischen Volksküchen (Imarets) auch ein Hospital der christlichen Gemeinde neben der Hauptkirche der Orthodoxen von Saloniki<sup>58</sup>. Besonders zahlreich waren die Krankenhäuser in Istanbul, der Hauptstadt des Reiches. Nach der Eroberung von Istanbul wurde dort vom türkischen Sultan Mehmed Fatih im Jahre 1471 ein aus Krankenhaus, Moschee, Armenküche und Hochschulen (Medresen) bestehender Baukomplex errichtet.

Über den Zustand des Fatih Krankenhauses im 17. Jahrhundert berichtet Evliya Çelebi (1611–1682) in seinem Werk „Seyahatname“. Nach seiner Beschreibung waren dort 1 Chefarzt, 1 Chefchirurg und 200 weitere Bedienstete beschäftigt. Die Verpflegung der Kranken war vorzüglich. Ihnen wurde sogar Nachtigall- und Fasanenfleisch gereicht. Für die Musiktherapie der Irren (Divaneler) und Kranken waren dort Musikanten angestellt.

Nach Evliya Çelebi hatte Fatih Sultan Mehmed außerdem in einem Teil dieses Baukomplexes für Frauen und nicht mohammedanische Kranke ein Timarhane (= Irrenhaus) bauen lassen. Aber über diese Anstalt kann man in anderen Quellen keine bestätigenden Angaben finden<sup>59</sup>.

Die später in Istanbul errichteten türkischen Krankenhäuser, wie das Bimarhane von Haseki Sultan (gegr. 1538–50), das Bimarhane von Sultan Süleyman dem Prächtigen (1555–57), das Bimarhane von Valide Atik (gegr. 1583–87) und das Bimarhane von Sultan Ahmed (gegr. 1616), waren zu dieser Zeit für die Behandlung der Kranken und Irren in Betrieb, wie Evliya Çelebi weiter berichtet<sup>60</sup>.

Nach der Beschreibung von Evliya Çelebi wurden im Sultan Ahmed Krankenhaus die Kranken und Irren von zahlreichem Pflegepersonal bedient. Sogar der Verwalter (Nazir) des Hospitals hat sich persönlich um die Kranken gekümmert und immer nach ihrem Befinden gefragt<sup>61</sup>.

Nach Evliya Çelebi gab es um die Mitte des 17. Jahrhunderts in der Reichshauptstadt Istanbul 700 Arztpraxen, 14 Augenarztpraxen,

<sup>55</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 11, S. 232.

<sup>56</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 11, S. 216.

<sup>57</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 12, S. 108.

<sup>58</sup> Ebenda.

<sup>59</sup> Terzioğlu, A.: *Mittelalterliche islamische Krankenhäuser...* Diss. TU, Berlin 1968, S. 174.

<sup>60</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 2, S. 24.

<sup>61</sup> Evliya Çelebi: I, S. 88 a (Handschrift aus der Beşir Ağa Bibliothek Nr. 448).

400 Chirurgenpraxen und über 800 Apotheken <sup>62</sup>. In Istanbuler Krankenhäusern waren zu dieser Zeit 7000 Krankenpfleger tätig <sup>63</sup>. In der osmanischen Armee gab es auch zahlreiche Chirurgen und Ärzte, die in Feldlazaretten die verwundeten Soldaten behandelten. Bei der Belagerung der Festung Kandije auf der Insel Kreta wurden für die osmanischen Heereslager 70 chirurgische Lazarette und 40 medizinische Behandlungsanstalten errichtet, wie Evliya Çelebi als Augenzeuge darüber berichtet <sup>64</sup>.

Im Hospital des griechisch-orthodoxen Klosters in Ayakoden sollen nach seinem Bericht auch die osmanischen Soldaten, die während dieser Belagerung verwundet waren, behandelt worden sein <sup>65</sup>.

Es ist für die medizin- und baugeschichtliche Forschung Südosteuropas besonders wichtig, daß Evliya Çelebi die Heilbäder und Bäder in den Städten Budapest, Skoplje (Üsküp), Janitsa, Köstendil, Langasa, Seres, Orta-Cuma, Banya, Sagora, Jassy usw. nicht nur ausführlich beschreibt, sondern auch ihre Heilwirkung für bestimmte Krankheiten angibt. Er erwähnt namentlich auch die bekannten Ärzte, Chirurgen und Gelehrten in den wichtigsten Balkanstädten.

Allein in Budapest gab es im 17. Jahrhundert acht von Türken errichtete Thermalbäder, wie Evliya Çelebi darüber berichtet. Einige Teile dieser Bauten sind bis heute erhalten geblieben <sup>66</sup>. Unter ihnen waren die Thermalbäder „Yeşil direkli ilica“, Tabakhane Ilicasi, Horoz Kapisi Ilicasi (oder Velibey Ilicasi), Baruthane Ilicasi sehr berühmt, als Evliya Çelebi Budapest besuchte <sup>67</sup>.

Er berichtet über eine Heilquelle in der Festung Eğri <sup>67</sup>, die gegen Syphilis und andere Haut- und Geschlechtskrankheiten heilende Wirkung hatte. Er beschreibt ferner ein sehr berühmtes Thermalbad in der Festung Papa, die zwischen Budapest und Wien lag <sup>69</sup>.

In Budapest waren berühmte türkische Ärzte, unter anderem Ali Zaim tätig. Unter den namhaften türkischen Chirurgen nennt er Memi-Zaim, Şazeli Çelebi und Macar Yovan, der als ungarischer Avicenna (Ibn Sina) bekannt war <sup>70</sup>.

Er erwähnt in Belgrad nur sieben bekannte große türkische Bäder und einen türkischen Chirurgen Cerrah Ali und den Arzt Hatvanî Ahmed Efendi <sup>71</sup>. In der Stadt Üsküp (Skopije) war die Heilquelle Baba Lokman als Heilmittel gegen alle Krankheiten sehr bekannt <sup>72</sup>.

Als besonders schönes Bad bezeichnet Evliya Çelebi das Bad in der Stadt Jassy, welches vom rumänischen Fürsten Vasile Lupu neben

<sup>62</sup> Evliya Çelebi: *Seyahatname*. Neuherausgabe, Bd 2, Istanbul 1969, S. 24.

<sup>63</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 227, 228, 229.

<sup>64</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 12, S. 202.

<sup>65</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 259.

<sup>66</sup> Vgl. v. Bierbauer: *Les Bains Turcs en Hongrie*, Europa I, Budapest, 1943; Trensényi, E.W.: *British Travellers in old Budapest*, Budapest, 1937; Baysun, M. C.: *Budtn*. In: *Islam Anstokopedist*, Bd 2, Istanbul, 1949, S. 756.

<sup>67</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 10, S. 32, 33.

<sup>68</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 11, S. 26.

<sup>69</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 11, S. 39.

<sup>70</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 11, S. 35.

<sup>71</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 8, S. 238, 240.

<sup>72</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 9, S. 101.

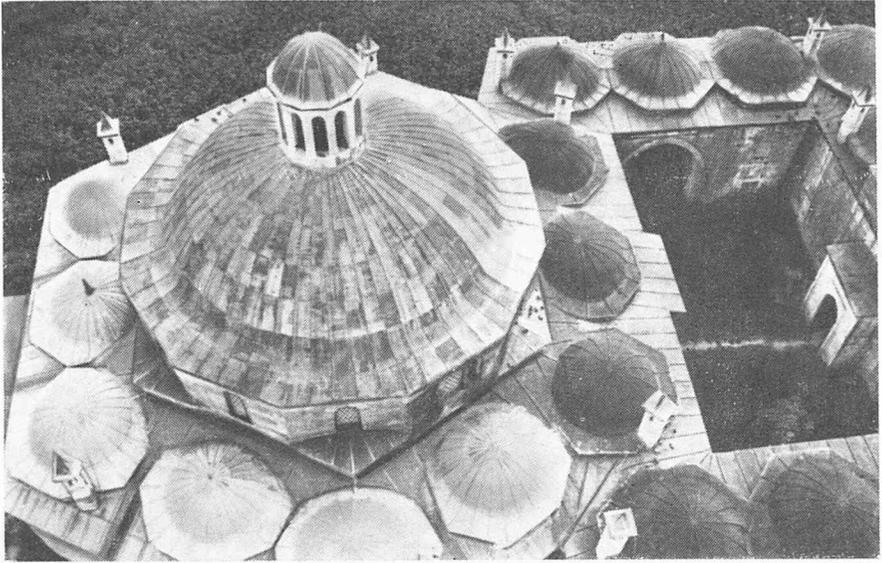


Abb. 1 a — Das von Evliya Çelebi beschriebene sechseckige Bayezid II.-Krankenhaus in Edirne.

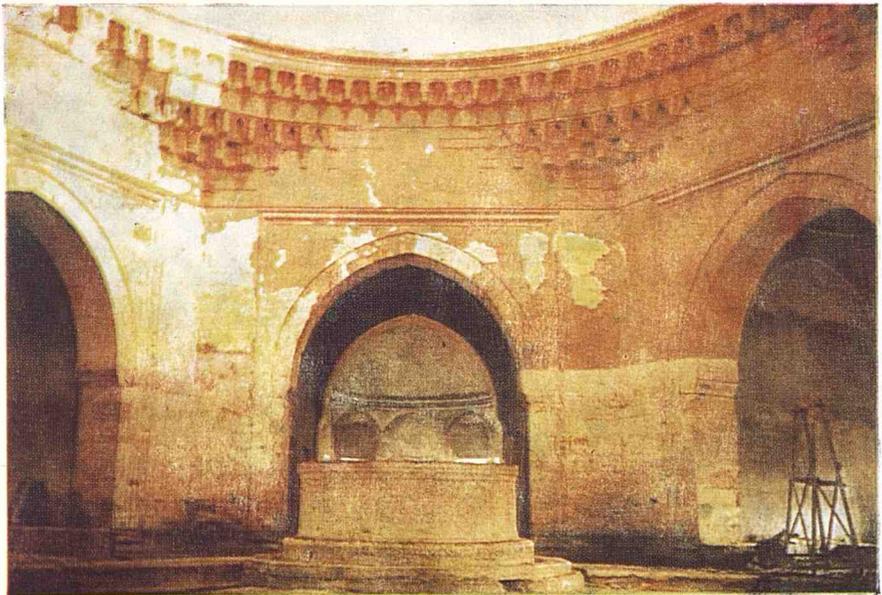


Abb. 1 b — Innenansicht vom großen Kuppelsaal des Bayezid II. - Krankenhauses in Edirne. Hier wurde für die Kranken und Irren, wie Evliya Çelebi berichtet, von einem Orchester Musik gespielt, um sie zu heilen.

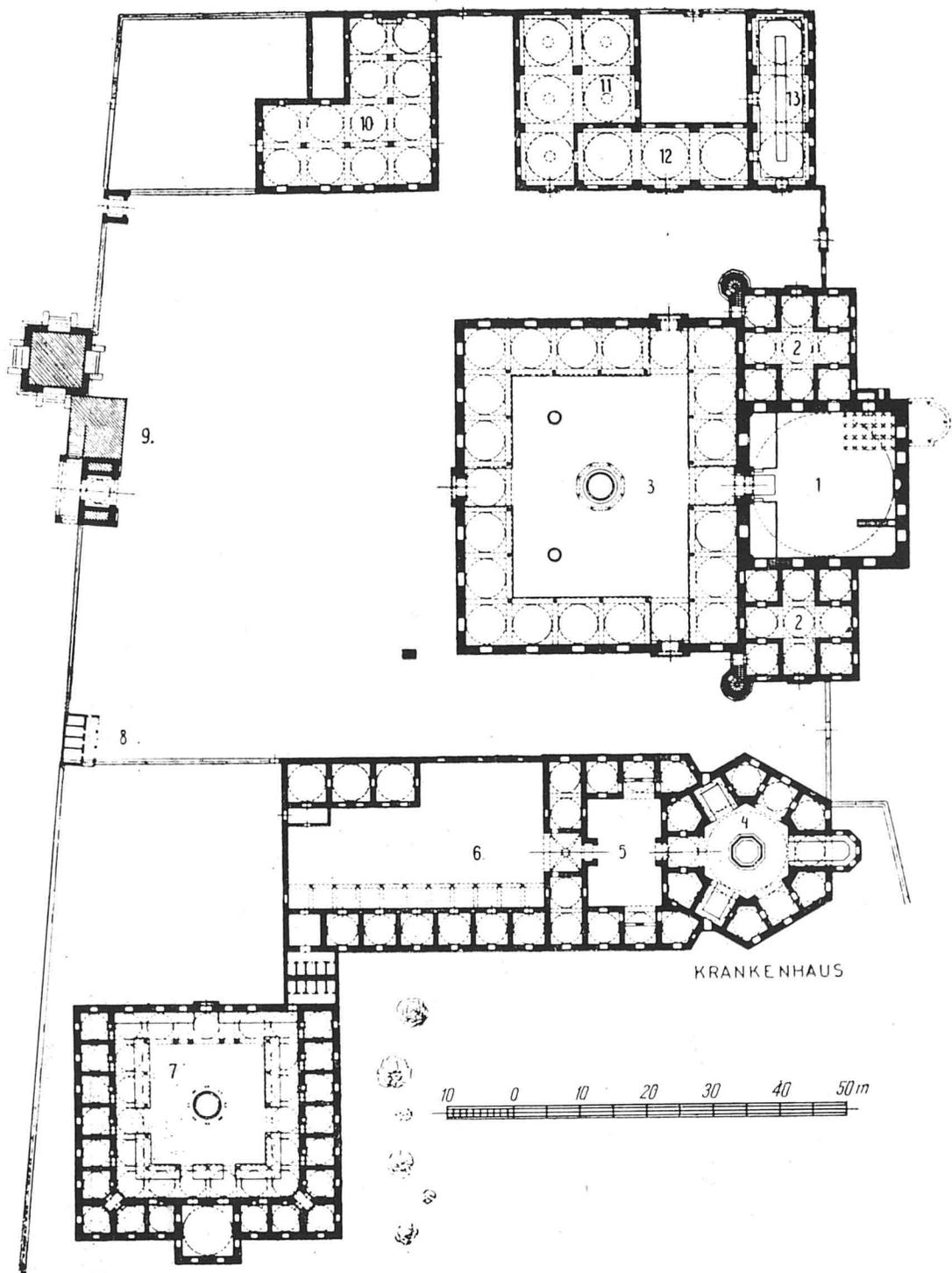
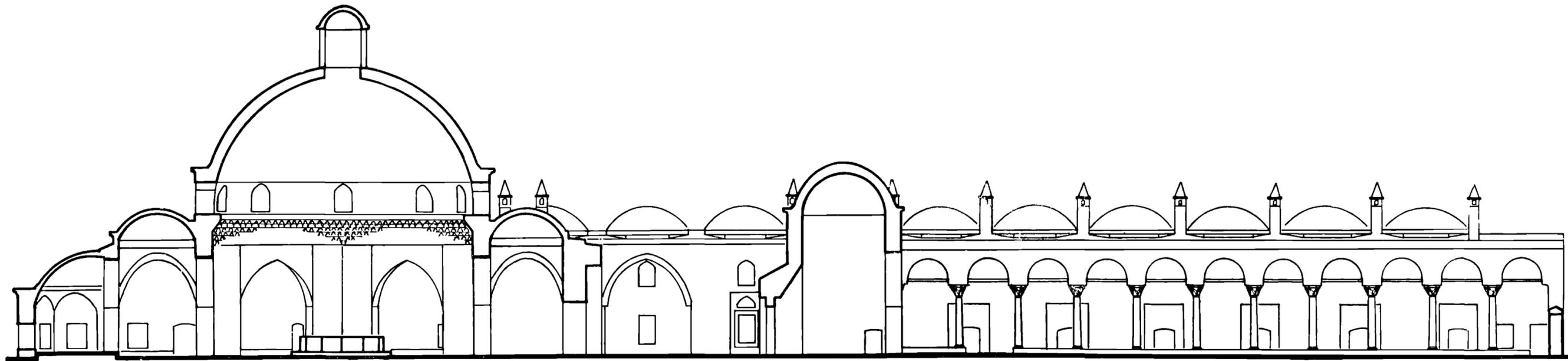


Abb. 3 — Fehlerhafter Grundriß des Bayezid II.-Krankenhauses (Nr. 4, 5, 6) von Cornelius Gurlitt aus dem Jahre 1910.



KRANKENHAUS [ DAR AL-SCHİFA ]

VERWALTUNG  
POLIKLINIK, APOTHEKE

TIMARHANE

*Arslan Terzioğlu 1967*

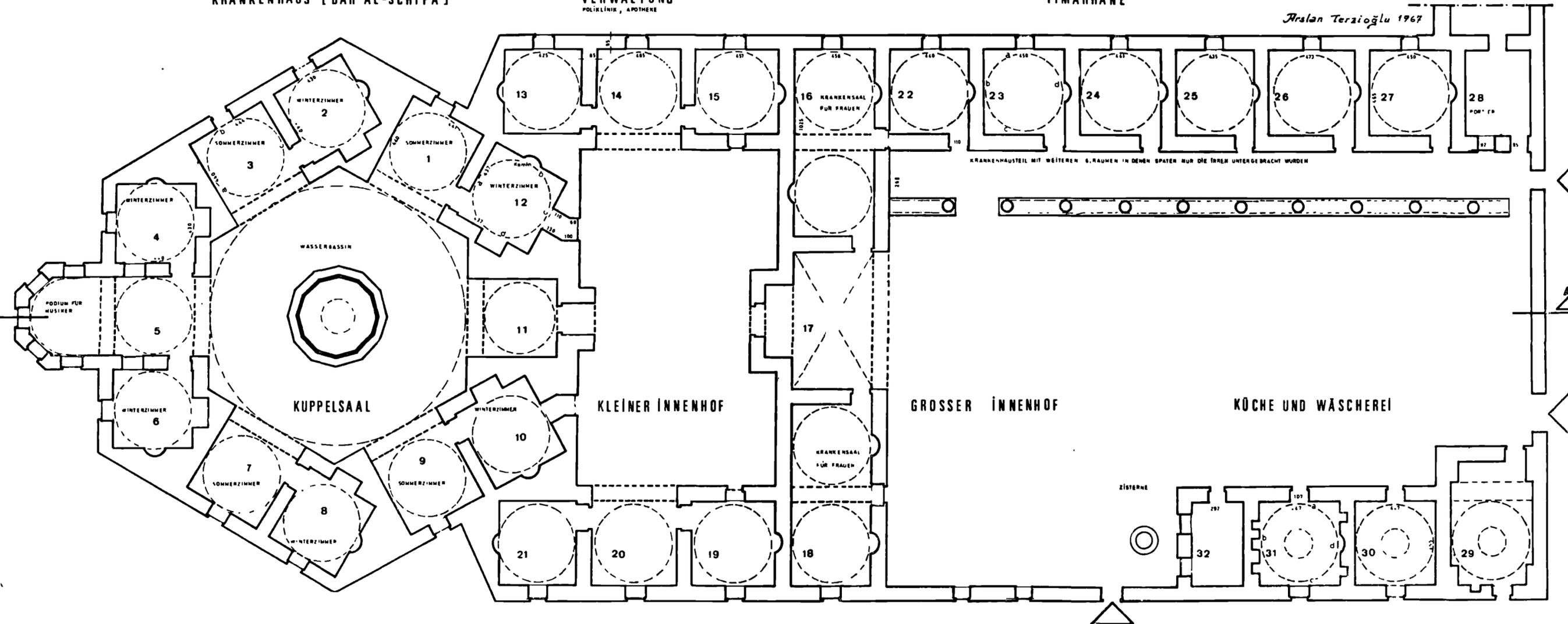


Abb. 2—Sultan Bayezid II.-Krankenhaus in Edirne.

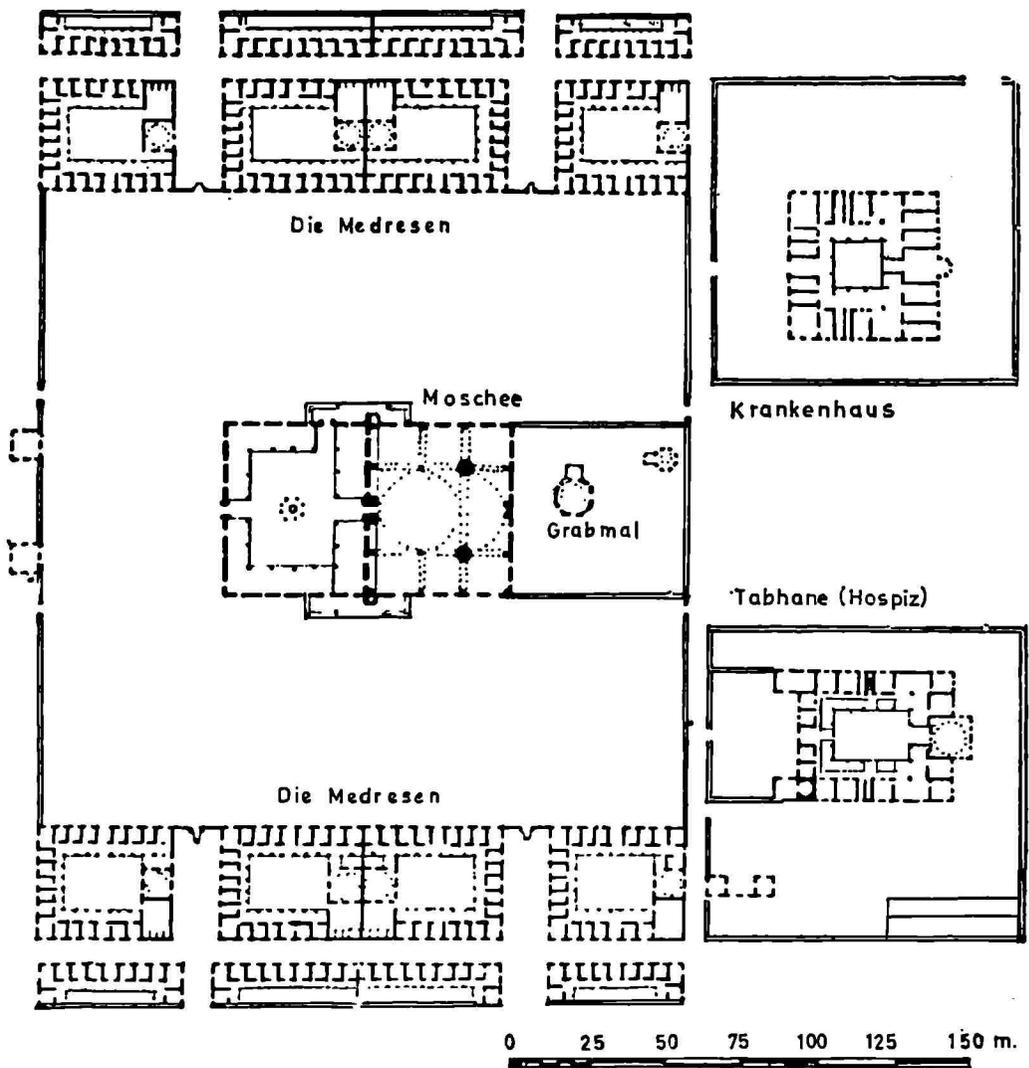


Abb. 4 – Das von Evliya Çelebi beschriebene Fatih-Krankenhaus (in Istanbul) mit dem dazugehörigen Sozialzentrum (gegr. 1470).



Abb. 5 – Das Süleymaniye Krankenhaus in Istanbul (gegr. 1555).

seinem Kortiye Sarayi genannten Palast im Jahre 1635 (1045 H.) errichtet wurde <sup>73</sup>.

Evliya Çelebi nennt als bekannte Priester-Ärzte in Athen Mihail, Triyandefile und Zafiri und als geschickte Chirurgen Nikole, Saranda, Manolâki, die Renegaten (Zimmi) waren <sup>74</sup>. Er behauptet, daß der Deli Daği genannte Berg östlich von Athen durch seine Heilkräuter berühmt ist <sup>75</sup>. Nach seiner Beschreibung gab es in der Festung Mizistre einen „Fatih Sultan Mehmed Makami“ genannten Ort, wo Kranke geheilt wurden. Wenn die Epileptiker und Fieberkranken das dort angesammelte Regenwasser trinken, würden sie geheilt, da Sultan Mehmed der Eroberer dort seine Stirn während eines Gebets berührte <sup>76</sup>.

Besonders berühmt war die Heilquelle in Lankaza, in der Nähe von Saloniki. Wenn die Kranken, die an Lepra oder Syphilis litten, dort ein Bad nahmen, wurden sie geheilt, wie Evliya Çelebi weiter berichtet. Eine andere Heilquelle gegen Lepra und andere Hautkrankheiten lag nördlich von Serez (Seres) <sup>77</sup>.

Das Ahmed Bey-Bad in Jenidze (Janitsa am Vadar) war auch mit seinen Heilwirkungen gegen viele Krankheiten bekannt <sup>78</sup>.

Für die Erleichterung bei Geburten war das Lala-Şahin-Pascha-Heilbad im Dorf Sitarova in Bulgarien besonders berühmt <sup>79</sup>. Die vier Heilquellen in der Stadt Orta-Cuma hatten heilende Wirkungen für die Hautkrankheiten <sup>80</sup>.

Eine andere Heilquelle gab es in der Stadt Sagora (Eski Zağra) <sup>81</sup>.

Gegen Haarausfall hatte die Heilquelle in Banya, in der Nähe von Nisch, besondere Heilwirkungen <sup>82</sup>.

Die Heilbäder in Köstendil waren für die Heilung der Haut- und Geschlechtskrankheiten besonders empfehlenswert, wie Evliya Çelebi uns weiter berichtet.

Aus diesen Analysen ist ersichtlich, daß die Reisechronik von Evliya Çelebi für die Erforschung der südosteuropäischen Hospitäler und Heilbäder eine der originellsten und reichhaltigsten Quellen ist. Nach der wissenschaftlichen Bewertung von Evliya Çelebis Angaben ergibt sich die kulturhistorische Bedeutung seiner Reisechronik.

<sup>73</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 8, S. 208–209.

<sup>74</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 12, S. 150.

<sup>75</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 148.

<sup>76</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 179.

<sup>77</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 85, 99.

<sup>78</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 111.

<sup>79</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., Bd 9, S. 236.

<sup>80</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 235.

<sup>81</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 260.

<sup>82</sup> Evliya Çelebi: a. a. O., S. 272.

## LES RELATIONS POLITIQUES DE L'EMPIRE OTTOMAN ET DE LA POLOGNE AU XVIII<sup>e</sup> SIÈCLE ET LES PRINCIPAUTÉS ROUMAINES\*

VENIAMIN CIOBANU

Le traité de Karlowitz (1699) a modifié profondément les relations politiques de la Porte et de la Pologne par rapport à l'époque antérieure. Cette modification a été déterminée par la nouvelle configuration des forces politiques de notre continent. L'ascension au rang de grandes puissances de l'Autriche et de la Russie qui fut accompagnée de la décadence de l'Empire ottoman et de la Pologne, a eu pour conséquence d'atténuer petit à petit l'ancienne rivalité entre la Porte et la Pologne, sans qu'elle cesse totalement. La Pologne fit des avances pour obtenir que la Sublime Porte appuie sa politique étrangère. A son tour, l'Empire ottoman encouragea ces essais et même s'érigea en protecteur de la République nobiliaire polonaise. Cette modification profonde de la politique ottomane à l'égard de la Pologne a eu lieu lorsque la Porte, en présence de la menace de plus en plus évidente que constituait pour elle l'expansion de l'empire des Habsbourg et de l'empire des tsars, a surveillé avec inquiétude le renforcement de leur influence en Pologne, car ces deux Etats pouvaient utiliser le territoire polonais comme une base d'attaque contre l'Empire ottoman.

Les nouvelles circonstances dans lesquelles s'est déroulée la politique internationale au XVIII<sup>e</sup> siècle ont considérablement augmenté l'importance des principautés roumaines comme élément de liaison entre la Turquie et la Pologne, mais aussi comme objet de litiges entre ces deux Etats. L'explication de ce phénomène nous est donnée, d'une part, par la situation géographique de la Moldavie et de la Valachie qui étaient placées entre les deux puissances. D'autre part, le fait que la Moldavie faisait la liaison entre la Pologne, la mer Noire et l'embouchure du Danube a contribué à ce que la rivalité entre l'Empire ottoman et la Pologne subsiste pour l'hégémonie sur cette principauté. Elle devint parfois même assez vive à cause des transformations politiques de l'Etat polonais, surtout au cours de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, et des plans dynastiques et économiques d'Auguste II, le premier roi de la Pologne de la dynastie saxonne des Wettines<sup>1</sup>. La Porte s'est efforcée d'affermir sa

\* Communication présentée au III<sup>e</sup> Congrès International des Études du Sud-Est Européen, Bucarest, 4—10 Septembre 1974.

<sup>1</sup> Cf. Janusz Wojtasik, *W przededniu traktatu Karlowickiego. Stosunek Rzeczypospolitej i Augusta II do pokoju z Turkami* (À la veille de paix de Karlowitz. La position de la République et d'Auguste II relativement à la paix avec les Turcs), «Kwartalnik historyczny» n° 2, 1970, p. 293, 296—297.

domination sur les principautés, car la Moldavie et la Valachie, par leurs ressources économiques et par leur position géographique, présentaient une grande importance pour l'Empire ottoman. C'est pourquoi, parmi d'autres mesures, le Sultan a renoncé à l'ancien système de nomination des princes roumains. En même temps, la Porte s'est opposée aux essais de la Pologne de profiter de la situation politique de l'Empire ottoman pour réaliser certains objectifs de sa politique orientale, objectifs qui avaient en vue surtout les principautés roumaines. Il s'agit notamment des tentatives faites par la République nobiliaire polonaise, soit de les incorporer sous n'importe quelle forme, soit de maintenir son influence, même fictive, sur la Moldavie et la Valachie, soit de transformer la Moldavie, qui, à cause de son voisinage, avait une très grande importance, en un « Etat tampon ».

Cette dernière tentative, qui fera l'objet de notre communication, fut le résultat de l'attitude de la szlachta au sein de laquelle persista encore longtemps l'ancienne conception que l'Empire ottoman continuait à être un ennemi potentiel de la Pologne<sup>2</sup>. C'est pourquoi, à notre avis, furent maintenues les mesures qui devaient assurer la sécurité des frontières du Sud-Est de la Pologne, d'autant plus que les efforts faits pour étendre ses frontières avaient échoué au cours des négociations de la paix de Karlowitz, à cause de l'opposition des Habsbourg et des Ottomans<sup>3</sup>. Un motif immédiat qui détermina la diplomatie polonaise à essayer de transformer, mutatis mutandis, la Moldavie en un « Etat tampon » pour maintenir à une distance aussi grande que possible des frontières de la Pologne les armées ottomanes et les Tartares du Bugeac (dénommés Nogai) furent, croyons-nous, les événements qui ont entraîné la Pologne dans la guerre du Nord. Voilà pourquoi dans le traité polono-ottoman de Karlowitz fut stipulé que les Tartares devaient évacuer la Moldavie, où ils s'étaient installés durant la guerre de la Saint Ligue avec l'Empire ottoman. Dans ce traité fut aussi inscrit le desideratum de la dislocation des Tartares du Bugeac. Ces clauses avaient pour but d'empêcher les Tartares d'envahir le royaume de Pologne. En outre, l'article II de ce traité qui décidait que « *Moldaviae provincia maneat ex integro libera ante postremum bellum in quo erat pacifico statu* »<sup>4</sup>, est une preuve que les Polonais voulaient empêcher les Ottomans de transformer la Moldavie en une province de l'Empire, de fortifier la citadelle de Hotin et de construire de nouvelles citadelles en Moldavie et en Valachie<sup>5</sup>. Pour les Ottomans, les dispositions citées, insérées dans le traité de Karlowitz, avaient pour objet d'obliger les Polonais à évacuer le territoire et les citadelles de Moldavie qu'ils avaient envahis durant la guerre et d'interdire à l'avenir toute immixtion de leur part dans les affaires inté-

<sup>2</sup> Cf. Jan Reychman, *Zycie polskie w Stanbule w XVIII wieku* (La vie polonaise à Istanbul aux XVIII<sup>e</sup> siècle), 1959, Państwowy Instytut Wydawniczy, p. 18.

<sup>3</sup> Cf. Janusz Wojtasik, *op. cit.*, p. 295 et suiv. ; Ioan Neculce, *Letopisejul Țării Moldovei de la Dabija votevod până la domnia lui Ioan Mavrocordat votevod (1662—1742)* (La chronique de la Moldavie à partir du règne du prince Dabija jusqu'au règne du prince Jean Mavrocordat, 1662—1742), publiée par M. Kogălniceanu, 2<sup>e</sup> édition, tome II, Bucarest, 1872, p. 262.

<sup>4</sup> Hurmuzaki, *Documente* (Documents), VI, p. 525.

<sup>5</sup> Selon les affirmations de Ioan Neculce, les Turcs auraient assumé formellement cette obligation (cf. Ioan Neculce, *op. cit.*, t. cit., p. 262).

rieures de cette principauté, afin que ne se renouvellent plus les difficultés qu'une telle immixtion avait créées à l'Empire ottoman.

La situation politique de la Pologne s'étant aggravée, la Porte en profita pour fortifier, en 1706, la citadelle de Tighina, dénommée aussi Bender<sup>6</sup>. Sept ans plus tard, elle fortifia la citadelle de Hotin. Ainsi elle affermit sa domination sur les principautés roumaines et, en même temps, elle fit échouer les plans de la diplomatie polonaise qui tendaient à la « demilitarisation » de la Moldavie et à sa transformation en un « Etat tampon ». La réaction de cette diplomatie fut prompte. Le représentant de la Pologne à Constantinople, Chomentowski, protesta énergiquement à plusieurs reprises contre les fortifications construites à Hotin, laissant ainsi entrevoir les craintes qui inspiraient au gouvernement polonais l'installation des troupes ottomanes à la frontière de la Pologne.

Les apaisements que la Porte donna à Chomentowski, l'assurant que les fortifications de Hotin n'étaient pas dirigées contre la Pologne, car elles avaient pour l'objet de contraindre les Valaques à être obeisants<sup>7</sup>, ces apaisements n'ont pu convaincre Auguste II à renoncer aux pressions exercées pour obtenir la démantèlement des fortifications de Hotin et cela d'autant plus que la sécurité de la frontière du Sud-Est de la Pologne s'imposait dans la perspective de la réouverture du problème de la succession à la couronne de Pologne. Voilà pourquoi les instructions dont fut muni, en décembre 1717, Jacques Henrik, comte de Flemming, en qualité de représentant du roi et de la République nobiliaire polonaise auprès de l'empereur d'Autriche, Charles VI, lui prescrivait entre autres, d'obtenir l'appui de la Cour impériale pour obliger les Ottomans à démolir toutes les fortifications construites entre le Danube et le Dniester, notamment à Hotin, après la paix de Karlowitz, et pour transférer les Tartares du Bugeac dans d'autres zones de l'Empire ottoman<sup>8</sup>. La Cour impériale, à cause de ses propres plans concernant les principautés roumaines, ne soutint pas les prétentions de la Pologne qui ne furent pas insérées dans le traité de Passarowitz. Profitant de cette situation, la Porte engloba dans la raïa de Hotin 45 villages moldaves, si bien que les frontières de cette raïa avancèrent jusque dans la proximité de la ville polonaise de Snyatyn<sup>9</sup>.

Les tentatives du gouvernement polonais de transformer la Moldavie en un « Etat tampon » furent reprises au cours de la première décennie du règne d'Auguste III (1733—1736). Lors des négociations qui aboutirent

<sup>6</sup> Cf. Nicolae Costin, *Letopiseful Țării Moldovei (1662—1711)* (La chronique de la Moldavie-1662—1711), publiée par M. Kogălniceanu, 2<sup>e</sup> édition, vol. II, Bucarest, 1872, p. 44, 53

<sup>7</sup> *Archiwum tajne Augusta II czyli zbiór aktów urzędowych z czasów panowania legomonarchy...* (Archives secrètes d'Auguste II ou Collection des actes officiels de l'époque de ce monarque), tome I, Wrocław, 1843, p. 277.

<sup>8</sup> Cf. J. A. Gierowski, *W cieniu Ligi Polnocnej (À l'ombre de la Ligue Nordique)*, Kraków, Zakład Narodowy Imienia Ossolińskich Wydawnictwo, 1971, p. 187; Hurmuzaki, *Documente* (Documents), VI, p. 220.

<sup>9</sup> Hurmuzaki, *Documente* (Documents), VI, p. 220—221, 224, 225—227, 244—245, 289; *ibidem*, IX<sub>1</sub>, p. 559, 572; N. Iorga, *Știri despre veacul al XVIII-lea în țările noastre după corespondența diplomaților străini, I, 1700—1730* (Informations concernant le XVIII<sup>e</sup> siècle dans nos pays d'après la correspondance des diplomates étrangers, I, 1700—1730), Bucarest, 1909, p. 17, 20, 21; Axinte Uricarul, *A doua domnie a lui Nicolae Mavrocordat votevod în Moldova* (Le second règne du prince Nicolas Mavrocordat en Moldavie), publié par M. Kogălniceanu, 2<sup>e</sup> édition, tome II, Bucarest, 1872, p. 169—170.

au traité de paix de Nemirów, le délégué de la Pologne reçut des instructions secrètes pour poser de nouveau la question des fortifications de Hotin ainsi que la question des colonies tartares de Moldavie<sup>10</sup>. L'insuccès des négociations de Nemirów fit échouer ces tentatives. Les invasions des Tartares en Pologne pendant la guerre qui de 1735 à 1739 mit aux prises la Russie et l'Autriche contre la Porte, incursions qui eurent pour point de départ surtout le territoire de la Moldavie, incitèrent les Polonais à faire de nouveaux efforts pour éloigner de leurs frontières les Tartares. En conséquence, parmi les missions confiées à Pawła Benoe, qui fut envoyé à Constantinople en 1742, furent aussi celles d'obtenir le retrait des forces armées ottomanes de la frontière polonaise, la citadelle de Hotin étant considérée « lapidem ofensionis » par les Polonais, et d'éloigner du Bugeac les Tartares<sup>11</sup>.

Dans les circonstances d'alors, de nouvelles discussions pour transformer la Moldavie en un « Etat tampon » devaient d'autant moins aboutir à un résultat favorable que le démantèlement de Hotin et le transfert des Nogaï auraient signifié pour l'Empire l'abandon d'une importante position stratégique et la renonciation à une force de choc qui lui était nécessaire pour pouvoir maintenir intactes les frontières du Nord de l'Empire. Or, selon les accusations du gouvernement ottoman, la République nobiliaire avait prouvé non seulement son incapacité à barrer la route aux armées du tsar et des Habsbourg qui avaient envahi l'Empire ottoman en traversant la Pologne, mais aussi, elle avait collaboré avec ces armées. L'Empire ottoman n'était donc nullement disposé à prendre en considération les prétentions polonaises. Au contraire, les Ottomans étaient convaincus qu'ils devaient fortifier Hotin encore davantage et cela d'autant plus que la possession de cette citadelle constituait, à leur avis, une garantie pour le maintien et la défense « des libertés de la République »<sup>12</sup>. Ainsi on a mis fin à des tentatives qui, si elles avaient été réalisées, auraient été favorables aussi à la Moldavie. La faiblesse de plus en plus grande de l'Etat polonais ne lui a pas donné la possibilité de contraindre la Porte à accepter ce qu'il exigeait. Quant à la Porte, pour les motifs que nous avons indiqués, elle ne pouvait que refuser les demandes de la Pologne.

<sup>10</sup> Cf. Wl. Konopczyński, *Polska a Turcja 1683—1792* (La Pologne et la Turquie 1683—1792), Warszawa, Nakladem Instytutu Wschodniego w Warszawie, p. 12.

<sup>11</sup> *Serles Conferentiarum inter Ministros Praefulgidae Portae ale una et Legationes S<sup>ae</sup> Regiae Majestatis ac Republicae Polonae al altera parte Constantinopoli expeditorum a<sup>o</sup> 1742*, dans la Biblioteka Czartoryskich w Krakowie, Ms. 613, p. 269—280 ; le problème de la « démilitarisation » de la Moldavie a été posé aussi par Josef Lopuski, agent diplomatique envoyé chez le Khan la même année (cf. Archiwum Głowne Akt Dawnych w Warszawie, *fond Zbiór Popielów*, Ms. 149, f. 64 v ; Arh. St. București, *fond Microfilm Polonia*, rola 70/20, cadrele 719—722).

<sup>12</sup> Cf. *Serles Conferentiarum...*, p. 269—280.

## THE GEOGRAPHY OF WALACHIA WRITTEN BY A TURKISH POLITICIAN \*

CENGİZ ORHONLU

(Istanbul)

Although there are numerous sources for 18th century Ottoman history, historians have only recently become interested in this century. Indeed, there is a rich collection of archival documents for this period as well as many manuscripts. For instance, some educated people took an interest in geography and they produced several works which are still waiting to be evaluated. Moreover, the 18th century had some peculiarities compared to the earlier centuries. One of them was the introduction of the Western culture into the Ottoman society. This process had steadily started at the beginning of the century. By the end of the century this process had taken the form of a socio-political movement known as the Nizam-ı Cedid (New order), which was considered to be the only alternative for the salvation of the state.

The cataloguing of the Turkish libraries still continues. Thus, it is always possible for a researcher to come across new sources. The same is true for the students of Ottoman knowledge of geography in the 18th century. Formerly, the number of works on geography was thought to be limited, but as new works on geography began to appear as a consequence of the recent cataloguing of the Turkish libraries, Ottoman literature on geography has increased.

Generally speaking, the Ottoman geographers of the 18th century can be divided into two groups. One was inspired by the traditional Islamic school of geography which was based on Ptolemy's geography. According to this view, the earth was the center of the Universe. The other view, was expounded by Copernicus. According to this view the Sun was the center of the Universe and the World was a satellite of the sun within this system. As it will be well remembered, this idea began to gain ground among Ottoman scholars through the cautious efforts of Kâtib Çelebi in the 17th century<sup>1</sup>. Kâtib Çelebi was one of the first to introduce modern knowledge of geography into the Ottoman society. However, the Copernician system was introduced openly by Ebu Bekir bin Behram of Damascus towards the end of the 17th century; he tran-

---

\* Paper presented at the III<sup>rd</sup> International Congress of South-East European Studies, Bucharest, 4–10 September 1974.

<sup>1</sup> However, he did not give any information about the Copernician system because of the religious rejection of it (See A. Adnan Adıvar, *Osmanlı Türklerinde İlim*, Istanbul, 1970, p. 128).

slated a voluminous work (*Coğrafya-yı kebîr*) from a western language <sup>2</sup>. When İbrahim Müteferrika edited the *Djihânnümâ*, a work by Kâtib Çelebi, for publication, he used the translation by Ebu Bekir bin Behram in completing some sections of the *Djihânnümâ*. Thus, one can argue that the contacts with European geographic literature began with Kâtib Çelebi and Ebu Bekir bin Behram and continued with the efforts of İbrahim Müteferrika. However, some geographers still had to be cautious in their works so as not to offend conservative circles. It is perhaps for this reason that some writers, who took an interest in geography, preferred to work on regional geography in order to avoid any dispute with the conservatives. Under all circumstances, it is fair to say that works on regional geography are more useful than other for modern historical research.

A general account of the geography of Europe was written in the Ottoman language around 1725–1726. It was entitled *İdjâmâl-i ahvâl Avrupa* <sup>3</sup>. As far as we know, this must have been the first work about European geography written in Turkish in the 18th century. After this work, Bernhard Varennius (1660–1676) *Geographia Generalis* was translated from German into Turkish in 1750 by Osman bin Abdülmennan. This was the first direct translation into Turkish of a European book on modern geography <sup>4</sup>. In the same year a general geography of the world was written in Turkish. This work was compiled by İbrahim Hamdi <sup>5</sup>. The books mentioned above are only some of the works dealing with geography written in the 18th century. I mentioned them to illustrate Ottoman interest in geography during 18th century. What I really want to cover is a work on the geography of Walachia.

*Eflak coğrafyası* <sup>6</sup> that is the geography of Walachia was compiled in 1760. No other pamphlet or separate Turkish work on Walachia is known. The geography of Walachia is a manuscript which has been found in the Khazine Library (No. 445) of the Topkapı Palace Museum.

## I. THE WRITER OF THE WORK

The author introduces himself as “Giridi Elhadj Ahmed Efendi” <sup>7</sup> in the second part of the work which consists of edicts and instructions and which suggests that the author must be an important statesman. This

<sup>2</sup> The original title of the work is *Nusretü'l-İslâm ve's-sürûr ft terceme-i atlas mayor*. It is a translation of *Atlas major seu cosmographia blaeviana qua solum, salem, coleum accuratissime describuntur* (Amsterdam, 1662) by Wilhelm and Joan Blaeu. The translation was completed in 1685.

<sup>3</sup> This work must be a translation. *İdjâmâl-i ahvâl-ı Avrupa* consisted of 20 folios; following this work, another translation pamphlet about geography takes place up to 37 (Topkapı Saray Museum, Revan Library No. 1648).

<sup>4</sup> Cengiz Orhonlu, *XVIII. yüzyıllarda Osmanlılarda coğrafya ve Bartınlı İbrahim Hamdi'nin Atlas'ı*, “Edebiyat Fakültesi Tarih Dergisi”, 19, İstanbul, 1964, p. 116, note 5.

<sup>5</sup> See Cengiz Orhonlu, *ibid.*, p. 115–140.

<sup>6</sup> An anonymous work about Crimea, Walachia and Moldavia exists in manuscript form (G. Flügel, II, 1283).

<sup>7</sup> “İşbu râkımü'l-hurûf aceze-i müderrisinden Giridi Elhadj Ahmed Efendi kulları...” (manuscript, 5 b).

name reminds us of Ahmed Rethmî Efendi, who was famous both as a distinguished politician and as a writer. Ahmed Rethmî Efendi was born in Rethmo a city on the north-east coast of Crete in 1700. In order to indicate his relation to that city, he used "Rethmî" as an epithet. It was customary in the Islamic society to get a surname which indicated the origin or relationship of a person to his hometown or country. Ahmed Rethmî Efendi was known in some circles as Giridî Ahmed Efendi although he usually preferred to identify himself as Ahmed Rethmî.

After his marriage to the daughter of Ta'ukdji Mustafa Efendi, the *Reisülküttab* (the chief scribe), Ahmed Rethmî entered the service of the *Divan-ı Humâyûn* (the imperial chancery of state). Because of his relationship to the Reisülküttab and also his own personal abilities, Ahmed Rethmî was quickly promoted to important positions such as serving as ambassador in European countries. His first foreign assignment came in 1757, when he was sent to Austria as an envoy. After his return to Istanbul he prepared a written report (*Sefâret-nâme*) of his impressions and experiences<sup>8</sup>. Later on, he was sent as an ambassador to the Prussian court in Berlin in 1763. He wrote a full account of this mission as well, an account which attracted the early attention of the West also<sup>9</sup>. Ahmed Rethmî was the only responsible critic of the Ottoman policy related to the Russo-Turkish war of 1768—1774 and of the consequences of this war<sup>10</sup>. He, nevertheless, had the courage to sign the treaty of the Küçük Kaynardja as the leading Ottoman representative. He eventually became a close associate of Khalil Hamîd Pasha, the Grand Vizier, in the Ottoman reform attempts for institutional renovation.

Another evidence of Ahmed Rethmî's authorship of the geography of Walachia is his interest in geography. Among his works the *Coğrafya-yı cedid* (New geography) also is mentioned<sup>11</sup>. We do not know any other person in this period who was born in Crete, and who was distinguished as a politician and writer of works on geography. Still, we must make clear that the biographical works for this period do not mention *Eflak coğrafyası* among his works<sup>12</sup>.

## II. THE MANUSCRIPT

In the recent prepared catalogue of the Turkish manuscripts in the Topkapi Palace Museum, The geography of Walachia is entered as "Eflak ve Buğdan hakkında", that is "On Walachia and Moldavia". A careful study of the manuscript indicates that such a title is not mentioned anywhere in it. Still, the History of the Geography of Walachia was first brought to the attention of researchers by Fehmi Ethem Karatay,

<sup>8</sup> *Viyana sefâret-nâmesi*, Istanbul, 1304—1887.

<sup>9</sup> *Sefâret-nâme-i Ahmed Resmî*, Istanbul 1303—1886; a German translation of this work appeared in 1903, *Eine Türkische Botschaft an Friedrich den Grossen*, Istanbul, 1903.

<sup>10</sup> His works (*Hulasat'ı-ittibâr*) on Russo-Turkish War of 1768—1774 is an eyewitness. It was published in Istanbul, 1268 and 1307.

<sup>11</sup> A nice copy of this work is in the Library of Khusrev Pasha (No. 269).

<sup>12</sup> See F. Babinger, *Ahmed Resmî*, EI<sup>3</sup>.

the author of the catalogue mentioned above<sup>13</sup>. However, today M. Guboglu kindly informed me about the existence of another copy of this work in Galați (Romania). As this copy in question was unknown to me, I will follow only Topkapı Sarayı copy in analysing the work<sup>14</sup>.

The geography of Walachia consists of 58 folios. At present, there is only one copy known in Turkish libraries, which is in the form of a manuscript. The first 28 folios contain the actual text. The remaining folios are a collection of edicts and instructions sent from Istanbul to the officers who were appointed to restore order in Walachia before 1760 — a date which corresponds to that of the manuscript at hand. This second part of the manuscript provides to the careful reader the reasons for writing the geography of Walachia<sup>15</sup>.

#### A — REASONS FOR WRITING THE GEOGRAPHY OF WALACHIA

The principality of Walachia was a tributary state of the Ottoman Empire. It had a certain degree of autonomy in its internal affairs. The Ottoman state had recognized Walachia's autonomy through various agreements which forbid the intrusion of the Ottoman soldiers or peasants into the delimited lands of the Principality. However, these agreements seem to have been violated by some Ottoman soldiers and peasants in the middle of the 18th century. These people occupied lands which belonged to the Principality of Walachia and began to utilize them for their own benefit. Even the official statements depicted such action as robbery and aggression<sup>16</sup>. According to the manuscript at hand, the intrusion of the Ottoman subjects was reported to the capital, Istanbul, by Scarlat Ghica (Iskerlet-zâde Ligor), the Prince of Walachia. In fact, the documents indicate that the problem was an old one. The provisions of Istanbul were usually provided by Walachia and any decrease in the Walachian production exported to Istanbul could create an economic crisis in the Capital. An official committee was established in Istanbul to deal with the problem by investigating the illegal occupation and usage of land in Walachia. Giridi Ahmed Efendi was appointed the head of the investigation team. Before him an Osman Çavuş was directing the investigation, but Ahmed Efendi's appointment indicates that Osman Çavuş had failed in the task<sup>17</sup>.

That the documents related to this subject date from 1756 suggests that the problem had started earlier. Ahmed Efendi and his team investi-

<sup>13</sup> *Topkapı Sarayı Türkçe Yazmalar Kataloğu*, Istanbul, 1696, I, p. 459.

<sup>14</sup> M. Guboglu, *Două Manuscrise Turcești de Ahmed Resmî Efendi în Biblioteca*, "V A. Urechia" din Galați privind Țările Române, in *100 de ani de la înființarea primei biblioteci publice din județul Galați*, Galați, 1974, p. 133—154.

<sup>15</sup> A copy of the work exists in the Topkapı Palace Museum in Khazine Library No. 445. It has 58 folios; each page has 21 lines, leather binding. It has no indication concerning the date when the manuscript was written. But according to the knowledge in the text it must have been written at the beginning of Rabî' I, in 1174. This indicates that, at least, it was written in the author's time.

<sup>16</sup> "Memleket-i Eflak ve Kara Eflak'in eşkıyadan tathiri ve tenzifi ve re'ayasının asâyiş ve te'minleriyçün... (See Başbakanlık Arşiv Genel Müdürlüğü, *Romanya Defteri*, No. 77/1, p. 151).

<sup>17</sup> *Romanya Defteri*, No. 77/1, p. 140; documents relating to this subject dated Evâil-i Ramazan, 1171.

gated and made the necessary inquiries about the illegally occupied lands. The survey extended from the area across the Danube at Fethülislâm to the north-east of Ibrail. Ahmed Efendi verified the legality of the use of land in this area, confiscated the improperly occupied lands and returned them to the residents of the Principality. He also gave orders for the destruction of the *çiftlik* (large farms) and the settlement of the intruders.

In order to bring his task to a successful conclusion, Ahmed Efendi had to be familiar with the administrative geography of Walachia and the boundaries of the country. There is no doubt that some local sources were available to him, sources which were probably provided by the administration of the Principality. He also might have taken notes on what he observed during the investigation. I think this is how the data that constituted the basis of his geography were collected. When the matter was completed, Ahmed Efendi probably thought of preparing a work on Walachia for the use of others and composed the first part of the Geography of Walachia and included in it a second separate section which consisted of his correspondence with Istanbul while he was in charge of the investigation team to restore order in Walachia.

#### B — CONTENTS OF THE GEOGRAPHY OF WALACHIA

The general outline of the Geography of Walachia is as follows. It begins with a general description of Walachia according to which Walachia is divided into two parts: Küçük Eflak (Little Walachia), and Büyük Eflak "Eflak-ı Kebîr" (Great Walachia). In the following section the administrative divisions within each part are detailed; districts (*kazas*), counties (*nahiyes*, subdivisions of *kazas*) and villages (subdivisions of *nahiyes*) are indicated. Walachia had a total of 17 *kazas* on which there were 4.000 çiftliks<sup>18</sup> (big farms). The lands between the Belina River, which flows into the Danube, and the Olet River were called Little Walachia, which consisted of five *kazas*<sup>19</sup>. Each *kaza* in the Little Walachia, had five counties (*nahiye*). To the north of Little Walachia was Transylvania (Erdel) which belonged to Austria at that time. Great Walachia (Eflak-ı Kebîr) consisted of 12 *kazas*<sup>20</sup>.

Ahmed Efendi provided a general description of each *kaza* and included further information on the centers of the *kazas*. He described the geographical position of each *kaza* and the course of their rivers. He furthermore described the way these rivers were utilized in terms of fishing, water mills, etc. — activities which occupied an important place in the daily life of the people of some parts of Walachia.

The description of towns and cities in the 1760's in Walachia constitutes an interesting and important section of the Geography of Walachia for students of the history of this area. Below, we will summarize the section on Bucharest to give the reader the idea of the scope of such information in the Geography of Walachia<sup>21</sup>.

<sup>18</sup> For big farm, "moşye" was used in the text. The meaning of this word is of a scattered peasant community of 5–10 houses.

<sup>19</sup> Çerniç, Hokina (Ocna), Tirgozi (Tirgu-Jiu), Krayova (Craiva), Romaniş.

<sup>20</sup> Remnik, Boze, Sukuyan, Brahova, Balomiçe, Vîlaşka, Dembovitze, Muşcel, Telli Orman, Olet, Arcil, Ilnov (?).

<sup>21</sup> See N. Beldiceanu, Bükresh (Bukarest), EI<sup>2</sup>.

Bucharest is the administrative seat of the district of Ilfov as well as the capital of the Principality. From one end of the town to the other its measures 1,5 miles. It has 6 khans, 2 public and 1 private baths (hamam), and 1 hospital with a capacity of 40 patients. One can see many merchants in the town. There exist 300 shops in the market. The Serban Bey Khan serves as the *bezzazistan* (covered market) with its 50 rooms. One hundred boyars <sup>22</sup> live in Bucharest of whom 40 have extensive farms. The Dambovita River flows through the town. Twenty-one water mills and 2 textile mills exist alongside this river. Bucharest is a beautiful place covered with fruit trees and flowers.

In spite of the interesting information on the towns and on the economy of the whole country provided in the Geography of Walachia, no population estimates are given, except in one place where the population of Walachia is said to be 15.000. This number must be referring to the landowners in Walachia only. Still another important piece of information provided in the work is on the administrative system of the Principality, information which must have been taken directly from the administrative authorities of the Principality.

### III. CONCLUSION

The Geography of Walachia is a work of regional geography. It is based on local sources and on the personal observations of its author. As far as we know, this must have been the first Turkish work about Walachia. It contains important information on the economic and political situation in Walachia in the 1760's. It is a modest work but it should not be neglected by the students of the history of Walachia.

---

<sup>22</sup> Nobleman.

## RELAZIONI DI GIOVANNI DI HUNEDOARA CON L'ITALIA NEGLI ANNI 1452—1453

(Documenti inediti preceduti da uno studio), (I)

FRANCISC PALL

Un certo numero di documenti che abbiamo potuto raccogliere in questi ultimi anni (1968, 1970) negli archivi italiani\*, documenti, a quanto ci è noto, finora inediti — sebbene in parte già conosciuti in forma di regesti qualche volta assai insufficienti o di semplici menzioni, uno però in traduzione — offrono delle notizie di rilievo sui rapporti di Giovanni o Janco di Hunedoara, il prode campione della crociata antiottomana, con l'Italia all'epoca della guerra per la successione al ducato di Milano. Siccome tali rapporti sono pressoché ignorati nella storiografia (anzitutto le monografie dedicate al celeberrimo capitano d'origine romena non ne dicono niente), crediamo opportuno soffermarci, dopo i brevi cenni che peraltro vi abbiamo fatto in precedenza<sup>1</sup>.

### I

#### APPROCCIO DI FRANCESCO SFORZA, DUCA DI MILANO, ALL'HUNYADI CONTRO L'IMPERATORE FEDERICO III NEL 1452

E' ben noto che l'imperatore Federico III non voleva confermare Francesco Sforza, il fortunatissimo ed abile condottiero pervenuto nel 1450 duca di Milano, ma avrebbe desiderato accapparare il ducato a favore della sua famiglia, intento evidente soprattutto durante il suo

\* Abbreviazioni archivistiche :

ASF = *Archivio di Stato di Firenze*

ASM = *Archivio di Stato di Milano*

ASV = *Archivio di Stato di Venezia*

Abbreviazioni bibliografiche :

Iorga, NE = [Nicolae] Iorga, *Notes et extraits pour servir à l'histoire des croisades au XV<sup>e</sup> siècle*.

Muratori, RIS = Ludovicus Antonius Muratori, *Rerum Italicarum Scriptores*

<sup>1</sup> Francisc Pall, *Stăpînirea lui Iancu de Hunedoara asupra Chiliei și problema ajutorării Bizanțului* [Il dominio di Janco di H. sulla (fortezza di) Chilia e il problema dell'aiuto da prestare a Bisanzio], in „Studii. Revistă de istorie”, [Bucarest], 18 (1965), n° 3, pp. 635—636; Idem, *Byzance à la veille de sa chute et Janco de Hunedoara (Hunyadi)* in „Byzantino-slavica”, Praga, 30 (1969), n° 1°, pp. 125—126.

viaggio intrapreso per l'incoronazione a Roma nel 1452. Di fronte a questo atteggiamento ostile, lo Sforza cercava contatti anche in Ungheria e Austria<sup>2</sup>, paesi dove il malcontento contro l'imperatore era vivissimo in seguito alla tutela forzata in cui questo sovrano, d'altronde lamentabile, evasivo e senza autorità, teneva suo nipote Ladislao V il Postumo, re d'Ungheria e di Boemia, nonché duca d'Austria. Così si spiega l'ambasceria d'Antonio de Magnis (o Magnio), già funzionario di Filippo Maria Visconti, cioè del predecessore dello Sforza nel ducato di Milano, mandato da quest'ultimo all'Hunyadi, allora *gubernator* (= reggente) d'Ungheria, già voivoda di Transilvania. A. de Magnis fece ritorno al suo signore con una risposta recante la data 1° marzo 1452 da Vienna, ove si trovava in quel tempo il governatore a capo d'una numerosa delegazione della dieta ungherese per trattare con i rappresentanti dell'Austria e della Boemia la faccenda del re minore Ladislao. In termini cortesissimi, anzi cordiali, l'Hunyadi comunicava al duca di Milano, chiamato da lui in quest'occasione *tanquam frater in Domino*, di essersi messo d'accordo con il conte Ulrico di Cilli — zio materno del re Ladislao, bano di Slavonia, magnate influentissimo in Austria ed in Ungheria — per la risposta fatta all'ambasciatore. Ma per ragioni di segretezza, la lettera contiene soltanto delle proferte generiche in tutte le circostanze a favore dello Sforza, senza entrare in particolari, affidati certamente per bocca all'oratore, che fu infatti licenziato *cum plena relatione*<sup>3</sup>. In tal modo vennero allacciate o probabilmente riallacciate le relazioni tra i due famosi comandanti e uomini di Stato. Diciamo: probabilmente riallacciate, perché verosimilmente essi si sono conosciuti già durante il soggiorno milanese dell'Hunyadi, quando questi — secondo l'umanista Antonio Bonfini — aveva militato al servizio del Visconti, in un passato assai lontano (tra 1431—33). Egli sarebbe stato addirittura discepolo nella carriera delle armi dell'anziano Sforza, condottiero del menzionato duca in quell'epoca. Anche il re d'Ungheria Mattia Corvino, figlio del governatore, ricorderà, nel 1470, l'*amicitia e benevolentia* esistenti fra i due illustri uomini<sup>4</sup>.

Alcuni giorni dopo il rinvio dell'ambasciatore milanese, si sono ugualmente conclusi i sopraccitati negoziati di Vienna: ne risultò il patto del 5 marzo 1452, con cui i rappresentanti dell'Ungheria, capeggiati dall'Hunyadi, e quelli dell'Austria s'impegnavano in un'azione comune ed energica al fine di conseguire la liberazione di Ladislao<sup>5</sup>. Il 7 marzo si rivolgevano per lettera al papa Niccolò V, pregandolo di indurre Federico all'adempimento della loro richiesta, acciòché non fossero obbligati a ricorrere all'uso della forza; nella medesima data scrissero nello stesso senso a Federico, "re dei Romani" (prima dell'incoronazione imperiale)<sup>6</sup>.

<sup>2</sup> B. Buser, *Die Beziehungen der Medtceer zu Frankreich während der Jahre 1434—1494 in ihrem Zusammenhang mit den allgemeinen Verhältnissen Italiens*, Lipsia, 1879, p. 65; Vilmos Fraknói, *Mátyás király magyar diplomatái* [Diplomatici ungheresi del re Mattia], Budapest, 1900, p. 35.

<sup>3</sup> Doc. I.

<sup>4</sup> Iván Nagy-Albert Nyári, *Monumenta Hungariae Historica*, serie IV, vol. II, Budapest, 1877, p. 162; Florio Banfi, *Hunyadi János itáliai tartózkodása* [Il soggiorno italiano di Giov. H.], in „Erdélyi Múzeum” [Museo Transilvano], Cluj, nuova serie, vol. V (1934), pp. 261—277.

<sup>5</sup> Georgius Fejér, *Genus, incunabula et virtus Joannis Corvini de Hunyad, regni Hungariae gubernatoris*, Buda, 1844, pp. 167—173.

<sup>6</sup> József Teleki, *Hunyadiak kora Magyarországon* [Epoca degli Hunyadi in Ungheria], II, Pest, 1852, pp. 208—209; X, Pest, 1853, pp. 323—326.

Con siffatti messaggi sono partiti alla volta d'Italia ambasciatori ungheresi ed austriaci. Il salvacondotto dei primi venne emesso dall'Hunyadi, tornato intanto nel regno d'Ungheria, a Presburgo (Bratislava, Pozsony), l'11 marzo. Notiamo pure i nomi di questi ambasciatori ungheresi, perché uno di essi, l'ultimo, comparirà ancora spessamente nel nostro discorso: Agostino di Salánk<sup>7</sup>, vescovo di Györ (Raab)<sup>8</sup>, Ladislao di Töttös<sup>9</sup>, gran bottigliere regio, e il *venerabilis magister Albertus de Vethes utriusque iuris doctor, archidiaconus Albensis ac canonicus et vicarius ecclesie Transilvanie*<sup>10</sup>. Oriundo d'una antica famiglia di media nobiltà (il villaggio avito Vetés, in romeno Vetis, esiste tutt'oggi sul fiume Someș nei pressi della città di Satu Mare, nel nord-ovest della Romania), con studi universitari seguiti a Vienna e in Italia, egli si trovava dal 1446 al servizio diplomatico dell'Hunyadi<sup>11</sup>. L'ambasceria magiario-austriaca giunse a Firenze ai primi di maggio quasi contemporaneamente con l'imperatore<sup>12</sup>, già di ritorno dal suo viaggio a Roma, dove era stato incoronato dal papa il 19 marzo. Si tratta, come è noto, dell'ultima incoronazione imperiale che avvenisse in Roma. Il nuovo imperatore aveva del resto visitato pure Napoli, ottenendovi la promessa del re Alfonso V, zio di sua moglie e alleato di Venezia contro lo Sforza e Firenze, di aiutarlo nell'acquisto del ducato di Milano<sup>13</sup>. Ora, a Firenze Federico non volendo ricevere l'ambasceria e tanto meno consegnarle Ladislao (ch'egli portava con sé quasi prigioniero), essa si diresse alla Città Eterna, ove però anche il pontefice, sotto l'influenza dell'imperatore, rifiutò la suddetta richiesta, minacciando anzi con la scomunica gli avversari austriaci, più pertinaci, di costui<sup>14</sup>.

Frattanto Federico arrivò, il 21 maggio, a Venezia che gli riservò delle accoglienze molto festose, a cui forse aveva contribuito — supponiamo — altresì la comune inimicizia al duca di Milano, con il quale la

<sup>7</sup> Villaggio scomparso, presso il fiume Mures, a sud-ovest della città di Arad nella Romania occidentale.

<sup>8</sup> Già (cioè tra 1435—45) arcidiacono di Clus [= Cojocna] nel vescovato della Transilvania. Egli studiò a Bologna (Conradus Eubel, *Hierarchia catholica Medii Aevi*, 2<sup>a</sup> ed., vol. II, Münster, 1914, p. 167; Erik Fügedi, *A XV. századi püspökök* [I vescovi del sec. XV], in „Történelmi Szemle” [Rivista Storica], Budapest, 8 (1965), p. 490.

<sup>9</sup> Rác-Töttös, villaggio nel comitato di Baranya (sud-est dell'Ungheria attuale).

<sup>10</sup> Fejér, pp. 173—176. Qui A. de Vethes [correttamente Vethes].

<sup>11</sup> Fraknói, *Mátyás k. magy dipl.*, pp. 32—34; Paulus Lukacsics, *Diplomata pontificum saec. XV*, vol. II, Budapest, 1938, n<sup>ri</sup> 263, 313; Andreas Veress, *Matricula et acta Hungarorum in universitatibus Italiae studentium 1221—1864*, Budapest, 1941, pp. 154, 155, 241, 330, 331 (l'autore lo ritiene personaggio diverso dall'omonimo, futuro vescovo[di Nitra e poi] di Veszprém, morto nel 1486); Fügedi, p. 491; *Urkundenbuch zur Geschichte der Deutschen in Siebenbürgen*, vol. V (1438—1457), a cura di Gustav Gündisch, Bucarest, 1975, n<sup>o</sup> 2775 (doc. del 30 aprile 1452, Bács, donde risulta appunto l'assenza dal paese di Alberto, *qui in remotis agit partibus* in questo tempo).

<sup>12</sup> Mattheus Palmerius, *Annales* [= *Historia Florentina*], a cura di Gino Scaramella, in appendice al *Liber de temporibus* dello stesso cronista, Città di Castello, 1903—1915, p. 163 (Muratori, RIS, t. XXVI/1). Questi annali sono stati scritti „a più riprese, dal 1432 al 1474” (prefazione dell'editore, p. XXVI). Nel 1453 il Palmieri ricoprì la carica di gonfaloniere di giustizia. Vedasi Vittorio Rossi, *Il Quattrocento*, Milano, s.a., p. 89 [1<sup>a</sup> ed. 1898] (*Storia letteraria d'Italia*).

<sup>13</sup> Perciò il viaggio di Federico a Napoli destò sospetti presso certi rappresentanti diplomatici di Milano a di Firenze (Ludwig Pastor, *Geschichte der Päpste*, 5<sup>a</sup>—7<sup>a</sup> ed., vol. I, Friburgo in Brisgovia, 1925, p. 509 e n. 3).

<sup>14</sup> Teleki, II, p. 226—232.

Serenissima, dopo lunghi ed ampi preparativi, si trovava in aperto stato di guerra proprio dal 16 dello stesso mese. Ma essa respinse recisamente le offerte dell'imperatore, tendenti durante questo soggiorno a restaurare la pace in Italia<sup>15</sup>. Rientrato in Austria nel giugno, Federico non riuscì a fronteggiare il profondo malcontento del partito di Ladislao e finalmente, agli inizi di settembre, fu costretto da esso, con le armi in pugno, a rilasciare il suo pupillo tredicenne, rimettendolo al Cilli<sup>16</sup>. Il re fanciullo diventerà così uno strumento docile nelle mani di questo magnate sagace ed ambizioso, ma corrotto<sup>17</sup>, nemico più o meno dissimulato dell'Hunyadi, malgrado la loro alleanza non solo politica ma anche di parentela. Nel gennaio 1453, questi si dimise formalmente dalla dignità di governatore, pur intendendo conservarsi in realtà l'esercizio effettivo del potere nel regno d'Ungheria, nella sua nuova qualità ufficiale di *supremus* (ovvero *generalis*) *capitaneus* e di *administrator proventuum regalium*<sup>18</sup>.

## II

### GLI SFORZI DEL DUCA DI MILANO E DELLA REPUBBLICA DI FIRENZE PER CONSEGUIRE L'AIUTO MILITARE DELL'HUNYADE (E D'ULRICO DI CILLI) CONTRO VENEZIA NEL MARZO-LUGLIO 1453

La guerra scoppiata nel 1452 che si combatteva tra Venezia e Milano in Lombardia e (dal giugno) tra Napoli e Firenze in Toscana, si prometteva ad essere una lotta duratura, di logoramento, in cui sembravano, all'inizio, favoriti i Veneziani, i quali potevano disporre di maggiori risorse economiche per sostenerla a lungo. Pur difendendosi valorosamente, la situazione dello Sforza era assai difficile, dovendo continuamente appellare agli aiuti finanziari di Firenze, sua collegata, e affrontare non soltanto le schiere della Repubblica di San Marco nella Lombardia orientale, che costituiva il fronte principale, ma inviare quasi contemporaneamente delle genti d'arme all'ovest, dove i territori sforzeschi erano stati attaccati dal marchese di Monferrato, alleato di Venezia e di Napoli. Nella primavera del 1453 i Veneziani riuscirono a penetrare nel Cremonese e, ad onta dei loro progressi, il duca di Milano si vide costretto a indebolire la propria posizione, mandando in Toscana suo fratello Alessandro, signore di Pesaro, al comando di duemila "cavalli" in soccorso degli alleati fiorentini, assaliti da milizie napoletane condotte da Ferrante, figlio di Alfonso V<sup>19</sup>.

<sup>15</sup> Aeneas Sylvius, *Historia Federici III*, libro V, ed. Adam Franc. Kollar, *Analecta monumentorum omnis aevi Vindobonensis*, II, Vienna, 1762, pp. 337-338. Cf. in generale Franco Catalano, in *Storia d'Italia*, coordinata da Nino Valeri, II, Torino, [1959], p. 17.

<sup>16</sup> Alfons Huber, *Geschichte Österreichs*, III, Gotha, 1888, pp. 87-88; Lajos Elekes, *Hunyadi*, Budapest, 1952, p. 410; Camil Mureşan, *Iancu de Hunedoara*, 2<sup>a</sup> ed. riveduta e accresciuta, Bucarest, 1968, p. 175.

<sup>17</sup> Il suo ritratto fisico emorale, molto particolareggiato, è tracciato due anni dopo la sua morte (nel 1458) da Enea Silvio Piccolomini, il celebra umanista che aveva avuto occasione, in qualità di membro della cancelleria e di consigliere dell'imperatore Federico, di conoscerlo assai bene (Aen. Sylvius, lib. II, p. 213).

<sup>18</sup> Pall, *Byzance*..., p. 121.

<sup>19</sup> Johannes Simoneta, *Rerum gestarum Francisci Sfortiae commentarii*, a cura di Giov. Soranzo, lib. XXIII, Bologna, 1933-34, pp. 369-370 (Muratori, RIS, t. XXI/2).

Ma i Fiorentini sentivano il bisogno d'acquistare per essi e per lo Sforza pure altri aiuti militari. Mettendosi dunque d'accordo con il duca di Milano, a tale fine Firenze riprese i negoziati in Francia (dopo quelli del 1447)<sup>20</sup>, prima con il re Carlo VII, poi con il duca Renato d'Angiò, rivale da tanto tempo, benché sfortunato del surricordato Alfonso V d'Aragona al possesso del regno di Napoli. L'11 aprile 1453, l'ambasciatore fiorentino Angelo de'Acciaiuoli, vecchio e prestigioso uomo di fiducia del vero padrone — nonostante le istituzioni repubblicane — della Città dei Fiori, cioè di Cosimo de' Medici, strinse patti con Renato, questo "re" (conforme al titolo che portava), obbligandosi a scendere in Italia alla testa di duemilaquattrocento "cavalli" al servizio degli alleati, ancorché al soldo unicamente di Firenze, entro il mese di giugno di quell'anno<sup>21</sup>. Sennonché, ci interessa qui più da vicino l'idea sempre dei Fiorentini di assicurare a favore della loro lega con Milano anche l'intervento armato del regno d'Ungheria.

Prendendo lo spunto, bensì con ritardo, dai ringraziamenti del re Ladislao e dei ceti dirigenti del regno, espressi nell'autunno del 1452, per le benevole accoglienze dimostrategli a Firenze in occasione del suo viaggio a Roma nella scorta dell'imperatore e informando il Comune di Firenze della sua liberazione, "offerendosi con ogni sua forza a ogni favore e beneplacito di questa Signoria" (per usare le parole del Palmieri<sup>22</sup>, la cui testimonianza troviamo confermata dallo stesso documento emesso dal re e conservato nei fondi archivistici)<sup>23</sup>, — la Repubblica fiorentina decise, nel marzo 1453, d'inviare un ambasciatore al giovane monarca. Nelle istruzioni impartite a Jacopo Del Bene (come si chiama quest'ambasciatore), il 17 del detto mese, si parla soltanto della sua missione a nome del Comune di Firenze, ma il fatto che egli rappresentasse anche il duca di Milano emergeva dalle lettere credenziali con cui l'Hunyadi muniva, il 20 aprile, il proprio oratore, Alberto di Vetés, destinato in risposta allo Sforza per negoziare con lui e con la Repubblica fiorentina. D'altronde, nelle stesse credenziali il capitano supremo d'Ungheria si riferisce a una lettera che gli venne presentata tramite il Del Bene da parte del duca. Secondo le menzionate istruzioni, l'ambasciatore fiorentino, oltreché esprimere al re il compiacimento della repubblica per la sua liberazione e per la sua benevolenza, doveva fare anche dei sondaggi presso di lui, nonché presso *Giovanni vaivoda*<sup>24</sup>, il Cilli e gli "altri signori et prelati", per i quali aveva lettere di credenza, affinché intendesse "quello che di quelle parti si potessi sperare" a vantaggio di Firenze e "per li tempi che occorrono", senza prendere però alcun obbligo concreto a nome della repubblica<sup>25</sup>. Stando quindi alla "lettera" di questa *commissio* di J. Del Bene, la sua legazione sarebbe stata solo di cortesia e di generico orientamento per gli interessi fiorentini.

<sup>20</sup> Buser, p. 36.

<sup>21</sup> *Doc. XIII*; Palmerius, p. 167; Simoneta, p. 369; Niccolò Machiavelli, *Istorie fiorentine*, lib. VI, [cap. 31], in *Opere complete*, vol. I, Napoli, 1878, pp. 107—108; cf. anche Catalano, p. 19.

<sup>22</sup> Palmerius, p. 166.

<sup>23</sup> Ladislao ai Fiorentini, 27 settembre 1452 (Iorga, NE, II, Parigi, 1899, p. 481).

<sup>24</sup> In realtà, a quest'epoca l'Hunyadi non rivestiva più (dopo il 1448) la dignità di vaivoda di Transilvania, benché fosse spesso chiamato così, in virtù dell'abitudine, nelle fonti sincrone.

<sup>25</sup> *Doc. II*.

Sembra tuttavia che l'ambasciatore abbia ricevuto dal suo governo certi complementi, probabilmente orali, dato che l'idea di attrarre Ladislao o meglio dire l'Hunyadi e il Cilli — i quali menavano effettivamente gli affari a suo nome, il primo nell'Ungheria, l'altro nell'Austria, non parlando di Boemia, ove il medesimo ruolo adempiva Giorgio Podiebrad — per combattere al fianco della lega fiorentino-milanese contro Venezia, sarebbe venuta da parte dei Fiorentini. Così risulta dalle allusioni di Nicodemo Tranchadini da Pontremoli, il notissimo, acuto e disinvolto oratore dello Sforza, nei suoi dispacci vivacissimi speditigli il 18 e il 21 giugno 1453 da Firenze <sup>26</sup>, dove negoziava con il governo, fra l'altro, pure il problema di quest'alleanza. Nel suo viaggio alla volta della corte di Ladislao, il Del Bene prese ovviamente contatto con il duca, il quale doveva certamente aderire a tale idea, tanto più che essa aveva in vista un intervento militare prima di tutto a suo favore. Si capisce che lo Sforza abbia dato anche lui certe istruzioni e abbia fatto dei suggerimenti, in quest'occasione, all'ambasciatore fiorentino, il quale diventava parimente suo rappresentante. Ad ogni modo, il Del Bene consegnò una sua lettera all'Hunyadi, con il quale il duca, come già detto, si trovava in buoni rapporti. Sicuramente anche nella consapevolezza di tali rapporti, il governo fiorentino richiedeva allo Sforza, tramite lo stesso oratore, di insistere soprattutto presso il capitano supremo d'Ungheria, ed anche presso il Cilli, allo scopo di attrarli nella lega fiorentino-milanese, come si può dedurre dai medesimi dispacci.

Il Del Bene dovette giungere alla corte di Ladislao, a Vienna, verso l'inizio dell'aprile 1453. I suoi negoziati si svolsero sostanzialmente durante questo mese con il Cilli nella capitale austriaca e con il capitano supremo in quella ungherese, a Buda. Solo un po' più tardi conosceremo il contenuto di questi negoziati a proposito degli altri a loro connessi. Dalle brevi credenziali del 20 aprile a favore di Alberto di Vetés, già menzionate, redatte in uno stile latino assai pesante e in due versioni somiglianti tra di loro, apprendiamo protocollamente che l'Hunyadi ha "esaudito" ciò che gli veniva esposto da J. Del Bene, oratore del Comune fiorentino e del duca, e ha "inteso con diligenza" le cose "contenute" nella lettera dello Sforza, presentata dallo stesso oratore. Per conseguenza, il grande capitano delle contrade danubiane comunicò mediante le suddette credenziali al suo illustre e ducale compagno d'armi italiano di spedirgli, "incontinente", il magistro Alberto, dottore delle leggi, suo segretario, munito di piena facoltà per trattare e concludere patti a suo nome con lui e con Firenze "nei fatti ottimamente conosciuti" dal duca <sup>27</sup>.

Anche il conte Ulrico mandò in quest'occasione e nello stesso affare un ambasciatore plenipotenziario al duca di Milano. Così, l'8 maggio 1453, egli emetteva a Vienna, sempre in due versioni somiglianti, delle credenziali per il suo consigliere, il nobile Federico Lamberger <sup>28</sup>, cavaliere

<sup>26</sup> *Docc. VI e VII.*

<sup>27</sup> *Docc. IV e V.* Il Fraknói (*Mátyás k. magy. dipl.*, p. 35) riteneva J. Del Bene come ambasciatore soltanto dello Sforza e poneva erroneamente questa seconda missione italiana di Alberto in relazione con l'ostilità comune del duca, degli Ungheresi e degli Austriaci contro l'imperatore; della parte di Firenze e del problema dell'alleanza antiveneziana egli non sa niente.

<sup>28</sup> Originale, ASM, *Arch. Ducale (Sforzesco)*, cartella 640, fascicolo *Ungaria*, pp. 99 e 100.

noto come uomo di intima fiducia del conte pure da altre fonti contemporanee <sup>29</sup>.

Accompagnato — come risulta dagli sviluppi ulteriori — dall'oratore dell'Hunyadi e da quello del Cilli, nel maggio, il Del Bene fece ritorno in Italia. Giunti nel ducato di Milano verso la fine del mese essi ebbero "per più giorni" dei negoziati con lo Sforza. Apprendiamo ora alcuni particolari sul progetto d'alleanza presentato senza dubbio o abbozzato nelle trattative iniziali di Vienna e di Buda, alle quali servirono come base di discussione i suggerimenti dello Sforza. Il re d'Ungheria (certo nominalmente) e (in realtà) i suoi due "baroni", cioè l'Hunyadi e il Cilli, si obbligherebbero di mandare contro i Veneziani per attaccarli nel Friuli un esercito di "almeno" dodicimila cavalli sotto il comando di questi stessi magnati. Le condizioni di ricambio: il duca di Milano e Firenze dovrebbero somministrar loro una "certa subventione di danari", cioè si dovevano versare ai due magnati, come prima rata, diecimila ducati entro il 10 luglio prossimo, nel castello di Bormio (possesso milanese nell'alta valle dell'Adda, vicino al valico alpino dello Stelvio, sulla via in direzione del Tirolo, un passaggio frequentato nel traffico tra Milano e i paesi austriaci) <sup>30</sup>. La seconda rata: ventimila ducati, sarebbe esigibile dopo l'invasione del Friuli. La lega milanese-fiorentina avrebbe poi da pagare successivamente per ciascun mese (durante la campagna di quest' esercito d'intervento) diecimila ducati, senza però oltrepassare complessivamente ottantamila ducati. Anzi, gli ambasciatori del capitano generale e del conte avevano domandato di più, ma nelle trattative che durarono parecchi giorni il duca riuscì, in un primo tempo, a convincerli a limitare le loro pretese a tale somma, quindi insisteva di ridurla ancora. I due oratori replicarono però di non aver facoltà di poter diminuire questa somma di ottantamila ducati. Allora, sulla proposta persuasiva del duca, uno degli oratori — probabilmente il Lamberger <sup>31</sup> — rientrò oltralpe per chiedere nuove istruzioni al riguardo. Il duca e il Del Bene speravano che alla fine si sarebbe ridotta la sovvenzione insino a sessanta-settan-

<sup>29</sup> *Chronica der Edlen Grafen von Cilli*, in Simon Frid. Hanius, *Collectio monumentorum veterum et recentium ineditorum*, II, Brunswick, 1726, pp. 721, 746 (Fr. *Lambergeder* = Lamberger); l'autore anonimo della prima redazione di questa cronaca, nella seconda metà del sec. XV, si valse della tradizione, dei propri ricordi e qualche volta di documenti (Franz Krones, *Die Cillier Chronik, Kritische Untersuchungen ihres Textes und Gehaltes*, in „Archiv für österreichische Geschichte“, Vienna, 50 (1873), p. 72). Per il Lamberger v. ancora Aen. Sylvius, lib. VII, pp. 454, 458 e, nella massima parte secondo lui, Ant. Bonfini, *Rerum Ungaricarum decades*, dec. III, lib. VII, p. 180, lib. VIII, p. 197, cf. pure lib. X, p. 243: *Leremberger* = Lamberger (ed. J. Fogel — B. Iványi — L. Juhász, t. III, Lipsia, 1936). E' menzionato ugualmente da Giorgio Podiebrad in una lettera circa gennaio 1467 (Teleki, XI, Pest, 1855, p. 237). Péter Kulcsár, incontrando il nome del Lamberger presso il Bonfini, dice che non l'ha trovato altrove (*Bonfini magyar történetének forrásai és keletkezése* [Le fonti e il costituirsi della Storia Ungherese del B.], Budapest, 1973, p. 115). Eppure avrebbe potuto trovarlo presso Enea Silvio!

<sup>30</sup> Sappiamo che la surricordata ambasciata del 1452 (di cui faceva parte A. di Vetés) nel suo viaggio di ritorno da Roma, dopo esser passato per Milano, si servì di questa via (Aen. Sylvius, lib. V, p. 341). Probabilmente, seguendo questo valico, hanno varcato le Alpi nel 1453 anche J. Del Bene, A. di Vetés e il Lamberger (per evitare i territori sotto dominio veneto).

<sup>31</sup> Non abbiamo nessuna prova che sia poi ritornato in Italia. D'allora innanzi il materiale conosciuto parla, di solito, dell'ambasciatore d'Ungheria, senza indicare alcun nome. Si tratta indubbiamente di A. di Vetés, l'arcidiacono transilvano, plenipotenziario, come dicevamo, dell'Hunyadi.

tamila ducati <sup>32</sup>. I risultati raggiunti fino allora nelle trattative sarebbero stati comunicati, il 2 giugno 1453, dallo Sforza in una lettera a Cosimo. Si aprivano così delle prospettive per angustiare Venezia contemporaneamente con l'aiuto che si attendeva da Renato e dagli Ungheresi, mentre essa era minacciata — nei suoi interessi nel Levante, aggiungiamo noi — anche dai Turchi <sup>33</sup>.

L'atteggiamento dell'Hunyadi nel campo della politica estera non ci sembra assai chiaro in quest'epoca. E' vero che l'Ungheria si trovava con i Turchi dal novembre 1451 in una tregua conclusa per tre anni dallo stesso Janco, ancora governatore. Infatti, non solo in seguito all'indebolimento militare sofferto con la sconfitta inflittagli a Kosovo dal sultano Murad II nel 1448, ma anche a causa delle difficoltà interne, anzitutto delle trame ordite per invidia dagli altri baroni, poi dell'ostilità dimostrata dall'imperatore Federico — tutte queste circostanze ostacolando la sua politica di difesa fattiva contro l'espansionismo ottomano —, egli aveva accettato (per guadagnare tempo e rinsaldarsi) <sup>34</sup> l'offerta d'armistizio che il nuovo sultano, Maometto (Mehmed) II, riteneva necessario affinché, dal canto suo, potesse concentrare i suoi sforzi in vista della conquista di Costantinopoli <sup>35</sup>. Malgrado ciò, secondo quanto risulta da certe fonti sincrone e attendibili, alla vigilia dell'assedio della capitale bizantina, nell'autunno del 1452, dietro richieste dell'ultimo dei basilei, Costantino XII, l'Hunyadi aveva promesso di recargli soccorso armato, sebbene sotto certe condizioni, adempite dai Bizantini troppo tardi, poco prima della caduta della metropoli del Bosforo, che avvenne il 29 maggio 1453. E allora, vale a dire quasi al tempo stesso delle sue trattative con la corte imperiale bizantina, egli si lasciò attrarre da Milano e Firenze in questi negoziati, il cui fine costituiva un altro intervento armato, che avrebbe dovuto, pure codesto, portarlo lontano dalle frontiere del regno, per farlo entrare nel vespasio dei conflitti tra gli stati italiani <sup>36</sup>.

L'Hunyadi e il Cilli avrebbero dovuto condurre nel Friuli, abbiamo visto, "almeno" dodicimila soldati a cavallo in una campagna che avrebbe dovuto durare circa 4—5 mesi, come si può desumere dalle condizioni di pagamento. Si trattava di effettivi molto importanti per quei tempi, più della metà di ciascuno degli eserciti milanese e veneto impegnati in questa guerra: i combattenti sforzeschi, in favore dei quali si progettava

<sup>32</sup> Doc. IX. V. pure Palmerius, p. 168 (in genere bene informato, sbaglia tuttavia parlando di fiorini anziché di ducati e indicando X mila f. come seconda rata complessiva per la lega milanese-fiorentina).

<sup>33</sup> Buser, pp. 65—66, 383 n. 72, La lettera si troverebbe, secondo l'autore, a Parigi, *Bibliothèque Nationale, fonds italien 1586*, senza darci però l'indicazione del folio. Il signor Nicoară Beldiceanu (maitre de recherches au Centre National de la Recherche Scientifique, chargé de conférences à l'École Pratique des Hautes Études, Sorbonne) ha avuto la cortesia di esaminare, su nostra preghiera, tale ms. e ci ha gentilmente comunicato che la lettera menzionata sfortunatamente non vi esiste. Essa non è ritrovabile neppure nell'*Inventario delle carte dell'Archivio Sforzesco contenute nei codd. ital. 1583—1593 della Biblioteca Nazionale di Parigi*, in „Archivio Storico Lombardo”, X/2, Milano, 1883, pp. 222—329 (l'elenco degli atti dell'anno 1453 vi figura alle pp. 254—255, di cui abbiamo ricevuto, per opera dello stesso egregio collega, una xerografia).

<sup>34</sup> Elekes, pp. 386—410.

<sup>35</sup> Pall, *Skanderbeg et Janco de Hunedoara*, in „Revue des études sud-est européennes”, Bucarest, 6 (1968) n° 1, p. 15 (= „Studia Albanica”, Tirana, 1968, n° 1, p. 111).

<sup>36</sup> Idem, *Byzance...*, pp. 119—121, 125.

l'intervento, contavano all'inizio delle operazioni circa diciottomila cavalli e tremila fanti, contro quindicimila cavalli e seimila fanti della Repubblica di S. Marco <sup>37</sup>. Dunque c'era una ben grossa differenza tra il progetto d'alleanza con l'Hunyadi e il Cilli e i surriferiti patti già conclusi con Renato d'Angiò, il quale si obbligava a duemilaquattrocento cavalli, anche se finalmente, nell'ottobre 1453, arriverà in Lombardia con presoché quattromila <sup>38</sup>.

I negoziati di Milano e di Firenze con i due "baroni" del re Ladislao miravano ad aprire un fronte nuovo in una provincia della Terraferma (nel significato largo), cioè nel Friuli, vale a dire alle spalle delle truppe venete schierate sul fronte lombardo. Del resto, attacchi contro la "patria" del Friuli erano stati già sferrati parecchie volte dagli Ungheresi ai tempi dei re Lodovico d'Angiò (1356) e Sigismondo di Lussemburgo (1411, 1419, 1431) in conflitto con Venezia <sup>39</sup>. I conti di Cilli avevano vasti possedimenti nelle regioni d'Austria (in Stiria, Carinzia, Carniola) e d'Ungheria (in Slavonia, Croazia), essendo strettamente congiunti nei loro estesissimi legami di parentela anche ai conti di Gorizia, tutte regioni più o meno vicine al Friuli. L'accesso delle truppe d'intervento negoziato nel 1453 sarebbe stato così agevolato dal punto di vista territoriale, tanto più che Ulrico rivestiva pure la dignità di bano di Slavonia, condividendola con suo padre, conte Federico <sup>40</sup>, poi, sin dagli inizi dello stesso anno, ricopriva altresì quella (a volte non ben distinta dalla prima) di bano di Croazia e di Dalmazia, l'ultima carica condividendola con lui, per qualche tempo, Ladislao, figlio primogenito dell'Hunyadi <sup>41</sup>.

Dobbiamo similmente notare che non avremmo aspettato un tale subitaneo mutamento, in senso ostile, dell'atteggiamento del capitano generale nei riguardi della Repubblica di S. Marco, poiché, presumibilmente al principio del marzo 1453, ad ogni modo prima che arrivasse l'ambasciatore fiorentino-milanese a Vienna e a Buda, egli spedì oratori a Venezia. Muniti d'una sua lettera alla Serenissima, essi dovevano farvi delle grosse compre di gioielli, dei panni d'oro e di lana, nonchè di altre robe in vista del matrimonio di Mattia, suo figlio secondogenito, con Elisabetta, figlia d'Ulrico di Cilli (la quale era stata ad un certo tempo fidanzata al primogenito), matrimonio ispirato, come di consueto in quell'epoca, a ragioni politiche. Il senato veneziano parla in quest'occasione, in una sua deliberazione del 20 marzo, del *magnus vayvoda* (titolo

<sup>37</sup> Simoneta, lib. XXII, p. 355 (il biografo umanista e panegirista, fratello di Cicco e nipote d'Angelo Simonetta, faceva parte, come questi, dei collaboratori intimi del duca, dunque è informatissimo, avendo a disposizione anche l'archivio ducale; scrive dopo la morte dello Sforza, tra 1470-79). Cf. Cristoforo da Soldo, cronista bresciano coevo, bene informato pure lui: „La nostra Ill<sup>ma</sup> Signoria di Venecia [...] circa cavalli 16 mila e 6 mila fanti; et forse alter tanto più quelli del Conte Francesco [Sforza]" (*La Cronaca di —*, a cura di Giuseppe Brizzolara, Bologna, 1940, p. 118 (Muratori, RIS, t. XXI/3).

<sup>38</sup> Cr. da Soldo, p. 124 e n. 4.

<sup>39</sup> Heinrich Kretschmayr, *Geschichte von Venedig*, II, Gotha, 1920, pp. 216, 264, 266-268, 340-341.

<sup>40</sup> Teleki, II, p. 133 e n. 1, pp. 339-340; X, pp. 328-330, 384-385; L. Thallóczy — A. Áldásy, *Mon. Hung. Hist.*, serie IV, *Diplom.*, vol. XXXIII, Budapest, 1907, pp. XXXIX-XL, 149-150. Cf. ancora l'intitolazione del doc. inedito menzionato più sopra (n. 28): Nos Wlricus dei gracia Cillie. Ortemburge Sagorieque comes etc. ac regni Sclavonie banus.

<sup>41</sup> Teleki, II, p. 277 e n. 3, p. 381 e n. 2; Elekes, p. 411. Cf. pure Iorga, NE, II, p. 495.

di dignità adoperato qui, in tale forma, indubbiamente secondo l'esempio bosnese) come d'un *cordialissimus amicus*. Esso dichiara d'esser pronto a rendergli servizi graditi e utili, e fa garante *alacri animo* la Serenissima Signoria per cinquemila ducati — come una specie di avallo — di fronte ai mercanti venditori, giacché dalle spese complessive che ammontavano a non meno di tredicimila ducati, gli oratori del medesimo *Johannes vayvoda et gubernator regni Hungarie* (il senato lo chiama ancora così!) non avendo potuto pagare più di ottomila, si sono rivolti nel loro bisogno alla stessa Signoria per ottenerne un prestito <sup>42</sup>.

Dopo tante cortesie (anche se teniamo conto delle buone maniere del linguaggio diplomatico), sembra abbastanza strano che, bensì alcuni mesi più tardi, in data 30 giugno, il senato abbia respinto a schiacciante maggioranza di voti la proposta di due *sapientes consilii* mirante ad inviare un ambasciatore per congratularsi con il re Ladislao *de introitu suo in regno*, come avevano fatto i Fiorentini (allusione alla missione di Jacopo Del Bene) *et altre diverse potentie*. Quasi due terzi dei "pregadi" votanti non si erano lasciati convincere dai motivi invocati a favore della proposta, in cui ci si faceva attenti della convenienza, soprattutto nelle circostanze di quel tempo, di conservare i rapporti di benevolenza e di amicizia con il re d'Ungheria, ciò che sarebbe stato vantaggioso in molti rispetti. Avrebbero avuto i pregadi sentore dei negoziati antiveneziani di Milano, di Firenze e d'Ungheria, che li rendessero mal disposti? <sup>43</sup>.

L'ambasciatore d'Ungheria e quello di Firenze alloggiati dal 6 giugno a Cremona — alle spese del duca nell'ostello del "Cavalletto" <sup>44</sup> —, quest'ultimo, cioè J. Del Bene, rientrò in patria verso la metà dello stesso mese con il progetto d'alleanza per conseguire l'adesione del governo fiorentino. Quasi contemporaneamente, il 17 giugno, arrivò Nicodemo, spedito dallo Sforza affinché caldeggiasse la faccenda ed insistesse, nello stesso tempo, anche per aiuto finanziario, di cui il duca, a causa dell'esaurimento dei suoi proventi, aveva urgente bisogno, indispensabile al proseguimento della guerra, alla paga delle sue schiere mercenarie.

Il Del Bene riferì sull' "impresa deli Ungari" nel medesimo 17 giugno davanti ai Dieci di balia. Subito dopo, essi ricevettero in udienza pure Nicodemo, il quale fece visita ugualmente ai priori (Signoria) e a Cosimo, l'uomo più autorevole di Firenze, che dimostrava — com'è noto — non soltanto una costante simpatia e stretta amicizia, ma anche ammirazione nei confronti dello Sforza, cui prestava o procurava sussidi in varie occasioni. Sennonché, Nicodemo ottenne sia dai Dieci che dai priori, per il momento, una dilatoria e "freda risposta del facto de Zohane vayvoda e conte de Cille", a causa delle spese insopportabili — in media sessantamila ducati al mese — che doveva affrontare il Comune in questa guerra, massime ritenendo imminente l'intervento in essa, e al suo soldo, di Renato d'Angiò <sup>45</sup>. D'altro canto, si dubitava che Firenze non avesse da sola a pagare l'intera sovvenzione prevista nel progetto d'alleanza. Per tali ragioni, esso era contrariato "da molti et deli grossi" <sup>46</sup>. L'oratore

<sup>42</sup> Doc. III.

<sup>43</sup> Doc. XI.

<sup>44</sup> Doc. XVI.

<sup>45</sup> Doc. VI.

<sup>46</sup> Doc. VII. Cf. Doc. VIII.

milanese nelle sue sollecitazioni cercò di combattere questo contegno, replicando che il suo mandante ducale era entrato nel trattare tale lega — come abbiamo già menzionato — dietro la mossa del governo fiorentino e perciò non gli si faccia ora il "mancamento" che esso se ne ritiri, incostanza che potrebbe indisporre l'Hunyadi e il Cilli contro entrambi. Del resto, l'alleanza sarebbe molto vantaggiosa: "cum pochi denari tiravano tanta furia adosso a Venetiani, quali sono caxone de omni mal de Ytalia et [...] è molto meglio spendere mo' questi pochi e vendicarsi de Venetiani e remettere el re [Renato] al Reame [di Napoli] et ussire de briga, che haverne a spendere assai e stare a pericolo de parare et in diutina guerra..."<sup>47</sup>. Il progettato intervento danubiano sarebbe la "principale via a vendicarsi dele offese ricevute [...] da Venetiani e condurli a pace onorevole"<sup>48</sup>. Così Nicodemo, il quale, alle persuasioni di quei fiorentini che erano i più zelanti fautori dello Sforza, soggiungeva — seppure "contra mia voglia", come egli riconosce nel suo dispaccio del 21 giugno — un argomento per cui i dirigenti del Comune dovevano essere sensibilissimi: Firenze avrebbe da pagare soltanto una metà della sovvenzione prevista nel progetto d'alleanza, il duca dovendo a soddisfare l'altra metà. Occorreva tuttavia la ripetuta intercessione di Cosimo, di A. de'Acciaiuoli, di Diotesalvi (o Dietisalvi di Nerone, ambasciatore presso lo Sforza nel 1451—52), i quali aiutarono con diligenza l'oratore milanese nelle sue insistenze abili ma faticose, per conseguire finalmente, il 26 giugno, l'adesione al progetto e lo stanziamento della prima rata — di cinquemila ducati — da parte fiorentina, a cui avrebbe dovuto seguire, come seconda loro rata, la somma di diecimila ducati "quando gli Ungari serano in suso la impresa"<sup>49</sup>.

L'infedesso Tranchedini stentò similmente acciòché il duca ottenesse il suo sussidio proprio, aspettato da Firenze, e si permise, quale vecchio conoscente, affezionato e pregiato da Cosimo<sup>50</sup>, di fargli persino dei rimproveri al riguardo. Il suo interlocutore si scusò diffusamente che non si trattava d'incuria, ma invocava, tra l'altro, "che lui ha a stoppare troppo buchi e non pò tanto"<sup>51</sup>. Ora, in occasione dell'approvazione della sovvenzione a favore dei nuovi alleati d'oltre Alpi, è stata conseguita, mercé le stesse intercessioni, una decisione che lo Sforza sarebbe aiutato "de parecchie migliara de ducati in la forma che determinarono li Signori Dece". L'oratore in effetti arguiva che, malgrado la loro importanza, la lega con l'Hunyadi e con il Cilli, nonché quella con Renato d'Angiò sarebbero inutili, se non fosse aiutato con sussidio il duca di Milano, perché potesse mantenersi e vincere sul fronte principale della guerra, ciò che voleva dire anche la salvezza di Firenze. Del resto, Nicodemo, riuscendo a imporre ufficialmente sulle rive dell'Arno questa tesi nella citata connessione, assicurava il suo padrone — nel dispaccio del 26 giugno — che attenderà ad una maggiorazione con "qualche migliara" del sussidio, per dargli modo di pagare anche lui la sua prima rata di

<sup>47</sup> Doc. VI.

<sup>48</sup> Doc. VIII.

<sup>49</sup> *Ibidem*.

<sup>50</sup> Doc. VII; Adolf Schaube, *Zur Entstehungsgeschichte der ständigen Gesandtschaften*, in „Mitteilungen des Institus für österreichische Geschichtsforschung“, Innsbruck, X (1889), p. 509.

<sup>51</sup> Doc. VI. Cf. Doc. VII.

cinquemila ducati ai due magnati<sup>52</sup>. Una opinione analoga manifestava il Del Bene, "affectionatissimo" al duca, come fece sapere a costui il medesimo oratore milanese in un altro dispaccio, del 28 giugno<sup>53</sup>.

Le istruzioni impartite a J. Del Bene per il suo ritorno alla corte di Ladislao V, allo scopo di conferire la forma definitiva al trattato d'alleanza, recano la data 28 giugno 1453. Dopo aver esposto, secondo il rapporto del medesimo, il progetto già dibattuto con il duca di Milano — come abbiamo visto — e raccomandato da lui anche mediante le sollecitazioni di Nicodemo, i Dieci di balia, da cui emanavano le istruzioni, dichiarano a nome del Comune di accondiscendere al progetto (ammesso due giorni prima, ce lo dice Nicodemo) e alla metà del suo finanziamento, pur desiderando la riduzione più possibile dell'ammontare totale delle spese. Nel suo viaggio alla volta di Vienna, il Del Bene dovrà fermarsi — naturalmente — presso l'alleato milanese, notificandogli l'adesione, come d'un atto molto grato a questo. La repubblica fiorentina sarà contenta se lo stesso suo oratore (cioè il Del Bene) si conformerà al volere del duca "in tucti capitoli che saranno a fare, se si conchiuderà, et in tucte l'altre cose"<sup>54</sup>. Una clausola speciale dovrà tuttavia precisare che "la nostra lega" (quella fiorentino-milanese) possa fare la pace quando che sia opportuno, senza chiedere il consentimento del re d'Ungheria ovvero dei suoi baroni, ma che il re sarà avvisato e si terrà conto dei suoi interessi nel caso di conclusione della pace. Estrema riserva e massima precauzione quanto al finanziamento: si ripete due volte che Firenze s'impegna solamente per la metà, senza alcun obbligo per la parte del duca; l'oratore portando con sè lettere di cambio sulla prima e surriferita rata di 5000 ducati, dovrà avere "singulare riguardo" di non pagare innanzi che lo avrebbe fatto il duca. L'oratore chiederà che uno degli ambasciatori d'Ungheria rimanga quale ostaggio fino all'invasione (in Friuli) dell'esercito promesso o altra specie di garanzia, al giudizio del medesimo duca<sup>55</sup>.

Proveniente da Firenze, il Del Bene dovette recarsi senza dubbio, seguendo almeno le istruzioni, direttamente al campo dello Sforza, che si trovava, com'è noto, dal 29 giugno a Ghedi, circa 10 miglia a sud di Brescia. Dopo aver compiuto la visita al duca per i nuovi colloqui, prevista dalla sua *commissio*, l'oratore fiorentino fu di ritorno a Cremona, in ogni caso dopo il 3 luglio — quando stava ancora ivi ad aspettarlo con impazienza, "uno pocho suspeso", l'ambasciatore d'Ungheria<sup>56</sup> — e prima del 9 dello stesso mese. In quest'ultimo giorno entrambi attendevano, secondo la notizia che ci è fornita da un rappresentante locale del duca, di ricevere lo "spagiamento" (spacciamento), cioè la licenza di partire con gli affari risolti da parte di costui ed erano meravigliati di non averlo ricevuto, "perché dicono quanto più presto son spagiati, tanto

<sup>52</sup> *Doc. VIII. Cf. Doc. IX.*

<sup>53</sup> *Doc. X.*

<sup>54</sup> *Doc. IX.* Fra una settimana, nelle istruzioni per A. de' Acciaiuoli, gli stessi Dieci di balia, con riferimento a questa missione di J. Del Bene, diranno: „di nuovo [...] noi siamo concorsi [...] a soldare et a fare passare gli Ungheri con quelli capitoli et conditioni che lui [= il duca] di là [= da Lombardia] giudicò convenirsi (*Doc. XIII*).

<sup>55</sup> *Doc. IX.*

<sup>56</sup> *Doc. XII.*

meglio per la *Excellencia Vostra*"<sup>57</sup>. Il giorno dopo essi partirono davvero da Cremona, dal suddetto ostello<sup>58</sup>, ma non per avviarsi, almeno momentaneamente, alla volta di Vienna, come avremmo forse aspettato stando a tale contesto. Essi andarono invece a Milano per continuarvi i negoziati con Piero da Pusterla (o Pusterna), incaricato appunto dal duca a questo fine. A tale fase dei negoziati, iniziata certamente verso la metà di luglio, deve riferirsi Angelo Simonetta, il quale capeggiava il Consiglio segreto a Milano, allorché in data 22 luglio trasmetteva al duca (che stava sempre sul fronte, a Ghedi) "la risposta de Ungari", comunicandogli altresì che il Pusterla lo informerà pienamente, beninteso sugli sviluppi delle trattative e che l'ambasciatore d'Ungheria rimarrà, a quanto sembra, finché il duca gli risponderà, a sua volta, facendogli sapere la sua volontà (ultima, definitiva sul progetto d'alleanza nuovamente discusso)<sup>59</sup>.

Del resto, conosciamo assai poco il contenuto di questa fase milanese dei negoziati. Così, ne apprendiamo per una lettera indirizzata proprio da J. Del Bene il 27 luglio ad Angelo de' Acciaiuoli<sup>60</sup>, dopo la fine della medesima tappa, solamente alcuni elementi, seppure importanti, i quali vanno parzialmente dilucidati o corroborati de altre notizie ricavate dal nostro materiale.

L'Acciaiuoli stesso è stato inviato dai Dieci di balia in una nuova missione che doveva portarlo, attraverso il campo dello Sforza, a Renato d'Angiò. In base alle istruzioni del 6 luglio 1453, egli doveva informare il duca della decisione di mandargli il più presto possibile ventimila fiorini come "l'ultimo sussidio che lui può avere da noi in questa guerra", data la gravissima situazione finanziaria del Comune, a causa della "spesa quasi intollerabile" che esso aveva da sopportare tanto "per prestare favore" al duca in Lombardia, quanto per difendersi dall'attacco delle forze di Alfonso V in Toscana. Gli aspettati soccorsi da parte di Renato e d'Ungheria — così sperava almeno il governo fiorentino — contribuirebbero grandemente a costringere i nemici ad una "honesta e ragionevole pace". Ad ogni modo, l'Acciaiuoli doveva esortare il duca, in termini cortesi e nel contempo fermi e chiari, ad approfittare di qualsiasi opportunità, "non guardando a piccole cose", per indurli a concludere la pace con la lega milanese-fiorentina. Se lo Sforza non la farà fino al mese di novembre, "converrà cercare a noi d'averla per lui e per noi tal quale si potrà avere", perché i cittadini di Firenze, colpiti dalle gravetze della diuturna guerra, "si rubellano da paghamenti [= imposte] et tucti e [= i] guadagni [= industrie e commercio] si sono spenti e fuggiti dalla nostra città"<sup>61</sup>.

Il danaro, di cui sopra, sarà finalmente prestato da Cosimo, altrimenti, ad onta dell'impazienza del duca, delle premure dell'Acciaiuoli e dell'instancabile Tranchedini, nonché delle promesse reiterate dei Dieci

<sup>57</sup> *Doc. XV.* Al problema delle trattative con l'ambasciatore d'Ungheria deve riferirsi pure la lettera dello Sforza ad Angelo Simonetta (v. più oltre) in data 9 luglio 1453, a quanto sembra dalla menzione che ne fa il Buser, p. 383, n. 72, lettera che sarebbe stata conservata alla già citata Bibl. Nat. di Parigi, *fonds italien 1586*, senza indicazione del foglio; però il rinvio archivistico dell'autore è inesatto anche questa volta (v. più sopra, n. 33).

<sup>58</sup> *Doc. XVI.*

<sup>59</sup> *Doc. XIX.*

<sup>60</sup> *Doc. XX.*

<sup>61</sup> *Doc. XIII.*

di balia, esso non si sarebbe fatto "vivo", vale a dire il duca non l'avrebbe effettivamente ricevuto fino ad ottobre <sup>62</sup>.

Cosimo manifestò il suo intento di far pervenire il danaro allo Sforza per mezzo di Nicodemo in due viaggi appositi di costui al campo ducale: prima volta egli vi avrebbe recato diecimila fiorini, poi sarebbe subito tornato a Firenze per il resto, "perché non se trova oro abastanza" <sup>63</sup>. Il primo viaggio avvenne probabilmente verso il 20 luglio.

Sembra molto probabile che la rata milanese di "questa prima pagha a 20 mila fiorini" agli alleati danubiani, menzionata da J. Del Bene nella sopraindicata lettera del 27 luglio (in risposta ad un punto della lettera d'altronde sconosciuta dell'Acciaiuoli scrittagli dal campo del duca) sia provenuta dall'antedetto danaro. Infatti, dopo tutto ciò che abbiamo asserto sulle noie finanziarie dello Sforza e particolarmente dopo le allusioni di Nicodemo innanzi citate, nei suoi dispacci dei 26 e 28 giugno, la cosa pare verosimile. In tal caso però dobbiamo anche presupporre che, in seguito a presumibili insistenze dell'oratore ungherese, la prima rata, fissata inizialmente a cinquemila ducati per ciascuna parte della lega fiorentino-milanese, sia stata aumentata ulteriormente alle istruzioni impartite il 28 dello stesso mese a J. Del Bene. Del resto, le istruzioni comprendevano, come abbiamo visto, il previo consentimento del governo fiorentino alle conclusioni — dunque anche alle modificazioni — che avrebbe ancora arrecato il duca al progetto d'alleanza. Ad ogni modo, Nicodemo scriveva al duca già nel surriferito dispaccio del 26 giugno: "Io me so' sempre tenuto che [i Fiorentini] mandino al presente X millia fiorini d'oro per gli Ungari per la parte di questa comunità [= di Firenze], ma Jacomo de Bene sempre ha dicto che dà lui ali ambaxatori [d'Ungheria] gli redusse ali X m. duc., de quali costoro [= i Fiorentini] ne pagassero V m. et V[ostra] S[ignorìa] altrettanti V m." <sup>64</sup>.

Ma il Del Bene credeva, secondo la testimonianza della stessa sua lettera del 27 luglio, che (neppure) con quei ventimila fiorini, quale prima rata, "stiano contenti" i potenziali alleati delle contrade del Danubio e assicurava il suo corrispondente che (giunto alla corte di Ladislao V) "farò, giusta possa, fino alla somma [che] mi dite". Fino a quale somma? Le fonti note non ce lo dicono, ma probabilmente il Del Bene avrà da cercare la diminuzione dell'ammontare globale della sovvenzione, questione a cui abbiamo accennato più sopra.

Ignoriamo altresì se il pagamento della prima rata dovesse veramente avvenire a Bormio, come prevedeva la forma iniziale del progetto d'alleanza — il termine originario però di 10 luglio era già sorpassato! — ossia a Vienna, alla corte reale, dove dietro i nuovi sviluppi dei negoziati il progetto seguirebbe a trasformarsi in trattato definitivo.

Sempre dalla lettera del 27 luglio si desume che nella fase milanese dei negoziati sono state discusse a lungo tra il Del Bene e il Pusterla le modalità della conclusione, a suo tempo, della pace, problema che preoccupava vivamente il governo fiorentino, tēte le istruzioni citate del 28 giugno ricevute dal medesimo oratore; i Dieci di balia mettevano pure in

<sup>62</sup> *Docc. XIV, XVII.*

<sup>63</sup> *Doc. XVII.*

<sup>64</sup> *Doc. VIII.*

risalto la necessità stringente per la lega fiorentino-milanese d'una "pace onorevole et sicura" entro il mese di novembre, necessità quasi drammaticamente espressa nella *commissio* del 6 luglio destinata ad A. de'Acciaiolì. In questa situazione, mentre le ostilità continuavano, lo Sforza dovette acconsentire, il 20 luglio, all'avviarsi da parte fiorentina di sondaggi per la pace, ma soltanto con Venezia, escludendo Alfonso, affinché fosse possibile la conquista del regno di Napoli a favore di Renato<sup>65</sup>. Ora, secondo J. Del Bene, "el facto della pace", in quanto ai virtuali alleati, "sarà di maggiore difficoltà". Nei suoi colloqui con il Pusterla, egli non credeva possibile di concludersi la pace prima del "tutto novembre", affinché si lasciasse tempo ai nuovi alleati dopo l'inizio della loro campagna militare in Italia di farvi "qualche acquisto" territoriale (a vantaggio della lega ?; il testo originale non ci sembra abbastanza chiaro). Altra considerazione (o proposta ?) fatta dall'oratore allo stesso rappresentante dello Sforza : dei quattro collegati, cioè il re d'Ungheria, il "re" Renato, il duca di Milano e il Comune di Firenze, se tre fossero d'accordo, si potrebbe concludere la pace (una formula dunque differente da quella dei Dieci di balia nelle istruzioni date il 28 giugno a quest'oratore). Infine, il medesimo oratore cercò di suggerire al Pusterla l'idea che alla conclusione d'una sifatta pace "onorevole", per opera del duca, si facesse agli alleati danubiani un dono di dieci o quindicimila fiorini ovvero meno se fosse possibile. Tenendo conto di quanto abbiamo detto intorno alla situazione finanziaria dei collegati milanese-fiorentini, il suggerimento ci appare un po' strano.

Il Pusterla pregò, da parte del duca, l'ambasciatore d'Ungheria che si adoperasse alla "buona conclusione" del trattato, sicché mettendolo in esecuzione si infliggesse "una grande bastonata a Viniziani per modo si riduiano al dovere e a una buona e sicura pace".

Lo Sforza si è offerto in cambio di "dare grandissimo favore e aiuto alla impresa de Turchi", offerta che dovrà ripetere il Del Bene, "tanta aperta e con buono animo quanto potrò e saprò" (bella formulazione diplomatica !), allorché giungerà alla corte di Ladislao V<sup>66</sup>.

Infatti, si ebbe intanto la notizia della conquista di Costantinopoli, conosciuta in Occidente appena un mese dopo il drammatico avvenimento, prima a Venezia, poi nei primi giorni di luglio anche in altre parti dell'Italia, destando generalmente profonda impressione<sup>67</sup>. L'occupazione della famosa capitale bizantina — sebbene da molto tempo pericolante — per opera di Maometto II era similmente ritenuta dai contemporanei come un duro colpo agli interessi veneziani in Oriente, che doveva ripercuotersi sfavorevolmente sulla Repubblica di S. Marco pure in Italia, sugli sforzi suoi in questa guerra, ciò che non dispiaceva

<sup>65</sup> Buser, pp. 67, 70, 383 n. 75.

<sup>66</sup> Doc. XX.

<sup>67</sup> Pastor, *Geschichte d. Päpste*, I, pp. 619—620; Steven Runciman, *The Fall of Constantinople 1453*, Cambridge, 1966, p. 160. Per la vasta diffusione che ebbe la notizia della conquista di Costantinopoli nell'"ecumene medioevale" e l'influsso di essa sullo stato d'animo dei contemporanei, si v. la ricchissima documentazione (anche dell'inedito) riunita da Agostino Pertusi e l'acuta interpretazione che ne dà nella sua relazione al III° Congresso internazionale di studi sud-est europei, Bucarest, 1974: *Ripercussioni della caduta di Costantinopoli: un esempio di interrelazioni culturali nel sec. XV tra il sud-est europeo, il mondo mediterraneo e quello pontico* (xerografia, pp. 6, 9 et passim).

ai nemici della Serenissima, malgrado l'ipocrisia di taluni. Nicodemo scriveva al duca, il 7 luglio, da Firenze: "So, haverete inteso la perdita di Costantinopoli, de la quale qui se realegra la brigata e ben per dispecto de Venetiani. Io voria che a Venetiani dolesse el cappo, ma non per questa via, che pur è mancamento dela fede nostra et non dubito sete in questo proposito medesimo [...]; ma seria bono cercare pace cum Venetiani [...] e mandar le gentedarmi de Ytalia tute a defendere le spiage del Reame dal Turco [...]"<sup>68</sup>. Sotto l'effetto della presa di Costantinopoli, il papa iniziò un'azione mediatrice per ristabilire la pace in Italia e intendeva fare lo stesso in tutti i paesi cristiani (cattolici), allo scopo di unirli in una nuova — ed utopistica — crociata generale. Il medesimo ambasciatore milanese comunicando, nel suo dispaccio del 17 luglio, tali notizie, apprese da Cosimo, sempre al suo padrone, soggiungeva: "non dubitate, [il papa] farà presto e a questo ne devete avedere che sete reputato superiore de questa impresa"<sup>69</sup>.

Senonché, nonostante lo sbalordimento di primo momento suscitato dalla notizia della caduta di Costantinopoli e le mosse pacificatrici de papato, le contese inter-italiane ed inter-europee continuavano. Non si è rinunciato subito — come si potrebbe dedurre dal Palmieri<sup>70</sup> — al progetto di far intervenire il celeberrimo crociato antiottomano, l'Hunyadi, nella guerra milanese-veneta.

Il Del Bene e l'ambasciatore d'Ungheria s'accingevano proprio il 27 luglio a partire da Milano alla volta di Vienna. L'oratore fiorentino stimava di raggiungere la capitale austriaca a metà agosto e d'incontrarvi il Cilli. Quantunque non lo dicesse nella lettera che reca la stessa data di luglio, J. Del Bene aveva indubbiamente l'intento d'entrare nuovamente in contatti anche con l'Hunyadi, di cui, data la sua fama di grande capitano, si auspicava innanzi tutto l'aiuto militare. Messer Jacopo doveva presentarsi pure adesso, alla fase conclusiva dei negoziati, come in primavera, quale ambasciatore unico e comune della lega fiorentino-milanese davanti ai potenziali alleati danubiani, per portare a termine le trattative e finalizzare l'accordo con essi. Egli scriveva all'Acciaioi che lo informerà delle pratiche — ultime — che avrebbe con loro e della sperata "buona conclusione" del trattato; se troverà disposti i nuovi alleati a rompere presto guerra, avviserà subito, mediante un suo "fante", il duca e s'ingegnerà ad incitarli affinché mandassero senza alcun ritardo le loro genti in campagna. Prega il suo corrispondente, qualora avesse lui o il duca ancora qualcosa a richiedergli, lo facessero pure, "acciò sapia quello m'abbia affare"<sup>71</sup>.

Risulta dunque che anche l'Acciaioi, dopo aver lasciato, verso l'8 luglio<sup>72</sup>, Firenze per partire nella sua antedetta missione, s'interessava da vicino, durante il suo soggiorno al campo sforzesco nella Bassa Bresciana (sempre a Ghedi), ai negoziati con l'Ungheria, in sostanza con

<sup>68</sup> Doc. XIV. Cf. Doc. XVIII; Simoneta, lib. XXIII, pp. 378-379.

<sup>69</sup> Doc. XVII.

<sup>70</sup> Palmerius, p. 168 (secondo lui, il re d'Ungheria avrebbe dovuto mandare „Giovanni Vaivoda con XII mila cavalli in Frigoli” fino „a 1/2 agosto 1453”, data che — al lume del nostro Doc. XX — sembra un po' prematura).

<sup>71</sup> Doc. XX.

<sup>72</sup> Doc. XIV.

l'Hunyadi. Nei colloqui tra lui e il duca, essi ne hanno discusso ed egli fece in proposito comunicazioni a J. Del Bene, suo collega più giovane, il quale si confessava qualche volta "sospeso al pigliar partito"<sup>73</sup>.

Ignoriamo l'effettivo svolgersi delle successive pratiche di J. Del Bene a Vienna e verosimilmente a Presburgo (dove si trovavano il re e il Cilli tra gli ultimi giorni d'agosto e la prima metà di settembre)<sup>74</sup>, e a Buda (dove risiedeva ordinariamente l'Hunyadi). Molto probabilmente non si è giunto però alla conclusione del trattato definitivo d'alleanza. Comunque sia, l'intervento militare che avrebbe dovuto portare l'Hunyadi nel Friuli in soccorso di Francesco Sforza e contro i Veneziani non ebbe luogo. Erroneamente risulta da una lettera del governo fiorentino a quello senese, del 20 luglio, che tale intervento degli "Ungheri [...] con Giovanni Vaivoda, riputatissimo et gloriosissimo capitano più che qualunque altro de nostri tempi" sia già cominciato. In base ai negoziati che allora erano ancora in corso e per fare impressione sui Senesi, i Fiorentini anticiparono un po' sulle cose e presentarono il loro desiderio come realtà<sup>75</sup>. Secondo il Palmieri — il quale, non dobbiamo dimenticare, "nella massima parte dei casi [...] non fece che trascrivere o sunteggiare documenti autentici facilmente accessibili a lui tanto versato nei vari uffici della Repubblica" fiorentina<sup>76</sup> — "per la perdita di Costantinopoli non si seguì"<sup>77</sup> quest' alleanza, cioè (aggiungiamo noi come ipotesi) non poté aver luogo l'applicazione del trattato, anche se fosse stato concluso in forma definitiva dopo tanti ed ardui negoziati. Del resto, ritorneremo più oltre sull'argomento.

### III

#### GLI SFORZI DI VENEZIA PER CONSEGUIRE L'AIUTO MILITARE DELL'HUNYADI CONTRO IL DUCA DI MILANO NEL NOVEMBRE-DICEMBRE 1453. IL PROGETTO DELL'HUNYADI DI RAPPACIFICARE GLI STATI ITALIANI PER ASSICURARSI L'APPOGGIO CONTRO L'ESPANSIONISMO OTTOMANO

Finalmente l'arrivo di Renato d'Angiò in Lombardia in ottobre 1453 con le sue schiere francesi ed altre milizie ricuperate dal fronte di Monferrato e quelle rinviategli con rinforzi dalla Toscana (ove dall'agosto fino a ottobre i Fiorentini avevano ottenuto successi di grande portata contro le truppe napoletane), hanno assicurato al duca di Milano una netta superiorità numerica sull'esercito veneziano. Dalla seconda metà d'ottobre sino all'ultima decade di novembre, dunque in brevissimo tempo, egli riuscì a conquistare quasi interamente ciò che possedeva la Repubblica di S. Marco nel Cremonese, nelle regioni delle città di Brescia e di Bergamo, e tutta la Ghiara d'Adda, le forze venete non avendo l'ardire di scontrarsi con lui<sup>78</sup>.

<sup>73</sup> *Doc. XX.*

<sup>74</sup> Teleki, II, pp. 306—308, 314 n. 1; Elemér Mályusz, *A magyar rendi állam Hunyadi korában* [Lo Stato ungherese corporativo all'epoca dell'H], in „Századok” [Secoli], Budapest, 91 (1957) n° 1, p. 96 n. 220.

<sup>75</sup> *Doc. XVIII.*

<sup>76</sup> Palmerius, prefazione dell'editore, p. XXVIII, cf. p. XXXI.

<sup>77</sup> *Ibid.*, p. 168 (non si seguì = non ebbe seguito).

<sup>78</sup> *Ibid.*, pp. 168—169; Cr. da Soldo, pp. 125—127; Simoneta, lib. XXIV, pp. 387—393.

Frattanto il papa, dopo lo scacco d'un primo tentativo intrapreso nell'estate di rappattumare mediante i suoi legati le due leghe belligeranti, indisse ai medesimi fini per l'autunno un congresso di pace a Roma, invitandole a mandarvi i loro rappresentanti. Le trattative di questo convegno s'avviarono in novembre sotto la guida personale del pontefice <sup>79</sup>. Esse si prolungarono fino al marzo 1454 senza alcun frutto, anzitutto a causa delle esigenze inconciliabili dei contendenti, benché non mancassero belle parole sulla loro propensione alla pace <sup>80</sup>.

Nella nuova situazione militare, la lega milanese-fiorentina forse non avrebbe avuto più bisogno da parte dell'Hunyadi di un aiuto, che peraltro doveva costarla una sovvenzione cospicua, mentre il danaro scarseggiava presso i collegati. Perciò questi probabilmente non si saranno troppo pentiti dello sbocco finale negativo dei loro tentativi d'alleanza danubiana diretta contro Venezia. Ora, invece, proprio i Veneziani, loro nemici angustiati, cominciarono ad interessarsi — malgrado l'inizio dei colloqui di Roma — ad un possibile intervento bellico dello stesso Hunyadi (oltre ad un nuovo intervento francese) <sup>81</sup> in loro favore per affrontare il duca di Milano. Dunque un bel capovolgimento delle cose!

Infatti, verso la fine della stagione della campagna militare del 1453, in novembre, si è cristallizzata nella mente dei ceti dirigenti della Città lagunare l'opinione secondo cui essa non poteva vincere questa guerra — neanche con un maggior numero di milizie proprie e con tutte le spese impiegatevi — e ristaurare la situazione, nonché la riputazione della repubblica, senza l' "unico rimedio" di un notevole aiuto degli "oltramontani". Seguendo il medesimo giudizio, si doveva tentare tutto a questo riguardo e in particolare occorreva acquistarsi "il favore" dell'Hunyadi, "governatore del regno d'Ungheria" <sup>82</sup>.

Se in Italia non si è rinunciato subito, malgrado l'incidenza della caduta di Costantinopoli, come abbiamo visto, al piano di far intervenire militarmente il famoso capitano delle contrade danubiane nel conflitto milanese-veneziano, tale piano sembra essere stato respinto da lui stesso in fin de' conti, nonostante i diuturni negoziati di cui sopra. Egli temeva ovviamente — pensiamo — che la presa della capitale bizantina potesse spronare l'espansionismo ottomano a nuove conquiste nel sud-est europeo e addirittura ad un attacco frontale imminente contro il regno d'Ungheria, forse ancor prima della scadenza della tregua ungaro-turca. D'altro canto, nell'estate del 1453, la sua propria posizione a capo degli affari d'Ungheria

<sup>79</sup> *Doc. XVII*; Cr. da Soldo, pp. 123, 127—128; Simoneta, lib. XXIII, pp. 379—380, lib. XXIV, p. 397; Pastor, *Ungedruckte Akten zur Geschichte der Päpste*, I, Friburgo in Brisgovia, 1904, pp. 35—36 (n° 22).

<sup>80</sup> Pastor, *Gesch. d. Päpste*, I, pp: 621—622, 633—638; Catalano, p. 22.

<sup>81</sup> Il 14 novembre 1453, nelle deliberazioni del senato si parla d'un oratore da inviare in Francia (inedito, ASV, *Senato I* — reg. 3, *Terra 1451—1455*, f. 87). Considerando che, in quanto *omnino necessarium est subvenire statui nostro et procurare habere omnes favores possibiles et inter cetera apertissime intelligitur, quod utile sit habere subsidia francigenarum*, lo stesso Consiglio dei pregadi decide, l'11 dicembre, di chiedere contro lo Sforza l'aiuto *cito et potenter* del futuro Luigi XI, erede del trono francese, in cambio d'una sovvenzione in danaro e di importanti concessioni territoriali in Lombardia. Caso mai questo si rifiutasse, esso voleva che si domandasse il consenso di Carlo VII per la discesa del vecchio duca (e notissimo poeta) Carlo d'Orléans, figlio di Valentina Visconti, il quale formulò ripetutamente pretese sul ducato di Milano (Buser, pp. 386—387). Proposte rinnovate il 14 gennaio 1454 (*ibid.*, p. 72).

<sup>82</sup> *Doc. XXIII* (22 nov.).

era più che mai malsicura per la recrudescenza delle insidie più o meno nascoste del Cilli — con il quale, non si dimentichi, avrebbe dovuto accorrere in soccorso di Milano! — e anche per l'invidia degli altri baroni, tra i più grandi, complici di costui, i quali miravano a rovesciarlo<sup>83</sup>. Soltanto verso la fine di settembre<sup>84</sup>, dopo l'allontanamento del Cilli dalla corte di Vienna, caduto temporaneamente in disgrazia del suo reale nipote in seguito allo scontento degli Austriaci a causa dei suoi abusi, si è rinsaldata la posizione dell'Hunyadi, ma pure allora per la ragione innanzi tutto che gli stessi avversari interni dovevano riconoscere in lui l'uomo più che mai insostituibile per fronteggiare il pericolo esterno, ottomano.

Stando così le cose, il capitano supremo d'Ungheria non poteva correre in quel momento il rischio di sprecare le sue forze militari in un intervento, sia pure stipendiato, nella guerra inter-italiana, quale alleato dell'una o dell'altra delle leghe belligeranti. Anzi — dimostra il nostro materiale —, cominciò a preoccuparsi anche lui dell'idea di un tentativo personale di rappacificare gli stati italiani per attrarli (come si adoperava pensosamente altresì il pontefice romano) in una grande crociata, che d'altronde nell'intento di Niccolò V avrebbe dovuto esser generale, teste la bolla lanciata alla cristianità il 30 settembre 1453<sup>85</sup>.

Le profferte antivevenziane della lega fiorentino-milanese non paiono aver turbato le buone relazioni dell'Hunyadi con la Repubblica di S. Marco. In quanto ci fa sapere il nostro materiale — in verità assai scarso al proposito —, egli rivolse nel novembre alla Serenissima due richieste, l'una e l'altra favorevolmente accolte, come se lui non fosse stato attratto poco tempo fa in negoziati con i nemici di essa. Ma forse essa nulla ne conosceva e anche se ne avesse conosciuto qualcosa, i capovolgimenti d'alleanza non costituivano una novità nel Quattrocento e nemmeno in altre epoche! Premeva poi molto a Venezia, nelle circostanze in cui si trovava in quell'autunno del 1453, di acquistarsi l'aiuto di un capitano "oltramontano" di sì alto valore e di risplendente fama come Jancó di Hunedoara.

La prima richiesta riguardava di nuovo una certa compra di gioielli da fare a Venezia per conto del *magnificus dominus Johannes vaivoda Hungarie* (!) e da portarglieli (certamente tramite i suoi emissari). Si domandava da sua parte che la Signoria fosse fideiussore del pagamento, cioè garante pure adesso, quasi all'esempio dello scorso marzo, come abbiamo detto. In una seduta del senato sotto la presidenza del vecchio ed energico doge Francesco Foscari, attorniato dai suoi consiglieri, il 14 novembre, è stata adottata pressoché all'unanimità (meno una astensione dichiarata) tale richiesta, per compiacersi con il richiedente *ex omnibus illis respectibus qui facile intelliguntur*, come si legge nella motivazione della proposta messa ai voti<sup>86</sup>.

La seconda richiesta concerneva il salvacondotto sollecitato dal medesimo, probabilmente mediante gli stessi oratori, acciòché potesse

<sup>83</sup> Elekes, pp. 414—421.

<sup>84</sup> Teleki, II, p. 314 n. 1; Fraknói, *A Hunyadiak és a Jagellók kora* [L'epoca degli Hunyadi e degli Jagelloni], Budapest, 1896, p. 128 (*A magyar nemzet története* [Storia della nazione ungherese], vol. IV).

<sup>85</sup> Pastor, *Gesch. d. Päpste*, I, pp. 622—623.

<sup>86</sup> *Doc. XXI*.

venire in persona, con una imponente scorta equestre e pedestre di quattrocento uomini, a Venezia "e ad altre parti d'Italia". In data 15 novembre, dietro proposta dei consiglieri del doge i pregadi acconsentirono, a unanimità di voti, similmente a questa domanda <sup>87</sup>.

Ancorché non si accennasse qui allo scopo che voleva procacciare Janco per tale visita, la quale sarebbe stata il suo secondo viaggio nella penisola appenninica, — lo sapremo nondimeno dall'ultimo nostro documento pubblicato alla fine del presente studio, cioè da quello del 29 gennaio 1454 <sup>88</sup>: esso doveva essere una missione di paciere assunto spontaneamente da lui stesso tra gli stati italiani nel senso sopraindicato. Ma questo scopo sembra essere stato per il momento ignorato dal governo veneziano e tanto più dagli altri governi della penisola italiana, altrimenti non possiamo spiegarci la surricordata decisione del senato presa a intervallo d'una settimana appena, il 22 novembre, di cercare a far intervenire l'Hunyadi come assoldato della Serenissima nella sua guerra contro Milano.

A tale fine il senato deliberò in quest'ultima data d'inviare nelle parti d'Ungheria Moise Bono, *prudens civis noster*, pratico di quelle parti, *familiaris* dell'illustre comandante e più tardi *aulicus* di suo figlio diventato re, cioè di Mattia. Il Bono avrebbe dovuto essere pronto già il 26 novembre, senza alcuna dilazione, per partire per la sua missione diplomatica e nel medesimo giorno avrebbe dovuto riunirsi il senato in una nuova seduta per munirlo d'istruzioni, prima che esso avesse potuto occuparsi di qualsiasi altra proposta, e ciò sotto la minaccia delle sanzioni pecuniarie di rigore ai contraffacenti <sup>89</sup>.

Senonché, ad onta di tanta fretta ufficiale, il Bono mandando le cose a lungo, il termine di 26 novembre è stato oltrepassato senza realizzarsi qualcosa, sicché dopo tre giorni venne approvata dai pregadi la sua sostituzione con Maffeo Franco, ritenuto anche lui come un uomo adatto, pronto ad ubbidire ai mandati della Signoria, già membro di una missione presso l'imperatore Federico. Doveva essere convocato per il dopo domani della decisione, il 1° dicembre, acciòché si facesse la sua *commissio* e lui si avviasse subito al suo viaggio <sup>90</sup>. Le istruzioni tuttavia saranno redatte solo il giorno seguente, secondo la data indicatavi, il 2 del detto mese, una domenica.

Secondo questa *commissio*, l'ambasciatore doveva accedere per il Friuli al regno d'Ungheria e, informandosi cautamente di luogo in luogo, ritrovare *Janus*. Dopo che lo avrebbe naturalmente assicurato dell'ottima disposizione della Signoria verso di lui e verso il reame di cui egli era il capitano supremo e accennando anche al loro comune interesse di combattere il pericolo ottomano, egli doveva sottoporgli l'oggetto della sua missione: la domanda di un aiuto militare, stipendiato, nella guerra di Lombardia, invocando in sostanza la seguente motivazione, a dire il vero, non scevra d'ingegno <sup>91</sup>: la repubblica veneziana avrebbe dovuto prima vincere questa guerra con il suo soccorso per poter dedicarsi poi,

<sup>87</sup> Doc. XXII.

<sup>88</sup> Doc. XXVIII.

<sup>89</sup> Doc. XXIII—XXIV.

<sup>90</sup> Doc. XXV.

<sup>91</sup> Pall, *Stăpintrea lui Iancu de Huned. asupra Chiltet*, p. 636 n. 76.

”quando fosse el tempo”, con tutte le forze di essa alla comune crociata antiturca; Janco, essendo ancora in tregua con i Turchi, avrebbe potuto intervenire intanto al fianco della stessa repubblica nella lotta lombarda.

Stando alle medesime istruzioni, Venezia gli chiedeva ”fraternamente” di venire personalmente ad aiutarla quanto più presto con cinque o seimila cavalli; se egli voleva, a siffatto primo corpo di milizie potevano seguire poi altre schiere, sino al numero complessivo di diecimila cavalli per l'intero esercito ausiliare. A nome della Serenissima, il Franco poteva promettergli per quel contingente di 5—6 mila soldati a cavallo, quale prima rata di sovvenzione, da quindici a ventimila, anzi, se non possibile altrimenti, venticinquemila fiorini ungheresi, perché lo levasse ”più comodamente e meglio in ponto”. Giunto che sarà a capo di tale contingente nel Friuli, gli si pagheranno diecimila fiorini e successivamente la stessa somma al mese durante tutta questa sua futura campagna, oltre ”le altre comodità” — non specificate — che avranno le sue genti d'arme.

Il Franco doveva sollecitamente informare la Signoria su ciò che avrebbe conseguito nei suoi negoziati e aspettare (nuovi) ordini di essa in merito, s'intende in vista della loro conclusione in forma definitiva.

Egli era munito di credenziali pure per il ”serenissimo re”, ma di queste non avrebbe dovuto far uso se non con l'apposito giudizio del capitano supremo<sup>92</sup>. In tutto quest'affare di appello estero al soccorso militare di Janco, che avrebbe dovuto portarlo, con un esercito raccolto dentro le frontiere del regno, in un altro paese, Venezia non si curava troppo di procurarsi il consenso del re fanciullo (il quale peraltro dimorava allora fuori del regno d'Ungheria, a Praga)<sup>93</sup>, anche se lui era essente in quel tempo dall'influenza soverchiatrice del Cilli. La Serenissima sapeva bene chi era il vero padrone dell'Ungheria, con cui conveniva trattare!

Il Franco era già partito alla volta di questo regno, allorché il senato in data 18 dicembre lo avvertiva che, secondo le proprie informazioni, il vescovo di Pavia (Giovanni di Castiglione), essendo anche lui nuovamente inviato, attraverso il territorio veneto, dal papa presso l'Hunyadi, avrebbe potuto, come suddito dello Sforza, impacciare la sua missione. Cioè il prelado avrebbe potuto persuadere il capitano supremo di non esaudire il desiderio della Signoria, sia dicendogli che ”la pace omnino avesse a seguir in Lombardia”, sia in altra maniera. L'oratore veneziano doveva adoperarsi con destrezza a sventare trame del genere e ingegnarsi ”per tuti modi” ad adempire la sua missione, facendo presente a Janco che il vescovo avrebbe voluto in fondo impedirgli la discesa in Italia in aiuto della repubblica, solo per favorire così gli interessi del duca di Milano, perché costui potesse „dannificarne et offender et impizare la pace”. Egli doveva ugualmente insistere presso di lui sulla tesi veneziana già esposta nelle citate istruzioni, mettendo in risalto, come cosa certa, che qualora, con il desiderato soccorso di Janco, la repubblica vincesses la

<sup>92</sup> Doc. XXVI. Tale doc. è stato erratamente inteso da S. Romanin (*Storia documentata di Venezia*, 2<sup>a</sup> ed., Venezia, 1913 [1<sup>a</sup> ed. 1855], p. 261) nel senso che il Franco doveva „muovere Giovanni Uniade a venir in soccorso della Repubblica con dieci mila cavalli per insteme combattere i Turchi” (il corsivo è nostro).

<sup>93</sup> Teleki, II, pp. 321—325.

guerra in Lombardia e vi imponesse una pace secondo la propria volontà, essa potrebbe facilmente „attender ala impresa contra i perfidi Turchi”, ciò che sarebbe stato vantaggiosissimo oltre che ad essa, similmente a lui, al regno d’Ungheria e all’intera cristianità<sup>94</sup>. Insomma, s’ingiungeva al Franco di far capire all’Hunyadi che Venezia non avrebbe potuto partecipare alla crociata, prima di aver ottenuto la vittoria con il suo concorso nella guerra lombarda.

Non dobbiamo però pensare che la repubblica, angustata dai successi menzionati dello Sforza, sia stata affatto contraria a conversazioni bilaterali — sia pure segrete — di pace con lui, contemporaneamente al congresso plurilaterale di Roma. In verità, sul punto di fare il suddetto appello guerresco a Janco, la Serenissima mandava, in data 15 e 22 novembre a Ludovico Foscari, allora podestà di Brescia (del resto, un letterato, partigiano risoluto della crociata) che procedesse *ad practicas pacis*<sup>95</sup>. Ciò non impediva il famigerato Consiglio dei Dieci, tribunale segreto della repubblica, di acconsentire una nuova volta, il 23 del detto mese, al piano di far assassinare lo Sforza<sup>96</sup>. La situazione sul fronte lombardo sembrava alla Signoria tanto pericolante da indurla a scrivere, il 27 dello stesso mese, a Giovanni Moro, suo ambasciatore alla corte napoletana, di pregare Alfonso V perché moderasse anche lui le proprie esigenze al congresso di Roma, per non compromettere le prospettive dei negoziati ivi svolti, *quod pax haberi valeat, que, ut verum fateamur, est nobis plurimum necessaria*<sup>97</sup>. Anzi, due giorni dopo Venezia chiedeva ai suoi oratori al congresso (Orsato Giustiniani e Cristoforo Moro, futuro doge, 1462—71) di far conoscere agli oratori fiorentini al medesimo convegno *optimam dispositionem et mentem nostram ad pacem*, nonché di mercanteggiare, con quelli milanesi presenti là, sulle terre contestate tra la repubblica e il duca, consentendo che gli oratori di essa facessero all’uopo certe concessioni in proposito<sup>98</sup>.

Stretta non solo dalla guerra di Lombardia, ma preoccupata altresì della sorte delle sue colonie e dei suoi interessi commerciali nel Levante, per la cui difesa non disponeva di forze miliari sufficienti, e assai scettica in quanto alle speranze e possibilità del momento per una crociata generale ed efficace, la Serenissima si trovava parallelamente, per la sua iniziativa, in trattative con il sultano dei "perfidi Turchi", vittorioso a Costantinopoli. Pur cercando di scusarsi presso il papa in occasione del congresso romano a causa di tali trattative (lo sbocco delle quali era ancora incerto), essa giungerà, il 18 aprile 1454, ad un accordo con Maometto II<sup>99</sup>.

Dopo tutti questi aspetti complicati della politica veneziana molto, troppo realistica, c’è da rilevare una componente comune nei vicendevoli progetti dei belligeranti che si fronteggiavano in Lombardia : come abbiamo

<sup>94</sup> Doc. XXVII.

<sup>95</sup> Inedito, ASV, *Deliberaztoni (Secreta)*, 1450—1453, Senato I — reg. 19, f. 224 v (il doc. del 22 nov. allude anche a quello del 15 dello stesso mese, l’anno 1453).

<sup>96</sup> Buser, pp. 71—72.

<sup>97</sup> Inedito, ASV, *Delib. (Secr.)*, 1450—1453, Senato I — reg. 19, f. 225.

<sup>98</sup> Inedito, *ibid.* f. 225 v.

<sup>99</sup> Pastor, *Gesch. d. Päpste*, I, p. 635; Kretschmayr, II, p. 361 e dietro lui, talvolta testualmente, Franz Babinger, *Maometto il Conquistatore e il suo tempo* [Torino], 1957 (traduzione italiana riveduta dell’originale tedesco, pubblicato a Monaco di Baviera, in 1<sup>a</sup> ed. nel 1953), p. 175.

visto, tanto il duca di Milano, quanto i patrizi della Città lagunare speculavano sullo zelo crociato di Janco. Tanto l'uno, quanto gli altri promettevano a lui la loro partecipazione alla crociata antiottomana soltanto dopo aver vinto la loro propria, mutua guerra inter-italiana e inter-cristiana, valendosi appunto del suo bramato concorso.

La missione del Franco non ebbe il risultato sperato dalla Signoria veneziana. Abbiamo già detto perché Janco non poteva considerare favorevolmente l'idea di prestare aiuto a Venezia con la forza delle armi nella guerra di Lombardia e che invece egli aveva concepito il progetto d'intromettersi per riconciliare le potenze italiana fra loro allo scopo, senza alcun dubbio, di attrarle in una lotta comune contro l'espansionismo turco. Nel corso dei contatti con l'ambasciatore, vale a dire sul finire del 1453 e ai primi giorni dell'anno seguente, a Buda<sup>100</sup>, egli scusò quindi il suo rifiuto alle belliche profferte venete. Invocando "le cose de lì occorrente" — cioè la situazione del regno d'Ungheria — che gli avrebbero impedito d'intervenire in Italia "cum le forze e zentedarme soe", egli manifestò nondimeno (di nuovo, aggiungiamo, pensando al surriferito documento del 15 novembre scorso, riguardante tale suo proposito) l'intento di venire "a queste parte" personalmente, ma soltanto con un seguito di trecento cavalli, al fine "d'interporre dela pace", come si dice nella risposta del senato, il 29 gennaio 1454, ai dispacci del Franco.

La prima versione di questa risposta estremamente cortese nella forma (si tratta naturalmente d'una cortesia diplomatica), apprestata, come di solito, collegialmente, aveva tre "ponenti" (= relatori) tra i membri della commissione senatoriale dei "savi del consiglio" (*sapientes consilii [rogatorum]*), detti anche "savi grandi", e uno dei "savi di terraferma", com'è noto, altra commissione di esperti del senato. A capo dei ponenti sulla questione di *Janus* si trovava pure adesso — come in data 22 novembre 1453 — il senatore Niccolò Bernardo, in qualità, ci sembra, di "savio della settimana"<sup>101</sup> in cui si è deliberato nei due casi. Fra i ponenti incontriamo altresì Pasquale Malipiero, procuratore di S. Marco, provveditore in campo sul fronte lombardo nel 1453 e successore fra qualche anno di Francesco Foscari nel dogato. Con la prima versione, messa a scrutinio e approvata ad unanimità, si ordinava all'ambasciatore di comunicare al capitano supremo il compiacimento della Signoria per la risposta ricevuta e il consenso di essa per la desiderata visita ufficiale, di avvisarla inoltre, senza ritardo, del giorno che sarebbe fissato per la partenza, nonché di accompagnare l'ospite gradito, qualora venisse veramente. Nel caso in cui l'Hunyadi risponderrebbe di non poter dopotutto venire, l'oratore ne informasse dettagliatamente la medesima, pur restando sul posto per aspettare ulteriori ordini di essa.

Come di consueto, il senato non si limitò nemmeno adesso a deliberare una sola volta la questione che gli fu sottoposta. In effetti, questa prima proposta per la risposta subì nel corso della stessa seduta del 29 gennaio 1454 un emendamento, importante e un po' duro in fondo, sebbene anch'esso molto cortese nella forma. Tale emendamento, approvato in un secondo scrutinio, fu introdotto da altri quattro „savi”, con a capo Niccolò Tron (futuro doge, 1471—73), il quale aveva figurato similmente tra i

<sup>100</sup> Janco è tornato in Ungheria da Praga nel dicembre 1453 e, a nome del re, convocò la dieta ungherese a Buda per il 1° gennaio 1454 (Fraknói, *A Hunyadiak és a Jagellók*, p. 129).

<sup>101</sup> Per la denominazione: Kretschmayr, II, p. 95.

ponenti della proposta d'appello all'aiuto di Janco deliberata il 22 novembre scorso. Ci vuole dapprima sottolineare nell'emendamento il bel cenno sulla riputazione e sul valore di comandante dell'Hunyadi: "per la virtù e molta experientia sua accompagnata cum le forze, la Serenissima avrebbe certamente potuto conseguire molti beni de qui", vale a dire nella guerra di Lombardia. Vi si richiedeva poi, in sostanza, all'ambasciatore Franco di comunicargli che, nonostante il rincrescimento di non poter giovare del suo soccorso per le ragioni rese da lui note all'ambasciatore stesso, essa gli esprimeva tuttavia la compiacenza che la animava. Nello stesso tempo però il Franco doveva fargli intendere che la visita da paciere, con cui si offriva "molto humanamente", non sarebbe più necessaria, in quanto il papa si era già assunto il ruolo di mediatore e gli oratori delle potenze italiane interessate si trovavano già a Roma per i negoziati di pace. Comunicando tutto questo a Janco, l'ambasciatore doveva considerare la sua missione finita (con fiasco) e rientrare a Venezia <sup>102</sup>.

Malgrado tutte le dimostrazioni di rispetto con cui venisse trattato, Renato d'Angiò sembra essere stato alquanto disgustato di vedersi adoperato dalla lega milanese-fiorentina come un condottiero (dello Sforza, suo proprio condottiero di un tempo) per i fini che la stessa lega si proponeva in questa guerra. Perciò, al principio del gennaio 1454, ritornando lui in Francia, <sup>103</sup> dopo l'allarme dell'autunno scorso, le prospettive per la ripresa delle operazioni belliche in primavera non potevano apparire ai Veneziani così fosche. Ciò nonostante, la Serenissima continuava il suo cauto doppio gioco diplomatico che abbiamo constatato più sopra. Caratteristica sotto tale profilo è una delibera del senato in data 21 gennaio, secondo cui Giov. Moro doveva far presente al re di Napoli che i pregadi ritenevano *omnino necessarium, quod tam per pacem quam per guerram solícite providendum sit, quoniam si ita cum effectu fiet et debite provisiones non retardentur, non est dubium, quod de melioribus conditionibus pacis sperari poterit. Si vero pax locum non habebit, tunc etiam in tempore procedi poterit ad ea que gerenda sunt cum recuperatione reputationis et honoris lige nostre.*

Quindi, dopo aver suggerito al re, nel quadro della stessa deliberazione, fra l'altro, provvedimenti riguardanti in comune il fronte toscano e quello lombardo <sup>104</sup>, il senato, nel giorno seguente, rispose in modo positivo ad una già rinnovata profferta dei conti di Cilli (Federico e Ulrico). I loro oratori (non conosciamo i nomi di costoro, ma uno di essi poteva essere stato anche adesso Lamberger) esposero che il *comes iunior* — cioè Ulrico, quasi cinquantenne, come l'Hunyadi! — avrebbe voluto *bono et prompto animo* venire personalmente in aiuto e al soldo della repubblica con il numero di soldati da essa desiderato <sup>105</sup>. Come apprendiamo poi da un deliberamento successivo, del 29 novembre — vale a dire in medesima data della surriferita risposta a Janco in seguito al suo rifiuto di soccorso militare — il senato desiderava che Ulrico venisse con tre mila soldati equestri e mille fanti (nella deliberazione del 22 novembre esso

<sup>102</sup> Doc. XXVIII.

<sup>103</sup> Simoneta, lib. XXIV, pp. 394—395; Cr. da Soldo, p. 127 e n. 2; Palmerius, p. 171 le istruzioni di Fr. Sforza a Tomaso [de Tibaldis] da Rieti, inviato quale ambasciatore a Renato, al Delfino [Luigi] e al re Carlo VII di Francia, l'8 gennaio 1454 (Buser, pp. 387—388).

<sup>104</sup> Inedito, ASV, *Delib. (Secr.)*, 1453—1454, *Senato I* -reg. 20, f. 6 v.

<sup>105</sup> Inedito, *ibid.*

voleva soltanto *usque ad numerum* di tremila guerrieri a cavallo tra i migliori). Ma gli oratori, nel corso delle lunghe pertrattazioni che avevano intanto avuto con i delegati veneziani, si ostinavano ad offrire *saltem Vm. personarum*, perché lo stesso conte avrebbe voluto acquistarsi *fama et gloria* in questo suo bellico intervento, per ritornarsene poi *ultra montes*<sup>106</sup>. Il soldo preteso però — otto ducati mensili per un milite a cavallo e quattro d. per un fante — sembrava ai veneziani *ex toto esse excessivum et inconsuetum*, anzi, una *petitio omnino inhonestissima*! Ulrico si offriva d'intervenire sul fronte nel mese d'aprile. Il senato si è dichiarato d'accordo per l'inizio o la metà di quel mese, quale termine più preciso. Ma l'intera faccenda restava ancora in sospeso a cagione del soldo, per la cui eventuale riduzione gli oratori dovevano chiedere nuove istruzioni dai loro padroni<sup>107</sup>. Anche Enea Silvio rammenterà, fra qualche anno, in cenni generali, questa offerta d'Ulrico di Cilli alla Repubblica di S. Marco<sup>108</sup>.

I fatti che abbiamo esposti ci consentono di tracciare il seguente confronto generico tra l'Hunyadi e il Cilli. Dopo il progetto della loro associazione in un intervento comune, verso l'estate del 1453, a favore di Milano e contro Venezia, c'è da rilevare una profonda differenziazione nel loro atteggiamento di fronte a quest'ultima potenza italiana, sul finire dello stesso anno e al principio del 1454. Janco rifiuta le profferte d'alleanza militare di essa, proponendole invece la sua mediazione per ristabilire la pace tra gli stati della Penisola in vista della loro sperata partecipazione alla lotta contro l'espansionismo ottomano, insomma in attesa di un sostanziale appoggio di ciò che costituiva proprio il senso di tutta la sua vita e della sua prestigiosa missione storica. Al contrario, il Cilli, suo rivale più o meno subdolo e furbo, caduto in disgrazia, offre i suoi servizi alla Serenissima Signoria per il proseguimento della guerra di Lombardia, cupido di lucro, com'è stato sempre, e desideroso di riacquistarsi la potentissima posizione d'oltralpe (ciò che gli riuscirà soltanto più tardi, probabilmente agli inizi del 1455<sup>109</sup>, ma ad ogni modo non in seguito ai suoi rapporti con Venezia).

Un'altra questione che va chiarita: quali erano "le cose de lì occorrente", invocate, come abbiamo visto, da Janco per giustificare il suo rifiuto di portare aiuto militare a Venezia nella guerra inter-italiana?

Egli doveva presiedere all'apprestarsi del regno d'Ungheria acciòché potesse fronteggiare di nuovo il pericolo ottomano anche da solo, se non era possibile l'attuazione della crociata generale, di cui si parlava tanto, ma concretamente no se ne faceva niente o quasi. Occorreva anzitutto approfittare della tregua, quantunque incerta, che vigeva ancora con il Gran Turco. Di conseguenza, egli convocò — abbiamo già detto

<sup>106</sup> Inedito, *ibid.*, f. 6 (prima deliberazione del 29 nov. su questa materia).

<sup>107</sup> Inedito, *ibid.* (seconda delib. dello stesso giorno sulla medesima materia).

<sup>108</sup> In effetti, il famoso umanista scrive (nel 1458) che il conte — dopo essere stato temporaneamente allontanato dalla corte del re Ladislao e aver tentato in vano di riconciliarsi l'imperatore —, avendo appreso le sconfitte subite dalle milizie venete per opera dello Sforza e di Renato, sperò di rifarsi la fortuna, rivolgendosi a Venezia. Si offrì cioè a portarle in aiuto stipendiato *ingentes* truppe di mercenari boemi (comandati, com'è noto, da Jan Vitovec) e imporre *finem belli* (a favore naturalmente della Serenissima). *Adhibuerunt aures Veneti*. Il suo intervento militare tuttavia non poté più seguire, perché nel frattempo venne conclusa la pace (Aen. Sylvius, *Historia Bohemica*, ed. Helmstedt, 1699, cap. 62, p. 112).

<sup>109</sup> Teleki, II, p. 363 n. 7 (sulla data della riconciliazione del re Ladislao con il Cilli, e il ritorno di costui alla corte reale di Vienna).

— a Buda nel gennaio 1454 una dieta che decretò ampi provvedimenti per la leva d'un potente esercito. Il legato pontificio Castiglione si era recato con ogni probabilità prima alla corte dell'imperatore Federico a Wiener Neustadt<sup>110</sup>, poi direttamente alla corte reale di Praga, senza aver preso contatto in precedenza con l'Hunyadi (come s'inquietava il senato veneziano). Ricevuto da Ladislao V sul finire del 1453<sup>111</sup>, il Castiglione lo esortò ad aderire al progetto papale della grande guerra contro i Turchi ed è stato rassicurato dal re in tal senso. Quasi nel contempo si presentarono al re ambasciatori di Giorgio Brankovich, "despota" di Serbia, suocero d'Ulrico di Cilli e gli recarono la notizia che il sultano si apparessi a conquistare completamente questo paese vicino al regno e vassallo<sup>112</sup>. Infatti, i Turchi invaderanno la Serbia nell'estate prossima, nell'autunno però saranno sconfitti da Janco, accorso in aiuto dello stesso paese<sup>113</sup>.

Tuttavia, i progetti di una crociata generale restarono senza seguito, a cagione soprattutto delle contraddizioni che dividevano le potenze europee e della loro indifferenza ovvero passività allorché si trattava dell'adempimento delle belle parole inneggianti alla solidarietà cristiana. Nonostante la tradizione delle antiche, classiche guerre contro l'"Infedele", nonostante la propaganda che svolgeva il papato e la letteratura dell'Umanesimo, nonostante i disegni mirabolanti delle diete imperiali e ungheresi degli anni 1454—55, nonché gli sforzi eroici e spesso vittoriosi dei paesi del sud-est europeo sotto la guida di capitani illustri come Janco nel settore danubiano e Giorgio Castriota Scanderbeg, il suo valoroso contemporaneo, in quello albanese della difesa di fronte all'espansionismo turco, — la crociata non rappresentava più un problema di primo piano in grado di scatenare un movimento generale ed azioni concrete di profonda efficacia<sup>114</sup>.



Infine, per concludere il nostro discorso, mentre le trattative al congresso di Roma fallivano, il doppiogiochismo veneziano riaprì un dialogo segreto con lo Sforza, che condusse, con il tacito assentimento di Firenze, alla pace separata di Lodi tra la Repubblica di S. Marco e il ducato di Milano (il 9 aprile 1454). A questo accordo di compromesso aderirono poi, l'anno seguente, dopo alcune esitazioni, il regno di Napoli e il papato, formando la cosiddetta Lega italiana, fra gli stessi cinque maggiori stati regionali italiani, la quale manterrà un relativo equilibrio politico tra essi sino alla fine del sec. XV. Con tutto ciò, per le ragioni surriferite, Giovanni di Hunedoara non avrà da parte italiana, neanche dopo tale riconciliazione delle potenze della Penisola, il soccorso desiderato contro la minaccia ottomana.

<sup>110</sup> Ivi si aspettava il suo arrivo, secondo quanto ci fa sapere una lettera di Enea Silvio, data in questa città, il 17 dicembre 1453 (Georg Voigt, *Die Briefe des Aeneas Sylvius vor seiner Erhebung auf den päpstlichen Stuhl*, in „Archiv für Kunde österreichischer Geschichts-Quellen“, 16, Vienna, 1856, pp. 407—408, n° 324).

<sup>111</sup> Fraknói, *Magyarország egyházi és politikai összeköttetései a római szentszékel* [Relazioni ecclesiastiche e politiche dell'Ungheria con la S. Sede di Roma], II, Budapest, 1902, p. 91.

<sup>112</sup> Idem, *A Hunyadiak és a Jagellók*, p. 134.

<sup>113</sup> Constantin Jireček, *Geschichte der Serben*, II/1, Gotha, 1918, pp. 201—202; Elekes, pp. 430—431.

<sup>114</sup> Pall, *Skanderbeg et Janco de Hunedoara*, in „Revue ét. sud-est europ.“, cit., pp. 15—16.

## LE COLLOQUE ROUMANO-ITALIEN

### « LES GÉNOIS DANS LA MER NOIRE AUX XIII<sup>e</sup> — XIV<sup>e</sup> SIÈCLES »

Les 27 et 28 mars 1975, se sont déroulés à Bucarest, sous les auspices de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie et de l'Accademia Nazionale dei Lincei, les travaux du colloque roumano-italien sur le thème « Les Génois dans la mer Noire aux XIII<sup>e</sup>—XIV<sup>e</sup> siècles ». La séance inaugurale a été ouverte par le professeur Cristofor Simionescu, vice-président de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie, qui dans son allocution a souligné l'intérêt de la collaboration roumano-italienne dans le domaine de la recherche historique et l'importance du thème de ce colloque, qui permettra de faire mieux connaître l'un des facteurs qui ont influé sur les débuts de la civilisation médiévale roumaine : la présence des Génois dans le bassin du Pont Euxin aux XIII<sup>e</sup>—XIV<sup>e</sup> siècles.

Le professeur Roberto S. Lopez, de l'Université de Yale, dans sa brillante communication intitulée « L'importanza del Mar Nero nella storia di Genova », a insisté notamment sur les témoignages concernant la route commerciale vers la Chine — dans le cadre de laquelle la mer Noire constituait une étape obligatoire — faisant également des considérations particulièrement intéressantes sur le marché de la soie à Gênes pendant la première moitié du XIV<sup>e</sup> siècle.

Dans la même séance, l'académicien Ștefan Pascu, recteur de l'Université de Cluj-Napoca, a analysé « La storiografia romena ed i Genovesi nel Mar Nero », mettant en lumière la préoccupation permanente manifestée dans ce domaine par les historiens roumains, depuis les Chroniqueurs du XVII<sup>e</sup> siècle jusqu'à Nicolae Iorga et Gheorghe Brătianu, ainsi que par des auteurs de plus récente date, dont Barbu T. Cămpina, Octavian Iliescu, Radu Manolescu, etc.

Dans l'après-midi du 27 mars, les travaux du colloque ont repris avec la communication de l'académicien Constantin C. Giurescu, « Les Génois au Bas-Danube aux XIII<sup>e</sup>—XIV<sup>e</sup> siècles ». Après avoir présenté l'ampleur du commerce génois aux bouches du fleuve, l'auteur a analysé un privilège accordé par le roi de Hongrie, Louis d'Anjou, en 1349, attestant le trafic génois sur tout le cours inférieur du Danube. Le pendant de la communication du professeur Ștefan Pascu a été constitué par celle de Giovanna Petti Balbi de l'Université de Gênes sur « Gli studi genovesi sulle colonie del Mar Nero », qui a dressé le bilan plein d'intérêt des recherches effectuées ces derniers temps en Italie.

Le second jour, on a écouté d'abord la communication d'un juriste, le professeur Guido Astuti, membre de l'Accademia dei Lincei, intitulée « L'ordinamento giuridico degli stabilimenti genovesi nel Mar Nero ». L'ample présentation faite par le professeur Astuti, de l'organisation interne des colonies génoises et de leurs rapports avec la métropole, d'un part, et avec les puissances locales, de l'autre, a mis en relief l'une des raisons du succès des marchands de Gênes et de la durée de leurs établissements dans le bassin du Pont Euxin. Dans sa communication « Caffa et la Moldavie face à l'expansion ottomane », Șerban Papacostea, chef de la section d'Histoire Universelle de l'Institut d'Histoire « N. Iorga », a examiné les facteurs qui ont facilité, en dépit des efforts de la Moldavie, la conquête par les Turcs des colonies génoises du bassin nord-pontique : développement de la thalassocratie ottomane, alliance turco-tatare, orientation prépondérante de la Pologne vers la mer Baltique, etc.

Le professeur Geo Pistarino, directeur de l'Institut de paléographie et d'histoire médiévale de l'Université de Gênes, dans son riche exposé sur « Le fonti genovesi per la storia medievale de Mar Nero », a présenté les principales catégories de sources génoises concernant la mer Noire, depuis les sources narratives jusqu'aux registres comptables de Caffa et de Péra. Le professeur Pistarino a ensuite insisté plus particulièrement sur les registres des notaires qui ont instrumenté dans les colonies de la mer Noire, — catégorie de sources de première impor-

tance pour l'activité des Génois dans cette zone. Le dr. Gabriella Airaldi, dans sa communication dédiée aux « Notai genovesi nel Levante » a relevé entre autres, des aspects intéressants de la cérémonie d'investiture des notaires génois, à la lumière de sources provenant surtout de Caffa.

Octavian Iliescu, conservateur du Cabinet numismatique de l'Académie Roumaine, a enfin abordé le problème de « La circulation de la monnaie génoise dans les Pays Roumains », soulignant l'importance particulière des monnaies locales frappées à Moncastro, Kilia et Licostomo et le fait que la monnaie génoise y a joué un rôle moins notable que celle vénitienne.

Au cours des discussions en marge des communications, ont pris la parole, outre les rapporteurs, l'académicien Em. Condurachi, le professeur Mihai Berza, Sergiu Columbeanu, Dan Lăzărescu, Maria Matilda Alexandrescu-Dersca Bulgaru, Andrei Pippidi, etc.

Le colloque roumano-italien sur « Les Génois dans la mer Noire » a permis aux historiens des deux pays de mieux préciser les principales tâches d'une collaboration dont on ne peut qu'attendre les fruits.

*Ștefan Andreescu*

*The Ottoman State and its Place in World History*, éd. K. H. Karpat, Leiden, E. J. Brill, 1974, 129 p.

Le recueil d'articles *The Ottoman State and its Place in World History* est le neuvième volume de la collection « Social, Economical, Political Studies of the Middle East », dont le but est de « faciliter la communication entre le large public international et les spécialistes des sciences sociales qui étudient le Moyen-Orient ». Paru sous la direction de K. H. Karpat, le volume réunit sept contributions appartenant à des spécialistes réputés de l'histoire ottomane et se propose de substituer à la vieille vision ethnocentrique et nationaliste de l'histoire ottomane une analyse « plus objective et plus compréhensive ». La plupart des articles sont accompagnés d'un « relevant comment » (corrapport).

L'Empire ottoman, le plus durable parmi ceux fondés par les peuples turques, est, selon l'affirmation peut être un peu trop catégorique de l'Introduction signée par K. H. Karpat, « the stepchild of historical studies ». Cet « unjust neglect », auquel s'ajoute comme ironie compensatrice une « bad press » historiographique, a son histoire à elle. La vision européenne de l'État ottoman trouve son origine dans l'esprit et la littérature des croisades ; au XIX<sup>e</sup> siècle — dominé par la lutte des peuples des Balkans pour l'indépendance nationale — l'antagonisme se laïcise et les notions antagoniques liberté-tyrannie prennent, selon le professeur W. McNeil, la relève des anciennes formules. Après 1921, c'est l'historiographie nationaliste turque même qui cherche, en « purifiant » avec obstination le passé ottoman, les sources « authentiques » de son histoire. De leur côté, les savants orientalistes européens, pour la plupart arabisants, ont été contaminés par le solide préjugé arabe sur la fin de la succession légitime du Prophète après 1258 et, par conséquent, leur intérêt pour l'histoire de l'Empire ottoman a été minime. Aujourd'hui même, les difficultés sont insurmontables lorsqu'on tente de comprendre en termes d'histoire nationale l'Empire ottoman universel. Le but déclaré du recueil que nous présentons est d'offrir des suggestions pour une nouvelle orientation de la recherche et l'élaboration des concepts et des méthodes appropriés au renouvellement du domaine. \*

L'étude de A. J. Toynbee *The Ottoman Empire's Place in World History* (p. 15—27) discute trois questions qui retiennent l'attention des spécialistes : l'héritage byzantin, l'archétype nomade et la signification de l'expérience impériale ottomane pour notre époque. En ce qui concerne la première question, l'auteur fait sien un point de vue partagé avec d'illustres prédécesseurs, mais aujourd'hui vivement contesté : « In the Ottoman Empire, the Roman Empire lived on till 1922 » (p. 23). La théorie nomadiste, qui a négligé les antécédents seldjoukides et le mouvementé contexte historique de l'Asie Mineure à la veille de la fondation de l'État ottoman, est l'expression d'une vision un peu désuète et « romantique », selon l'opinion de J. W. Barker, auteur du corrapport au texte de A. J. Toynbee. Pour Barker, la troisième question évoquée par Toynbee est aussi la plus importante : État polyethnique, tout autant que l'Empire byzantin, l'Empire bâti par les Ottomans offre à ce titre des similitudes avec les États-Unis, ce qui fournit matière à comparaison.

Le professeur W. McNeil suggère dans son article *The Ottoman Empire in World History* (p. 34—47) une méthode comparatiste différente, « apriorique », et étayée sur « l'intuition transculturelle ». Selon lui, les ressemblances entre le mouvement safavide et protestant ne sont pas tout à fait fortuites ; en ce sens, il est instructif d'étudier en les comparant les réactions déclenchées tant à Constantinople qu'à Rome par ces deux courants d'opposition. De même, l'analyse parallèle de l'histoire des empires ottoman, safavide et moghol ne saurait être que féconde pour la recherche. L'auteur insiste, à juste titre, sur ce qu'il appelle « la révolution de la poudre » et son impact sur l'évolution de l'Empire ottoman. Les moyens financiers immenses dont il disposait ont permis à l'empire des sultans de se ranger du côté des « grandes puissances » dans le cadre de cette « sélection des puissances » qui avait résulté du fait de l'emploi massif de la nouvelle arme — idée chère à F. Braudel. Fort de la supériorité qu'il s'était acquise dans ce domaine, l'Empire ottoman réussit à s'incorporer les steppes du nord de la mer Noire. En même temps, l'utilisation de ces mêmes armes par d'autres puissances a finalement conduit à la déviation du commerce oriental au détriment de l'Empire ottoman.

Constatant que le poids des études économiques dans l'ensemble des recherches consacrées à l'Empire ottoman est encore très faible, Ch. Issarvi s'efforce, dans son étude *The Ottoman Empire in the European Economy* (p. 107—117), de tracer de nouvelles voies, opposées en quelque sorte à l'apriorisme intuitif de W. McNeil, à l'étude de l'histoire ottomane. C'est un retour aux faits positifs, précédant toute généralisation, que prône l'auteur. Il esquisse les domaines qui réclament une recherche documentaire approfondie : population, voies commerciales, commerce (volume, distribution en divers ports, catégories sociales plus actives du point de vue commercial, effet de l'augmentation du volume du commerce sur l'économie ottomane), investissements étrangers, etc.

Véritable « background » pour le Moyen-Orient ou simple impact pour l'Europe non comprise dans les limites de l'Empire, l'économie ottomane n'a été que l'un des facteurs de l'influence exercée par les Turcs sur le reste du monde. C'est à l'étude de cette influence que sont consacrées les contributions de H. Inalcik, *The Turkish Impact on the Development of Modern Europe* (p. 51—58) et de A. Hourani, *The Ottoman Background of the Modern Middle East* (p. 61—79).

Les méthodes employées par l'Empire ottoman pour devenir « un facteur important de la balance des forces en Europe » sont étudiées par H. Inalcik. Le jeu diplomatique ottoman a eu, comme trait caractéristique constant, sinon comme règle de conduite proprement dite, l'utilisation et l'encouragement de toutes les adversités qui pouvaient servir ses fins : France du roi François I<sup>er</sup> ou protestants allemands contre les Habsbourg, Gênes, Raguse et Florence contre Venise — voici quelques-unes des adversités habilement exploitées par la Porte ottomane et qui ont sensiblement facilité l'effort de guerre de l'Empire. Les « capitulations » — traités octroyés par les sultans à leurs partenaires — ont été l'instrument efficace de cette diplomatie. En même temps, les sultans encourageaient par l'entremise des capitulations l'activité commerciale à l'intérieur de l'Empire, en s'employant, de la sorte, à stimuler l'économie ottomane, incapable de faire face par ses propres moyens aux nécessités de l'État et de la société ottomane. Mais comme ils ignoraient, aux XVIII<sup>e</sup>—XIX<sup>e</sup> siècles encore, la notion de balance commerciale, les Turcs, ne se sont pas efforcés d'encourager les exportations au détriment des importations, ce qui ne pouvait manquer d'influencer l'évolution du capitalisme ottoman.

La domination ottomane au Moyen-Orient (1516—1918) est considérée traditionnellement par les historiens arabes, et pas seulement par eux, une période de régression de la civilisation musulmane. A. Hourani consacre son étude susmentionnée à l'analyse de ce manque d'intérêt et de ses causes. Le motif dominant du refus des Arabes d'intégrer à leur histoire l'époque de la domination ottomane se trouve, selon l'auteur, dans le fait que les Arabes n'ont pas été associés au gouvernement direct par les Turcs (p. 70). Lorsque au XI<sup>e</sup> siècle le califat arabe ne fut plus en mesure de se régénérer par ses propres moyens, les Turcs fondèrent sur les ruines de l'Empire abbasside une autocratie de type nouveau, c'est-à-dire de caractère militaire, inaugurant ainsi leur grand rôle historique. Dans son expansion, l'ancien beylik d'Osman connaît à partir des années 1516—1517, date à laquelle il incorpore les territoires arabes, la deuxième étape décisive de son « universalisation », après celle marquée par la conquête de Constantinople. La réaction contre l'« usurpation » ottomane sera à l'époque de la Renaissance moderne (nahḍa) la direction dominante dans laquelle se manifesteront les ressentiments et les énergies arabes dans la lutte pour l'émancipation nationale. Le destin des pays arabes ne peut pas être compris en dehors du passé ottoman : « Many of the things Middle Eastern countries have in common can be explained by their having been ruled for so long by the Ottomans ; many of the things which differentiate them can be explained by the different ways in which they emerged from the Ottoman empire » (p. 76). Nous ajoutons que des données récentes confirment l'assertion de l'auteur : même si « al-ummatu'l-ʿarabiya » vit aujourd'hui divisée entre les frontières nationales, les expériences politiques contemporaines, même manquées, laissent apparaître la vive aspiration — dépassée ou prématurée — des Arabes vers l'unité au-delà des divisions politiques. Derrière le mouvement tableau événementiel que nous offre le monde arabe contemporain, on devine facilement l'image du passé impérial retrouvée dans le califat arabe, mais inséparable du passé ottoman.

La recherche historique consacrée à l'Empire ottoman bute sur des obstacles qui ne sont pas exclusivement ceux de la documentation, mais aussi ceux qui découlent du manque d'un système de concepts adéquat et unitaire. K. H. Karpat essaie de suppléer à cette lacune dans son étude *The Stages of Ottoman History* (p. 79—98), dans lequel il tente d'esquisser un cadre conceptuel pour une nouvelle vision, selon laquelle « the Ottoman history is the history of a continuous social, economic, cultural and political change » (p. 99) et qui devra remplacer « the old, customary classification of this history into periods of growth or expansion, stagnation and decline » (p. 79) par une division « into periods, stages or phases of development and evolution according to the changes in the land system... » (p. 79). Nationalisme, modernisme, réformisme, occidentalisation, etc., ne constituent pas, selon l'auteur, des facteurs détermi-

nants du développement ; pour lui, ils dérivent tous, directement ou indirectement, du « land system ». Cette structuration présente, par l'unité du critère adopté, l'avantage d'une vision globale de l'Empire ottoman, qui embrasse de façon organique en même temps la période, « classique » et les siècles du déclin, presque complètement négligés par la recherche historique. Cependant on aura quelque difficulté à assimiler la tentative de l'auteur de substituer à l'ancienne vision de la « croissance et du déclin » — véritables cadres apriori de la pensée historique — la formule d'un « continous... change », substitution qui nous semble ne pas avoir d'avenir.

Les étapes du développement de l'intérêt scientifique aux États-Unis pour l'histoire ottomane et turque sont analysées par S. J. Shaw dans son article *Ottoman and Turkish Studies in the United States* (p. 118—126). Le considérable progrès réalisé dans ce domaine de recherche a été la conséquence de l'intérêt de plus en plus marqué manifesté aux États-Unis au cours du dernier quart de siècle pour les régions ayant appartenu à l'Empire ottoman et pour les réalités politiques qui lui ont succédé.

Virgil Ciocltan

ELHAC AHMED ALI PACHA, *Traité de politique ottomane*, préparé par les soins de B. Cvetkova, Sofia, 1972.

L'éminente spécialiste bulgare, Bistra Cvetkova, a découvert dans les riches collections de manuscrits turcs, arabes et persans de la Bibliothèque Nationale « Cyrille et Méthode » de Sofia — Section orientale — une source d'histoire ottomane du XVIII<sup>e</sup> siècle d'un très grand intérêt. Il s'agit d'un de ces traités politico-didactiques appelés « risal », dû à Elhac Ahmed Ali Pacha. Dans son étude introductive, l'historienne bulgare procède à une analyse approfondie de cet ouvrage : elle y étudie l'époque de la rédaction du dit traité, la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui marqua un tournant important dans l'histoire si agitée de l'Empire ottoman.

En effet, les dernières décennies du XVIII<sup>e</sup> siècle virent le système ottoman de plus en plus profondément atteint par la crise et, par surcroît, déchiré du fait de graves conflits intestins, aussi nocifs à sa puissance militaire qu'à son pouvoir politique. La guerre contre la Russie des années 1768—1774 devait témoigner nettement du déclin de la force militaire ottomane, incitant les milieux dirigeants à considérer les mesures immédiates les plus efficaces en vue d'une réorganisation de l'armée afin de rendre aux troupes leur force de frappe initiale. C'est dans cet ordre d'idées que s'inscrivirent des initiatives législatives, telles les mesures du sultan Abdul Hamid I (1774—1789), qui s'efforça de consolider le système, altéré avec le temps, des domaines militaires, système qui avait perdu de son efficacité. Son « nizamnamé » rend compte de son désir d'apporter des améliorations au potentiel militaire de l'Empire, notamment en renforçant la cohésion des corps de spahis. Si limitées et, parfois, utopiques que soient en général de telles tentatives de réforme, il n'en est pas moins vrai qu'elles reflètent non seulement l'initiative personnelle du sultan, mais aussi un état d'esprit dominant parmi les dignitaires et les hauts fonctionnaires de l'Empire.

Un état d'esprit qui se laisse également saisir dans le traité d'Elhac Ahmed Ali Pacha, que Bistra Cvetkova vient d'éditionner. Suivant les précisions de cette dernière, il s'agit d'un ouvrage encore ignoré par la littérature spécialisée. Malgré quelques réserves, elle considère cette source, compte tenu de sa forme et de sa substance, comme faisant partie de la catégorie des traités politico-didactiques (« risals ») déjà illustrée par ceux d'Ibn-i Nüceim, Molla Hassan Elkafi, Ayni Ali, Kuçibey de Gümürgina, Ali Çauş de Sofia, etc. Généralement, ce sont des ouvrages rédigés par des fonctionnaires ou des personnalités proches de la cour impériale et revêtant la forme de conseils adressés au sultan. L'exemplaire en question a été écrit par Elhac Ahmed Ali Pacha en 1190 (1776/1777) de l'Hégire ; il comporte 66 feuilles de 18,5 × 12 cm. C'est une copie due à Mehmed Nuri, datée du 20 zilhice 1217 (13 avril 1803) et faite vraisemblablement à Vidin. Le texte en est relié en cuir rouge, les deux couvertures ornées de vignettes dorées ; il est écrit à l'encre noire de Chine, en caractères rika.

Frappés par le déclin des anciennes institutions, les auteurs de ces risals sont alarmés, voire révoltés, mais s'il relèvent les indices de la décomposition, ils n'arrivent pourtant pas à en pénétrer les véritables raisons. Pour eux, le système des fiefs militaires, tel qu'il était à son époque de gloire, est toujours le système idéal et ils souhaitent le retour à l'ordre social qu'il représentait. Aussi, les risals abondent-ils en conseils aussi utopiques que naïfs, prônant le retour aux règles de l'ancienne société ottomane, donc à des formes et des conditions d'un passé révolu. Suivant Bistra Cvetkova, c'est également la tendance générale du présent traité.

Elhac Ahmed Ali Pacha (1720—1785) a été l'un des hauts fonctionnaires et chefs militaires marquants de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Né à Canik en Anatolie, ses qualités remarquables le font adjoindre en 1769/1770 au quartier général du commandant en chef de l'armée turque opérant en Moldavie pendant la guerre russo-turque de 1768—1774. S'étant distingué, il a reçu le titre de vizir ; il se voit confier en outre le poste important de vali d'Erzeroum. En même temps, il est nommé commandant en chef des troupes du front de Kars. On le retrouve en 1776—1777 vali du vilayet d'Ivas et de nouveau vali d'Erzeroum et de Trébizonde. En 1779, il tombe en disgrâce et est destitué de sa fonction de vizir, mais deux années plus tard il regagne son titre de vizir. Une fois de plus on lui confie le poste de vali d'Erzeroum, qu'il gardera jusqu'à sa mort, en 1785.

Sa participation aux conflits russo-turcs lui avait donné une riche expérience sur le plan des relations internationales. Elle se traduit par l'abondance des informations concrètes de son traité, qui le montre non seulement en tant qu'acteur pris dans l'engrenage des événements du temps, mais aussi comme un observateur alarmé des avatars de l'Empire ottoman entraîné dans les rudes guerres avec la Russie et l'Iran. Ce fut sans doute cette suite de faits dramatiques qui déterminèrent ce chef militaire doublé d'un haut dignitaire de suggérer, fort de son expérience et de sa perspicacité, quelques réformes sérieuses visant notamment l'organisation de l'armée. En effet, Elhac Ahmed Ali Pacha avait saisi la cause première des graves échecs militaires de l'Empire : c'était la désintégration des forces de frappe, spahis, troupes mercenaires et surtout corps de janissaires, profondément atteints par la grande crise du système des domaines militaires féodaux.

Dès le XVI<sup>e</sup> siècle, les classes dirigeantes ottomanes et notamment celles tout particulièrement intéressées par l'organisation des corps de spahis ont connu des dissensions au sujet de l'étendue des domaines militaires par rapport aux domaines privés, ainsi que des droits revenant à leurs détenteurs respectifs. Les nouvelles tendances qui se dessinaient dans le système des spahis trouvaient un appui plus ou moins direct chez l'autorité suprême. Mais l'incessante tension militaire au sein de l'Empire allait conduire progressivement à son épuisement économique. Aussi, une grave crise financière devait se déclencher vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, décuplée par les troubles économiques affectant à l'époque l'ensemble du bassin méditerranéen. Ces circonstances ont incité le gouvernement ottoman à des mesures immédiates afin de reprendre en main la situation. Le système des fermages (« iltizam ») est renforcé de plus en plus durant cette période ; les possesseurs des grands fiefs militaires sont, de leur côté, impliqués toujours un peu plus dans ces affermage.

D'autres facteurs aussi menèrent à la désintégration du système constitué par les corps de spahis. Avec l'assentiment du pouvoir central et avec sa protection, l'aristocratie du sérail commence à accaparer les domaines militaires. L'infiltration de ces éléments étrangers — « ecnebi » comme les désignent les historiens et chroniqueurs de l'époque — introduit dans le système des corps de spahis le capital commercial et usurier, modifiant son ancienne organisation militaire. Or, les modifications sensibles qui s'ensuivirent ont engendré la diminution catastrophique de sa force combattive : en temps de guerre, les appels du Haut Commandement adressés aux spahis restaient sans écho, car bon nombre ne se présentaient même pas et de ceux qui se présentaient beaucoup désertaient le champ de bataille.

Vu la situation, il a fallu augmenter le nombre des mercenaires. Mais, par manque de fonds, la solde des troupes n'était pas payée avec régularité, ni les récompenses (« bakchich ») accordées à différentes occasions. D'où les fréquents mécontentements des mercenaires, devenus avec le temps une véritable calamité de la société ottomane. Ces troubles continus ont fait, comme le remarque l'éminent spécialiste bulgare, l'objet de toutes les chroniques de l'époque.

Le déclin du système des fiefs militaires entraîna la dégradation profonde de toute l'administration. Échangées contre des sommes considérables d'argent, les fonctions publiques traitées sur le pied commercial tombèrent entre les mains de personnes incapables ou non préparées à les exercer. La corruption s'est généralisée, en touchant jusqu'à la justice ottomane.

A partir de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle et au siècle suivant, l'Empire ottoman est en proie à une force centrifuge croissante, notamment à cause de la manière dont les nouveaux riches parvenaient à esquiver leurs obligations civiques. Bientôt aussi des conflits d'ordre financier dressèrent ces-derniers les uns contre les autres, de sorte que le pouvoir central dut trouver et introduire un nouveau type de fermage viager, appelé « malikané ». Sur les terrains ainsi accaparés furent organisées des exploitations agricoles et commerciales, dites « ciftlik », adaptées dans une grande mesure aux demandes du marché en cours de développement. Leur apparition dans les différentes régions balkaniques a eu lieu de différentes manières, avec le concours, dans certains cas, des autorités locales.

L'entrée du capital commercial et usurier dans un domaine naguère encore régi par le système militaire devait donner lieu à des changements essentiels dans la composition et le

comportement de la classe dirigeante. A partir de la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, les notables de l'endroit acquièrent une grande influence dans l'administration des provinces, sous le nom de « *ayan-i vilayet* ». Agissant dans l'intérêt des administrations provinciales, le pouvoir central s'est attiré le concours de ces notables du cru, choisis des rangs des Turcs aisés et influents. Peu à peu, ils obtiennent la qualité de fonctionnaires élus, chargés de veiller sur place à l'exécution des ordres du sultan et de servir d'intermédiaires entre le pouvoir et le peuple. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, leur importance augmente au point que, dépassant les limites de leurs obligations initiales, ils deviennent des véritables petits despotes régionaux, tyrannisant le peuple et s'opposant souvent aux décisions de la Porte.

Cette démarche irréversible vers la décomposition impose aux milieux gouvernementaux la tâche de freiner « la course à la ruine ». Un premier pas en ce sens devait être la réforme de l'armée.

L'œil attentif d'Elhac Ahmed Ali Pacha saisit également les autres signes d'altération du système militaire féodal. Il estime, par exemple, très dangereux le fait que de nombreux timariotes accédaient à des fonctions publiques ou bien gravitaient dans l'orbite des vizirs, quand ils ne se glissaient pas dans les rangs de l'armée mercenaire.

Institutions militaires désorganisées, stratégie guerrière désuète, armement désaffecté — voilà autant d'éléments expliquant les échecs de l'Empire ottoman durant sa guerre contre la Russie, en 1768—1774. Ils imposèrent l'adoption des réformes proposées par le baron Tott, diplomate français et expert des questions militaires. Elhac Ahmed Ali Pacha recommande, de son côté, la participation personnelle du sultan et de tous ses vizirs aux campagnes militaires. Il recommande une attention particulière en ce qui concerne le ravitaillement des troupes, par le moyen des réquisitions effectuées dans les raïas, tout en soulignant que de telles réquisitions doivent être faites compte tenu des possibilités réelles de chaque région afin d'éviter les exactions du peuple assujéti. L'éditrice bulgare note à ce propos que cette conception du haut fonctionnaire ottoman est familière aux historiens comme ayant été relevée dès le XVI<sup>e</sup> siècle dans les ordonnances impériales aussi bien que dans les traités politico-didactiques, où il était dit que « la raïa est la source de revenus, un pilier de la prospérité de l'Etat et de l'aisance de ses dirigeants, la trésorerie du padischah, qui ne doit pas être ruinée par des impôts exorbitants ».

Une bonne partie du traité qui nous occupe est consacrée par son auteur à des remarques relatives aux événements de Crimée, en rapport avec la guerre russo-turque, avec celle de Bagdad et la guerre contre l'Iran. Bien que brièvement, Elhac Ahmed Ali Pacha expose les faits fidèlement, rendant compte de l'incertitude et le chaos qui ont caractérisé la vie politique de la Crimée au XVIII<sup>e</sup> siècle, devenue le théâtre des rivalités sans fin des membres de la lignée des Ghiraï bataillant pour le titre de khan.

Les relations hostiles avec l'Iran constituaient elles aussi un grave problème politique. Elles entretenaient un climat d'insécurité constante à la frontière orientale, avec d'incessants conflits armés. Ces derniers aboutirent à la guerre contre l'Iran des années 1776—1779, qui suscita une grande anxiété chez les dirigeants ottomans, dont Elhac Ahmed Ali Pacha se fait le fidèle écho.

Son traité, si riche en remarques pertinentes, rend fort probablement compte non seulement de ses pensées et de son propre état d'esprit, mais aussi du fait que les milieux dirigeants avaient pris nettement conscience de la nécessité d'entreprendre des réformes importantes, notamment dans l'appareil militaire. Cependant la véritable raison, raison essentielle s'il en fût, de la décadence marquée par l'Empire résidait dans le maintien des anciennes institutions féodales. Pourtant, Elhac Ahmed Ali Pacha n'arrive point à se dégager de ce point de vue-là de la mentalité des milieux dirigeants ottomans, qui ne voyaient pas d'autre frein à ce déclin que la simple réorganisation militaire.

De toute façon, ces questions l'ont beaucoup préoccupé, ainsi qu'il l'avoue d'ailleurs dans sa conclusion au traité. Il écrit, en effet : « Tout en observant les événements de ce monde bizarre, j'ai réfléchi, me demandant avec angoisse s'il est vraiment possible de mettre un peu d'ordre dans les affaires du monde, renonçant au sommeil et au repos afin d'écrire sur l'introduction de quelques nouvelles mesures dans le gouvernement de l'Etat et dans l'organisation des affaires militaires, dans la mesure où mes capacités et mon esprit me l'ont permis. Si mon écrit pourra contribuer à toucher au but mentionné, j'aurai la satisfaction que mon nom sera cité par l'histoire ».

On ne peut pas savoir en toute certitude à qui s'adressait ce traité. Ce qui est sûr c'est que bon nombre des conseils concernant les troupes de spahis ont eu un écho sur la réorganisation de cette institution — « *Nizamnamé* » — par Abdul Hamid I. De même, toute l'activité réformatrice de Halil Hamid Pacha, le grand vizir d'Abdul Hamid I, s'est développée suivant l'esprit des recommandations figurant dans notre traité.

L'introduction substantielle de l'éditrice est suivie du texte du traité, dans ses versions bulgare (5—74) et française (p. 77—151). Les deux versions susmentionnées précèdent le fac-similé du texte conservé à Sofia. De sorte que, les historiens de l'Empire ottoman et de la Question orientale disposent tout à la fois d'un document très éloquent relatif à la situation de l'Empire vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, ainsi que de l'interprétation érudite d'une époque de grands changements dans l'Europe du Sud-Est.

*Doina Elena Făget*

KARIOPHILIS MITZAKIS, Βυζαντινή ὑμνογραφία. Τόμος Α'. Ἀπὸ τὴν καινὴ διαθήκη ἕως τὴν εἰκονομαχία. Thessaloniki, 1971, 588 pp.

Après maintes études spéciales, parues dans diverses publications, aussi variées que difficilement accessibles, une synthèse de l'hymnographie byzantine s'imposait nécessairement. On attendait seulement le spécialiste bien calé et avec la force de travail requise pour assumer cette tâche, plus que malaisée à remplir. En effet, des témoignages de l'auteur du présent volume résulte qu'uniquement pour le premier tome, qui arrive jusqu'aux premières décennies du VIII<sup>e</sup> siècle, il a fallu dix années de travail dans les grandes bibliothèques du monde : Washington, Dumbarton Oaks, Oxford, Paris, Munich et Athènes. Sans doute, M. Mitzakis, avec le concours de son maître Constantin Trypanis, a eu la grande chance de disposer du temps nécessaire à une recherche de ces dimensions. Mais, surtout, il s'est mis en route doté d'une grande passion et mu par un véritable amour pour l'objet de sa recherche.

On peut affirmer que l'effusion lyrique concentrée dans l'hymne constitue l'apport le plus original de la littérature byzantine : elle répondait le mieux au goût de l'époque, arrivant à toucher un public nombreux des siècles durant. La société classique trouvait un divertissement, une école de sagesse aussi, au théâtre, dont la substance, tirée du mythe hellénique, était au fond également de nature religieuse, bien que reflétant avec génie les problèmes fondamentaux et les aspirations des Athéniens du V<sup>e</sup> siècle av.n.è. Après le triomphe du christianisme, mais surtout après les grandes transformations de structure qui ont conduit peu à peu à l'instauration du régime féodal, les sources spirituelles offertes aux masses populaires étaient deux : la littérature populaire laïque avec des racines profondément plantées dans le passé et la littérature religieuse, celle hagiographique et hymnographique en tout premier lieu. Cette dernière était issue de sentiments de grande vénération ou de reconnaissance ; cependant, elle était fondée aussi sur des nécessités sociales, c'est-à-dire sur l'impératif d'un perfectionnement des manifestations concrètes à partir desquelles devaient se développer les formes extérieures du culte chrétien. On pense, et on l'affirme généralement, que celui-ci était figé, immuable et incapable d'évoluer pour s'adapter aux besoins de chaque époque historique, ce qui est loin de répondre à la vérité dès qu'on considère les choses d'un point de vue plus large et englobant une certaine durée. Il suffit, en ce sens, par exemple, de comparer la langue des premiers textes religieux roumains avec ceux des époques suivantes. On remarquera leur tendance constante à s'améliorer, à embellir, à se créer un style propre, plus raffiné. De nombreux poètes anonymes, dotés d'un sens de la langue très développé ont perfectionné petit à petit ces textes, surtout les passages lyriques, dont quelques-uns sont devenus de véritables perles de la littérature, qui s'offriront comme modèles aux auteurs laïcs.

La littérature chrétienne en langue grecque des premiers sept siècles revêt un caractère particulièrement apologetique et dogmatique, attirant l'attention spéciale de l'historien, du philosophe et du sociologue. Le côté « façade » du culte attirait les personnalités dynamiques et passionnées, qui se jetaient dans l'arène pour combattre en faveur du triomphe de l'Eglise chrétienne, ce qui leur assurait la popularité. Les méditatifs et les poètes donnaient expression aux sentiments profonds de la foi chrétienne, mais ne sortaient que rarement de l'anonymat. Nous disposons de vastes synthèses portant sur les dogmes, alors qu'il manque encore des monographies détaillées de la poésie lyrique chrétienne. En tant que partie composante du culte, celle-ci, et la prière tout particulièrement, répondait aux aspirations directes du peuple. De ce fait, elle eut un très large écho, débordant les limites de la littérature byzantine et influant sur les commencements de toutes les littératures sud-est européennes.

En ce qui concerne les critères délimitant la période couverte par chaque volume, l'auteur donne les précisions suivantes : « Comme ligne de démarcation du matériel de chaque volume j'ai pris la période de la lutte contre les icônes (iconomachie), car avant elle commence le déclin de l'ancien genre de poésie liturgique, *kontakton*, et après débute le premier épanouis-

sement du nouveau genre littéraire, le *canon*. Donc, le premier volume portera exclusivement sur le *kontakion* et le deuxième concernera seulement le *canon*. Il résulte de ces mots qu'avec le temps, deux genres littéraires s'étaient développés dans le cadre de la poésie lyrique ecclésiastique, chacun offrant un caractère propre nettement dessiné, qui eurent par la suite des répercussions sur le développement de la littérature. Saisir dans le vaste ensemble de la littérature religieuse chrétienne l'éclosion et l'épanouissement de certains genres n'est pas facile, car elle a fait sienne une partie des acquis culturels païens et de la glorieuse tradition classique, en leur ajoutant l'apport d'une littérature populaire anonyme. Ce long processus génétique et de mûrissement concernait aussi de nombreux poètes anonymes provenant de milieux divers, qui avaient pourtant en commun un fonds poétique, fait de sentiments profonds envers la nouvelle religion même si leur expression prenaient des formes différentes. Seul le temps finissait par unir ces formes en un tout unitaire et prédominant, tel le *kontakion*, par exemple. Mais il advenait que de telles formes se figent tout en devenant obligatoires, ce qui entraînait l'imitation servile et leur dégénérescence.

Or, l'intérêt de cet ouvrage réside justement dans l'habileté de l'auteur à analyser et exposer de façon convaincante les résultats de son analyse du processus d'éclosion, développement et déclin progressif de quelques manifestations littéraires concrètes. Le problème central consiste dans la définition de l'essence même de la poésie, ainsi — et surtout — des rapports entre son fond et sa forme. Un sentiment profond devient poésie lorsqu'il est revêtu de la forme adéquate, alors qu'une forme, si parfaite soit-elle mais dépourvue du support d'un fond authentique n'est que lettre morte.

Juste à cette époque, une transformation essentielle est intervenue dans le domaine de la langue grecque : c'est une conséquence de ce que la quantité vocalique a été remplacée peu à peu par l'accent expiratoire. A l'époque antique, le rythme poétique était obtenu grâce à une certaine succession des syllabes longues et brèves, ensuite, après le III<sup>e</sup> ou IV<sup>e</sup> siècle, il procédait de la manière dont s'alternaient les syllabes accentuées et non-accentuées. L'accent musical faisait place à l'accent expiratoire et la quantité ne tenait pas un rôle décisif. Ce bond qualitatif a eu lieu après une série d'accumulations quantitatives, prolongées pendant un certain temps, ce qui ne saurait faciliter en rien la tâche de celui qui se penche sur l'évolution de la poésie lyrique de l'époque respective

Autre difficulté à retenir : la ligne exacte de démarcation entre la prose et la poésie. La prose platonicienne, par exemple, comporte beaucoup plus de poésie que les œuvres versifiées de tel ou tel poète dépourvu de talent. Dans une vaste synthèse, Edouard Norden a étudié l'évolution de la prose rythmée pendant plus d'un millénaire, c'est-à-dire depuis le VI<sup>e</sup> siècle av.n.è. jusqu'au VI<sup>e</sup> siècle de n.è. et même plus. La littérature chrétienne savante ne peut être comprise en soi ; il faut tenir compte de ses racines profondes qui, notamment pour ce qui est de la forme, remontent à l'époque antique. Ceci a réclamé de la part de l'auteur un effort supplémentaire. Or, ce qui augmente encore plus le mérite de la monographie de M. Mitzakis est justement son savoir à détecter et mettre en lumière comme il convient quelques pièces poétiques d'une rare valeur qui risquaient fort de se perdre dans l'immense océan de la prose. Une autre qualité de son ouvrage se révèle dans le domaine de l'interprétation : c'est sa capacité de dépasser le patriotisme local, en admettant dans la réalisation de certaines œuvres supérieures des traditions anciennes ou des influences extérieures, surtout dans la Méditerranée Orientale, cette plaque tournante de courants culturels multiples. Cette qualité de l'auteur se manifeste aussi par le fait qu'il ne conteste pas l'influence des hérétiques sur la poésie chrétienne. D'autre part, le genre littéraire nommé *kontakion*, échos vers le milieu du V<sup>e</sup> siècle, ainsi que l'activité de Romanos le Mélode au siècle suivant — considéré comme un sommet de la poésie lyrique chrétienne des sept premiers siècles — subissent son analyse minutieuse. Comme ce genre de poésie s'accompagnait généralement de musique, l'auteur tente de déterminer le rôle de la musique dans le développement de l'activité poétique, d'autant plus que le rimeur et le compositeur étaient souvent réunis dans une seule et même personne.

H. Mihăescu

MANIO STOIANOV, *Украса на словянските ръкописи в България*, Sofia, 1973, 250 p.

Manio Stoianov a étudié et décrit dans le présent ouvrage les ornements des manuscrits slaves couvrant une période de plusieurs siècles (XI<sup>e</sup> — commencement du XIX<sup>e</sup> siècle). Il s'agit des fonds manuscrits appartenant à diverses collections de Bulgarie : l'Académie des Sciences, les Bibliothèques Nationales « Cyrille et Méthode » de Sofia et « Ivan Vazov » de Plovdiv, le Musée historico-archéologique du monastère Rila, etc. Leur chiffre monte à 494 exemplaires, rédigés sur parchemin ou sur papier.

Le plus ancien est un exemplaire des Actes des Apôtres, d'Enina, daté du XI<sup>e</sup> siècle et conservé à la Bibliothèque Nationale de Sofia; le plus récent, de 1826, est un Damascène de maître Todor de Prilop. L'ouvrage reproduit 551 ornements, dont 115 en couleurs; ces reproductions ont fait l'objet d'un choix: l'auteur ne pouvant donner des reproductions pour tous les manuscrits a tenu illustrer par deux ou trois planches les plus importants, et même plus. Par exemple, il donne neuf reproductions en couleurs et deux pages in folio de l'Évangile du pape Dobré du XIII<sup>e</sup> siècle rédigée sur 127 feuilles de parchemin. De même, l'Évangile de Slepčensko du XV<sup>e</sup> siècle est illustrée par cinq grandes reproductions en couleurs et trois autres en noir et blanc. Le Psaumier de 1638 a douze reproductions et le Damascène de 1826 précité est illustré de quatre photos en blanc et noir plus deux planches en couleurs.

Dans sa préface, l'auteur note que l'ornement est né en même temps que le livre bulgare, ce livre qui, à l'époque où il n'était pas encore question de l'imprimerie en Bulgarie, dût surmonter des circonstances si difficiles que seul un petit nombre des exemplaires ayant circulé alors s'est conservé jusqu'à nos jours. La plupart de ces manuscrits, quand il n'ont pas été détruits, ont abouti à l'étranger. Sans doute, l'histoire de l'ornement du livre, manuscrit ou imprimé, n'est qu'un chapitre de l'histoire des arts mineurs en Bulgarie, mais il a son importance en tant que tel. Le présent ouvrage entreprend pour la première fois son étude, procédant à la sélection et à l'analyse de ce que l'ornement des manuscrits slaves peut offrir de plus précieux et plus caractéristique. Si l'auteur a limité sa recherche aux manuscrits conservés en Bulgarie, c'est que les manuscrits d'origine bulgare, par leur lieu de rédaction, leur langue ou leur contenu, mais conservés à l'étranger, ne sont pas encore tous dépistés et publiés.

Comme même les livres bulgares les plus anciens sont ornés, l'auteur pense dans son étude introductive (p. 7—45) que l'ornement a dû accompagner dès le début ces écrits, avançant l'hypothèse que ceux de Cyrille et Méthode ou de leurs disciples devaient sans doute s'orner également. C'est le livre et la culture grecbyzantine qui ont déterminé la parution du livre bulgare, sous la haute protection des tzars Boris et Siméon. Les manuscrits bulgares les plus anciens remontent aux X<sup>e</sup> — XI<sup>e</sup> siècles; ce sont des Évangiles, des Actes et des Psautiers, c'est-à-dire les ouvrages les plus fréquents du culte chrétien. À l'époque du premier État bulgare, Preslav, sa capitale, ainsi que les monastères du temps concentrèrent les écoles spécialisées dans l'écriture et l'ornementation des manuscrits: il s'agissait de « scriptoria » spécialisés, mais qui n'étaient point destinés à acquérir l'importance de leurs pendants byzantins ou de l'Europe occidentale. La beauté de la page manuscrite était mise en valeur la manière dont les caractères étaient moulés. Pour les manuscrits les plus anciens, on s'est servi de l'alphabet glagolitique; le cyrillique lui succéda, dans une écriture onciale. Cette onciale bulgare imite l'onciale liturgique grecque: ce sont des caractères beaux et solennels; les lettres sont reproduites entièrement, sans abréviation, suivant la coutume de la *scriptio continua*, autrement dit sans aucun intervalle entre les mots. La demi-onciale était également répandue.

Au cours des X<sup>e</sup> — XII<sup>e</sup> siècles, l'ornement fondamental de la page d'écriture était constitué par les initiales et les vignettes, empruntées de la tradition byzantine, mais s'enrichissant de certaines particularités bulgares (p. 12). Toutefois, ce fut aux XIII<sup>e</sup> — XIV<sup>e</sup> siècles que l'ornement du livre bulgare touche à l'apogée de son raffinement. La vie culturelle de cette époque avait pour foyer central Tyrnovo et les monastères de ses environs. Durant cette période, la lettre initiale s'orne d'une figure zoomorphe, reproduite entièrement ou en partie, et devient l'un des traits spécifiques des manuscrits du temps. Par la suite, la combinaison de la lettre avec l'animal respectif — serpent, chien, oiseau, griffon, etc. — se charge de traits fantastiques au point de transformer cette initiale en une véritable énigme. Ce style zoomorphe a connu une grande vogue dans l'ornement du livre bulgare et les scribes des pays voisins l'ont adopté eux aussi (p. 16).

C'est également au XIII<sup>e</sup> siècle que commence le grand développement de la vignette. De son cadre rectangulaire, délimité par des traits, est née la miniature qui comporte de grandes possibilités décoratives. La miniature bulgare est un lien entre l'ornement de l'ouvrage et son contenu. De là l'apparition des miniatures avec l'image des évangélistes, en tant qu'auteurs ils figurent au commencement des Évangiles. Or, l'introduction du visage humain dans la miniature de la vignette devait élargir la perspective de l'illustrateur, qui s'attachera désormais à combiner ce nouvel élément avec d'autres ornements destinés à l'embellissement de la page écrite. Bientôt, au lieu d'une simple vignette, les images des évangélistes occupent toute une page à part, placée au début du livre, en frontispice. Mais l'espace de toute une page invitait l'illustrateur à soigner les détails, ainsi qu'à leur fournir un cadre susceptible de mettre en valeur quantité d'autres moyens décoratifs.

Ce bel épanouissement devait s'arrêter brusquement à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle, comme une conséquence de la catastrophe qui fit sombrer le deuxième État bulgare.

La place de la capitale, Tyrnovo, sera prise maintenant en tant qu'importants centres culturels par les monastères, notamment Ryla. Ce fut là que travaillèrent au XV<sup>e</sup> siècle Vladislav le Grammaïrien, le Pope Gabriel, le Moine Mardari. D'autres centres à mentionner furent les monastères de Slepčensco (dans le voisinage de Bitolie), Zographon ou Chilandar au mont d'Athos, etc.

Au cours du XV<sup>e</sup> siècle, le parchemin sera remplacé par le papier, importé d'Italie, par Dubrovnik et « Tzarigrad ». Plus tard on utilisera du papier importé d'Allemagne et aux XVII<sup>e</sup> — XIX<sup>e</sup> siècles du papier russe. Pendant la domination ottomane, la copie des manuscrits était encouragée surtout par les supérieurs des monastères ou les lettrés et autres personnes qui les achetaient aux copistes pour les offrir en don à diverses églises. L'orthographe connaîtra à présent trois types différents : de Ryla, médio-valaque et d'Etropol. Pour ce qui est de l'élément ornemental, les initiales commencent à arborer des motifs végétaux : fleurs, palmettes, etc. C'est aussi l'époque du développement de l'*indicateur* — petite indication qui avait pour but d'attirer l'attention du lecteur sur un passage déterminé du texte respectif ; son usage remonte cependant au XIII<sup>e</sup> siècle, mais c'est au XV<sup>e</sup> qu'il devient fréquent.

De nouvelles tendances se manifestent dans la composition de la vignette aux XVI<sup>e</sup> — XVII<sup>e</sup> siècles, qui combinent maintenant les motifs végétaux avec les motifs zoomorphes : la tête de serpent ou d'oiseau constitue le final de la lettre fondamentale, alors que deux serpents entremêlés servent à compléter la vignette. Si l'on peut voir dans ces éléments zoomorphes un reflet de l'ancienne tradition des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, il convient aussi de noter que maintenant l'illustrateur renonce aux traits fantastiques en faveur d'un certain réalisme.

L'ample usage du visage humain et des mains en tant qu'éléments décoratifs des manuscrits des XVI<sup>e</sup> — XVII<sup>e</sup> siècles leur confère un intérêt tout particulier. Au lieu des figures géométriques et des lettres énigmatiques, à griffons, des siècles précédents, une page ornée de motifs floraux et de figures humaines se présente, plus attractive, aux yeux du lecteur.

A cette époque, les frontispices changent aussi. En plus des quatre évangélistes et de David, on y retrouve les images de Moïse, la Vierge, le Christ Pantocrator, les scènes en rapport avec le texte (l'Épiphanie, par exemple), voire la Sainte Table avec les vases liturgiques.

Dans l'intervalle de ces siècles (XVI<sup>e</sup> — XVII<sup>e</sup>), le répertoire des livres ornés s'élargit : outre les Évangiles, les Actes ou les Psautiers, l'art décoratif s'exerce aussi au profit des Rituels, Missels, Ménologies, Livres de sermons, Recueils des Vies des Saints. Le nombre des centres où l'on s'adonne à la copie des livres croît : cette activité n'est plus le fait unique des monastères, on la retrouve dans les villages et à Sofia. Au point même qu'on peut parler de l'école de Sofia, des centres campagnards des Monts Rhodopes et de l'école d'Etropol.

Le penchant pour l'illustration des textes, relevés aux siècles précédents, devient encore plus accusé au XVIII<sup>e</sup> siècle. C'est l'époque des « damascènes », ou recueils de sermons, vies de saints, récits instructifs destinés aux lecteurs peu instruits. A la place des vignettes solennelles, des miniatures et des frontispices, ces ouvrages sont ornés d'images des saints ou de miniatures au commencement des sermons illustrant leur texte. Le motif décoratif imite souvent celui des livres imprimés, des éditions vénitienes et russes. On ne copie et on n'orne plus l'Évangile. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les livres copiés sont d'usage personnel, mais la tradition se poursuit par l'illustration des damascènes, qui connaît même des artisans habiles, tels le Pope Punčo de Mokreš ou le maître d'école Théodor de Pirdop. Ces deux-là, par l'originalité primitive de leurs illustrations sont même l'un des sommets de l'art ornemental du livre manuscrit bulgare. Le Pope Punčo et Sophronii de Vraca sont même les créateurs des premiers autoportraits. Ils achèvent, dans une certaine mesure, l'évolution de l'art ornemental des manuscrits bulgares.

Un paragraphe de cette étude introductive (p. 31) est consacré par l'auteur à l'analyse de l'influence roumaine sur les manuscrits slaves de Bulgarie, influence qui s'exerça par l'intermédiaire des livres écrits et ornés dans les couvents roumains importés ensuite là-bas. C'est dans cet ordre d'idées qu'est mentionnée l'ornementation exceptionnelle de l'Évangile de Suceava, copiée par l'hiéromoine Macaire en 1529, ainsi que celle du Missel de Putna, réalisé en 1672 par l'hiéromoine Gervais, que l'auteur reproduit d'ailleurs in folio (p. 204).

Le reste de l'ouvrage de Manio Stoianov (p. 50 — 254) est consacré à la description des 494 manuscrits bulgares. À part la minutieuse description du manuscrit proprement-dit et de ses ornements, l'auteur fournit aussi quelques précisions fort utiles (la date à laquelle le manuscrit a été copié, le dépôt où il est conservé). Le volume s'achève avec une bibliographie des ouvrages spécialisés et avec des résumés en allemand, russe, français et anglais. Cette précieuse recherche scientifique de Manio Stoianov constitue aussi un acte de culture, fait pour resserrer les rapports entre les peuples du Sud-Est européen.

Paul Mihail

## NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Rédigées par : MIHAI BERZA (M.B.); H. MIHĂESCU (H.M.); DIMITRIJ WASILIEV — Leningrad (D.W.); EUGENIA IOAN (E.I.); J. IRMSCHER — Berlin DDR (Irm.); ADOLF ARMBRUSTER (A.A.); TUDOR TEOTEOI (T.T.); CORNELIA PAPACOSTEA-DANIELOPOLU (C.P.D.); MARIA ANA MUSICESCU (M.A.M.)

L'année Cantemir — 1973 : 300 ans depuis sa naissance et 250 ans depuis sa mort — nous a apporté, outre une longue série d'études, dont quelques-unes d'un très haut intérêt, des éditions de textes appelées à rendre de grands services aux futurs exégètes de l'œuvre du prince moldave. Il s'agit en premier lieu de l'édition bilingue de *DESCRIPTIO ANTIQUI ET HODIERNI STATUS MOLDAVIAE*, publiée par les soins du Pr. D. M. Pippidi (Dimitrie Cantemir, *DESCRIPTIO MOLDAVIAE — DESCRIEREA MOLDOVEI*, Editura Academiei Republicii Socialiste România, București, 1973, 403 p., illustrations et cartes).

On sait que l'original latin de cette œuvre qui compte parmi les plus importantes de Démètre Cantemir a dû attendre jusqu'en 1872 pour connaître sa première édition. Entre temps, la Description de la Moldavie avait été lue surtout en traduction allemande (1769—1770, dans le « *Magazin für die neue Historie und Geographie* » de A. F. Büsching et 1771, Frankfurt u. Leipzig), à laquelle s'étaient ajoutées une traduction russe dès 1789 et des traductions roumaines à partir de 1825. L'édition de 1872, donnée par Al. Papiu-Ilarian comme premier volume de l'édition des ŒUVRES de Cantemir, entreprise par l'Académie Roumaine, se basait sur les deux manuscrits conservés alors au Musée Asiatique de l'Académie des Sciences de St. Pétersbourg et qui restent encore les seuls à nous être connus : un manuscrit incomplet, mais qui porte en marge des notes de la main de l'auteur et une copie complète, pourtant défectueuse, datée de 1727. En attendant que les éditeurs des ŒUVRES COMPLÈTES de Cantemir, dont nous parlerons à l'instant, soient à même de nous offrir un texte de la *DESCRIPTIO* revu sur les manuscrits, la présente édition, rendue nécessaire par la rareté de celle de 1872, s'est contentée de suivre l'édition Papiu-Ilarian, collationnée à l'excellente copie laissée par ce dernier. Des fautes d'impression ont ainsi été redressées, des inadvertances de Cantemir — si elles lui sont effectivement imputables, et non pas aux copistes — ont été corrigées (en apparat, la leçon de la copie Papiu-Ilarian — I. Massim), de même qu'avec le concours de M. Mehmet et V. Drimba, furent éliminées les nombreuses fautes de transcription ou d'impression des passages cités en turc par Cantemir. Nous avons donc à faire, quant au texte, à une édition améliorée de l'unique que nous possédions jusqu'alors. Elle est accompagnée d'une excellente traduction roumaine, dont nous sommes redevables à Gh. Guțu. Le texte parallèle de l'original et de cette version roumaine est précédé d'une « note sur l'édition » signée par D. M. Pippidi — avec de brèves considérations sur le latin de Cantemir qui mériteraient d'être reprises et développées — et d'une étude introductive de Maria Holban, qui procède à une pénétrante analyse de l'œuvre, destinée à déterminer les étapes de sa genèse. Il serait difficile de résumer cette analyse, avec tout ce qu'elle apporte de nouveau. Contentons-nous de noter que selon M. Holban le texte proposé par Cantemir en 1714 à l'Académie de Berlin n'aurait pas été — ainsi que le pensait P. P. Panaitescu — le *DE NEAMUL MOLDOVENILOR*, mais effectivement une première rédaction roumaine, dont des vestiges se retrouveraient dans la III<sup>e</sup> partie du livre actuel et qui serait en même temps le noyau initial du futur *HRONIC*. La *DESCRIPTIO* telle qu'elle s'est conservée n'a rien à voir avec un plan quelconque suggéré par l'Académie de Berlin. Elle est le fruit d'une pensée qui évolue continuellement et les deux manuscrits aujourd'hui connus ne feraient que marquer deux des étapes de cette évolution. Le manuscrit aux notes autographes de Cantemir, loin d'offrir

un texte mutilé de certaines de ses parties (I<sub>1</sub>, II<sub>10</sub> et toute la III<sup>e</sup> partie), présenterait l'œuvre de Cantemir au stade où elle suivait encore un schéma bipartite. Hypothèse tentante, sans doute, mais qui devra être vérifiée sur les manuscrits.

Un écrit comme celui dont nous parlons, où les informations exactes et d'une extrême variété se mêlent aux interprétations personnelles, intéressées ou non, et aux données erronées ou simplement fantaisistes, exige à chaque moment un commentaire qui guide le lecteur et souvent le spécialiste aussi. Ce commentaire, d'une très grande richesse et d'une information sûre, a été fourni par N. Stoicescu. Enfin, dans un appendice, le problème longuement discuté de la carte de la Moldavie dressée par Cantemir (la carte est reproduite d'après la copie de J.B. d'Anville) est repris par le doyen des géographes roumains, V. Mihăilescu, qui clôt ses remarques pertinentes par cette suggestion qu'on aimerait voir suivre : « Peut-être... qu'un géographe, doublé d'un historien, se chargera de transcrire sur une carte moderne, tout en identifiant chaque localité, le contenu entier de la carte de la Moldavie de Démètre Cantemir. Cela pourrait donner une thèse pleine d'intérêt de cartographie historique » (p. 385).

La même année du tricentenaire Cantemir, les Editions de l'Académie de la République Socialiste de Roumanie offraient aux lecteurs un premier volume des ŒUVRES COMPLÈTES de Démètre Cantemir, dont elle a eu l'heureuse initiative d'entreprendre la publication. Parue à un siècle de distance de celle, excellente pour son temps, donnée par l'Académie Roumaine en 1872—1901, cette nouvelle édition qui se propose d'être complète et critique à la fois (complète, sans doute, sous réserve de nouvelles découvertes, comme celle de 1950, qui restent toujours possibles, mais qui ne semblent pas susceptibles d'apporter de vraies révélations) devra permettre de mesurer les progrès accomplis par les études cantémiriennes et en même temps donner une base solide aux recherches futures. Il suffit de rappeler que nous manquons encore d'une édition du texte latin de l'HISTOIRE DE L'EMPIRE OTTOMAN, ou bien que l'HISTORIA MOLDO-VLAHICA, qui doit fournir la clé de nombreux problèmes posés par le HRONIC, attend toujours son éditeur. La tâche d'assurer la publication des ŒUVRES COMPLÈTES fut assumée par Virgil Căndeă, érudit auquel la connaissance de Cantemir doit déjà beaucoup.

Le premier volume paru de la série est en fait le IV<sup>e</sup> des « Œuvres complètes » ; il contient l'HISTOIRE HIÉROGLYPHIQUE, dans l'édition de Stela Toma (Dimitrie Cantemir, OPERE COMPLETE, ediție critică publicată sub îngrijirea lui Virgil Căndeă, IV. ISTORIA IEROGLIFICĂ, text stabilit și glosar de Stela Toma ; prefață de Virgil Căndeă ; Studiu introductiv, comentarii, note, bibliografie și indici de Nicolae Stoicescu. Editura Academiei Republicii Socialiste România, București, 1973, 447 p., 25 illustrations hors-texte). Reconnaissons que ce n'était pas le plus urgent, vu que depuis 1965 nous possédions l'édition P. P. Panaitescu — I. Verdeș, qui fut, au moment de sa parution, une vraie révélation et à laquelle, d'ailleurs, les nouveaux éditeurs apportent un juste hommage. Mais il n'y a pas lieu de faire trop les difficiles, car Stela Toma a fait un excellent travail, en donnant, d'après le microfilm de la Bibliothèque de l'Académie (l'unique manuscrit connu se trouve à Moscou, aux Archives centrales d'Etat des anciens actes de l'U.R.S.S. ; selon P. P. Panaitescu — I. Verdeș, édition citée, p. XCV, ce manuscrit serait « très probablement un autographe de l'auteur » ; les nouveaux éditeurs parlent du « manuscrit original » — pp. 7, 45 — mais aussi — p. 46 — du « texte considéré autographe de Démètre Cantemir », et, à la bibliographie — p. 441 — carrément : « manuscrit autographe »), une transcription interprétative du texte, qui a su éviter les lectures hâtives — en réalité, peut-être, dans certains cas du moins, d'insidieuses fautes d'impression —, les omissions et les ajouts qui s'étaient glissés dans l'édition précédente. Quant à la supériorité d'un système de transcription sur l'autre, c'est aux linguistes de juger. Ils ne diffèrent d'ailleurs pas beaucoup et supposent tous les deux une connaissance de la prononciation moldave du début du XVIII<sup>e</sup> siècle qui reste encore hypothétique par endroits. Dans l'ensemble, la transcription de Stela Toma est un peu plus archaisante et en même temps plus fidèle aux formes dialectales moldaves, ce qui est sans doute un mérite.

Le texte de Cantemir est précédé d'une étude introductive de N. Stoicescu (pp. 9—44) qui, tenant compte, d'une part, du fait que P. P. Panaitescu et I. Verdeș avaient déjà accompagné leur édition d'une analyse de l'HISTOIRE HIÉROGLYPHIQUE qui reste fondamentale et, de l'autre, de la faveur spéciale dont cette œuvre a joui et de la diversité des jugements portés à son égard, a eu la bonne idée de nous donner un aperçu critique des différents points de vue concernant les problèmes principaux qu'elle pose, d'où ne manquent pas non plus les opinions personnelles de l'auteur.

C'est à N. Stoicescu que nous devons encore l'ample commentaire (pp. 293—388) qui éclaire le texte, en insistant aussi bien sur les nombreux personnages de ce « roman historique » (la définition est de Iorga) et sur les faits auxquels on fait allusion, que sur les expres-

sions utilisées par Cantemir — avec renvoi à d'autres auteurs contemporains — et sur les proverbes qu'il cite abondamment.

Le glossaire est dû à Stela Toma, tandis que l'index des noms propres est de N. Stoicescu. Il est bien dommage que les renvois de ce dernier soient faits seulement au texte et non pas aussi au commentaire. Du même sont l'« index culturel » et la bibliographie, qui enregistre jusqu'aux articles parus dans le courant de l'année 1973, mais d'où manque, parce que les histoires de la littérature ont été éliminées, une œuvre essentielle pour l'analyse du contenu historique comme celle de Iorga.

Paru en 1974, le premier volume des *ŒUVRES COMPLÈTES* de Démètre Cantemir nous apporte la préface générale de Virgil Căndeă — pp. 5—14 — qui fait l'historique détaillé des éditions connues par l'œuvre du prince, sans nous renseigner toutefois sur le plan et les perspectives de la nouvelle entreprise. Ainsi qu'il se devait, ce tome qui ouvre la collection est dédié au premier ouvrage sorti de la plume du savant : *LE DIVAN OU LA DISPUTE DU SAGE ET DU MONDE* (Dimitrie Cantemir, *OPERE COMPLETE, I. DIVANUL*, ediție îngrijită, studiu introductiv și comentarii de Virgil Căndeă; text grec de Maria Marinescu-Himu, București, Editura Academiei Republicii Socialiste România, 1974, 489 p., 26 ill, hors-texte + 1 pl. en couleurs).

Le « Divan » avait eu le sort rare dans la vie de cet auteur laborieux, mais malchanceux de ce point de vue, d'être imprimé dès 1698, en roumain et en grec. Après deux rééditions du texte roumain au XIX<sup>e</sup> siècle (Hasdeu — 1865 et Sion — 1878), ce dernier n'a bénéficié d'une édition scientifiquement valable, malgré tous les mérites de Hasdeu, qu'en 1969. Elle était due à V. Căndeă, qui la reprend maintenant dans la série des « Œuvres » qu'il dirige, avec tout ce que son expérience lui a permis d'ajouter depuis lors.

Si la traduction roumaine du texte grec — qui rendra toujours service aux lecteurs moins familiers de la langue de Cantemir — ne figure plus dans la nouvelle édition, en échange cette fois-ci nous avons en parallèle l'original roumain et la version grecque, qui, selon la démonstration convaincante de V. Căndeă, n'est ni une traduction appartenant à Cantemir, ni son propre original traduit ensuite en roumain, et d'autant moins l'œuvre d'un autre auteur que le jeune prince aurait seulement traduite en roumain. V. Căndeă a aussi accumulé les preuves que la version grecque de l'original roumain appartient à Jérémie Cacavelas, ou, « du moins » — nous dirions « plutôt », en suivant l'argumentation de l'auteur, qui semble un peu hésitant dans ses conclusions (p. 44) — à un lettré crétois qui aurait travaillé — en grande hâte — sous sa direction. Il n'est pourtant pas à croire que, malgré cette hâte évidente, l'intervalle d'environ deux mois entre la date supposée de l'arrivée du manuscrit roumain à Iași et celle du 30 août 1698 marquée sur la page de titre du livre imprimé ait pu suffire à ce qu'on réalise aussi bien la traduction en grec que les opérations d'impression (p. 70; v. aussi p. 411, n. 9, où ces deux mois sont accordés à la seule impression). D'ailleurs, rien n'oblige à supposer que le texte roumain fût envoyé, en vue de la traduction, en même temps que l'épître dédicatoire, qui porte la mention [expédié] « d'Andrinople », sans date, mais très probablement, selon les calculs de l'auteur, juin 1698. Dans ce cas, il faudrait déplacer quelque peu en arrière le terme final de la « rédaction définitive » que V. Căndeă place entre décembre 1697 — date du retour de la campagne de Hongrie — et juin 1698, lorsque le prince se trouvait de nouveau à Andrinople. Quant à la date du début de l'élaboration de l'ouvrage, rien ne semble permettre encore à l'avancer, même à titre d'hypothèse. C'est bien dommage, car il s'agit justement du moment où Cantemir a commencé à se vouloir auteur, c'est-à-dire à définir sa propre personnalité. On peut se demander, d'autre part, si la campagne de Hongrie, de 1697, était favorable aux recherches de bibliothèque, de manière à permettre au jeune prince qui accompagnait les armées du sultan, de découvrir Wissowatius — qu'il traduira dans la III<sup>e</sup> partie du *DIVAN* — et d'autres ouvrages occidentaux (p. 27).

Dans l'établissement du texte, l'éditeur a dû compter non seulement avec les difficultés habituelles aux transcriptions du cyrillique en alphabet latin, mais aussi avec le caractère défec-tueux de l'édition princeps. Pour la version grecque, qui abonde, elle aussi, en erreurs dans l'édition de 1698, V. Căndeă s'est associé Maria Marinescu-Himu.

L'étude introductive de V. Căndeă est du plus haut intérêt. Elle soumet à un examen attentif toutes les questions essentielles posées par cette première œuvre de Cantemir : structure et genèse, sources, contenu philosophique, langue et style, version grecque, édition de 1698 et circulation manuscrite (nombreuses copies du XVIII<sup>e</sup> et de la première moitié du XIX<sup>e</sup>, d'après le texte imprimé, et même, seule connue jusqu'à présent, une copie de la version grecque), traduction arabe (11 copies du XVII<sup>e</sup> siècle identifiées, les deux plus anciennes datant de 1705), rééditions du XIX<sup>e</sup> siècle, place du *DIVAN* dans la culture roumaine et dans celle de son époque. Elle indique en même temps les problèmes encore ouverts. Par rapport à l'édition de 1969, elle se présente enrichie des résultats récents de l'auteur et des contri-

butions d'autres chercheurs et plus nuancée dans les jugements sur le sens de l'œuvre et sa position dans le mouvement des idées, en Europe du Sud-Est, à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

L'édition est accompagnée d'un commentaire pertinent, de glossaires (roumain et grec) et d'un index des noms propres, auxquels font suite un second index, très riche, des auteurs et des œuvres (connues directement ou par intermédiaire), et un troisième des termes philosophiques. Une bibliographie mise à jour (éditions, manuscrits, résumés et remaniements; études sur le DIVAN) clôt le volume.

M. B.

GEORGE SCHREIBER, *Die Römer in Österreich*, Unter Mitarbeit von Wilhelm Alzinger, Societäts-Verlag, Frankfurt/Main, 1974, 259 pp.

A l'époque romaine, l'Autriche englobait le Noricum, ainsi que des parties de deux autres provinces : Raetia et Pannonia. C'étaient des provinces frontalières, au même titre que la Dacie ou la Mésie, d'où maints traits communs. Aussi, une vue juste de leur histoire, à chacune d'entre elles, ne peut-elle être obtenue que par un regard comparatif. C'est ce qui justifie pleinement, selon nous, les mots de Jakob Burckhardt cités en épigraphe par l'auteur du présent ouvrage : « Das wahrste Studium der vaterländischen Geschichte wird dasjenige sein, welches die Heimat in Parallele und Zusammenhang mit dem Weltgeschichtlichen und seinen Gesetzen betrachtet ».

La Dacie resta sous la domination romaine 165 années, le Noricum environ 450 ans et la Mésie plus de 550 ans. Ces différences de durée n'ont eu aucune influence sur la technique de la romanisation, cependant on constate des variations d'intensité dans ce processus, plus marqué en Dacie et en Mésie. Bien qu'il fût une sorte de prolongement de l'Italie, le Noricum ne constitua pas une région de dense colonisation romaine, en raison de son relief montagneux et de son accès particulièrement difficile. La traversée des Alpes se faisait uniquement par quatre routes : 1) à partir des localités actuelles Bologne-Trente-Méran, remontant l'Adige vers Rhétie, par Augusta Vindelicum (Augsburg) jusqu'au Danube ; 2) depuis Bolzano, par la vallée de la rivière Isarco (Eisack), Vipidanum, Matreium et Valdidena, pour descendre ensuite le cours de l'Inn jusqu'au Danube, près de Castra Batava (Passau) ; 3) d'Aquilée, port adriatique, remontant le Tagliamento et la Piave, jusque dans la vallée de la Drava (Drau), aux environs de Linz ; 4) toujours depuis Aquilée, par le col de Tarvisio, jusqu'à Santicum (Villach) dans la vallée de la Drava (Drau).

Les villes de l'Autriche romaine étaient situées de préférence dans les vallées débouchant sur le Danube (Lentia-Linz, Lauriacum-Ems, Vindobonna-Vienne, Carnuntum-Petronell) ou sur la Drava (Aguntum-Dölsach, Teurnia-St. Peter im Holz, Virunum-Zollfeld, Flavia Solva-Leibnitz). Mais ces villes n'ont pu retenir un nombre important de la population romanisée en raison de leur manque de terrains suffisants pour une agriculture extensive. Du reste, si elles étaient situées près des cours d'eau navigables, ceux-ci ne conduisaient pas vers le cœur de l'Empire, autrement dit la Méditerranée.

Sur le plan artistique, les monuments archéologiques témoignent de grandes analogies avec l'Italie, plus accusées que celles relevées en Mésie ou Dacie. Par contre, la langue latine trouva plus de facilités pour son expansion dans les vastes étendues du Bas-Danube.

Fréquemment, l'auteur met en parallèle l'abandon de la Dacie par les Romains en 271 et l'évacuation de la Norique en 488. Tout comme dans le cas de la Dacie, l'auteur fournit à l'appui de l'idée de continuité de vie romaine dans la Norique l'argument des témoignages archéologiques et finit par conclure : « Man kann sich ja auch leicht vorstellen, dass trotz Hunger und feindlicher Einfälle nicht alle Menschen ihre Heimat verlassen wollten » (p. 223).

Disons aussi que, doté d'un matériel intuitif adéquat, ce livre est d'une lecture agréable.

H. M.

ANDRÉ STRATOS, Τὸ Βυζάντιον στὸν Ζ' αἰῶνα. Τόμος Ε': Κωνσταντῖνος Ε': 668—687. Hestia, Athènes, 1974, 195 pp.

L'auteur poursuit avec tenacité l'édition de son ouvrage fondamental sur le VII<sup>e</sup> siècle, arrivant à son V<sup>e</sup> tome (les années 668—687), qui sera l'avant-dernier. Parallèlement à cette activité, il publie aux éditions A. Hakkert d'Amsterdam la version anglaise de cet

ouvrage, arrivée à son III<sup>e</sup> volume. Le principal mérite de cette œuvre réside dans l'analyse approfondie et minutieuse des sources, présentée dans un style clair et fluide. Les études et articles dont se sert l'auteur sont très nombreux, témoignant en égale mesure de la passion de sa recherche et des riches moyens dont il a pu disposer en ce sens.

A cette époque, l'Empire byzantin poursuivait ses guerres contre les Arabes, tout en ouvrant un nouveau front du côté des Bulgares et s'efforçant en même temps de conserver son pouvoir en Italie, en usant des moyens militaires et diplomatiques requis. Dans un chapitre à part, l'auteur décrit la politique intérieure de l'Empire. Un autre chapitre sera consacré à sa politique extérieure, avec la mise en lumière des qualités et faiblesses du règne de Constantin IV.

Si la présentation du matériel par règnes offre certains avantages, conservant la vision des chroniques byzantines, elle émette néanmoins l'exposé, rendant plus difficiles les vues d'ensemble sur le processus historique au VII<sup>e</sup> siècle. Comme ce siècle se place à un moment crucial de l'histoire, caractérisé par de profondes transformations de structure, l'auteur sera sans doute obligé de préciser et présenter ses idées d'ensemble sur le siècle étudié.

H. M.

RICCARDO MAISANO, *Un inno inedito di S. Andrea di Creta per la domenica delle palme*. ♦ Rivista di storia e letteratura religiosa ♦, VI, 1970, p. 519—572

Le présent article publie un hymne inédit de St. André de Crète, conservé dans deux manuscrits : le *Vaticanus Graecus* 771, du XI<sup>e</sup> siècle, et le *Cryptensis* Δ β I (Grottaferrata), du XII<sup>e</sup> siècle. C'est le premier, plus complet et plus soigné, qui se trouve à la base de la présente édition. Tourné suivant les principes de l'équilibre classique du fond et de la forme, le texte grec évite en égale mesure la vulgarité et les termes techniques par trop abstraits ; il n'use pas de mots rares avec des valeurs stylistiques inédites, mais se maintient à un niveau solennel, conventionnel et courtois, sans tomber dans la rhétorique, comme les éloges prononcés devant les empereurs de Byzance. La version italienne de l'hymne est aussi élégante qu'appropriée.

H. M.

IOANNIS SCYLITZAE, *Synopsis historiarum*. Editio princeps. Recensuit Ioannes Thurn. Berlin, W. de Gruyter, 1973, LVI, 579 pp. (Corpus fontium historiae Byzantinae, V. Series Berolinensis)

Rédigée vers les années 1100, la Chronique de Jean Skylitzès apparaît maintenant pour la première fois séparément, c'est-à-dire en tant qu'ouvrage indépendant. En effet, jusqu'à présent elle ne figurait jamais qu'à titre de source de la chronique de Georges Cedrenus. Son nouvel éditeur a consulté et décrit tous les manuscrits dans lesquels elle est incluse, procédant à leur classification en trois groupes. Chacun de ces trois groupes comporte des manuscrits antérieurs au XIV<sup>e</sup>, voire au XIII<sup>e</sup> siècle, ce qui implique que l'ouvrage a dû circuler notamment juste après la mort de son auteur, par conséquent surtout au XII<sup>e</sup> siècle. On remarque, dans certains manuscrits, des interpolations datées du XII<sup>e</sup> siècle, appartenant probablement, en partie, à l'auteur même.

L'éditeur traite d'interpolations aussi les mots suivants, qui attestent pour la première fois l'existence des Vlaques en 976 : ἀναρρεθείς μέσον Καστορίας καὶ Πρέσπας εἰς τὰς λεγομένας Κάλᾶς δρυὸς παρά τινων Βλάχων ὀδιτῶν (David) « a été tué entre Castoria et Prespa à l'endroit appelé les Beaux-Chênes par des Vlaques charroyeurs » (p. 329, 79—80). Ces mots ne figurent que dans deux groupes de manuscrits, dont le plus ancien est du XII<sup>e</sup> siècle, mais ils manquent dans le reste des manuscrits. Nous pensons qu'il peut s'agir d'un passage original, supprimé par les manuscrits ultérieurs, autrement dit que les manuscrits respectifs auraient simplifié le texte primitif pour des raisons de style.

Très riche, l'appareil de la présente édition s'organise sur trois étages (1<sup>o</sup> — notes historiques ; 2<sup>o</sup> — sources ; 3<sup>o</sup> — lectures des manuscrits). Des chiffres marginaux renvoient à la page respective de l'édition de Bonn. L'éditeur suit très fidèlement chaque manuscrit, sans tenter l'unification du texte. Par exemple, sur la même page il écrira θάλαττα et θάλασσα, ἀσηκρήτις

et πρωτασχηρητης (p. 106, 38). Quelques remarques s'imposent, toutefois. D'abord, les coquilles qui se sont glissées aux pages 187, 68 ; 385, 59. La lecture Σπλαβήγων (147, 20) apparaissant aussi dans les manuscrits de Théophylacte Simocatta doit nécessairement être prise en considération. En ce qui nous concerne, nous pensons que Κίβα (348, 15) est une erreur de la forme Κίμβα : de cette manière un ensemble de sept manuscrits (A C V B M N H, dont quelques-uns du XII<sup>e</sup> siècle) comporte la lecture Κίμβα Λόγγου = *Campus Longus*. Dans le passage suivant, il s'agit du néologisme d'origine latine ἄρμα (*arma*) et non de l'ancien mot grec ἄρμα « charette » ; c'est pourquoi, nous proposons d'écrire : περαιοῦνται... οἱ μὲν αὐτοῖς ἄρμασιν, οἱ δὲ πρότερον τὰ ἄρματα ἀπορρίψαντες « les uns passent avec les armes, mais d'autres d'abord jettent leurs armes » (461, 26–27). Il convient de noter que les index des noms propres, des termes techniques, de grammaire grecque et de mots rares sont de véritables modèles du genre. Le mot λέσα (463, 76 et 89) constitue un emprunt d'origine slave, cf. le bulgare *lesa*, de serbo-croate *ljesa*, le roumain *leasă* « claise ». La liste des sources utilisées par l'auteur byzantin compte, entre autres, les noms de Genesios, Glykaś, Léon le Diacre, Théophane le Confesseur, Theophanes Continuatus, Zenobios, Zonaras.

H. M.

*Defteri i regjistrimit të sanxhakut të Shkodrës i vitit 1485. Paraqitja, hysja, transliterimi, përkthimi dhe komentet nga* (Le cadastre de l'an 1485 du sandjak de Shkodër. Présentation, introduction, translittération, traduction et commentaire par Selami Pulaha). Vol. I–II, Tirana, 1974, 488+488 pp. (Académie des Sciences de la R. P. d'Albanie, Institut d'histoire)

Le premier volume comprend l'introduction, la translittération et la traduction, suivies du commentaire et de l'index en albanais, alors que le deuxième volume contient l'introduction en version française et le texte original. Par son ancienneté, autant que par sa richesse en noms propres et en informations historiques, ce cadastre constitue une source de toute première main, tant pour l'étude de la société médiévale, que pour une meilleure connaissance de la langue albanaise. Le sandjak de Scutari (Shkodër) englobait en 1485 un territoire dont la population prédominante était albanaise ; celle-ci débordait d'ailleurs au nord et à l'est les limites des départements actuels de Shkodër et de Bajram Curri. Les limites réelles du territoire qu'elle couvre s'étendent au nord jusqu'à la hauteur de la ville de Vranina et de la rivière Moraça et jusque dans le voisinage de Kasovska Mitrovica. Au sud, ses limites sont sur le Drin Blanc et à la hauteur de la ville Rogovo, englobant entre autres aussi les villes de Pejë (Peć) et de Gjakova. Le matériel publié apporte des précisions en ce qui concerne les relations linguistiques albano-slaves dans cette région et il mérite une étude plus poussée. Les termes d'origine romane ou roumaine sont rares (*Bratul*, *Burmar*, *Çerb*), en revanche la présence turque se fait puissamment sentir. Révélateur pour le caractère de la domination turque s'avère ce souci d'enregistrer les biens sociaux et la population, en vue d'une meilleure exploitation de cette dernière, conforme aux données économiques de l'époque. Toutefois, le relief accidenté, l'absence des routes, ainsi que la résistance opposée par les habitants rendaient cette tâche assez difficile. S'agissant d'un registre du genre détaillé, c'est un document qui « reproduit une grande partie de la toponymie et de l'anthroponymie du sandjak de Shkodër à la fin du XV<sup>e</sup> siècle. Ces données assument une importance toute particulière pour l'étude de l'aspect ethnique du XV<sup>e</sup> siècle, surtout pour la connaissance de l'expansion de l'élément albanais à la fin de ce siècle dans les régions limitrophes du sandjak, cohabités par les Albanais et les Slaves » (vol. II, p. 35).

H. M.

GORIANOV, B. T., *Précis de l'histoire de la philosophie byzantine*. Moscou-Leningrad, 1975, 268 p. (rotaprint, en russe)

Cette monographie est divisée en quatre parties : 1) La période patristique ; 2) La lutte autour de l'iconoclasme ; 3) La lutte entre nominalisme et réalisme ; 4) La période de l'humanisme byzantin (XIII<sup>e</sup>–XV<sup>e</sup> siècle).

Le livre contient une abondante bibliographie et un résumé en français.

D. W.

MLADEN KUZMANOVIĆ, *Rječnik i komentar Balada Petrice Kerempuha Miroslava Krleža*, Zagreb, Liber, 1972, 195 p.

Jusqu'à présent, les historiens littéraires, les critiques et les traducteurs, yougoslaves ou étrangers, ont évité de parler des 34 ballades, que le grand poète croate, Miroslav Krleža, a dédiées à la classe paysanne, personnifiée par le symbolique personnage de Petrica Kerempuh. Composé tout au long d'une dizaine d'années (1936—1946), ce cycle poétique ne verra le jour qu'à travers une édition unique imprimée à Zagreb en 1946. Ce fait devait avoir nécessairement des répercussions fâcheuses sur la diffusion de l'œuvre poétique en question, aussi, il était grand temps de remédier à une telle lacune. C'est le but de l'heureuse initiative du professeur Kuzmanović, de la chaire de littérature de l'Université de Zagreb, distingué linguiste et spécialiste en stylistique, initiative grâce à laquelle a été imprimé ce Dictionnaire commenté, dans une rédaction d'une grande originalité.

Sa tâche était loin d'être facile, tant en ce qui concerne l'élaboration de l'ouvrage, que pour ce qui est de la méthode de travail choisie par lui. Mais les résultats positifs qu'il a obtenus ont bien recompensé sa peine. En effet, un premier obstacle à surmonter était la langue des ballades, écrites dans le dialecte local croate-caïcavien. Jusqu'à la réforme de L. Gai, en 1836, ce dialecte avait donné des œuvres littéraires, mais la recherche ne lui accorda jamais l'attention qu'il mérite. D'où le besoin, pour l'auteur du Dictionnaire de suppléer aux lacunes par des recherches personnelles. Et, en approfondissant la structure des ballades, il fait la découverte de maintes strates et innovations de la langue dues à Krleža et témoignant de vertus expressives insoupçonnées.

Il y a, dans ces ballades, un ordre chronologique intérieur, saisi par l'auteur du Dictionnaire et qui devient le principe de l'agencement des ballades lors de leur mise en page. Ensuite, mot par mot caïcavien avec son correspondant dans le serbo-croate moderne, les vers sont repris avec des commentaires expliquant les noms et les faits mentionnés textuellement ou de manière allusive, de sorte qu'on finit par avoir une édition bilingue dotée d'un riche appareil critique. Des mentions spéciales signalent les mots étrangers, qu'il s'agisse d'emprunts faits par le poète ou d'héritages de langue. Les latinismes abondent.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, tout ce matériel est regroupé, cette fois suivant un ordre alphabétique : c'est là le véritable dictionnaire. La recherche philologique y trouve un lexique de facture dialectale manié à l'époque moderne avec une grande virtuosité artistique, ce qui le rend digne d'être pris en considération.

Les résultats donnés par cette méthode de travail incitent à son application sur une échelle plus vaste, aux autres littératures de la zone du Sud-Est. Quant à la littérature moderne et contemporaine de langue serbo-croate, ces ballades offrent une mine exceptionnelle pour l'investigation du phénomène littéraire local, car les textes poétiques sont justement ceux qui mettent le mieux en évidence par leur structure même les possibilités expressives du verbe.

En même temps, ce Dictionnaire présente la démonstration éclatante du lien intime des ballades et l'ensemble de la création de Krleža. C'est, pour la critique littéraire, un instrument de travail qui s'avère indispensable pour la simplification d'une démarche, directe et nécessaire, du jugement de valeur. Il n'est pas besoin d'insister à quel point un tel dictionnaire peut faciliter la tâche de l'éventuel traducteur. Il serait tout aussi oiseux de parler de l'opportunité d'un ouvrage qui répond en tout point aux besoins de la valorisation de l'héritage culturel, tendance actuelle qui n'appartient pas uniquement à la littérature yougoslave.

Ajoutons qu'à tous ces mérites d'ordre scientifique, le Dictionnaire revêt encore un, celui-ci d'ordre technique. Il s'agit en effet d'un ouvrage faisant partie d'une série festive, avec un tirage spécial destiné aux bibliophiles, imprimée à l'occasion de l'anniversaire du poète Miroslav Krleža, entré dans sa huitième décennie de vie et de féconde activité dans la République des Lettres.

E. I.

*Mendimi politik e shoqëror t Rilindjes kombëtare shqiptare* (Përmbledhje artikujsh nga shtypi). 1 : 1879—1908. Përgatitur për shtyp nga Zihni Haskj. Tiranë, 1971

Im Zuge der von der Universität Tirana besorgten Sammlung von Quellen und Materialien zur Geschichte Albanien erschließt der vorliegende Band Artikel der albanischen Auslandspresse aus der Zeit der Albanischen Liga bis zum Vorabend der jungtürkischen Revolu-

tion, welche über die Entwicklung des politischen Denkens in Albanien und seine divergenten Ausprägungen lebendige Aufschlüsse ermöglichen. Auswertende Einleitungen werden dem Herausgeber des Bandes, Z. Haskaj, und seinem Rezensenten, K. Prifti, verdankt. Die Texte sind inhaltlich geordnet und erscheinen durchweg in albanischer Sprache, auch wenn die Originale italienisch, griechisch, rumänisch, serbisch etc. gedruckt waren; für das Albanische selbst leistet ein Lexilogus Verständnishilfe. Ohne Hilfe bleibt dagegen der des Albanischen unkundige ausländische Benutzer.

IRM.

*Kujtime dhe këngë popullore për luftën çlirimtare të viteve 1918—1920* [Erinnerungen und Volkslieder auf den Befreiungskampf der Jahre 1918—1920] Tiranë, Universitati shtetëror i Tiranës, 1970.

Die Jahre 1918 bis 1920 waren für das albanische Volk eine Epoche des antiimperialistischen Befreiungskampfes für einen unabhängigen albanischen Staat; die Konferenz von Lushnja im Januar 1920 sowie der bewaffnete Aufstand in Vlora im Sommer des genannten Jahres bildeten Höhepunkte der Bewegung. Diese sucht der vorliegende Band, den die Tiranaer Universitätsinstitute für Geschichte und Sprachwissenschaft sowie für Volkskunde gemeinsam vorbereiteten, in ihren unmittelbaren Wirkungen zu erfassen. Er publiziert, einerseits Erlebnisberichte, teils bereits veröffentlichte, teils archivierte, sowie Volkslieder, die meistenteils erst in den letzten Jahren aufgezeichnet wurden. Ein Minimum an sprachlichen und sachlichen Erläuterungen wird gegeben. Bearbeitet wurde der Band von M. Çami, Q. Haxhihasani, Z. Haskaj und Z. Sako.

IRM.

ISIDORA ROSENTHAL-KAMARINEA, *Kostis Palamas und die Wende in der neugriechischen Literatur*, „Hellenika“, Jahrbuch 1973, 64—74.

Kostis Palamas (1859—1943), „der in der kritischen Stunde der Sprachreform der neugriechischen Literatur die geistige und gestalterische Führung der Dichter seiner Generation übernahm und selbst den Grundstein für eine neue, den europäischen Geistesströmungen verbundene, aber auch auf der griechischen Tradition fußende eigenständige neugriechische Literatur legte, kann mehr als alle anderen den Titel des griechischen Nationaldichters beanspruchen“.

IRM.

Θ. ΒΛΑΧΟΔΗΜΗΤΡΗΣ—Th. VLACHODIMITRIS, 'Ο ἄλλος δρόμος — *Der andere Weg*. Hamburg, 1973

Die Sammlung umfaßt acht Gedichte, die im griechischen Urtext in den Jahren 1954 bis 1963 in verschiedenen Literaturzeitschriften veröffentlicht wurden, während die gekonnten Übersetzungen von L.H. La Costa zum ersten Male vorgelegt werden. Sie stellen, da durchweg auf die griechische Gesellschaft bezogen, schätzenswerte Zeitdokumente dar und verdienen es deshalb, hier angezeigt zu werden.

IRM.

HANA HYNKOVÁ, *Europäische Reiseberichte aus dem 15. und 16. Jahrhundert als Quelle für die historische Geographie Bulgariens*, Sofia, Verlag der Bulgarischen Akademie der Wissenschaften, 1973, 158 S. (10 Abb. + 1 Karte).

Wie uns die Verfasserin in einer *Einleitung* verrät, handelt es sich bei diesem Werk um einen Ergänzungsband einer viel umfangreicheren Arbeit: *Reiseberichte aus dem 15. und 16. Jahrhundert als Quellen für die Lebensweise und Kultur des bulgarischen Volkes*, Monographie die in bulgarischer Sprache noch vor diesem deutschen Anhang erscheinen hätte sollen.

Unter den verschiedenen Gattungen der historischen Quellen gehört die Reiseliteratur wohl zu den umstrittensten. Durch die Themenwahl dieser Arbeit, als auch der bulgarischen Monographie, die vorwiegend die Nachrichten über Ethnographie und Folklore auswertet, beweist Hana Hynková, daß sie aus den spätmittelalterlichen Reisebeschreibungen diejenigen Stellen herausgreift, durch die diese Quellen den wertvollsten Beitrag zur Vergangenheitserkenntnis liefern. Die Verfasserin hat rund 30 Reiseberichte aus dem 15. und 16. Jahrhundert (einige davon sind bis heute nur handschriftlich bekannt) in ihren geographischen Ortsbezeichnungsangaben eingehend geprüft und daraus dann Schlußfolgerungen über Lage, Ausdehnung, Geschichte der Ortschaften, Wandlungen, Etymologien der Ortsnamen u.dgl.m. gezogen. Sie widmet ihr Hauptinteresse den Reisenden aus dem 16. Jahrhundert, deren Berichte sie durch wenige des 15. Jahrhunderts ergänzt. Eine andere, in erster Linie von den erhaltenen Reiseberichten diktierte, aber auch von der Verfasserin selbst vorgefaßte Einschränkung in der Untersuchung Hana Hynkovás ermitteln wir in der fast ausschließlichen Berücksichtigung der sogenannten „Trajanusstraße“ (auch Oberweg, Hauptstraße, Konstantinopelweg genannt), der Mittel- und Westeuropa über Ungarn, Belgrad, Niš, Sofia und Adrianopolis (Drinopolis, Edirne) mit Konstantinopel verband.

Diese bemerkenswerte Leistung der bulgarischen Wissenschaftlerin stellt sowohl ihre Akribie und Belesenheit, als auch ihre geschulte Methode und ihr Orientierungsvermögen auf einem der schwierigsten Gebiete der mittelalterlichen Geschichtswissenschaft unter Beweis. Eine bibliographische Ergänzung: *Căldători străini despre țările române*, I—III, Bukarest, 1968, 1970, 1971; auch vermissen wir einen Reisenden des 16. Jahrhunderts von sehr unterschiedlichem Wert: Reinhold Lubenau aus den Jahren 1587/88 (vgl. *Beschreibung der Reisen des Reinhold Lubenau*, hg. von Wilhelm Sahn, 4 Teile, Königsberg, 1912—1930 = Mitteilungen aus der Stadtbibliothek Königsberg, 4, 5, 6, 8).

A. A.

CHARALAMBOS PAPASTATHIS, *L'Eglise et le droit coutumier aux Balkans pendant la domination ottomane*, extrait de « Le droit coutumier et les autonomies sur les Balkans et dans les pays voisins » (Recueil des travaux du symposium international de Belgrade, 1—2 novembre 1971), Belgrade, 1974, p. 187—197 (avec un résumé en langue serbo-croate)

Cette communication touche une des questions fondamentales de l'histoire des peuples balkaniques durant les siècles de domination ottomane, à savoir le rôle que l'Eglise orthodoxe a joué dans la vie laïque des communautés chrétiennes du Sud-Est de l'Europe. On y part de la constatation que « ce caractère politique de l'Eglise aura la précedence jusqu'à la formation des Etats balkaniques nationaux. Vu, en outre, le déclin de la pensée théologique en Orient, il ne serait pas exagéré de dire que, tandis qu'en cette période (c'est-à-dire celle d'après l'effondrement de Byzance — n.n.) l'Eglise de Rome devient de plus en plus un organisme plutôt religieux et bien moins politique, l'Orthodoxie dans les Balkans se trouve dans une situation inverse ». Il y avait, bien sûr, dans ce rôle politique que l'Eglise orthodoxe a su gagner pendant la domination ottomane, l'empreinte authentique de l'esprit byzantin resté fidèle à la formule centralisatrice et unificatrice des *basileis*, qui a préféré, dans son penchant vers l'unité propre au Moyen Age, la liaison entre les différents éléments de la vie, voire entre les notions puisées aux domaines différents de la vie (par exemple le monde d'ici-bas et celui d'au-delà, la cité terrestre liée à la cité céleste, Constantinople de l'empire et Jérusalem de jadis, le peuple chrétien de l'empire et le peuple élu de l'Ancien Testament, la *politeia* laïque et celle des ecclésiastiques, l'Etat lié à l'Eglise, etc.).

C'est au nom de cette permanence, de cette tendance vers la synthèse qui n'agréait pas la distinction entre les divers domaines de la vie humaine (comme la Renaissance a abouti à faire dans l'Occident de l'Europe, en mettant de cette façon les fondements de la vie moderne et des sciences de nos jours), qu'on pourrait envisager, à notre avis, le rôle politique qu'une institution religieuse comme le patriarcat de Constantinople a pu jouer pendant la domination ottomane. L'article de M. Papastathis part d'une conception similaire en ce sens.

En soutenant la formule unificatrice de l'empire oecuménique d'autrefois, l'Eglise orthodoxe a fait survivre le « Byzance après Byzance ». Pour ce qui est de cette survivance byzantine à travers l'histoire de la péninsule balkanique durant la « turcocratie », l'article passe en revue les attributions laïques de l'Eglise, groupées en trois chapitres : compétences législatives, judiciaires et exécutives.

Il y avait alors trois systèmes de droit dans la région balkanique : le droit ottoman, en vigueur dans les régions conquises par l'Empire, le droit romain de l'Europe occidentale (dans les régions soumises par les occidentaux, surtout par les républiques maritimes de l'Italie), et le droit coutumier des peuples balkaniques qui présentait une grande diversité d'une région à l'autre et d'un peuple à l'autre. Les intérêts de l'Église concernaient ce dernier cas, car c'étaient ces peuples qui se trouvaient sous sa suprématie spirituelle. Quelle a été donc sa position envers le droit coutumier de ces peuples ? Comme élément d'unité, héritier et porteur du droit romano-byzantin, l'Église ne pouvait pas agréer les coutumes, surtout celles qui ne s'inscrivaient pas dans la doctrine chrétienne. Pour ce qui est de la « trimiria », nous croyons qu'une référence à la nouvelle du patriarche Athanase I<sup>er</sup> (début du XIV<sup>e</sup> siècle) aurait été profitable.

L'auteur s'arrête tout aussi largement sur le pouvoir judiciaire et exécutif de l'Église, sur le développement et la décadence des tribunaux ecclésiastiques. Il est à souligner le fait que cette décadence s'est accentuée à l'époque du recul de l'empire ottoman et de l'évolution économique et spirituelle des peuples sud-est européens. Un intérêt tout particulier comporte la discussion sur la pratique des indulgences qui a connu une certaine diffusion après le mouvement de Cyrille Loucaris ; on nous annonce en même temps leur édition prochaine.

Nuancé par des faits et des exemples tirés des manuscrits inédits, l'article de M. Papatathis nous offre une image d'ensemble sur un phénomène majeur de l'histoire des peuples balkaniques.

T. T.

GLYKERIA PROTOPAPA-BOUBOULIDOU, *Κείμενα νεοελληνικής λογοτεχνίας (από τα μέσα του ΙΗ' αιώνας ως την επανάσταση του 1821)* Athènes, Iannina, 1973, 35 + 352 p.

Si l'anthologie est généralement un genre didactique, offrant au lecteur un recueil d'exemples édifiants pour la compréhension d'un thème, le présent volume a un véritable caractère scientifique, pouvant être employé — grâce à son appareil critique et au choix judicieux des textes — pour des recherches concernant d'intéressantes questions de la culture phanariote. On y trouve des fragments représentatifs de la littérature néogrecque et, ce qui plus est, d'une littérature qui a été généralement créée sur terre roumaine. L'auteur ne manque pas de souligner d'ailleurs, dans sa préface, qu'elle a été rendue possible par le développement de l'enseignement et l'influence des Lumières à Constantinople et dans les Principautés danubiennes. Ce livre nous offre donc — à nous autres Roumains — un aspect de la culture des règnes phanariotes que nous connaissons surtout des manuscrits ou — partiellement — des ouvrages dus aux néohellénistes roumains et grecs, mais dont nous n'avions pas une vue d'ensemble.

Parmi les auteurs choisis, la plupart ont vécu en pays roumain et y ont occupé des fonctions et des dignités. Ainsi, Alexandru Mavrocordat Firaris a même inspiré une pièce de théâtre, en tant que prince de Moldavie ; Al. Calfoglou a dédié la satirique « *Ἡθικὴ στιχογραφία* » aux mœurs de la société valaque à l'époque phanariote ; At. Hristopoulos a laissé un souvenir durable pour les lettres roumaines, D. Fotino et C. Daponte ont consacré des ouvrages à l'histoire des Roumains, pour nous contenter de quelques exemples seulement.

Mais c'est surtout pour l'étude des grandes miscellanées manuscrites de nos bibliothèques que ce volume se montre utile. Cette production de vers phanariote si souvent devenue anonyme, que A. Camariano-Cioran, C. Th. Dimaras, L. Vranousis et Al. Dușu ont évoquée dans maintes recherches, peut être plus aisément cernée, en possession d'un instrument indiquant des données matérielles qui manquent aux manuscrits. Bien des fragments pourront être identifiés à l'aide des « *Κείμενα* » de Gl. Protopapa-Bouboulidou et nous lui en savons gré.

C. P. D.

L. VRANOUSIS, « *Ο φάκελος του Byron στα 'Αρχεῖα του Metternich. Δύο μυστικές ἐκθέσεις ἀπὸ τὴν Ἑλλάδα τοῦ 1824*, dans „*Νέα Ἑστία*”, tome 95, fasc. 1127, 1974, p. 990—1002. Tiré à part, Athènes, 1974.

Que les dossiers des archives de Metternich nous réservent encore des surprises, nous semble explicable. Mais qu'on y trouve un rapport signé par Vincenzo Micarelli, accusant Byron d'avoir trahi les Grecs auprès des Ottomans, voilà un renseignement tout à fait inat-

tendu ! D'autant plus que l'auteur du rapport, ne se bornant pas à faire cette calomnie, affirme que le poète philhellène aurait été emprisonné par le gouvernement grec, qui voulait « sauver l'Humanité d'un pareil scélérat ». S'appuyant sur plusieurs documents, dus surtout aux consuls étrangers de Grèce, L. Vranousis dévoile l'activité de Micarelli, aventurier dangereux, accusé de différents crimes et délits. Qualifiant de « sacrilège » son rapport contre Byron, l'auteur remarque, à juste titre, que ce qui rend cette action encore plus odieuse c'est la conviction de cet agent de se rendre agréable à ses patrons par une telle infamie ! L'autre rapport, présenté dans cet article, est dû au consul général d'Autriche à Corfu — de Weiss — et traite d'un incident peu glorieux, mais ne manquant pas de pittoresque du voyage de Byron de Zante à Missolonghi.

Si de Weiss ne diminuait en rien la réputation du poète anglais, déconvrant seulement des coulisses dont l'histoire peut s'en passer, les accusations de Micarelli méritaient bien le démenti que L. Vranousis a poursuivi dans son enquête.

C. P. D.

S. M. PELEKANIDIS — P. C. CHRISTOU — CH. TSIOUNIS — S. N. KADAS, *The treasures of Mount Athos. Illuminated manuscripts. Miniatures — Headpieces — Initial Letters*, Vol. I, The Protaton and the Monasteries of Dionysios, Koutloumousiou, Xeropotamou and Gregoriou, Athènes, 1973, 496 p., 498 ill. en couleurs

Par la somptuosité de son aspect comme par la richesse de son contenu, ce « Corpus » des miniatures et de la décoration de quelques-uns des « unrivalled examples » de manuscrits byzantins se trouvant au Mont Athos, est une « œuvre monumentale », comme la qualifie à juste titre G. A. Christopoulos dans le Publisher's foreword. Il n'est pas nécessaire de souligner l'utilité de ce livre. Elle est à la mesure du rôle que joue l'art de la miniature à l'intérieur et en dehors de l'Empire tout le Moyen Age durant ; ce luxueux album achève de faire revivre — et d'une manière irréprochable — ce que les études qui ont été consacrées à cet art nous ont appris à comprendre et à apprécier. Discuter à fond ce livre serait refaire le long et tortueux parcours de tout ce que l'on connaît — et aussi de ce que l'on ne connaît pas — de la miniature byzantine et post-byzantine. Un compte rendu complet deviendrait presque une étude comparée, texte et illustration à l'appui. C'est un livre de grand luxe et à la fois un remarquable instrument de travail. Il était parfaitement légitime que la partie essentielle soit consacrée à l'illustration. Mais les auteurs ont eu soin de mettre lecteur et spécialiste dans l'atmosphère si particulière des monastères de la Sainte-Montagne. C'est pourquoi le livre débute par une gravure datant de 1889 (se trouvant à la Galerie Nationale d'Athènes), avec, en bas, la mer et des bateaux à voile, des barques et même des sirènes, en haut des groupes serrés de moines, tous nimbés, la moitié du corps caché derrière un placide moutonnement de nuages ronds comme des petits pains. Sous la garde de la Sainte Vierge, entourée d'angelots, perchés sur des étages de collines superposées que parcourent les minces rubans des routes sinueuses : les monastères. Il y a aussi des arbres, cyprès surtout, une végétation pauvre, parsemée entre les édifices compliqués rendus dans une perspective invraisemblable. Des moines seuls ou en groupes, des hommes à cheval, à allure de haïdouks, quelques ânes et chèvres : voilà l'image romantique du plus austère, du plus célèbre des groupements monastiques du monde orthodoxe. Ce genre d'image, presque de l'art populaire, est très fréquemment — en peinture, surtout en gravure — reproduit dans les monastères balkaniques. Les Roumains l'ont même fait peindre au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, à la place du Jugement Dernier sur le mur ouest de l'exonarthex de Polovragi (Olténie). Suit une carte moins connue — de 1798 — de la péninsule Chalkidique, due à Rigas Velestinlis.

La présentation du trésor de chacun des cinq monastères qui font l'objet du livre est précédée par une introduction et une ou deux images des édifices les plus parlants du complexe monastique. C'est l'Athos d'aujourd'hui, imposant toujours, où l'on retrouve Byzance, la Renaissance aussi, ainsi que des époques plus tardives.

Dans ce premier des quatre volumes projetés, les illustrations proviennent de 84 manuscrits. Une courte histoire du Mont Athos, ainsi que son organisation d'ensemble dans le passé et jusqu'à nos jours, précède la description, aussi brève que claire, de chacun des cinq monastères (Protaton, Dionysiou, Koutloumous, Xeropotamou et Grigoriou), ainsi que la mention des plus représentatifs de leurs trésors. Dans l'histoire des nombreux bâtiments de toute sorte qui forment le complexe d'un monastère athonite, il n'est pas rare de rencontrer des noms de princes roumains, dont le rôle de fondateur, de donateur e.a. et la présence active, l'aide

effective — tout au long du Moyen-Age — sont encore insuffisamment connus et appréciés. Des renseignements sur la peinture, sa qualité et son iconographie, sur les peintres byzantins et post-byzantins qui ont œuvré dans ce vénérable refuge de spiritualité, de culture et d'art du monde orthodoxe à l'époque de la turcocratie, des mentions sur les remarquables pièces de broderie liturgique et d'autres œuvres d'art — qui ont si souvent servi de modèle aux artistes et aux artisans des Balkans — enrichissent l'image d'un monde où la foi s'exprimait non uniquement par la prière et l'ascèse, mais très souvent par la création artistique. Quelques-unes de ces œuvres — hélas peu nombreuses (pas de broderie, par ex.) — figurent dans le livre ; nombre de ces pièces d'art sont des dons serbes, bulgares, roumains surtout, pour ne parler que du Sud-Est de l'Europe ; l'unité des arts somptueux est réelle dans l'essentiel du style, de la technique, de la décoration.

Le dernier chapitre, « Descriptions of the illuminated manuscripts and miniature paintings » comporte une analyse technique de chaque manuscrit (avec l'essentiel de la bibliographie), de ses miniatures, décorations et lettrines.

Pour ce qui est des illustrations, elles parlent d'elles-mêmes ; leur richesse, leur diversité, les détails des ornements et surtout quelques figures, remarquables quant à leur qualité picturale et à leur expressivité (on s'explique aisément l'influence de la miniature sur la peinture murale), offrent une image explicite et complète de cet art somptueux et complexe et qui définit, avec la peinture, l'un des aspects les plus savants de l'art byzantin et de son héritage. L'évolution du sacré au profane, du symbolique au narratif, du somptueux au pittoresque est parfaitement saisissable dans l'évolution au cours des siècles de ce genre d'art. L'illustration du livre en fournit des preuves excellentes.

Cet exceptionnel instrument de travail mériterait une analyse plus large, comportant des références aux manuscrits se trouvant dans d'autres pays (surtout dans les grands monastères : Rila, Putna, Neamțu, Dragomirna, Studenica, aux Météores, etc.), comme aux études et aux problèmes que cet art difficile soulève ; des références aussi à d'autres genres d'art (peinture, broderie liturgique), où l'on retrouve si souvent la preuve du rôle éminent joué par la miniature. Les lignes qui précèdent ne sont qu'un hommage porté à l'initiative de ceux qui ont conçu ce livre et pour son exemplaire réussite scientifique et artistique.

*M. A. M.*

## LIVRES REÇUS

- Acta albantae veneta saeculorum XIV et XV, pars tertia, tomus duodevigesimus, annos MCDXLIII et MCDXLIV illustrans* [Josephi Valentini S. J. labore reperta et transcripta ac typis mandata], München, Dr. Rodulpho Trofeniko Verlag, 1974, 354 p.
- ALBERGONI, GIANNI & colect., *Panorama des sciences humaines* [Sous la direction de Denis Hollier], France, Le Point du Jour NRF, 1973, 667 p.
- ANDRÁSFALVY, BERTALAN, *Néprajzt Jellegetettségék az Észak-Mecseki Bányavidék Gazdasági Életében* (Különnyomata Magyar Tudományos Akadémia Dunántúli Tudományos Intézetének \*Az Észak-Mecseki Bányavidék Regionális Vizsgálata \* C. Kötetéből, Budapest, 1972, p. 123—167 + 5 p., résumé en allemand).
- ANGELOPOULOU, ATHANASIOU A., *Αί ξένοι προπαγάνδαι εις τήν έπαρχίαν πολυανής κατά τήν περίοδον, 1870—1912*, Thessaloniki, 'Εται.εία Μακεδονικῶν Σπουδῶν, 1973, 175 p.
- Anthologie der Literatur der griechischen Widerstandsbewegung von 1941 bis 1944* [Herausgegeben von Elli Alexiu], Band II : Poesie, Berlin, Akademie-Verlag, 1971, 390 p.
- ARCHONTIDI, ASTERIOU, "Ένας 'Απόστολος τῆς φιλικῆς εταιρείας, ὁ 'Ιωῶσάφ Ευζάντιος (1773—1845), καί ἡ π.οσπανα στατική τοῦ δράση ('Ανάπτυκον ἐκ τοῦ ΙΓ'τόμου τῶν \*Μακεδονικῶν \* p. 187—215 + 1 p. résumé en français), Thessaloniki, 1973.
- ARGIROPOULOU, ROXANI, *Τά ἑλληνικά βιβλία στήν Κύπρο τὸ 18'αίῶνα* (Extr. de „Πρακτικῶν του πρώτου διεθνoῦς κυπρολογικῶ συνεδ.ίου" Τ. Γ' 2, p. 11—14), Leukosia, 1973.
- ARGIROPOULOU, ROXANI, D., 'Ο. W. T. Krug καί οἱ ἑλληνες — 'Η ἑλληνική μετάφραση τοῦ \*Griechenlands wiedergeburt \* (Extr. de \*'Ο 'Εραμιστής \* ἀρ. 191, ἔτος Ι', τεῦχος 60, p. 267—273), Athènes, 1973.
- Аустро-Угарска и Србуја 1903—1908 — Документи из бечких архива —*, I (1903) [сабрао и уредно Андрија Раденић], Beograd, 1973, 542 p.
- BARDHOSHI, BESIM, THEODHOR KARECO, *Probleme te planifikimit te ritmeve dhe perpjcsetimeve*, Tiranë, Universiteti — Fakulteti i Ekonomisë, 1973, 223 p.
- Beiträge zur Siebenbürgischen Kulturgeschichte* [herausgegeben von Paul Philippi], Köln-Wien, Böhlau Verlag, 199 p.
- 50. Bericht der römisch-germanischen Kommission 1969*, Berlin, Walter de Gruyter & Co, 1971, 309 p.
- BERNIK, FRANCÈ, *Pisma frana levca — Tretja knjiga, I jubljana*, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti, 1973, 475 p.
- BIANU, GEORGE, *Din dosarele marilor procese politice*, Tome II, Cluj-Napoca, Ed. Dacia, 1973, 294 p.
- Bibliografia polskich prac z zakresu slawistyki 1968—1972*, T. I. (Archologia-Etnografia Folklorystyka-Językoznawstwo), T. II (Literaturoznawstwo) [Praca zbiorowa pod redakcja Jadwigi Czachowskiej i Jadwigi Puzyniny], Warszawa, Państwowe Wydawnictwo Naukowe, 1973, 372 p. et 534 p.
- Bibliographie d'études balkaniques*, vol. VI—1971, Sofia, Académie Bulgare des Sciences, Institut d'études balkaniques, 1973, 335 p.
- Ειβλιοθήκη 'Αμίλκα Σ. 'Αλιβιζάτου — Κατάλογος — [Έπιμελεία: Δήμητρα Σκ. Πικραμένου], Athènes, Κέντρον Νεοελληνικῶν Έρευνῶν Ε.Ι.Ε., 1973, 320 p.
- Biographisches Lexikon zur Geschichte südosteuropas*, Band I, A—F [herausgegeben von Mathias Bernath und Felix v. Schroeder-Redaktion Gerda Bartl], München, R. Oldenbourg Verlag G.m.b.h., 557 p.
- BLAGOJEVIĆ, MILOŠ, *Земљорадња у средњовековној Србији*, Beograd, Историјски Институт, 1973, 463 p.
- BROWNING, ROBERT, 'Ο μαρκεσιάνος ἑλληνικός κώδικας XI.31 καί ἡ βυζαντινή σχεδιογραφία, Athènes, 1973, 16 p.

- Byzantinno-studia II—Miscellanca di scrilli in memoria di Giuseppe Rossi Taibbi*, Palermo, Istituto Siciliano di Studi Bizantini e Neellenici, 1973, 535 p.
- Československo-Sovětské vztahy*, II, Praha, Universita Karlova, 1973, 154 p.
- ČOP, BOJAN, *Prispěvek k zgodovini tabiatnih pripon v Indoevropskih jezikih*, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti, 1973, 314 p.
- Cronica miscelanea de la Sancta provincia de Xalisco por Fray-Antonio Tello*, Libro segundo, volumen II, Gobierno del Estado de Jalisco, Universidad de Guadalajara, 1973, 511 p.
- Cumhuriyetin 50. Yılına Armağan Edebiyat Fakültesi*, İstanbul, Edebiyat Fakültesi Matbaası, 1973, 432 p.
- DAHRENDORF, RALF, *Plädoyer für die europäische Union*, München-Zürich, R. Piper & Co. Verlag, 1973, 241 p.
- Dimitrie Cantemir domnitor român și savant de renume mondială — Bibliografie selectivă —*, București, Biblioteca Centrală de Stat a RSR, 1973, 77 p. + ill. sans numération.
- ЂУКАНОВИЋ, МАРИЈА & ЗАГОРКА ЈАНС, *Оријентални рукописи*, Београд, Музеј Примењене Уметности, 1973, 46 p. + XXXII p. ill.
- ЂУРЂЕВ, БРАНИСЛАВ & ЛАМИЈА НАЏИОСМАНОВИЋ, *Dva deftera crne gore iz vremena Skender-Bega Crnojevića* (Druga Sveska), Sarajevo, Akademija Nauka i Umetnosti Bosne i Hercegovine, 1973, 198 p.
- Елхадж Ахмед Али Паша—Османски политически трактат—* (Elhac Ahmed Ali Paşa — *Traité de politique ottoman* —) [Подготвила печат Бистра Цветкова] (en bulgare et en français), Sofia, Народна Библиотека «Кирил и Методиј» Ориенталски Отдел, 1972, 151 p. + 1e fac-similé.
- ΕΥΑΓΓΕΛΙΔΟΥ, ΤΡΙΦ., 'Η παιδεία ἐπὶ τουρκοκρατίας — Εὐρετήριον — [Ἐπιμελεία: Κώστας Θ. Λάμπας] Athènes, Κέντρον Νεοελληνικῶν Ἐρευνῶν Ε.Ι.Ε., 1973, 110 p.
- FOUSARA, G. I., Παράρτημα Εὐβοϊκῆς βιβλιογραφίας, *II/1940—1972* (Μέ, ος Β') (Ἀνάτυπον ἐκ τοῦ ΙΗ/1972 τόμου τοῦ «Ἀρχαίου Εὐβοϊκῶν Μελετῶν» p. 239—347), Ἐταιρεία Εὐβοϊκῶν Σπουδῶν, sans lieu d'apparition.
- GANEV, TODOR N., *Българо-румынски научни и културни връзки 1869—1944 — Документи*, Sofia, Издателство на Българската Академия на Науките, 1973, 351 p.
- GAVRANOVIĆ, BERISLAV, *Bosna i Hercegovina u doba Austrougarske okupacije 1878. Godine*, Sarajevo, Akademija Nauka i Umetnosti Bosne i Hercegovine, 1973, 386 p.
- Germantslita Olomoucensia, III — Sborník příspěvků z celostátní literárněvědné konference o německé demokratické, antifašistické a socialistické literatuře, Olomouc 1971 —*, Praha, Státní Pedagogické Nakladatelství, 1973, 65 p.
- HAUSER, ARNOLD, *Kunst und Gesellschaft*, München, Verlag C.H. Beck, 1973, 241 p.
- Hegel et la pensée moderne*. Séminaire sur Hegel dirigé par Jean Hypolite au Collège de France (1967—1968) [Textes publiés sous la direction de Jacques d'Hondt], Paris, Presses Universitaires de France, 1970, 213 p.
- HOLTON, DAVID, 'Ἡ ἐλληνικὴ παράδοση τοῦ μυθιστορηματος τοῦ μεγάλου Ἀλεξάνδρου ἢ συνέχεια καὶ ἡ ἐξέλιξή της, Athènes, 1973, 23 p.
- IVANOSKI, ORDE, *Балканските социјалисти и македонското прашање—Од 90-тите години на XIX век до создавањето на третата интернационала—*, Skopje, Култура, 1970, 438 p.
- JUNG, ROBERT, *Der Jahrtausend Mensch — Bericht aus den Werkstätten der neuen Gesellschaft*, München, C. Bertelsmann Verlag, 1973, 437 p.
- KARASEK, ALFRED & JOSEF LANZ, *Krippenkunst in Böhmen und Mähren vom Frühbarock bis zur Gegenwart*, Marburg, N. G. Elwert Verlag, 363 p. + 77 p. ill. + 16 cartes.
- KARPOZILOS, APOSTOLOS, *The Ecclesiastical controversy between the kingdom of Nicaea and the principality of Epiros (1217—1233)*, Thessaloniki, Κέντρον Βυζαντινῶν Ἐρευνῶν, 1973, 108 p. + 1 carte.
- Кирил нејчиновик и неговото време*, Тетово, Издавач: Општинско собрание на град Тетово, 1973, 211 p.
- [KRIARAS, EMMANUEL] — 'Αναγραφή δημοσιευμάτων — 1932—72, Μὲ τὴν ἐπιμελεία μαθητῶν του, Thessaloniki, 1972, 31 p.
- LEGIŠA, LINO, *Liber cantionum carnoticarum — Katobski rokopsi —*, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti, 1973, 228 p.
- LIVERI, A. I., 'Αντι-Αίσθητική — θεωρία — πράξη καὶ ἀντικειμενική ὑπόσταση τοῦ λόγου, Athènes, 1971, 475 p.
- LOTKO, EDVARD, *Lexikální negace v současně češtině*, Praha, Státní Pedagogické Nakladatelství, 1973, 101 p.

- Majolika iz Zadra — Izložba gottêke i renesansne keramike* —, Beograd, Muzej Primenjene Umetnosti, 1973, sans pagination.
- MALTEZOU, HRISA. A., *Οι Ιστορικές περιπέτειες τής Κορίνθου στα τέλη του ΙΔ' αιώνα* (Extr. de «Σύμμεικτα» Τ. Τρίτος), Athènes, 1973, 25 p. + 1 p. résumé en français.
- MAMONIS, KIRIAKIS, *Τὸ ξενικρατεῖον κληροδοῦμα, ὁ Γ. Βιζύνης καὶ τὰ σχολεῖα τῆς Α. Θράκης* [Ἀνατοπώσεις ἐκ τοῦ «Λεὶωνάριου», Ἄθῆνα ΟΠ'—ΟΔ' 1973, p. 379—401].
- MANTOUVALU, MARIAS, *Ἡ ἑλληνικὴ θεματογραφία ἐπὶ δύση καὶ οἱ κώδικες VAT. GR. 1733, 1826, 1890*, Athènes, Κεῖ·ενα καὶ Μελέται Νεοελληνικῆς Φιλολογίας, 1973, 20 p.
- МАТКОВСКИ, АЛЕКСАНДЕР, *Диетот-кренулата во Македонија и на Балканскиот полуостров за време на турското владеење* (avec un résumé en français), Skopje, Македонска Академија на Науките и Уметностите, 1973, 127 p.
- MAŽURAN, IVE, *Stanovništvo Osijeka 1693—1703*, Osijek, Grada za Historiju Osijeka i Slavonije, 1974, 344 p.
- MERCATI, SILVIO GIUSEPPE, *Δημιτικά κεί·ενα ἐκ τῶν χειρογράφων τοῦ Αλλατιοῦ*, Athènes, 1973, 14 p.
- MÉREY, KLÁRA T., *Az Észak-Mecseki Bányavidék Ipartörténetének fő Vonásai a Felszabadulásig* (Különnyomat a Magyar Tudományos Akadémia Dunántúli Tudományos Intézetének «Az Észak-Mecseki Bányavidék Regionális Vizsgálata» C. Kötetéből, Budapest, 1972, p. 35—67 + 4 p. résumé en allemand)
- Мешовита Граѓа (Miscellanea), Г·ъ 2, Beograd, Историјски Институт, 1973, 338 p.
- МИЈОВИЋ, РАВЛЕ, *Менолог-историјско-уметничка испраживања*, Beograd, Археолошки Институт, 1973, 442 p. + 282 ill.
- MORISON, SAMUEL ELIOT, *The Oxford history of the american people*, vol. II, 1789—1877, New York-London, A mentor book from New American Library — The New English Library Limited, 1972, 540 p.
- ΜΟΥΤΣΟΡΟΥΛΟΥ, ΝΙΚΟΛΑΟΥ, Ἄνδραφῆ τῆς Γασουλκῆς τοῦ Ἁγίου Αχιλλεῖου (Ἀνάτυπον ἐκ τοῦ Ε' τόμου τῆς ἐπιστημονικῆς ἐπετη·ίδος τῆς πολυτεχνικῆς σχολῆς, Vol. V (1971—72), Thessaloniki, Ἀριστοτελεῖον Πανεπιστήμιον Θεσσαλονίκης, 1972, 435 p. inclusif le résumé en français (17 p.) + 128 p. ill., (le volume renferme en plus Γυζαντινά κρανία τῆς Πρέσπας ὑπὸ Ἁ. Ν. Πουλιανοῦ, 12 p. + 3 planches et Ὀδοντολογικά γινώρια ἀτα κρανίων ἀπὸ τὸν Ἅγιο Ἀχιλλεῖο τῆς Πρέσπας ὑπὸ Ἀθήνας I. Δούρη, 7 p.
- НАФ ŠANDOR, *La nécroполе de Međa*, Novi Sad, Musée de la Voïvodina, 1973, sans paginations.
- NOUR, ALY, E. Th. Soulogianni, *Τὸ ἰσλάμ καὶ οἱ ἔλληνες ὑπ·ηκοοὶ του. Ἡ ἑλληνίδα στὰ χαλιφάτα Athènes, 1973, 16 p.*
- OSTROGORSKY GEORG, *Zur byzantinischen Geschichte — Ausgewählte kleine Schriften* —, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1973, 244 p.
- ОТАШЕВИЋ, ДУШАН, 31.III. — 24.IV.1972 (Katalog-Reprodukcije), Beograd, Salon Muzeja Savremene Umetnosti, 1972, sans pagination.
- F. PARADISO, *Maestri ed idee nello studio catanese dopo l'Unità*, Catania, 1972, 277 p. + index.
- PASADAIOS, ARISTEDOU, *Ἡ λαϊκὴ ἀρχιτεκτονικὴ τῆς Ἰμβρου*. Athènes, Ἀκαδημία Ἀθηνῶν, 1973, 76 p. + 22 p. ill.
- PEROCCO, GUIDO/ANTONIO SALVADORI, *Civiltà di venezia*, vol. 1 (*Le origini e il medioevo*), Venezia, La Stamperia di Venezia Editrice, 1973, 390 p.
- Pictures from the past of the healing arts — Semmelweis medical historical museum, library and archives* — [Edited by József Antall — Preface by Sándor Fekete], Budapest, Semmelweis Orvostörténeti Múzeum, Könyvtár és Levéltár, 1972, 129 p.
- POPESCU, AUREL, *La Dacie et l'entymé Gaius* (Extr. de «Studia et Documenta Historiae et Iuris» XXXIX (1973), p. 496—511), Romae, Pontificia Universitas Lateranensis.
- Povezt i okovi knjiga iz Jugoslovenskih kolekcija*, Beograd, Muzej Primenjene Umetnosti, 1973, 119 p.
- Πρακτικά τοῦ πρώτου διεθνοῦς κυπρολογικοῦ συνεδρίου (Λευκωσία 14—19 Ἀπριλίου 1969), Τόμος Γ' — Νεώτερον τ.ῆμα —, Μέρος Α' [Ἱστορία — γεωγραφία [Επιμ·ελεα: Θεοδώρου Παπαδοπούλου et Μενελάου Χριστοδούλου] (en français, anglais, grec, allemand), Leukosia, 1973, 464 p. + 5 ill.
- Прилеп и прилепско низ историјата*, Книга втора — *Među dveite svetски војни и народнослободителната војна* —, Prilep, Институт за национална историја — Скопје, 1972, 346 p. + 6 cartes.
- Principles of international law concerning friendly relations and cooperation* [Edited by Milan Šahović], Beograd, The Institute of International Politics and Economics & Oceana Publications, Inc.; Dobbs Ferry, New York, 1972, 450 p.

- PSELLO, MICHELE, *Epistola a Giovanni Xifilino*—Testo critico, introduzione, traduzione e commentario [a cura di Ugo Criscuolo], Napoli, Università — Cattedra di Filologia Bizantina, 1973, 85 p.
- PSELLO, MICHELE, *Epistola a Michele Cerulario*—Testo critico, introduzione, traduzione e note [a cura di Ugo Criscuolo], Napoli, Università — Cattedra di Filologia Bizantina, 1973, 52 p.
- Ἡ Πτέρυξ Σταματοῦ Δέχοζη Βούρου, Athènes, Μουσεῖον Μπενάκη, 1973, 45 p.
- Recherches de philologie et de linguistique*, Troisième série [publiées sous la direction de M. Hoffinger], Louvain, Bibliothèque de l'Université, 1972, 175 p.
- Реферати на македонските слависти за VII меѓународен славистички конгрес во Варшава*, Skopje, 1973, 192 p.
- RISTOVSKI, BLAŽE, *Haçe D. Цимов (1876—1916)* (avec un résumé en français), Skopje, Македонска Академија на Науките и Уметностите, 1973, 97 p.
- RÚZSÁS, LAJOS, *Az Észak-Mecseki Bányavidék Mezőgazdaságának Alakulása* (Különnyomat a Magyar Tudományos Akadémia Dunántúli Tudományos Intézetének «Az Észak-Mecseki Bányavidék Regionális Vizsgálata» C. Kötetéből, Budapest, 1972, p. 69—101 + 11 p. résumé en allemand).
- RÚZSÁS, L., *Az Észak-Mecseki Bányavidék Regionális Kutatásának Módszere és Eredményei* (Különnyomat a Magyar Tudományos Akadémia Dunántúli Tudományos Intézetének «Az Észak-Mecseki Bányavidék Regionális Vizsgálata» C. Kötetéből, Budapest, 1972, p. 9—16 + résumé en allemand p. 253—258).
- RZOUNEK, VITĚZSLAV, *Realismus a soudoba próza*, Praha, Universita Karlova, 1973, 60 p.
- Шајкошка-Природа Краја*—Novi Sad, Војвођански Музеј-Матица Српска-1971, 159 p.
- Салон Самоуких Ликовних Уметника* (catalogue de l'exposition du 17. oct. — 17. nov. 1972), Svetozarevo, Галерија Самоуких Ликовних Уметника, sans pagination.
- Самостална Изложба Слика Сае Секулиха* (catalogue de l'exposition du nov.-dec. 1972), Svetozarevo, Галерија Самоуких Ликовних Уметника, sans pagination.
- Сборник в памет на професор Александър Бурмов—Българско историческо дружество—*, Sofia, Издаателство Наука и Изкуство, 1973, 471 p.
- ŠEJKA, LEONID (catalogue de l'exposition de oct.-nov. 1972 — Retrospektivna Izložba 1952—1970), Beograd, Muzej Savremene Umetnosti, 75 p. + ill. + résumés.
- SIMEONIDI, HARALAMPOUS P., *Οι Τσακωνες και η Τσακωνία — Συμβολή στην έρμηνεία των ονομάτων και του 'ουανούμου βυζαντινού θεολογίου των καστροφυλάκων—*, Thessaloniki, Κέντρον Βυζαντινών 'Ορεινών 1972, 187 p.
- SIVEC, JOŽE, *Kompozicijski Stavak Wolfganga Stracciusa*, Ljubljana, Slovenska Akademija Znanosti in Umetnosti — Razred za Zgodovinske in Družbene Vede —, 1972, 89 p.
- SPADARO, MARIA DORA, *Sut FF. 174—183<sup>v</sup> del cod. Vat. gr. 840* (Esstratto dal «Siculorum Gymnasium» N. S. a. XXVI n. 2 — Catania — Luglio-Dicembre 1973, p. 363—386).
- SPADARO, MARIA DORA, *Sull'insegnamento di Fozio e sull'Accademia Patriarcale* (Estratto dal «Siculorum Gymnasium» N. S. a. XXVI n. 2 — Catania — Luglio-Dicembre 1973, p. 286—304).
- SPYRIDAKI, KONSTANTINOU, *Μέγεται, διαλέξεις, λόγοι, ἔρρα, 'Ιστοριοφιλογικαί μελέται και διαλέξεις, Τόμος Α', Μέρος Α' & Β'*, Leukosia, 1972, 410 p. et 478 p.
- SPIRIDONAKIS, B. G., *Empire ottoman inventaire des mémoires et documents aux archives du ministère des affaires étrangères de France*, Thessaloniki, Institute for Balkan Studies, 1973, 536 p.
- STILIANOU, PETROU&KOSTAS P. KIRRIIS, *'Ο ἄγιος Δημητριάδος Κυθρέας*, Leukosia, 'Εκδοτικὸς Ὀίκος & Λωτὸς' 1973, 122 p.
- Сто години Българска Академия на науките 1869—1969*, II et III, Sofia, Издаателство на Българската Академия на Науките, 1972, 396 p. et 766 p.
- Страны средиземноморья в эпоху феодализма — межвузовский сборник*, Выпуск 1, Gor'ki, Горьковский Государственный Университет Им. Н. И. Лодачевского, 1973, 122 p.
- STROTHMANN, WERNER, *Johannes von Arapta*, Ecllin-New York, Walter de Gruyter, 1972, 210 p. + 220 p. Syrischer Text.
- Studia slavica pragensia — Akademiku Bohuslavu Havránkovi k Osmdesátinám* — [Uspřádali Vladimír Barnet, Vladimír Hrabě, Václav Kfistek, Jan Petr, Jaroslav Porák, Milan Romportl], Praha, Universita Karlova, 1973, 254 p.
- SZITA, LÁSZLÓ, *A Baranyai és Pécsi Munkásság Szakszervezeti Mozgalma a Szerb Megszállás Idepén, 1918—1921* (Extr. de Dunántúli Tudományos Gyűjtemény 117, Series Historica 66, p. 179—214), Budapest, 1972.
- TANSEL, FEVZIYE ABDULLAH, *Ömer Seyfeddin'in Şiirleri* [Araştırın ve Hazırlayan ~], Ankara, Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü, 1972, 86 p.

- TEKIN, ERDOĞAN, *Metabİltım İřlem tertİmleri sÖzlüđü*, Ankara, Üniversitesi Basımevi, Türk dil Kurumu Yayınları, 1972, 312 p.
- TODOROVSKI, MILE, *Партизанските одреди и народноослободителната војска на Македонија во ослободителната војна и револуцијата 1941—1944*. Скопје, Институт за Национална Историја, 1972, 321 p.
- TOTH, ADALBERT, *Parteien und Reichstagswahlen in Ungarn 1848—1892*, München, R. Oldenbourg Verlag, 1973, 383 p.
- Türk dil kurumunun 40 yılı*, Ankara Üniversitesi Basımevi, Türk dil Kurumu Yayınları, 1972, 186 p.
- Türkiye' de halk ağızından — derleme sözlüğü* —, V (E—F), VI (G), Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi, 1972, p. 1649—1880 et 1881—2244.
- The twenties — the critical issues* [Edited by Joan Hoff Wilson], Boston, Little, Brown and Company, 1972, 163 p.
- Universita Palackého v Olomouci*, Olomouc, Universita Palackého, 1973, 213 p.
- VEYNE, PAUL, *Comment on écrit l'histoire — Essai d'épistémologie* —, Paris, Éditions du Seuil, 1971, 349 p.
- VOLPE, GIOACCHINO, *Italia moderna* vol. I (1815—1898) (Seconda edizione riveduta); vol. II (1898—1910); vol. III (1910—1914), Firenze, G. C. Sansoni S.p.A., 1973, 362 p., 490 p., 647 p.
- WOLLASCH, JOACHIM, *Mönchtum des Mittelalters zwischen Kirche und Welt*, München, Wilhelm Fink Verlag, 1973, 201 p.
- ZORA, GEORGIU TH., Πληροφορία άγγλου περιγηγητοϋ περι Βηλαρα, Χριστοποϋλου Ψαλιδα και 'Αλῆ Πασα τό 1824, Athènes, 16 p.

TRAVAUX D'HISTOIRE PARUS AUX ÉDITIONS DE L'ACADÉMIE  
DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE DE ROUMANIE

- Documenta Romaniae Historica, B, Țara Românească, Volumul XI, 1593—1600. Domnia lui Mihai Viteazul**, Volum întocmit de Damaschin Mioc, Ștefan Ștefănescu ș.a. (Documents historiques de la Roumanie, B, La Valachie, XI<sup>e</sup> vol, 1593—1600, Le règne de Michel le Brave, volume publié sous la direction de Damaschin Mioc, Ștefan Ștefănescu e.a.), 1975, 745 p.
- Actes du XIV<sup>e</sup> Congrès international des études byzantines, Bucarest, 6—12 septembre 1971.** Publiés par les soins de M. Berza et E. Stănescu, vol. I, 1974, 525 p.; vol. II, 1975, 656 p., ill.; vol. III (sous presse).
- Actes du IX<sup>e</sup> Congrès international d'études sur les frontières romaines, Mamaia, 6—12 septembre 1972.** Edité par D. M. Pippidi, 1974, 558 p.
- GIURESCU, CONSTANTIN C., Contributions to the history of Romanian science and technology from the 15<sup>th</sup> Century to the early 19<sup>th</sup> Century**, «Bibliotheca Historica Romaniae», Economic History Section 50(6), 1974, 226 p.
- THEODORESCU, RĂZVAN, Bizanț, Baleani, Occident la inepaturile culturii medievale românești (secolele X—XIV)** (Byzance, Balkans et Occident aux débuts de la culture médiévale roumaine — X<sup>e</sup>—XIV<sup>e</sup> siècles), 1974, 380 p.
- DEMÉNY LUDOVIC et CERNOVODEANU PAUL, Relațiile politice ale Angliei cu Moldova, Țara Românească și Transilvania în secolele XVI—XVIII** (Les relations politiques de l'Angleterre avec la Moldavie, la Valachie et la Transylvanie aux XVI<sup>e</sup>—XVIII<sup>e</sup> siècles), 1974, 288 p.
- Urkundenbuch zur Geschichte der deutschen in Siebenbürgen, Fünfter Band 1438—1457**, Begründet von Franz Zimmermann, bearbeitet von Gustav Gündisch, 1975, 639 p.
- Mihai Viteazul**, culegere de studii (Michel le Brave, recueil d'études), sous la rédaction de Paul Cernovodeanu et Constantin Rezachievi, 1975, 280 p.
- OLTEANU, ȘT., Les pays roumains à l'époque de Michel le Brave (L'Union de 1600)**, «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographies, XIV, 1975, 159 p.
- Nouvelles études d'histoire.** Publiées à l'occasion du XIV<sup>e</sup> Congrès des sciences historiques, San Francisco, 1975. Vol. V, 1975, 274 p.
- Bibliografia istorică a României. IV. 1969—1974** (Bibliographie historique de la Roumanie, vol. IV, 1969—1974). Comité de rédaction: Ștefan Pascu et Bujor Surdu, 1975, 514 p.
- Inscripțiile antice din Dacia și Seythia Minor.** Inscriptiones Daciae et Scythiae Minoris Antiquae. Vol. I. Sous les soins de I. I. Russu. 265 p.
- Relations between the Autochthonous Population and the Migratory Populations on the Territory of Romania.** A collection of studies. Editors: [Miron Constantinescu], Ștefan Pascu and Petre Diaconu, «Bibliotheca Historica Romaniae», Monographs, XVI, 323 p.
- PIPPIDI D. M., Seythia Minora. Recherches sur les colonies grecques du littoral roumain de la mer Noire**, 1975, 314 p.

